

سكنا به الامم

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14003 - 4,50 F

SAMEDI 3 FÉVRIER 1990

FONDATEUR: ROBERT BEUVERMY - DIRECTEUR: ANDRÉ FONTAINE

Les propositions de M. Hans Modrow sur l'unification

## Les partis politiques de la RFA rejettent l'idée d'une Allemagne neutre

### Une ultime manœuvre

M. GORBATCHEV lui ayant donné le feu vert, au début de la semaine à Moscou, M. Hans Modrow, le chef du fragile gouvernement est-allemand, a joué son va-tout en exposant jeudi 1<sup>er</sup> février un plan en quatre étapes devant conduire à la réunification d'une Allemagne neutre. La conversion soudaine de M. Modrow à la réunification est à la mesure de son désarroi et de celui de ses amis : en dépit de toutes les promesses de démocratisation et de l'organisation précipitée d'élections législatives libres dès le 18 mars prochain, la RDA continue à se vider de sa substance au rythme de deux mille départs par jour.

Il est bien peu probable cependant que le ralliement de M. Modrow au principe d'une Allemagne unie trahisse le mouvement. D'abord parce que le premier ministre, si réformateur soit-il, n'engage que lui-même. Tout le monde, en effet, est persuadé que son parti sortira grand vainqueur des élections du 18 mars. Ensuite, parce que sa démarche apparaît déjà comme une simple manœuvre préélectorale concoctée à Moscou : beaucoup d'Allemands de l'Est se souviennent que ce n'est là qu'une pâle répétition de la proposition de réunification de l'Allemagne, au prix de sa neutralité, présentée en 1952 par Staline.

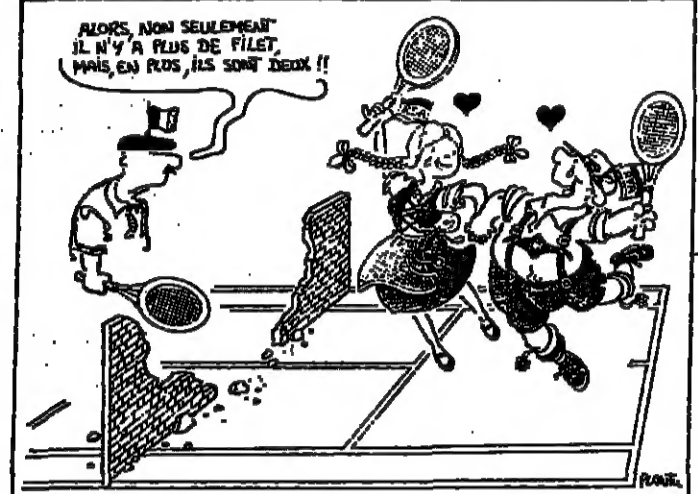
Il y a un an encore, une telle offre aurait pu avoir des effets sur l'opinion publique est- et ouest-allemande. Elle aurait signifié pour les Allemands de l'Est libération et promesse d'une vie meilleure. A l'Ouest, elle aurait renforcé un courant pacifiste et neutraliste apparu au moment de la bataille des Pershing.

Mais il y a toutes chances qu'aujourd'hui la manœuvre fasse long feu : les Allemands de l'Est connaissent enfin la liberté, et sont persuadés que le bien-être leur viendra de l'Ouest ; leur comportement, depuis quelques semaines, a prouvé les subtils analyses des experts en tous genres qui expliquaient voilà peu que la spécificité est-allemande exigeait le maintien de deux États.

L'ÉVOCATION de la neutralité d'une Allemagne réunifiée n'a pas, d'autre part, soulevé l'enthousiasme à l'Ouest. Le pacifisme d'hier se nourrissait en effet de la peur de l'Union soviétique. Or, cette peur a disparu. C'est pourquoi les sociaux-démocrates, dans la foulée du chancelier Kohl, ont repoussé la condition de neutralité énoncée par M. Modrow et qui, si elle était acceptée, menacerait gravement tout ordre et toute stabilité en Europe.

Reste maintenant aux gouvernements occidentaux intéressés - dont beaucoup, à commencer par celui de la France, sont résolument en retard sur les événements - à faire preuve d'imagination pour ancrer le mieux possible la nouvelle Allemagne à l'Ouest. La CEE, certes, et pourquoi pas, plus tard, la Confédération européenne chère à M. Mitterrand ? Mais aussi une OTAN rénovée, quitte, comme le propose M. Genscher, à ce que le territoire actuel de la RDA soit doté d'un statut spécial.

Le plan concernant l'unification des deux États allemands présenté jeudi 1<sup>er</sup> février par le premier ministre de la RDA, M. Hans Modrow, a suscité à Bonn des réactions mitigées : s'ils adhèrent aux perspectives d'unité, les partis politiques de la RFA sont résolument hostiles à l'idée de neutralité - au demeurant la question centrale - défendue par M. Modrow.



### La question centrale

BONN

de notre correspondant

La déclaration de M. Hans Modrow sur l'unité allemande a surpris la classe politique à Bonn. Non par l'esprit qui l'anime : on avait pris bonne note qu'à Moscou, mercredi, le premier ministre-est-allemand avait fait sien le mot d'ordre des manifestations populaires « Deutschland einig Vaterland » (Allemagne patrie unie).

On ne s'attendait pas cependant que M. Modrow mit si rapidement en forme un plan de marche vers l'unité, qui recoupe très largement le plan en dix

points présenté par le chancelier Kohl au mois de novembre.

Au moment même où M. Hans Modrow présentait ses propositions devant la presse à Berlin-Est, M. Helmut Kohl faisait route vers Berlin-Ouest pour rencontrer les responsables des partis est-allemands se réclamant du « centre démocratique ».

Le chancelier les exhorte, sans grand succès pour l'instant, à s'unir pour faire face au SED et au SPD lors des élections du 18 mars.

LUC ROSENZWEIG  
Lire la suite et l'article d'HENRI DE BRESSON page 3

### Les promesses d'un très grand marché

par Alain Vernholes

L'Europe qui depuis quelques années fait de nouveau parler d'elle dans le monde pour ses projets d'union économique et politique, cette Europe-là, faite de douze pays industrialisés (1), est-elle promise à une nouvelle et longue période de prospérité ? La question se posait déjà depuis qu'avait été relancée en 1985-1986 la construction européenne. La libéralisation politique des pays de l'Est rend l'interrogation plus pressante en même temps que la réponse plus difficile.

Beaucoup d'Américains qui suivaient souvent avec appréhension le cheminement de l'Europe

vers un marché sans frontières porteur de plus d'investissements et de croissance, estiment maintenant que l'ouverture politique des pays de l'Est va décapiter les effets de la construction à douze. Les conséquences en seraient considérables, ramenant pour ainsi dire le centre du monde des États-Unis vers une maison commune européenne ; commune par la proximité des pays, leur savoir-faire et d'une certaine façon leur culture.

Lire la suite page 28 - section C

(1) Sur les douze pays de la CEE, deux - la Grèce et le Portugal - ont un niveau de développement encore faible.

Légalisation des partis anti-apartheid, libération imminente de M. Nelson Mandela

## M. De Klerk annonce d'importantes mesures de libéralisation pour les Noirs sud-africains

Dans un discours prononcé vendredi 2 février au Cap devant le Parlement sud-africain, le président De Klerk a annoncé la prochaine libération « sans condition » de M. Nelson Mandela, chef historique du Congrès national sud-africain (ANC) et la libéralisation immédiate de ce parti qui

incarne la lutte nationaliste des Noirs depuis l'instauration de l'apartheid. M. De Klerk a aussi annoncé la suppression des restrictions prises dans le cadre de l'état d'urgence contre le Front démocratique uni (UDF), branche interne de l'ANC, et la libération des prisonniers politiques.

« Le gouvernement a pris la ferme décision de libérer Mandela sans condition et il prendra une décision quant à la date de cette mesure. Malheureusement, un court laps de temps supplémentaire est inévitable. » En quelques mots, le chef de l'État sud-africain a mis un terme au suspense entretenu par toutes sortes de rumeurs et de déclarations contradictoires quant au sort qu'il entendait réserver à l'homme par lequel passe toute solution négociée aux problèmes intérieurs du plus puissant des pays d'Afrique.

L'existence d'un court délai avant la libération effective peut constituer une petite déception

pour les amis de l'illustre prisonnier, mais M. De Klerk est allé au-delà de leurs espoirs en décidant la libération immédiate de l'ANC et d'une trentaine d'autres organisations interdites, notamment l'UDF qui se présente comme l'alliance de neuf cents mouvements représentant au total trois millions de membres, considérée en fait comme la branche interne de l'ANC, dont la direction est en exil en Zambie.

Ces mesures s'accompagnent de la libération des autres détenus politiques, de la fin de la censure et de la suspension des exécutions. « Il est temps pour nous de rompre le cercle de la

violence et d'avancer vers la paix et la réconciliation », a dit M. De Klerk. L'état d'urgence est maintenu, dans ses dispositions générales, mais il sera levé « dès que les circonstances le justifieront ».

Avant le discours de M. De Klerk, un porte-parole de la Maison Blanche avait annoncé, jeudi, que le président Bush désirait recevoir M. Mandela tout de suite après sa libération. Le président américain voudrait aussi recevoir séparément M. De Klerk, afin de « déterminer comment les États-Unis peuvent aider l'Afrique du Sud à avancer vers un gouvernement et une société non raciaux ».

## Le double appel du pape pour l'Afrique

Un dernier discours de Jean-Paul II pour secouer « l'indifférence de l'humanité » et inviter les Africains à coopérer entre eux

Le pape Jean-Paul II a clos son voyage d'une semaine au Sahel le 1<sup>er</sup> février à N'Djaména, par un double appel en faveur de l'Afrique.

N'DJAMÉNA

de notre envoyé spécial

Les séquelles du colonialisme, les conséquences des affrontements Est-Ouest pour le tiers-monde, l'ethnocentrisme, le dialogue Nord-Sud, qui doit s'accroître, la nécessaire coopération Sud-Sud, la protection des droits de l'homme et de l'environnement, les réfugiés, la malnutrition, les ruines de la guerre, la discrimination raciale, le problème des immigrés, des minorités, de la dette, etc. Pour le dernier discours de son sixième pèlerinage en terre d'Afrique, le pape Jean-Paul II a voulu tout dire, tout traiter, tout résumer des réflexions, des espoirs et des craintes qu'il ont assailli pendant une semaine au Sahel.

Lundi soir, en privé, devant les évêques de Ouagadougou, il avait confié qu'il n'aurait jamais « pu mourir en paix » sans réitérer, une fois encore, son appel à l'humanité en faveur de l'Afrique. Trois jours plus tard, à N'Djaména, devant le corps diplomatique il prononce un dis-

cours si dense que l'auditoire a la fugitive impression que ce jeudi 1<sup>er</sup> février constitue pour lui comme une dernière chance de secouer « l'indifférence de l'humanité ».

Comme si les deux mille et quelque homélies, psalmodies en douze ans de pontificat jûné, n'avaient servi à rien, ou presque : inlassable porte-parole des déshérités, le pape n'en finit pas de mettre l'humanité en

garde contre elle-même. « Il est, dit-il, des sources de souffrance qui paraissent sans fin. » Or aucune d'entre elles « ne pouvant nous laisser résignés, je tiens à dire à la communauté internationale (...) que les grandes transformations en cours en Europe de l'Est ne doivent pas détourner l'attention du Sud », poursuit-il.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 6

ISI BELLER

## Le feu sacré

ROMAN

Le lecteur suit, à fond de train, le rythme de ce thriller à plusieurs dimensions, qui se situe dans l'univers même de Jules Verne.

Jacques Nobécourt / L'EXPRESS

C'est le vieux ressort romanesque de l'imprévisible enfant de Bohême, ici dignifié en allégorie de la liberté, qui emporte décisivement le roman...

Mona Ozouf / LE NOUVEL OBSERVATEUR

L'imagination d'Isi Beller est sans limite.

Laurence Vidal / LE FIGARO

ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie

### Stagiaires polonais en France

A l'école de la démocratie locale

page 9

### La mosquée de Lyon

La réalisation du projet est compromise par des dissensions entre les musulmans

page 14 - section B

### Inquiétudes pour la sidérurgie

Réajustement de la demande d'acier selon l'OCDE

page 29 - section C

### Blanchiment des narcodollars

Une riposte internationale se met en place

page 11 - section B

### Commerce extérieur

Après le déficit modéré de décembre la dégradation semble stoppée

page 27 - section C

### SANS VISA

Bénarès, ville sainte à sauver

● Escalade ● La table ● Les jeux

pages 15 à 20 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34 - section C

M 0147 - 203 0 - 4,50 F  
3790147004500 02030

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Islande, 80 kr. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.



## DÉBATS

L'avenir de la musique

## Les grenouilles et le soliveau

par Pierre Boulez

L. m'est difficile d'ignorer plus longtemps que la polémique franco-française s'est récemment réveillée autour des deux institutions dont je suis le responsable — l'IRCAM, département musical du Centre Georges-Pompidou, et l'Ensemble Inter-Contemporain (EIC) — les attaques s'étendant également à ma personne, comme si ces organismes étaient des jouets que la V<sup>e</sup> République aurait eu la faiblesse, sans cesse renouvelée, de me donner. Deux hebdomadaires, le Point (1) et l'Express (2), se sont particulièrement distingués, durant les derniers mois de 1989, dans cette course à la désinformation.

Je me dois d'abord de répéter que la communauté internationale est toujours prête à me faire confiance, ce qui me dispense de toute dépendance vis-à-vis de l'Hexagone, et donc de toute justification personnelle. En revanche, l'estime prioritaire de défendre les institutions et les équipes qui les animent, elles ne sont pas au service de ma personne, mais s'attachent, avec opiniâtreté et désintéressement, à faire vivre des projets artistiques dont le bien-fondé et la valeur sont largement reconnus hors de nos frontières.

En contradiction avec cet état de fait aisément vérifiable, la polémique a surgi au moment où se sont accusées des divergences avec l'administration de tutelle directe, la direction de la musique et de la danse, et plus spécifiquement avec son directeur (3). De l'Opéra-Bastille à la Cité de la musique de La Villette, il m'a semblé que l'on s'engageait sur le même chemin de l'incertitude : indécision quant au choix de responsables, quant au calendrier et bien plus grave encore, quant à la nature du projet. Ce qui m'obligeait à m'exprimer publiquement ici même, voilà près d'un an, au sujet de l'Opéra-Bastille, m'incitait, hélas ! à prendre de

nouveau position sur un domaine plus vaste : la nature de la relation entre la profession en général et la tutelle. Je constate en effet et je ne suis pas le seul à le faire, que la situation s'est dégradée à un point où la bureaucratie dénature ou étouffe, à tort et à travers, les projets culturels musicaux.

Venons-en d'abord aux chiffres, puisqu'ils semblent inspirer confiance ou défiance, qu'ils font l'objet de rapports précis et qu'ils sont cités, en général, je n'irais pas jusqu'à dire de façon faussifiée, mais hors contexte, dans une sorte d'amalgame tendancieux destiné à justifier une thèse inscrite a priori, celle de l'hégémonie de l'IRCAM et de l'EIC : hégémonie artistique liée à l'hégémonie budgétaire. Nous accablions exclusivement une cour de compositeurs favoris au détriment de véritables génies que nous ignorions, nous grèverions le budget de l'Etat au point de paralyser les autres organismes sans toutefois obtenir des résultats scientifiques et musicaux dignes de ce pactole.

## Neuf cents œuvres présentées au public

Au simple plan comptable, voici quelques chiffres qui ramèneront du mythe à la réalité : en 1989, l'IRCAM a perçu 25,3 millions de francs de subventions directes auxquelles se sont ajoutées des prestations émanant du Centre Pompidou estimées à 5,5 millions de francs ; l'EIC, quant à lui, pour la même année, a reçu 13,82 millions de francs de l'Etat et 1,48 million de francs de la Ville de Paris, soit un total de 15,3 millions de francs. Si l'on veut additionner l'ensemble des financements publics alloués aux deux maisons, on parvient à un total de 46 millions de francs. Rappelons notre activité dans le contexte plus général de la vie musicale française et comparons-la aux moyens dont disposent les institutions étatiques comme un orchestre symphonique ou un opéra. La fourchette des subventions accordées à des organismes tels les Orchestres de Paris, de Lyon et de Toulouse se situe, pour 1989, entre 43,5 millions et 52,8 millions de francs.

Le coût de nos deux maisons consacrées exclusivement à la musique contemporaine n'est donc nullement exorbitant si on le compare à celui des structures dévouées essentiellement au répertoire symphonique traditionnel ; il est même d'une modestie au regard du domaine de l'opéra où un rapport de 1 à 10 peut s'établir — toujours en 1989, le Théâtre national de l'Opéra de Paris a reçu 480 millions de francs de l'Etat.

Il ne s'agit pas d'opposer des institutions qu'on cherche trop souvent à dresser les uns contre les autres dans la chasse aux subventions, mais de constater une proportion qui va de pair avec la complémentarité nécessaire à toute vie musicale ouverte sur l'avenir.

La question se pose maintenant de savoir comment ces fonds sont utilisés ; il faut donc rendre compte de l'activité artistique, car le rapport qualité-prix est souvent ignoré au bénéfice du seul rapport quantité-prix. En ce qui concerne l'exigence supposée des choix esthétiques et leur caractère partisan, je rappellerai que l'IRCAM et l'EIC ont à ce jour présenté en public neuf cents œuvres

de trois cents compositeurs ; on admettra que ceux-ci peuvent difficilement appartenir à la même gigantesque famille qu'il me serait difficile d'avoir engendrée à moi tout seul... Voilà, en tout cas, qui justifie la quantité.

Je ne pense pas davantage que nous ayons à rougir de la qualité, même si nous préférons les talents aventureux, quel que soit leur terrain d'exploration aux invalides de la nostalgie. Nous avons vu surgir autour de nous une nouvelle génération de compositeurs qui me rassurent tout à fait sur la vitalité de la musique d'aujourd'hui et me font considérer à leur juste valeur — néant et vent — les gémissements fatigués à propos d'une prétendue crise, ou d'une stagnation, de la création.

Les Cassandre, tous sexes confondus, seraient déliés de leurs cauchemars s'ils daignaient honorer nos manifestations de leur présence amoureuse. Les salles sont pleines, les œuvres sont jouées à maintes reprises, les invitations affluent, auxquelles l'EIC et l'IRCAM ont dû mal à faire face. En 1988, les tournées internationales nous ont ainsi conduits successivement en Australie et en Nouvelle-Zélande, aux Etats-Unis et au Canada, en Italie, Allemagne, Grande-Bretagne et Autriche. Pour la seule saison 1988-1989, soixante-dix concerts ont réuni plus de 50 000 auditeurs.

Enfin, pour en revenir à la stricte gestion, l'IRCAM, comme les autres départements du Centre Pompidou, a été l'objet, en 1988, d'un rapport de l'inspection des finances, à la demande du ministre de la culture. Je souhaierais qu'il soit publié intégralement, car, mis à part certaines réserves auxquelles nous adhérons — publications scientifiques en nombre insuffisant, efficacité de commercialisation, — on verrait que ses conclusions relatives aux différents secteurs d'activité de l'institution sont essentiellement positives ; bon fonctionnement actuel de la direction technique, jugement favorable sur la procédure de choix des compositeurs, constat de réussite de la politique de diffusion des œuvres, exécution du budget satisfaisante, etc.

Au demeurant, l'IRCAM et l'EIC sont en permanence surveillés, dans la plus grande transparence, et par le contrôle financier du ministère de la culture, et par leur conseil d'administration respectif.

## Des arguments bureaucratiques

Je n'aurais pas besoin moimême de rappeler toutes ces données, si je ne savais pertinemment que la suspicion constante d'une part de la presse se double curieusement d'un minuscule total pour nos manifestations de la part du directeur de la musique, inintéressé qui confine à la malveillance. Je ne pense pas être paranoïaque ; d'autres organismes moins visibles ou moins exposés que les nôtres sont en butte à la même indifférence d'une administration tatillonne, aussi rigide que dépourvue d'imagination et de générosité.

Le ministre de la culture se déplace régulièrement, s'informe et demeure à l'écoute directe des artistes ; le directeur de la musique juge préférable de rester dans son bureau. Cette absence de pratique du terrain ne peut être compensée par la seule lecture de rapports et de dossiers, surtout quand il s'agit de projets en pleine évolution, comme le fut celui de l'Opéra-Bastille, comme l'est actuellement celui de la Cité de la musique à La Villette.

Je me sens directement concerné par ce dernier projet qui, outre le transfert du Conservatoire national dans la partie ouest, a toujours prévu l'implantation de l'EIC comme utilisateur prioritaire — en partage avec le Conservatoire — de la salle de concerts, en cours de construction dans la partie est. Alors que cette

salle doit être inaugurée à l'automne 1992, tout reste à faire aujourd'hui. On sait, et l'exemple de l'Opéra-Bastille l'a suffisamment prouvé, qu'une saison artistique ne s'improvise pas et que, dans le contexte international, on planifie avec, au minimum, trois ans d'avance : c'est un fait dont il faut absolument tenir compte si l'on veut simplement opérer. On le peut d'autant moins que le cadre d'action est inexistant.

N'ayant rien vu venir depuis l'automne 1988, j'ai tiré à plusieurs reprises la sonnette d'alarme et demandé que l'on affronte d'urgence les problèmes de fond : statut juridique, moyens financiers, coordination avec l'établissement constructeur, constitution des équipes, le tout en vue d'une politique artistique et de communication à définir. L'oubli des problèmes que le projet est d'autant plus complexe qu'il comporte aussi un musée des instruments et un institut de pédagogie musicale.

Au lieu de se mettre au travail d'urgence, le directeur de la musique s'est arboré sur des arguments bureaucratiques, la présence éphémère sur l'efficacité. Résultat actuel : le bâtiment construit, mais sans qu'une structure de préfiguration ait pu être mise en place avec l'accord de toutes les parties prenantes. Je ne cherche pas à relancer la vaine polémique entre l'artiste et le gestionnaire. Mon expérience à l'étranger avec des organismes de premier plan m'a, au contraire, amplement prouvé que le gestionnaire fort et éclairé est le garant de tout projet artistique de qualité. Encore faut-il que les terrains respectifs soient nettement balisés, alors qu'ici, le statut de fonctionnaire semble conférer la science infuse et autoriser indistinctement toutes les expertises.

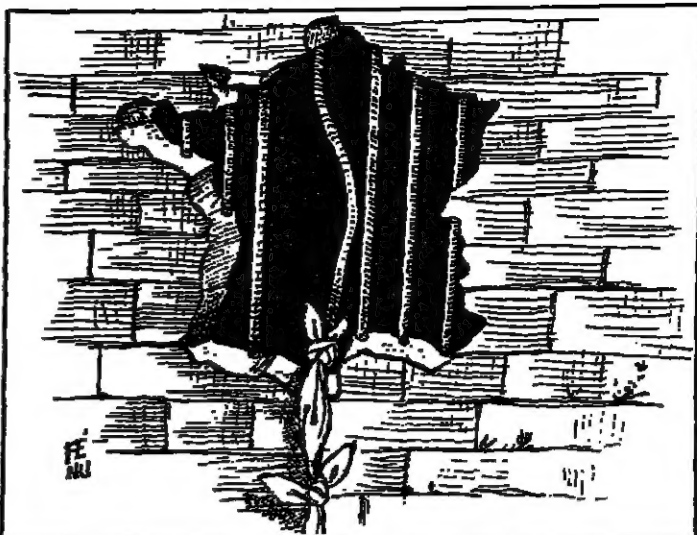
On comprend dès lors les réactions négatives de la profession qui se sent l'objet d'une myopie méprisante alors qu'elle est en mesure de constater l'antériorisme persistant de certaines décisions. Il ne faudrait pas oublier, crûment dit, que l'administration doit soutenir le projet artistique, et non l'activité artistique servir de champ de manœuvre à l'administration.

Le pouvoir politique qui a lancé dans l'enthousiasme de grands projets musicaux peut à bon droit s'étonner que les conditions, passées au filtre de la bureaucratie, n'en arrivent qu'à des résultats médiocres et décevants. Comme je le comprends ! Sur aucun des grands dossiers musicaux actuellement ouverts, je ne prétends délivrer de solution du type prêt-à-porter. J'affirme au contraire que le dirigisme actuel, coupé des réalités professionnelles, mène inévitablement à la paralysie et à l'échec, c'est-à-dire au gâchis des fonds publics. Ce n'est sûrement pas par le seul octroi de statuts, de subventions ou de cahiers de charges qu'on favorisera le projet que le bon emploi de l'argent public, sans parler d'une détermination plus souple et plus claire des missions confiées à chacun.

Selon moi, nos gérants carcéraux se fourvoient gravement lorsqu'ils se donnent pour mission, essentiellement, ce que Michel Foucault a dénommé avec les vocables de « surveiller et punir ». Susciter et organiser avec les partenaires professionnels un débat ouvert et pertinent me paraît une tâche autrement fructueuse. La vitalité et la fécondité de notre développement musical, que tout le monde semble souhaiter, passent par cet effort mutuel, pour que la réalisation concrète des projets soit à la hauteur des ambitions initiales. Les musiciens ne sont pas des grenouilles qui demandent un roi — au demeurant, ils risquent de recevoir un simple soliveau.

- (1) Le Point, 21 août 1989.  
(2) L'Express, 1<sup>er</sup> décembre 1989.  
(3) M. Michel Schneider (NDLR).

## TRAIT LIBRE



## La grève dans les hôpitaux

## Colère d'une génération

par Bernard Granger, Jean-Marcel Guillon et Jean-François Lévy

LES questions que posent aujourd'hui les internes et les chefs de clinique dépassent de loin de simples revendications catégorielles. L'avenir du système de santé français est le véritable enjeu de ce mouvement.

Avant de s'installer, un médecin généraliste aura réussi le concours d'entrée en médecine (10 % de refus), effectué six années d'études puis deux années d'internat de médecine générale. Certains souhaitent se spécialiser et se présentent au concours de l'internat de spécialité où seulement 20 % d'entre eux seront reçus. Ils ont ainsi accès à huit à dix semestres de formation et d'exercice en mesure de constater l'antériorisme persistant de certaines décisions. Il ne faudrait pas oublier, crûment dit, que l'administration doit soutenir le projet artistique, et non l'activité artistique servir de champ de manœuvre à l'administration.

- 1) Soins aux patients hospitalisés en supervisant les internes.
- 2) Enseignement aux étudiants.
- 3) Travaux de recherche.

Internes et chefs de clinique représentent 60 % des médecins hospitaliers mais ne bénéficient que d'un statut contractuel et d'un salaire inadapté à leurs compétences et à leurs responsabilités. La majorité d'entre eux s'orientent vers la médecine libérale pour des raisons multiples, dont l'absence de postes hospitalo-universitaires, la faible attractivité de l'hôpital général (2 770 postes restent actuellement vacants) et souvent par choix personnel.

La médecine libérale française est une médecine de qualité et de progrès. Les médecins libéraux exercent dans le cadre d'une convention renégociée tous les quatre ans. Depuis le début des années 80, les médecins ont le choix entre deux secteurs d'exercice conventionnés. Le secteur 1, dont les tarifs de consultation sont fixés (85 F pour les généralistes, 125 F pour les spécialistes et 195 F pour les psychiatres), a été choisi par 73 % des médecins ; 27 % seulement des praticiens exercent en secteur 2, dont les honoraires sont librement déterminés mais restent modérés (30 % à 40 % de décaissement) et remboursés sur la base des tarifs de consultation du secteur 1.

Cependant, les médecins actuellement installés en secteur 2, soucieux du principe d'accès aux soins pour tous, pratiquent spontanément 30 % environ de leurs actes au tarif du secteur 1.

L'échec des négociations conventionnelles entre les syndicats de médecins libéraux, les caisses d'assurance maladie et le ministère de la santé a dévalué le profond malaise du système de santé français. Pour tenter de traiter cette grave maladie, un mauvais remède a été institué : la discrimination à notre encontre. Alors qu'aucun accord sur une nouvelle convention médicale n'a été obtenu avant la date d'échéance de la convention précédente (1<sup>er</sup> décembre 1989), la liberté de choix du secteur d'installation nous est dorénavant interdite, et ce qui

que soit notre degré de compétence. Cela n'a pour effet que de créer une ségrégation entre les médecins installés et les générations à venir. Simultanément, une loi assimile le médecin à une profession commerciale (loi Besson).

Les internes et les chefs de clinique se battent pour une médecine de qualité, accessible à tous, principe essentiel de l'exercice libéral. La dévalorisation de la médecine libérale est responsable du malaise des professions de santé. Seule une réforme globale du secteur 1 permettra d'éviter l'hypothétique hémorragie vers le secteur 2 que semblent craindre les pouvoirs publics.

Cependant un secteur à honorer libéral reste indispensable. En effet, certains médecins, pour de multiples raisons, notamment leurs compétences mais aussi les frais inhérents au fonctionnement de leur cabinet (qui dépendent de leur spécialité et de leur lieu d'installation), ne peuvent pratiquer les honoraires du secteur 1 sans compromettre la qualité de leur exercice. Le secteur conventionné à honorer libéral représente ainsi la sauvegarde d'activités indispensables, seule garante d'une médecine libre et indépendante des pouvoirs administratifs.

## Les biologistes premières victimes

Les biologistes sont les premières victimes de la cécité gouvernementale. L'arrêté du 30 novembre 1989 a fixé arbitrairement, sans aucune concertation, une nouvelle nomenclature des actes de biologie médicale. Les conséquences de cet arrêté sont extrêmement préoccupantes pour l'avenir d'une profession dont le développement est indissociable du progrès médical. En effet, un quart des laboratoires de proximité risquent de disparaître. Les internes en biologie, qui, après dix ans d'études, pouvaient espérer des débouchés dignes de leur formation, ne comprennent pas l'acharnement du ministre à les condamner au chômage.

Le mouvement actuel des internes et des chefs de clinique traduit la colère d'une génération que l'on veut sacrifier. Les Français ont compris que la santé de l'an 2000 dépend de l'avenir des internes et des chefs de clinique. Tout ce qui conduit à briser, décourager, démotiver, les jeunes médecins et les jeunes spécialistes porte en germe une désagréation de la qualité des soins qui seront offerts aux Français dans les vingt prochaines années.

Les donneurs de leçons de morale feraient bien de méditer les enseignements de ces dernières semaines sans s'aveugler sur l'avenir : aucun patient n'a souffert de la grève des urgences ; tous subiraient les conséquences d'une médecine muséifiée par l'Etat.

► Bernard Granger, chef de clinique assistant, Jean-Marcel Guillon, interne des hôpitaux de Paris, et Jean-François Lévy, chef de clinique assistant, s'expriment au nom du Comité de grève des internes de médecine générale, des internes de spécialité et des chefs de clinique des hôpitaux de Paris.

## AU COURRIER DU MONDE

## M. Biasini et l'ouverture

Dans l'article « L'ouverture est de retour », exposant les tentatives de regroupement politique des membres non socialistes du gouvernement, le Monde du 16 janvier me classe parmi ceux qui se tiennent « éloignés » de ces efforts, ce qui peut s'entendre comme la manifestation d'une frilosité de mauvais aloi à l'égard de ces démarches.

Je crois en conséquence nécessaire de préciser que si je ne suis, tout au long de ma carrière administrative, conforme au devoir de réserve, mes convictions ont toujours été claires, et d'affirmer ma totale solidarité avec l'équipe gouvernementale à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir. J'approuve donc entièrement toute démarche tendant à donner à la majorité présidentielle sa traduction politique la plus authentique et la plus large. Cela, qui me paraissait aller sans dire, me semble aujourd'hui devoir être dit.

EMILE J. BIASINI  
secrétaire d'Etat  
chargé des grands travaux

AU SOMMAIRE DE FEVRIER

**Le Monde** DES

**PHILATELISTES**

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Les monstres préhistoriques.
- La Révolution française : 1795.
- Grande-Bretagne : Le two pence blue.
- Dürer.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

## Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bourvois-Méry (1944-1969),  
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Rédacteurs en chef : Brune Frappart, Claude Salas

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81 ; Telex 650672 F MONDPA

ADMINISTRATION :  
11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-30-00  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 281311 F MONDISIR

150 000 000



سكزا من الاصل

# ÉTRANGER

Les propositions de M. Modrow en faveur de la réunification allemande

## Le premier ministre de Berlin-Est affirme que le nouvel Etat devrait être neutre

BERLIN-EST  
de notre correspondant

« Le principe qu'il va falloir effectivement se pencher maintenant avec détermination sur la question d'une seule patrie allemande », avait dit mardi 30 janvier à Moscou le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, après avoir rencontré le président Mikhaïl Gorbatchev. Il n'aura fallu attendre que deux jours. Avec la bénédiction des Soviétiques, M. Modrow a annoncé le 1<sup>er</sup> février à Berlin-Est l'abandon officiel par la RDA de la doctrine de la division de l'Allemagne et s'est prononcé pour la création d'une fédération allemande militairement neutre.

« Le moment est venu de tirer un trait sur la seconde guerre mondiale, de conclure un traité de paix, a-t-il déclaré au cours de sa conférence de presse. (...) Une solution définitive de la question allemande ne peut être obtenue que par l'exercice libre de l'autodétermination des Allemands dans les deux États en coopération avec les quatre puissances et en tenant compte des intérêts de tous les pays européens. »

On a donc fini, à Moscou et à Berlin-Est, par se rendre à l'évidence, comme la plupart des pays occidentaux avaient déjà dû le faire. L'importance de la population est-allemande pour que le processus d'unification entre les deux États allemands rendait suicidaire de vouloir s'en tenir, coûte que coûte, à une doctrine manifestement dépassée par les événements. Quelles qu'aient été leurs positions de départ, tous les partis politiques en RDA avaient déjà dû prendre en compte cette réalité.

A l'automne, les dirigeants des deux nouveaux groupes d'opposition, fiers d'avoir réussi la « révolution » en RDA, étaient persuadés de la nécessité de préserver une « identité » est-allemande « face à une Allemagne fédérale

dont ils récusaient le capitalisme triomphant. L'ouverture brutale du mur en novembre a bouleversé tous leurs calculs. Pour certains, la pilule est amère, comme on l'a vu dimanche à Berlin-Est, où les fondateurs du Nouveau Forum se sont fait mettre en minorité précisément sur ce point.

La question n'est plus aujourd'hui de savoir en RDA si on veut ou non l'unité allemande, mais de quelle manière et dans quel délai elle se fera. « Le parti qui l'emportera aux élections sera celui qui donnera la réponse la plus crédible », disait samedi dernier à Göttinge l'un des fondateurs de Renouveau démocratique aujourd'hui passé au Parti social-démocrate, M. Eberhard Richter. Chaque formation a son propre programme. Cela va de la réunification la plus vite possible, comme pour l'Union démocratique soutenue par la CSU bavaroise, à toutes sortes de scénarios, plus ou moins précis vers l'unification. C'est le chancelier Kohl qui, le premier, avait présenté, en novembre, un plan en dix points prévoyant la constitution par étapes d'une fédération. Cela avait suscité une violente réprobation, y compris parmi les plus proches alliés de la République fédérale.

### « Deutschland, einig Vaterland »

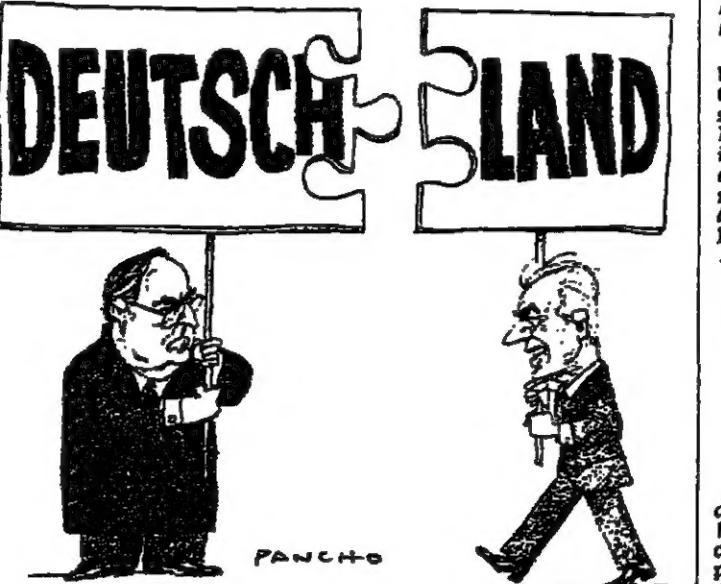
Le plan du premier ministre est-allemand se veut une réponse directe à ce programme en dix points. Il prévoit quatre étapes : la conclusion, rapide, d'un traité sur la communauté contractuelle que lui-même et le chancelier Kohl ont convenus, en décembre à Dresde, de signer. Allant au-delà de ce qui a été pour le moment prévu, il estime que ce traité doit « déjà comporter des éléments fédéraux », comme l'union économique et monétaire, l'union en matière de transports. Pour deuxième étape,

M. Modrow propose « une confédération avec des organes et des institutions communes, comme par exemple une commission parlementaire, une chambre des Lander, des organes exécutifs communs pour des domaines particuliers ».

Les deux États transfèrent ensuite, peu à peu, leur souveraineté à un organe central de la confédération et, une fois les

C'est la première phrase de l'hymne national est-allemand que les manifestants chantent depuis des semaines dans toutes les villes allemandes pour exprimer leur volonté de réunification. M. Modrow prend au mot ses concitoyens, veut dire aux militaires de ceux qui quotidiennement quittent le pays pour la RFA qu'il les a entendus.

Bien tard, dira-t-on, pour espérer remonter le courant, et rattraper le temps perdu à répéter



deux États allemands militairement neutralisés, on pourrait parvenir à l'étape finale : « la formation d'un État allemand uni sous forme d'une fédération allemande » et... la réunion d'un Parlement uni qui déciderait une constitution unique et un gouvernement unique avec siège à Berlin.

« L'Allemagne doit à nouveau devenir la patrie unie de tous les citoyens de la nation allemande », a affirmé M. Modrow en présentant son plan devant la presse : « Deutschland einig Vaterland ! »

contre vents et marées que seule l'existence de deux États allemands pouvait garantir la paix et la stabilité en Europe ! En échangeant son ralliement à l'unité allemande contre la neutralisation militaire d'un futur État, M. Modrow espère toucher à une corde sensible chez lui et prend à contrepied les partis conservateurs ouest-allemands et le chancelier Kohl.

### Déjà Staline dans les années 50...

Le plan de M. Modrow ne fait que reprendre, comme il le dit d'ailleurs lui-même, d'anciennes propositions formulées par Staline dans les années 50 puis par les communistes est-allemands en 1962 dans un document national. « Déjà ce document proposait une confédération devant conduire à une Allemagne réunifiée, délimitée, mais qui s'accompagnerait, dans la thèse des dirigeants de l'époque, de la victoire du socialisme sur le capitalisme. Ce projet avait été abandonné sous Erich Honecker. L'époque rendait le schéma peu plausible. Aujourd'hui, en plein processus de désarmement entre les deux blocs, il est peut-être plus difficile de le balayer purement et simplement.

Le premier ministre est-allemand ne s'agrippera pourtant pas pour autant les élections avec le Parti communiste, rebaptisé Parti du socialisme démocratique. Mais il peut paraître que ce soit lui qui participe au dialogue qu'il réclame sur le statut de l'Allemagne. Il a néanmoins cité, jeudi, dans sa conférence de presse un certain nombre de conditions nécessaires, selon lui, pour envisager cette discussion : que le processus soit étroitement imbriqué dans celui de l'intégration européenne, que les frontières issues de la guerre mondiale soient reconnues, que les alliés ne se fassent pas forcer la main, que tout cela figure dans un traité de paix définitif.

LUC ROSENZWEIG

HENRI DE BRESSON

### En visite à Paris

## Le maire de Berlin-Ouest demande qu'il soit mis fin à la « situation semi-coloniale » de sa ville

Le maire de Berlin-Ouest, M. Walter Momper, en visite à Paris le 1<sup>er</sup> février, a souhaité que les trois puissances occidentales garantissent le statut de Berlin-Ouest. Il a demandé en particulier qu'il puisse participer aux élections pour le renouvellement du Bundestag en décembre prochain. En vertu de l'actuel statut de la ville, les représentants de Berlin-Ouest à Bonn sont désignés par la chambre locale et n'ont pas les

mêmes prérogatives que les autres députés au Bundestag. M. Momper fait valoir que les habitants de Berlin-Est sont autorisés à participer aux élections législatives en RDA et voteront le 18 mars. Les Français affirment n'avoir pas d'objection de principe à une telle réforme, mais s'abstiennent de la compléter des problèmes juridiques qu'elle pose.

D'autre part, M. Momper, reçu à l'Hôtel de ville, a signé avec le maire de Paris un programme de coopération pour deux ans entre les deux villes et a invité M. Jacques Chirac à Berlin.

## Il faut convaincre Moscou que l'Allemagne unie doit rester dans l'OTAN

déclare le secrétaire général de l'organisation

Les propositions du premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, comportant l'idée de neutralité pour l'Allemagne réunifiée, ne sont pas acceptables par les Occidentaux. Elles n'avaient pas encore suscité vendredi en fin de matinée de réactions officielles autres que celles de la classe politique ouest-allemande et celles du secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner, interviewé par une radio jeudi. M. Wörner posait le problème en ces termes : « Les intérêts de l'Union soviétique doivent être garantis. Il faut donc trouver le moyen de convaincre Moscou d'accepter une Allemagne unie restant membre de l'OTAN. »

Ces questions seront vraisemblablement au centre des entretiens qu'aura M. Genscher avec son homologue américain, M. James Baker, lors d'une visite inopinée à Washington, vendredi. M. Baker doit rencontrer le ministre soviétique des affaires étrangères les 8 et 9 février à Moscou. M. Genscher s'est entretenu mardi avec M. Roland Dumas à Paris et doit recevoir à Bonn le 6 février M. Douglas Hurd, son homologue britannique.

Les pays de l'OTAN ont toujours refusé que la réunification de l'Allemagne soit échangée contre sa neutralisation. Les représentants de la coalition au pouvoir à Bonn de même que les sociaux-démocrates ont réaffirmé jeudi ce principe. M. Willy Brandt a évoqué l'idée d'un statut spécial pour la partie orientale de l'Allemagne réunifiée (actuelle RDA), de même que M. Hans Dietrich Genscher. Différentes idées circulent à cet égard dans les milieux occidentaux concernés, notamment celle qui envisage pour l'Allemagne orientale un statut comparable à celui de la France par rapport à l'OTAN. Une autre, qualifiée de « scénario Guantanamo », du nom de la base américaine à Cuba, suggère que des troupes soviétiques pourraient rester stationnées en Allemagne orientale.

## Après la proposition de M. Bush sur la réduction des troupes en Allemagne, Moscou veut étendre la discussion aux forces américaines dans les autres pays européens

Tout en saluant la proposition du président Bush de réduire à 195 000 hommes les forces conventionnelles des deux super-puissances en Europe centrale et orientale (le Monde du 2 février), M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a estimé, jeudi 1<sup>er</sup> février, qu'elle devait être « clarifiée ». « Elle va dans la bonne direction, a-t-il dit, mais seulement s'il parle de 195 000 hommes comme d'un plafond. Si c'est un plancher, ce n'est pas une bonne proposition. Nous nous soucions de notre but qui est : pas de troupes étrangères sur un territoire étranger. »

M. Guerassimov a encore fait valoir que le président américain « a parlé d'Europe centrale et orientale, ce qui exclut 30 000 hommes (américains) stationnés en Grande-Bretagne, en Espagne, en Grèce et au Portugal. Alors que l'URSS se retrouverait avec 195 000 hommes les États-Unis en auraient 225 000 », a-t-il ajouté.

place à des relations nouvelles de coopération et de solidarité, je me réjouis, a-t-il conclu, que les États-Unis prennent toute leur place dans un mouvement irréversible de l'histoire. » (Nos dernières éditions du 2 février.)

Devant les sénateurs, M. Dumas avait souligné la nécessité de « renforcer le rôle de stabilité que constitue la Communauté européenne, seul élément fort qui subsiste d'un après-guerre dont les événements actuels marquent la disparition ». Jugant « impératif » de hâter la réflexion sur la sécurité européenne « alors que les deux pactes risquent de voir leur contenu traditionnel se diluer », le ministre a souhaité que les Européens se concentrent

Tandis que Londres et Bonn saluaient la proposition américaine, à Bruxelles M. Guy Coëme, le ministre belge de la Défense, qui avait annoncé la semaine dernière que son pays envisageait de retirer ses 25 000 soldats stationnés en Allemagne (le Monde du 28 et 29 janvier), a demandé jeudi que les discussions sur la réduction des effectifs en Europe s'étendent aux 150 000 soldats que les alliés européens maintiennent en RFA. Outre les 254 000 soldats américains et les 7 300 Canadiens, quatre pays européens entretiennent des contingents permanents en Allemagne fédérale : la Grande-Bretagne (60 000), la France (50 000), la Belgique (25 000), et les Pays-Bas (7 700). (A.F.P.)



**PENNAC**

La petite marchande de prose

ROMAN

GALLINARD *nrf*

## La question centrale

Suite de la première page

M. Kohl a salué le fait que le premier ministre est-allemand se soit « rallié sans équivoque à l'objectif de l'unité allemande », mais il a aussitôt ajouté : « Je rejette strictement le concept d'une neutralité allemande, le scénario de la division de la CDU, M. Volker Rühe, a mis l'infériorité de la RDA au centre de la question nationale au compte de « l'évolution dramatique de la situation de la RDA », et a lui aussi rejeté l'idée d'une Allemagne militairement neutre. « Une Allemagne unie devra, elle aussi, reconnaître dans les valeurs de la démocratie occidentale », a-t-il précisé.

On reconnaît dans les milieux gouvernementaux à Bonn que les propos de M. Hans Modrow mettent le doigt sur la question centrale que pose le processus d'unification en cours des deux États allemands : celle des relations futures de la confédération avec les alliances respectives de la RFA et de la RDA, l'OTAN et le pacte de Varsovie. Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, avait déjà évoqué ce problème mercredi dans un exposé devant l'Académie protestante de Tübingen. « Il appartient à l'OTAN de déclarer sans équivoque que, quoi qu'il puisse se passer au sein du pacte de Varsovie, il n'y aura pas d'extension vers l'est du territoire relevant de l'alliance atlantique. »

### Consensus avec les sociaux-démocrates

Pour M. Genscher, une Allemagne unifiée dont seul le territoire actuel de la RFA relèverait de la responsabilité de l'OTAN n'est pas imaginable. « L'idée que la partie de l'Allemagne constituée aujourd'hui la RDA doit être intégrée dans les structures militaires de l'OTAN ne pourrait que bloquer le rapprochement interallemand », a-t-il déclaré, en ajoutant cependant que l'on pouvait imaginer, pour cette partie est, un statut comparable à celui de la France ou de l'Espagne par rapport à l'OTAN, c'est-à-dire une appartenance sans intégration militaire. Cette question sera sans aucun doute évoquée vendredi à Washington, où M. Genscher s'est

rendu de manière inopinée pour rencontrer son homologue américain, M. James Baker. Les positions du Parti social-démocrate ne diffèrent pas sensiblement de celles exprimées par le chancelier et les représentants de la majorité gouvernementale. Le oui à l'unité et le non à la neutralité se retrouvent dans les réactions au plan Modrow de MM. Hans-Jochen Vogel et Horst Ehmke. Ce dernier, qui est responsable du SPD pour les questions de politique étrangère, a déclaré : « Le concept de neutralité est erroné. Il s'agit plutôt pour une future confédération des deux États allemands de jouer un rôle charnière au sein de leurs alliances respectives pour construire un système de sécurité collective. »

Le plan Modrow a été aussi perçu en RFA comme l'ultime tentative du premier ministre est-allemand pour sauver son parti, le SED-PDS, du désastre électoral qui se dessine pour lui le 18 mars. Pour le chancelier, il n'est pas question de discuter le détail de ces propositions lors de la rencontre de Bonn les 13 et 14 février prochains. Les étapes de la marche vers l'unité ne pourront être négociées, selon le chancelier, qu'avec le gouvernement issu des élections du 18 mars. Personne ne pense, à Bonn, que l'actuel premier ministre de la RDA soit encore aux commandes le 19 mars, et toute l'énergie des hommes politiques ouest-allemands est tendue vers un seul objectif : faire en sorte que les « partis frères » de RDA obtiennent le meilleur résultat possible lors de ces premières élections libres.

L'intervention des partis ouest-

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION



## EUROPE

TURQUIE : tout en suivant de très près les événements d'Azerbaïdjan

## Ankara a pris garde de ne pas compromettre ses relations avec Moscou

La Turquie s'est naturellement sentie directement concernée par les tragiques événements d'Azerbaïdjan, se sentant solidaire de la communauté turcophone qui y réside. Sa diplomatie s'est toutefois appliquée à ne compromettre d'aucune manière ses relations avec l'URSS.

ANKARA

de notre envoyée spéciale

« Il y a environ 70 millions de turcophones en Union soviétique. Nous avons certainement là une carte à jouer. Non dans la confrontation avec Moscou mais dans le développement de nos relations avec ces républiques avec lesquelles nous partageons une histoire commune. » En réveillant le nationalisme turc qui se manifeste par le soutien quasi unanime de l'opinion en faveur des Azeris contre à la fois les Arméniens, considérés ici comme responsables premiers des troubles par leur revendication sur le Haut-Karabakh, et Moscou accusé de discrimination dans le traitement des crises des nationalités, la tragédie du Caucase a mis en lumière pour nombre de responsables turcs l'importance de ces blocs d'origine turque qui ne sauraient échapper aux soubresauts des nationalités que connaît l'URSS.

« Vis-à-vis de l'Union soviétique, nous ne sommes pas une grande puissance, mais quand il s'agit de peuples turcophones, on peut engager un dialogue d'égal à égal avec elle dans l'intérêt des deux pays », affirme ainsi un intellectuel, qui souligne le rôle modérateur joué par exemple en ce moment par le gouvernement turc dans la crise de l'Azerbaïdjan.

Depuis le début des affrontements

et l'entrée de l'Armée rouge à Bakou, qui a soulevé un tollé dans l'opinion. Ankara manifeste une grande prudence face à une crise considérée comme « une affaire intérieure soviétique », ce qui, ajoute-t-on officiellement, « ne signifie pas que la Turquie ne s'intéresse pas aux développements en Azerbaïdjan ». Harçev au Parlement par une opposition prompte à critiquer « la faiblesse de réaction des autorités », le ministre des Affaires étrangères, M. Yılmaz, devait déclarer : « Moscou doit comprendre que, pour des raisons humanitaires et parce que la Turquie et la population azerie partagent une culture commune et viennent de la même origine ethnique, la Turquie a un droit naturel à suivre de près la situation en Azerbaïdjan ».

Commentant l'entrée sanglante de l'Armée rouge à Bakou, le ministre poursuivait toutefois, dans une sorte de condamnation : « Les troupes soviétiques doivent éviter d'agir de telle façon que les Azeris les considèrent comme des troupes étrangères. » Mais en ajoutant aussitôt : « Ceci doit être pris comme une manifestation de l'importance que la Turquie attache à la stabilité et à la prospérité de l'Union soviétique. » On ne saurait être plus nuancé, et l'ambassadeur d'URSS à Ankara s'est d'ailleurs félicité à plusieurs reprises de la position « équilibrée et rationnelle » des autorités turques.

On souligne cependant en privé que lors de ses rencontres avec l'ambassadeur soviétique convoqué à plusieurs reprises au ministère des Affaires étrangères, M. Yılmaz a insisté sur la nécessité de trouver une solution politique à ces conflits, car l'usage de la force contre les populations azeris, s'il devait se poursuivre, pourrait avoir un impact négatif sur les relations turco-soviétiques. Or celles-ci, particulièrement au

plan économique et commercial, se sont nettement développées dans les dernières années, à la fois au niveau des deux États, où on a vu se multiplier les rencontres et les contacts, et aussi du commerce frontalier, où, depuis juillet 1989, Moscou a autorisé les diverses Républiques de l'Union à conclure des accords directs avec Ankara. Des protocoles ont ainsi été signés entre la Turquie et les Républiques d'Ukraine, de Géorgie et d'Azerbaïdjan.

## L'intérêt du « statu quo »

La visite début janvier à Ankara du premier ministre d'Azerbaïdjan, M. Moutalibov, nommé depuis les émeutes à la tête du PC local, a été particulièrement remarquée. Reçu comme un chef d'État, M. Moutalibov, dont officiellement le voyage n'avait qu'un caractère économique et culturel, s'était alors entretenu avec tous les responsables politiques turcs (président, premier ministre et ministre des Affaires étrangères) avant de signer un accord économique et commercial.

Au menu de ces entretiens figurait l'ouverture d'un poste frontalier avec le Nakhitchevan, cette petite République autonome enclavée dans l'Arménie, mais en majorité peuplée d'Azeris et qui fait partie de la République d'Azerbaïdjan. Par les traités de Moscou et de Karé de 1921, la Turquie s'était d'ailleurs vu reconnaître par l'URSS la garantie de ses frontières avec la République d'Arménie, l'Iran et elle-même, comme du territoire qui se trouve placé sous protectorat d'Azerbaïdjan, ne soit pas cédé à un État tiers.

C'est en vertu de ce traité que plusieurs voix s'élevaient en Turquie pour qu'Ankara réponde sur les relations turco-soviétiques, responsables du Front du Nakhitchevan après leur déclaration d'indépendance le 20 janvier. Or Ankara s'est abstenu de tout commentaire à ce sujet, et on souligne que cette déclaration d'indépendance faite par les responsables locaux ne crée aucune obligation pour la Turquie, qui ne serait contrainte de réagir qu'au cas où, en clair, l'Arménie revendiquerait ce territoire.

En fait si la Turquie, en raison de son opinion publique, ne peut, comme on reproche à l'Occident de l'avoir fait, se montrer indifférente aux moyens employés par Moscou pour rétablir l'ordre au Caucase, son intérêt reste avant tout le statu quo dans cette région frontalière. Un Azerbaïdjan indépendant poserait plus de problèmes à la Turquie, qui a aussi ses Azeris activistes qui souhaitent l'indépendance de cet État, sans parler du spectre d'une Arménie indépendante qui pourrait alors revendiquer de nouveaux territoires turcs.

« L'expérience Gorbatchev a été suivie avec une grande sympathie en Turquie », affirme ainsi un éditeur, qui souligne l'avantage pour Ankara d'un bloc soviétique moins monolithique dans lequel les républiques turcophones, dont le pôle d'attraction serait la Turquie, pourraient avoir un rôle plus autonome. « La perte d'intérêt du rôle stratégique de la Turquie en raison de la déstabilisation de l'Est - Ouest pourrait être compensée par le rôle clé qu'elle peut jouer vis-à-vis des peuples turcophones. » La Turquie doit avoir vis-à-vis de l'URSS un rôle plus indépendant que celui de l'Occident, souligne-t-on à Ankara, où l'on se plaît à rêver non pas, hormis l'extrême minorité de panturques qui relèvent bruyamment la tête à la faveur de ce conflit, à la reconstruction de l'empire, mais à un développement économique et culturel vers l'Est qui permettrait à Ankara d'avoir sa propre stratégie dans le bouleversement des cartes politiques en cours.

Cette situation nouvelle, qui reste plus pour l'instant à l'état de potentialité, attire d'autant plus une certaine intelligentsia que les relations turco-soviétiques sont menacées d'un nouveau refroidissement avec la proposition du sénateur Dole de faire voter par le Congrès américain une résolution pour « la création d'un comité d'enquête sur le souvenir du génocide arménien » et que l'Europe fait en quelque sorte la fine bouche devant la demande d'adhésion de la Turquie à la CEE.

## Le choix européen

Si elle devait être votée par le Congrès, la résolution Dole, dans de sa récente visite aux États-Unis, le président Ozal n'a pu convaincre le sénateur républicain du Kansas de retirer sa proposition ni obtenir des assurances du président Bush qu'il s'y opposerait - affecterait sans aucun doute les relations avec les États-Unis, et déjà, en guise d'avertissement, Ankara a pris des mesures de rétorsion à l'égard des personnes et des mouvements de l'Armée arménienne en Turquie. Pour préparer l'opinion, la télévision turque a montré récemment un long film sur le « génocide » des Arméniens d'Amérique, pour lesquels, en réponse à la proposition Dole, l'idée d'une journée du souvenir a été lancée en Turquie.

Plus sérieusement, on se montre particulièrement amer ici du fait qu'aucun historien ne soit encore venu consulter les archives ottomanes ouvertes depuis près d'un an sur cette période controversée de la fin de l'empire, à l'égard de laquelle la sensibilité turque reste à fleur de peau. Vis-à-vis de la CEE - à laquelle l'adhésion reste une priorité, - les Turcs sont partagés, même si beaucoup ressentent du dépit devant un oui dans lequel ils sentent en fait une réticence fondée beaucoup plus sur des manœuvres culturelles qu'économiques ou politiques. Sans compter que les bouleversements en Europe de l'Est risquent bien de retarder l'adhésion de la Turquie, à supposer qu'elle soit jamais inscrite dans les faits. « Entre nous et la Hongrie ou la Tchécoslovaquie, le choix européen sera culturel », souligne ainsi un intellectuel, qui déplore ce qu'il appelle « les tergiversations européennes qui maintiennent la Turquie à l'écart d'un ensemble qui essaie de démocratiser encore fragile et ébranlé le spectre d'un islam prêt à se montrer plus militant ». Dans les discussions en cours sur la carte européenne, avec ses conséquences de la perte d'influence militaire des deux blocs, le geste de Varsovie et l'OTAN, la Turquie se cherche en quelque sorte un rôle, au moment où elle voit dans les événements du Caucase une nouvelle preuve de la justesse de son vieux dicton : « Le meilleur ami d'un Turc est toujours un Turc ».

FRANÇOISE CHIPAUX

URSS

## Le PC expérimente en Moldavie la formule de la « table ronde » avec l'opposition

L'Union soviétique va expérimenter à son tour la formule de la « table ronde », c'est-à-dire de la négociation politique entre un parti communiste au pouvoir et les forces d'opposition. Inventée l'année dernière en Pologne, puis utilisée par l'ensemble des anciens pays socialistes d'Europe centrale où elle a soit précédé, soit accompagné la transition démocratique, cette formule vient, en effet, d'être adoptée par le Parti communiste de Moldavie.

MOSCOU

de notre correspondant

Mis à part l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Moldavie est aujourd'hui le plus explosif des foyers de tension soviétiques. Constituée en large part de l'ancienne Bessarabie roumaine annexée à l'URSS après la guerre, la Moldavie est, en effet, secouée tout à la fois par un puissant mouvement nationaliste dont la révolution roumaine a renforcé les courants irrédentistes, par les manifestations de protestation de la forte immigration russe, qui se sent de plus en plus rejetée dans un statut de minorité nationale, enfin par les revendications de la minorité gagauze, qui veut se constituer en République autonome.

En plus de ces trois problèmes propres, la Moldavie doit, comme l'ensemble de l'URSS, faire face aux difficultés économiques et aux rivalités au sein de l'appareil du parti entre réformateurs et conservateurs. Soutenue en sous-main par de nombreux dirigeants

locaux, la minorité avait ainsi organisé, en septembre dernier, une longue grève des chemins de fer, qui, ajoutée au blocus de l'Arménie par l'Azerbaïdjan, avait fini par gravement désorganiser tout le réseau soviétique.

De plus en plus sérieux, les incidents n'ont pas cessé depuis de se développer, et dimanche dernier, tandis que la ville de Tiraspol, où les Russes sont majoritaires, déclarait son « autonomie » par référendum, des manifestations moldaves demandaient dans les rues de Kichinev, la capitale, le départ des troupes soviétiques et la réunification avec la Roumanie.

C'est dans ce contexte que le nouveau premier secrétaire du parti moldave, M. Luchinskii, un réformateur nommé en novembre dernier, a pris la décision de réunir, en début de semaine, l'ensemble des organisations politiques de la République au siège du Parlement. Jamais une réunion de ce type n'avait été organisée en URSS.

Longue et boueuse, elle a marqué une reconnaissance de fait non seulement du multipartisme, mais aussi de la nécessité d'une négociation entre les forces politiques en présence. Après qu'une sorte de « cessez-le-feu » (l'arrêt de toute manifestation non autorisée) ait été décidé, l'ensemble des mouvements politiques moldaves ont donc accepté le principe de la prochaine réunion d'une « table ronde » qui devra débattre du fond des problèmes.

La note politique des collaborateurs de M. Gorbatchev dont le Monde a publié des extraits dans son numéro daté du 31 janvier envisageait explicitement le recours à cette formule.

BERNARD GUETTA

## Des syndicats officiels menacent de déclencher des mouvements de grève

Dans le cadre de la nouvelle stratégie des conservateurs cherchant à se créer une base sociale, les syndicats officiels soviétiques ont lancé une campagne contre une décision du gouvernement d'augmenter dans le budget 1990 les prix de l'électricité, du fuel et des transports pour les entreprises. Ils menacent de déclencher des mouvements de grèves si cette décision n'est pas révisée.

L'Union centrale des syndicats a adressé cette semaine un message au gouvernement affirmant que beaucoup d'entreprises vont être forcées d'avoir recours à la « loi sur la solution des conflits du travail », c'est-à-dire d'engager les procédures menant à la grève. Le message demande au gouvernement une réponse avant lundi, date à laquelle s'ouvre à Moscou la réunion cruciale du comité central du parti. Selon le correspondant à Moscou du Financial Times, une commission spéciale de l'Union des syndicats était réunie jeudi soir 1<sup>er</sup> février

pour examiner la création immédiate de comités de grève.

Les syndicats officiels, absents du grand conflit des mineurs l'été dernier et qui restent dominés par les cadres de l'appareil communiste conservateur, affirment que les hausses de prix, qui ne peuvent être répercutées dans les prix de vente des entreprises, vont obliger celles-ci à réduire les primes distribuées aux salariés. L'organe des syndicats Troud affirmait jeudi que des délégués d'ouvriers, de l'industrie métallurgique et chimique notamment, ont assigné divers sièges syndicaux pour réclamer l'annulation de cette mesure. La campagne se développe dans diverses régions du pays, particulièrement en Ukraine.

La même tactique avait été utilisée par les syndicats officiels pour s'opposer en automne au Parlement à l'adoption de lois cohérentes sur les coopératives, ces premières formes d'entreprises privées. Les syndicats officiels soutiennent en outre la création de divers « fronts unis des travailleurs », cherchant une base de masse pour s'opposer aux mouvements favorables à la perestroïka.

Dans le Monde diplomatique de février

## Voyage aux pays du capitalisme « réel »

Partout à l'Est, les choses continuent de bouger à un rythme accéléré. Tout est bouleversé ; et les ondes de choc d'un tel séisme affectent la planète entière. Dans le Monde diplomatique de février, Claude Julien met en garde les pays de l'Est : « Après avoir secoué le joug du socialisme « réel », écrit-il, ces pays s'aperçoivent bien des déconvenues s'ils n'attendent pas qu'un miracle saute leur entrée dans l'univers du capitalisme « réel ».

Alain Gresh passe en revue les principales difficultés que doivent, dès à présent, surmonter les six nations de l'Est à la recherche de la démocratie. Bernard Frédéric décrit les efforts dont dispose M. Gorbatchev pour venir à bout des graves crises du parti et du Caucase. Un responsable azéri explique « ce que veut le Front populaire d'Azerbaïdjan ». Le grand économiste américain John Kenneth Galbraith dit pourquoi il est urgent de comprendre ce qui se passe en URSS. Stéphane Bernard, constatant l'échec de la perestroïka première manière, se

demande « comment passer du monde d'hier à un monde nouveau ».

Quatre grandes cartes en couleurs permettent de mieux voir pour quelles raisons, au cœur de l'Europe, les minorités, les échanges commerciaux et le tracé des frontières déterminent en grande partie les tensions futures.

Dans le même numéro : Claude Julien montre comment l'Etat, en France, favorise la concentration des moyens d'information ; Gilles Perrault décrit une France malade de ses magistrats ; Sophie Bessis constate qu'aux Nations unies aussi « la guerre froide est finie » ; Maurice Bertrand souligne les dangers d'une « communauté de sécurité » du Nord contre le Sud ; Edouard Bailly décrit les tensions entre minorités nationales en Roumanie ; Jacques Decornoy raconte les contrastes sociaux dans une ville comme Djakarta ; enfin, Sadia Ayaz constate la montée de l'intolérance en Algérie.

## AMÉRIQUES

Visite à Washington de M. Alfredo Cristiani

## M. Bush fait l'éloge du président salvadorien

Les dirigeants américains et ceux d'Amérique centrale multiplient rencontres et déclarations, alors que de nombreux points de friction subsistent dans la région.

Recevant, jeudi 1<sup>er</sup> février à Washington, son homologue salvadorien Alfredo Cristiani, le président George Bush l'a fermement assuré de son soutien, en faisant l'éloge de son « engagement pour la démocratie ». Le chef d'État du Salvador avait été critiqué aux États-Unis à la suite de l'assassinat le 16 novembre dernier de six sénateurs, au point que des voix s'élevaient au Congrès pour demander un arrêt de l'aide américaine à ce pays. M. Bush s'est déclaré « très impressionné par le courage » du président salvadorien dans cette affaire, et le projet de budget américain pour 1990 prévoit maintenant une augmentation de 15 % des 300 millions de dollars accordés l'an dernier.

## Les relations américano-nicaraguayennes

Les perspectives de paix ont aussi fait l'objet d'entretiens, une prochaine rencontre entre le général du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et le gouvernement salvadorien étant envisagée sous l'égide de l'ONU. « Pour la première fois, a estimé M. Cristiani, nous sommes peut-être en train de voir le FMLN considérer sérieusement un processus de dialogue pour tenter de parvenir à un accord ».

Un certain optimisme prévaut aussi au Nicaragua où le président Daniel Ortega s'est déclaré « prêt », jeudi, à la normalisation des relations américano-nicaraguayennes et à trouver « un terrain d'entente » avec Washington. Il existe des « éléments positifs » dans sa politique à notre égard, a estimé M. Ortega. Le secrétaire d'État américain, M. James Baker, avait pour sa part évoqué le même jour une possible amélioration des relations bilatérales si les élections du 25 février prochain étaient libres et justes.

M. Ortega a affirmé que la première de ces conditions sera garantie par la présence de centaines d'observateurs étrangers lors du scrutin, dont des membres

des Nations unies, de l'Organisation des États américains (OEA), et de la commission dirigée par l'ancien président Jimmy Carter. Le secrétaire général de l'OEA, a annoncé qu'il lancerait un appel à un cessez-le-feu pendant le déroulement des élections.

Un certain regain de tension est en revanche apparu en ce qui concerne les récentes livraisons d'armes soviétiques au Nicaragua et à Cuba, essentiellement des hélicoptères Mi-17 et des avions de combat MIG-29. Washington a réitéré son opposition à ces envois, dont Moscou affirme qu'ils sont essentiellement civils et qu'ils résulteraient d'anciens accords commerciaux.

Le retour à La Havane des onze marins du cargo cubain Hermandad, que des gardes-côtes américains avaient tenté d'intercepter mercredi, a par ailleurs donné l'occasion au numéro un cubain d'un virulent discours anti-américain. Fidel Castro a exhorté la population à « garder son sang-froid » après cet incident qu'il a qualifié de « première escarmouche avant l'heure si qui peut arriver en raison de l'arrogance yankee ». « Il faut combiner l'intelligence et le courage (...) dans cette période spéciale pour nous et pour le monde dans laquelle il faut montrer ce qu'est un révolutionnaire et ce qu'est un communiste », a conclu Fidel Castro. (AFP, Reuters, UPI.)

■ MEXIQUE : le meurtre de l'agent de l'Interpol à Mexico, M. Miguel Aldana Barra, a été jugé jeudi 1<sup>er</sup> février son implication dans le meurtre, au Mexique en février 1985, d'un agent de la Drug Enforcement Administration (DEA), la brigade anti-droge américaine, dans un entretien accordé au journal mexicain Excelsior. Le département américain de la justice avait annoncé, mercredi, l'inculpation des anciens chefs de la police fédérale mexicaine et de la branche mexicaine d'Interpol, MM. Manuel Ibarra Herrera et Miguel Aldana Barra, considérés comme étant en fuite, pour complicité dans l'assassinat d'Enrique Camarena Salazar en vue de protéger un trafic de cocaïne et de marijuana dans la région mexicaine de Guadalajara. (AFP.)

CHILI

## Évasion mode d'emploi

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

Quarante-huit heures après leur spectaculaire évasion d'un centre de réclusion de la capitale, deux des quatre-vingt-trois prisonniers politiques qui se sont enfuis ont levé une partie du mystère en donnant une conférence de presse clandestine, jeudi 1<sup>er</sup> février. À en croire Miguel Montecinos et Mario Melo, militants communistes et responsables de l'opération réussie, le tunnel de 100 mètres de long débouchant dans une gare désaffectée fut creusé en un an par vingt-quatre détenus travaillant jour et nuit par équipes de trois.

S'inspirant de la grande évasion ? Ils équipèrent le tunnel d'un système d'aération fait de bouteilles en plastique mises bout à bout. L'air y était soufflé par de petits ventilateurs artisanaux dont le moteur provenait de différents appareils électriques d'usage courant. Pour éviter les éboulements, des tampons de ciment furent placés devant les travaux de fortification tous les 15 mètres, se déplaçant dans le tunnel sur un chariot de fortune. Lundi 29 janvier, à 22 heures, l'évasion commença : les détenus feignèrent de tenir une conversation animée, alors qu'ils se glissaient l'un après l'autre dans l'étroit conduit. Les gardiens de la prison ne sonnèrent l'alarme que quelques heures plus tard.

Et les tonnes de terre extraites ? Selon les deux porte-parole, elles furent déposées, au fur et à mesure, dans le grenier du pénitencier. Or le juge chargé de l'enquête affirme, pour sa part, n'y avoir rien trouvé. Il n'est donc pas exclu que les travaux d'excavation aient été, du moins en partie, réalisés par des comploteurs extérieurs, creusant à partir de la gare.

G. B.

150



سكرايا المرحلي

## EUROPE

YOUGOSLAVIE : face à l'aggravation des troubles

### L'armée fédérale a été déployée au Kosovo

Nouveau signe d'une aggravation de la crise au Kosovo : l'armée fédérale yougoslave est directement intervenue jeudi 1<sup>er</sup> février dans les opérations de répression des manifestations, pour la première fois depuis la reprise des troubles. Il y a dix jours, dans cette région autonome incorporée à la République serbe, mais dont la population est essentiellement albanaise. Selon la télévision de Zagreb, les affrontements de jeudi ont encore fait six morts parmi les manifestants.

PRISTINA

de notre envoyé spécial

Sous couvert de « manœuvres » - selon l'explication aussi lapidaire que gênée donnée par un officier sur place - des blindés, appuyés par une dizaine d'hélicoptères et quelques avions de chasse qui se sont livrés à des démonstrations de vol en rase-mottes, ont pénétré dans Podujevo en sillonnant les rues dont les manifestants avaient pris possession. A l'entrée de cette ville éloignée de quelques 30 kilomètres de la capitale de la région, Pristina, d'autres blindés avaient bloqué la route. Conséquence grave de cette manifestation de force, tandis que policiers et militaires se chargeaient de la répression proprement dite à coups de grenades lacrymogènes, les militaires sont accusés de meurtres par la population.

Fadel Talla, un chauffeur mécanicien, travaillant dans son garage à réparer le hayon arrière d'un camion, quand il a entendu le bruit des chars passant dans la rue. Il est sorti et s'est avancé sur la chaussée alors qu'une manifestation avait lieu à 300 mètres de lui. Un coup de feu est parti d'un

transport de troupes de l'armée. Fadel s'est écroulé, une balle dans la tête. A cette version des événements donnée par la famille de la victime, les autorités n'avaient toujours pas fait de commentaire jeudi soir. Deux heures plus tard, à quelques kilomètres de là, une jeune fille de seize ans a été tuée, également d'une balle dans la tête, mais cette fois par la police. Si l'on compte un autre meurtre à Podujevo, le bilan de dix jours de manifestations au Kosovo s'établit à vingt-deux morts au moins, parmi lesquels un policier dont les autorités ont annoncé le décès jeudi matin, et près de cent blessés.

L'intervention de l'armée et surtout les dramatiques événements qui l'ont accompagnée - s'il se confirme que c'est bien un militaire et non un policier qui a tué Fadel Talla - risquent de mettre le pouvoir fédéral, tout comme la République serbe, dans une situation particulièrement difficile à l'heure où la violence de la répression au Kosovo est vivement critiquée par deux au moins des six Républiques de Yougoslavie, la Slovaquie et la Croatie. Déjà, les Slovaques ont fait savoir qu'ils allaient retirer leur contingent de policiers en poste au Kosovo. Une mesure qui pourrait être appliquée dès lundi. Et si les Croates devaient suivre l'exemple de la Serbie, le numéro un de cette République, M. Stobodan Milosevic, se retrouverait encore plus seul face au mécontentement croissant du Kosovo. D'autant que la répression s'accompagne dans les grandes villes de la Serbie - à commencer par Belgrade - de manifestations nationalistes serbes aux sentiments anti-albanais exacerbés.

« Les Serbes veulent la guerre et font tout pour provoquer une réaction violente de notre part, afin de justifier et d'accroître la répres-

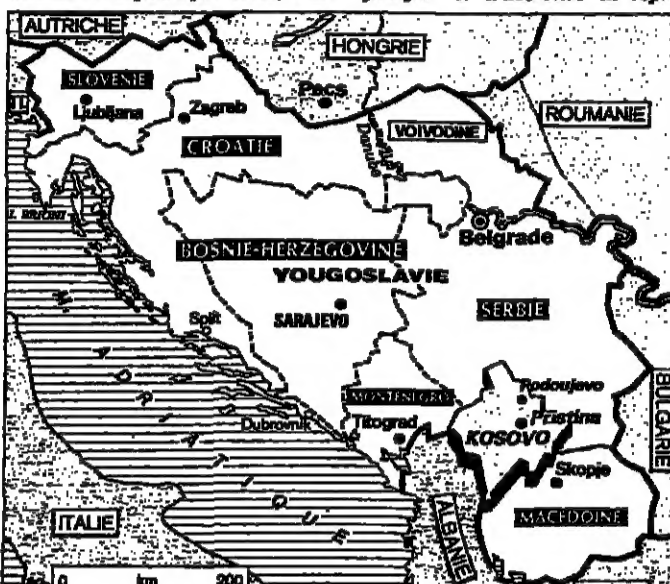
sion ». Même s'il peut paraître outrancier, ce commentaire d'un parent de l'une des victimes de Podujevo est révélateur du cycle infernal dans lequel paraissent être bien engagés Serbes et Albanais du Kosovo.

« Nous n'avons plus rien à perdre »

Commentaire auquel, également, fait écho cette réflexion d'un autre proche de Fadel Talla : « Depuis qu'ils (les Serbes) ont modifié la Constitution (en mai 1989 de façon à restreindre l'autonomie du Kosovo), nous avons perdu la liberté et n'avons plus rien à perdre ».

L'évolution de la situation apparaît surtout imprévisible en ce que personne, aucun mouvement structuré, ne semble contrôler les événements. D'un côté, tous les appels au calme - qu'ils aient été lancés par les autorités ou même par des mouvements d'opposition albanais du Kosovo - sont restés lettre morte. D'un autre côté, échanges d'invectives ou dialogues de sourds tiennent lieu jusqu'à maintenant de seule communication entre le pouvoir et la population. Aux qualificatifs de « terroristes et contre-révolutionnaires » largement distribués par Belgrade, des proches de Fadel Talla s'insurgent : « Pas un Serbe n'a été tué, comment peut-on nous traiter de terroristes ? » Accusés de séparation, ils justifient les manifestations par la seule volonté d'obtenir plus de démocratie, plus de liberté dans un Kosovo débarrassé de toutes les séquelles policières de l'état d'urgence en vigueur depuis plus d'un an. « Nous sommes hostiles au régime de Tirana et nous ne voulons pas d'un rattachement à l'Albanie. Tout ce que nous voulons, c'est une Constitution qui nous garantisse la liberté », assurent-ils.

YVES HELLER



ROUMANIE : après les manifestations de l'opposition

### Le Front s'efface devant un Conseil provisoire d'union nationale

La crise majeure qui s'était nouée à Bucarest entre les partis politiques et le Conseil de Front de salut national (CFSN) accusé par les premiers de monopoliser le pouvoir paraît désormais en voie de solution. Jeudi 1<sup>er</sup> février, au terme de plusieurs heures de discussions avec les représentants de vingt-neuf partis politiques, le CFSN a accepté de partager le pouvoir avec l'opposition au sein d'un Conseil provisoire d'union nationale.

Ce nouvel organisme sera composé pour moitié de représentants des partis - et, pour l'autre moitié, de personnalités de la « société civile » (hommes, militaires, intellectuels et paysans ayant joué un rôle dans la révolution) ainsi que de représentants des minorités nationales. Il n'est cependant pas encore précisé comment seront désignés ces derniers. Le Conseil provisoire devrait demeurer en fonction jusqu'aux élections générales fixées au 20 mai prochain. Il se réunira le 9 février pour élire son président.

« Nous avons obtenu le maximum »

Les pouvoirs du nouveau Conseil provisoire d'union nationale ne semblent pas encore clairement définis, même si, dans les faits, ils paraissent devoir rapidement remplacer ceux qu'exerçaient jusqu'ici le Conseil de Front de salut national qui concentrait dans ses mains le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Le gouvernement de M. Petre Roman - organisme qui ne faisait qu'appliquer les décrets pris par le CFSN - devrait logiquement être réaménagé et admettre en son sein des représentants des partis politiques. Lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de la réunion, M. Radu Campeanu, secrétaire général du parti national libéral, a indiqué que « la solution possible serait de « placer des observateurs des partis au sein du gouvernement, peut-être comme ministres d'Etat ».

Les représentants des partis se montrent satisfaits de l'accord signé jeudi. « Nous avons obtenu plus que nous n'espérions au début de la réunion », a estimé M. Radu Campeanu. « Nous avons obtenu le maximum de ce que l'on pouvait obtenir aujourd'hui », a, pour

sa part, estimé M. Sergiu Cuscescu, président du Parti social-démocrate. La semaine dernière, tous deux avaient appelé, avec succès, leurs partisans à descendre dans la rue pour faire pression sur le Front de salut national et lui disputer un peu de son pouvoir. La création du Conseil provisoire d'union nationale leur donne satisfaction. Tous les signataires de l'accord ont d'ailleurs aussitôt lancé un appel à leurs troupes pour éviter de nouvelles manifestations dans la période à venir, soulignant qu'il s'agissait désormais d'assurer « un climat favorable » au déroulement de la vie économique et sociale du pays.

L'une des plus importantes

conséquences de la nouvelle situation est que, désormais, le Front de salut national est théoriquement placé au même niveau que les autres partis politiques. Bien que toujours resté à se qualifier du nom de parti, le FSN, indique le communiqué signé par l'ensemble des participants à l'accord, « se transforme en formation politique avec structure et plateforme et participera aux élections en position d'égalité avec les autres formations politiques ». Ces dernières devraient d'ailleurs recevoir une aide de l'Etat pour couvrir leurs frais de campagne électorale et, sous peu, être dotées de locaux.

Pour autant, le Front de salut national dispose encore de réels

avantages. En province, où sa légitimité est peu contestée, il concentre toujours d'importants pouvoirs à la tête des municipalités et des régions, et dans les usines ce sont ses partisans qui, apparemment, ont l'oreille des ouvriers et contrôlent la production. Une illustration vient d'en être à nouveau apportée, dans le secteur délicat des médias, avec le refus des ouvriers typographes de l'unique entreprise de presse de Bucarest de composer le journal du Parti national paysan *Deșteaptă-te, Române*. Les typographes estiment que, soutenant le Front de salut national, leurs convictions les empêchent de travailler pour un autre parti. - (AFP, Reuters)

En visite à la Commission européenne

### Le premier ministre polonais plaide en faveur d'un organisme de coopération européenne

M. Tadeusz Mazowiecki, en visite à Bruxelles, les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février, a accueilli favorablement l'idée de la Commission européenne de voir la Pologne conclure à terme un contrat d'association avec la Communauté. Mettant à nouveau l'accent sur l'importance du facteur « temps », le premier ministre polonais a plaidé pour une accélération de l'aide occidentale à son pays. La Communauté s'organise à cet effet, mais le débatement des structures polonaises ne lui rend pas la tâche facile.

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

L'architecture de la nouvelle Europe a occupé tout naturellement les entretiens qu'a eus M. Mazowiecki avec MM. Jacques Delors et Frans Andriessen, le président de la Commission et le vice-président chargé des relations extérieures. La Pologne souhaiterait peut-être adhérer à la Communauté, mais, comme l'a expliqué en souriant M. Mazowiecki lors d'une conférence de presse, l'embarras n'est pas qu'il y ait comme en amour le fait que les deux partenaires veulent le faire ensemble.

Or la Commission européenne, au moins pour les années à venir, formule clairement toute perspective d'adhésion, parmi les pays de l'Est, la RDA peut le prétendre. M. Delors a vanté les charmes d'une association qui permettrait à la Pologne démocratique d'établir ses relations avec la Communauté au-delà de l'accord de commerce et de coopération actuellement en vigueur. M. Mazowiecki a paru d'autant plus convaincu qu'à l'évidence on ne lui offre pas d'alternative.

Une banque européenne ?

Pour renforcer le rapprochement entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est, le premier ministre polonais a également proposé, sans entrer dans le détail, la création d'un conseil de coopération européenne au sein de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, réunissant l'ensemble des pays européens, sauf l'Albanie, ainsi que les Etats-Unis et le Canada). Une telle amorce d'institutionnalisation de la CSCE, qui avait été suggérée par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, lors de son voyage à Bruxelles en décembre dernier, avait été accueillie plutôt favorablement par les dirigeants communautaires.

M. Mazowiecki ne cherche guère à dissimuler l'inquiétude que suscite chez lui la perspective d'une

réunification allemande. Il souhaite qu'une priorité soit donnée à « l'unité européenne » et que le rapprochement entre les deux Allemagnes « s'opère à travers le prisme de l'union européenne ». Mais il n'en oublie pas pour autant les difficultés immédiates : « Il faut que la population en Pologne sente que les pays de l'Ouest vont à sa rencontre, qu'il y aura une amélioration économique, sinon ils auront l'impression que l'évolution en cours, que les réformes, ne leur apportent pas grand-chose ».

La Communauté est invitée à accélérer ses livraisons de blé panifiable : 500 000 tonnes ont déjà été envoyées et les engagements souscrits par les Douze portent encore sur 600 000 tonnes. Il a été à nouveau question avec M. Delors de créer une banque européenne (à ne pas confondre avec la BERD, la banque pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est, en train de naître à la suite d'une initiative de M. François Mitterrand). Celle-ci, dont le capital devrait être souscrit par une dizaine de grandes banques de la Communauté, aurait une double mission : aider les Polonais à créer un réseau bancaire aujourd'hui inexistant et favoriser les investissements occidentaux.

PHILIPPE LEMAÎTRE

BULGARIE : débat houleux

pour l'élection de la direction du Parti

### Le gouvernement de Sofia a présenté sa démission

L'apreté de la lutte d'influence entre conservateurs et réformateurs, modérés et radicaux, a entraîné une prolongation du congrès du Parti communiste bulgare. Après une séance marathon dans la nuit du jeudi 1<sup>er</sup> au vendredi 2 février, les délégués étaient à nouveau réunis dans la matinée pour élire leurs dirigeants. M. Petar Mladenov doit quitter sa fonction de secrétaire général du parti pour conserver celle de chef de l'Etat. Le gouvernement communiste a pour sa part présenté sa démission jeudi soir et le premier ministre Gueorgui Atanasov a été déchu de ses fonctions dans les instances dirigeantes du parti.

SOFIA

de notre envoyé spécial

Les remaniements de la direction du Parti communiste bulgare (PCB) qui devaient intervenir à l'issue de son quatorzième congrès ne constituent pas une surprise. Mardi 30 janvier, le secrétaire général M. Petar Mladenov, cinquante-quatre ans, avait déjà annoncé dans son discours d'ouverture de la session extraordinaire qu'il était nécessaire de dissocier les fonctions de chef de l'Etat et celles de chef du parti. Il était alors clair que le « tombeau » de Todor Jivkov désirait quitter son poste et qu'il se portait candidat au nouveau fauteuil de président de la République - dont les modalités d'élection n'ont toujours pas été précisées.

Pour remplacer M. Mladenov, le conseil suprême du PCB devait élire vendredi M. Alexandre Lilov. Agé de cinquante-sept ans, il fut responsable de l'Idéologie pendant quelques années sous Jivkov. Très proche de la fille du dictateur, Ludmilla Jivkova (décédée en 1981), il « démissionna » subitement en 1983. Cette disgrâce résultait, dit-on maintenant, de critiques et de désaccords sur « certaines décisions concernant le culte de la personnalité ». Jusqu'à sa réhabilitation lors du plénum du 8 décembre dernier, il dirigeait l'Institut des théories sociales contemporaines à l'Académie des sciences. Dans l'ancien bureau politique, qui réclamait des changements plus profonds. La « ligne médiane » l'a emporté. Cela dit, plus de quatre jours de discussions confuses auront montré que le PCB est désemparé. Les élections de mai, il se sent sûr de les gagner car l'opposition est faible et divisée. Mais les suivantes ? En fait, le parti épouse, avec un temps de retard, les thèses gorbatchéviques, et dit en substance : il faut naturellement « changer » d'orientation mais ne pas oublier que le socialisme est bon en soi ; il a été simplement perverti et déformé par des leaders autoritaires et le stalinisme. Aujourd'hui, il s'agit d'éliminer tous ces côtés négatifs, d'écarter la notion klautar et de revenir aux sources... sous la direction du parti.

Pour une économie de marché

Un autre changement d'importance est prévu. Lors d'une réunion du Parlement, samedi 3 février à Sofia, les députés devraient enregistrer la démission, annoncée jeudi soir, du premier ministre, M. Gueorgui Atanasov, un rescapé de l'ère Jivkov, et désigner pour lui succéder M. Andreï Lukanov, chargé dans l'ancien gouvernement des relations économiques internationales et des discussions avec l'opposition autour de la « table ronde ».

Malgré le désordre et la confusion de leurs débats, les quelque trois mille délégués au congrès s'étaient montrés disciplinés et dociles à l'heure des votes, jeudi, des documents politiques. Par 2 769 voix contre 13 et avec 12 abstentions, ils ont adopté, sans amendements majeurs, le projet de « Manifeste pour un socialisme démocratique en Bulgarie ». Ce texte annonce la désalinisation du PCB et la création d'un « nouveau type de parti marxiste », capable « de conduire, idéologiquement et politiquement, les forces sociales et populaires vers une société de socialisme démocratique et humain ». Un délégué a fait remarquer fort sérieusement que c'était là un pléonasme, socialisme signifiant forcément humanisme... Il n'est pas ques-

tion de changer de nom, comme le demandent des réformateurs radicaux : le PCB reste le PCB, et toute future modification éventuelle de l'appellation sera préalablement soumise à un référendum parmi les 983 000 adhérents (environ un Bulgare sur dix). Oui au changement, mais pas trop quand même...

Par ce manifeste, le parti clame sa volonté de se moderniser compte tenu des nouvelles réalités du monde contemporain, en particulier en Union soviétique et dans la plupart des autres pays socialistes. Il adhère à la perestroïka, se prononce pour une économie de marché, sur laquelle l'Etat doit toutefois garder un « contrôle social », condamne tous les privilèges basés sur des mérites anciens ou des fonctions officielles. Au plan politique, les communistes bulgares préconisent la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, ils soulignent leur attachement à la démocratie parlementaire, au pluralisme et aux élections libres. Les premières doivent se tenir dans le courant du mois de mai.

La voie gorbatchévienne

Les nouveaux statuts du PCB ont été adoptés par 2 232 voix contre 383, avec 42 abstentions. Certains auraient souhaité que ceux-ci rompent davantage avec le passé ou soient « provisoires », eu égard à l'incertitude de la situation politique et des discussions qui se poursuivent à l'intérieur du mouvement. Signe de ces hésitations : le PCB ne veut pas supprimer ses organisations dans les entreprises, quitte à promouvoir leur libre droit à se dissoudre ou à se maintenir. Le principe du centralisme démocratique est abandonné, et l'on parle à présent d'« unité démocratique », qui donne à divers courants ou « plates-formes » la possibilité de s'exprimer dans les congrès.

Bien qu'il n'ait pas obtenu le « vote unanime » qu'il avait demandé aux trois mille délégués, M. Petar Mladenov a réussi à faire approuver à une très large majorité ces deux documents, qui tiennent compte à la fois des résistances des « conservateurs » - qui se sont manifestés individuellement au congrès, mais sans former un groupe structuré - et des exigences des réformateurs radicaux de l'Association socialiste alternative, de la Voie vers l'Europe et du Forum démocratique, qui réclamaient des changements plus profonds. La « ligne médiane » l'a emporté. Cela dit, plus de quatre jours de discussions confuses auront montré que le PCB est désemparé. Les élections de mai, il se sent sûr de les gagner car l'opposition est faible et divisée. Mais les suivantes ? En fait, le parti épouse, avec un temps de retard, les thèses gorbatchéviques, et dit en substance : il faut naturellement « changer » d'orientation mais ne pas oublier que le socialisme est bon en soi ; il a été simplement perverti et déformé par des leaders autoritaires et le stalinisme. Aujourd'hui, il s'agit d'éliminer tous ces côtés négatifs, d'écarter la notion klautar et de revenir aux sources... sous la direction du parti.

Venant de la Bulgarie, cet alignement sur l'Union soviétique ne surprend pas. En Europe de l'Est, les Bulgares sont peut-être les seuls à garder des sentiments de sympathie à l'égard de l'Union soviétique et des Russes, qui, au siècle dernier, les ont libérés de cinq cents ans de « joug ottoman ». Cela dit, puisque depuis bientôt trois mois on peut parler librement à Sofia, il n'est étonnant pas non plus à dire que la plupart de leurs maux économiques sont dus à quarante ans de coopération avec le grand voisin. Avant la guerre, le niveau de vie des Bulgares était trois fois supérieur à celui des Grecs - leurs autres voisins. Aujourd'hui, les queues s'allongent devant les magasins...

ALAIN DEBOVE

#### EN BREF

○ TCHECOSLOVAQUIE : démission du chef de gouvernement tchèque. Le chef de gouvernement régional tchèque et vice-premier ministre tchèque, M. Frantisek Pitra, seul haut responsable communiste à maintenir sa position après les changements dans le pays, a présenté sa démission mercredi 31 janvier, a annoncé un porte-parole. (AFP).

○ DANEMARK. - Aider les pays de l'Est voisins à lutter contre la pollution. L'ensemble des partis politiques danois, à l'exception du parti du progrès (extrême-droite), ont passé un

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION



## EUROPE

ESPAGNE : mis en cause pour les activités de son frère

## Le vice-président du gouvernement est mis en difficulté au Parlement

MADRID

de notre correspondant

Nouvel épisode dans l'affaire Juan Guerra, le nom du frère du vice-président du gouvernement, accusé de très lucratives activités à l'ombre du pouvoir (le Monde daté 28-29 janvier). Alors que les révélations tendent à se multiplier chaque jour dans la presse espagnole, le vice-président, M. Alfonso Guerra, est lui-même monté au créneau. Il a comparu jeudi 1<sup>er</sup> février devant le Parlement pour expliquer sa version des faits.

La discussion a tourné autour du bureau dont M. Juan Guerra a disposé durant six ans à la demande de l'entourage du vice-président, dans un service officiel, la délégation du gouvernement central à Séville. M. Alfonso Guerra en a justifié l'existence en affirmant que son frère y effectuait pour lui des fonctions d'« assistant » consis-

tant notamment à coordonner ses déplacements à Séville.

Une version contredisant les informations de presse selon lesquelles M. Juan Guerra aurait utilisé ce bureau à de multiples reprises pour ses affaires privées.

Après avoir affirmé qu'il ignorait tout des activités commerciales de son frère, qu'il n'a à aucun moment défendu, M. Alfonso Guerra est passé à la contre-attaque. Dénonçant une chasse aux sorcières « détestable », il a déclaré que l'opposition conservatrice, depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, « a systématiquement affirmé au peuple espagnol que ses gouvernants ne sont qu'une bande de délinquants » et a cherché ainsi à déstabiliser la démocratie.

Cette argumentation a suscité la fureur de l'opposition, et notamment du Parti populaire (conservateur) et de la Gauche unique (communiste). Ils ont accusé M. Alfonso Guerra d'échouer le fond du problème et ont affirmé que le vice-président devait assu-

mer « la responsabilité politique » de cette affaire en présentant sa démission.

Le débat s'est franchement dégradé lorsque M. Alfonso Guerra, dans sa réplique, a laissé entendre que le Parti populaire pouvait tout autant être accusé de trafic d'influence. Abandonnant la modération dont il avait jusqu'alors fait preuve, il a exhibé de mystérieuses lettres, écrites selon lui par des dirigeants du Parti. On a alors entendu le nouveau leader du Parti populaire, M. José María Aznar, lancer à M. Guerra : « Vous faites pitia... ».

L'affaire Guerra continue-t-elle longtemps à être la « une » de toute la presse espagnole ? Aux yeux des socialistes, le débat parlementaire de jeudi devait permettre de clore ce tumultueux chapitre. Pour l'opposition en revanche, il ne s'agit que d'un nouveau coup d'en-

T. M.

GRANDE-BRETAGNE : les suites de l'affaire Wallace

M<sup>me</sup> Thatcher prend la défense des services secrets

M<sup>me</sup> Margaret Thatcher a tenu jeudi 1<sup>er</sup> février devant la Chambre des Communes de minimiser la portée de l'affaire Colin Wallace, tandis que l'opposition relançait la polémique sur les allégations de cet ex-attaché de presse du Farnham House selon lesquelles le MI5 (contre-espionnage) avait mené une campagne de dénigrement contre des hommes politiques dans les années 70 (le Monde du 2 février).

Le premier ministre avait reconnu la veille qu'elle avait été trompée sur d'importants points de cette affaire, après que le ministre de la défense eut admis implicitement l'existence d'une campagne de désinformation contre des individus et des organisations, telle l'IRA, à l'issue du début des années 70. Au cours d'une séance de questions orales très agitées, M<sup>me</sup> Thatcher a confirmé qu'une enquête allait être ouverte sur la validité du licenciement de M. Wallace, la lumière de documents portés

récentement à la connaissance du gouvernement. Mais elle a vigou-

reusement rejeté la demande par le Labour d'une enquête beaucoup plus large, portant égale-

ment sur les accusations les plus graves de M. Wallace. Ce dernier affirme en effet que l'opération « Orange mécanique », sous l'influence d'éléments extrémistes du MI5, a été étendue à des fuites ou de fausses informations visant à désorienter des hommes politiques britanniques jugés trop « mous », dont le premier ministre travailliste de l'époque, M. Harold Wilson (travailliste), puis contre le chef du gouvernement conservateur M. Edward Heath. M<sup>me</sup> Thatcher a affirmé que les nouveaux éléments apparus dans l'affaire « ne changent absolument rien » à sa déclaration à la Chambre en mai 1987, dans laquelle elle avait catégoriquement rejeté des allégations similaires. Le ministre de la défense, M. Tom King, a souligné pour sa part que le tout du gouvernement était de redres-

ser « une injustice éventuelle à l'égard de Colin Wallace », officiellement licencié pour avoir montré à un journaliste un document ouvert par le « secret défense ».

L'ancien attaché de presse, aujourd'hui âgé de quarante-cinq ans, soutient pour sa part qu'il a été écarté parce que ses chefs craignaient en fait qu'il ne révèle l'opération « Orange mécanique » à laquelle il avait été mêlé. — (AFP)

■ Neuf Iraniens expulsés. Le ministre de l'Intérieur britannique a annoncé jeudi 1<sup>er</sup> février l'expulsion de neuf Iraniens, dont le responsable du bureau de Londres de la télévision iranienne, « pour des raisons de sécurité nationale ». Vingt-trois Iraniens ont déjà été expulsés de Grande-Bretagne depuis la rupture des relations diplomatiques entre Londres et Téhéran, le 7 mars 1989, à la suite de l'affaire Rushdie. — (AFP, Reuters)

## DIPLOMATIE

## Un entretien avec M. Ordóñez ministre espagnol des affaires étrangères

« Il est capital d'aider l'Est mais la planète ne se limite pas à notre continent »

MADRID

de notre correspondant

Membre de la Communauté européenne, l'Espagne, de par sa situation géographique et ses affinités internationales, manifeste une sensibilité particulière envers ses voisins maghrébins et ses cousins d'Amérique latine. Le chef de sa diplomatie, M. Ordóñez, exprime dans un entretien avec le Monde, le souci que ces derniers ne souffrent pas de la priorité actuellement accordée aux pays de l'Est européen dans leurs transformations politiques et économiques.

« Les fils prodiges reviennent à la maison et il y a tout lieu de s'en réjouir. Mais ce n'est pas une raison pour oublier le reste de la famille ! » Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernández Ordóñez, résume de la sorte les sentiments contradictoires que suscitent, aux yeux de la diplomatie de son pays, les bouleversements en cours en Europe de l'Est. Satisfait, d'une part, de voir les peuples de cette région réaliser les mêmes sauts vers la démocratie que l'Espagne a elle-même réussi il y a quinze ans. Mais aussi crainte de voir le flux des capitaux publics et privés qui se déversent vers l'Est se tarir du même coup au Sud. Et surtout dans deux régions qui constituent traditionnellement deux priorités de l'action diplomatique espagnole : le Maghreb et l'Amérique latine.

« Entendons-nous bien : nous pensons qu'il est capital d'aider l'Est, précise M. Fernández Ordóñez. Il est normal que des Européens s'occupent en priorité d'autres Européens. Mais si nous ne nous souvenons pas que la planète ne se limite pas à notre continent. La seule aide de la Communauté à la Pologne et à la Hongrie est supérieure à celle accordée à tous les pays du Maghreb, et elle s'élève à plus du double de celle concédée à l'ensemble des pays latino-américains. Si nous appuyons l'instauration de la démocratie en Hongrie, nous ne pouvons pas rester indifférents face aux risques qu'elle court, pour raisons économiques, en Argentine ou au Mexique. »

Et de poursuivre : « Le danger, c'est de voir la Communauté pro-

liquer dans ces régions une politique qui se contente de répondre aux problèmes lorsqu'ils se sont déjà posés au lieu de tenter de les prévenir. Par exemple au Maghreb : c'est une région qui est également à nos frontières, avec un revenu par habitant bien inférieur à celui des pays de l'Europe de l'Est et des problèmes potentiels explosifs. La Communauté ne peut pas permettre que la concentration de ses aides vers les nations est-européennes conduise à en priver le nord de l'Afrique. Surtout à un moment où les événements d'Asie du Sud-Est nous montrent combien le fondamentalisme islamique peut constituer un facteur de déstabilisation politique ».

« Nous n'avons pas le choix »

« Il en va de même en Amérique latine, observe notre interlocuteur, c'est le seul sous-continent qui soit de culture et de traditions totalement européennes. C'est aussi un sous-continent qui est désormais presque entièrement démocratique... mais aussi presque entièrement pauvre. L'Europe ne peut abdiquer de ses responsabilités dans cette région, à moins, bien sûr, de se résigner à accepter la doctrine Monroe. Nous n'avons en fait pas le choix : si nous voulons à la fois répondre au défi européen tout en maintenant nos

obligations ailleurs, il nous faut accroître les ressources de notre politique de coopération ».

M. Fernández Ordóñez considère que « les années 1990 ne doivent pas être seulement pour la Communauté celles de la construction d'une nouvelle architecture européenne, mais aussi celles d'une réflexion sur les changements de priorités au niveau mondial. Il est évident que si le problème Est-Ouest se dissout, le problème Sud-Nord n'en apparaît que plus clairement. Ce n'est pas la fin de l'Histoire, comme le prétendent certains, mais la fin d'une histoire et le début d'une autre ».

« Il est probable que nous passerons de plus en plus d'un monde d'adversaires à un monde de concurrents, poursuit-il. Ce propos M. Ordóñez, c'est-à-dire à un monde où l'affrontement idéologique est remplacé par la concurrence économique. Ce qui signifie de nouvelles règles de fonctionnement dans les relations entre les principales zones de la planète. La Communauté se doit d'ores et déjà d'y réfléchir ».

« L'idéologie est en train de cesser d'être le moteur de l'Histoire, et ce sont les sentiments nationaux qui se mettent à occuper la place », conclut le ministre.

Propos recueillis par THIERRY MALINIAC

## Les relations se dégradent entre la Grèce et la Turquie

ISTANBUL

correspondance

Le consul de Turquie à Komiroti, en Thracie occidentale, a été déclaré persona non grata par les autorités grecques et a reçu l'ordre de quitter le pays, a annoncé dans la soirée du 1<sup>er</sup> février la télévision officielle turque. Le renvoi du consul a provoqué une réaction immédiate du ministre des affaires étrangères turc, M. Mesut Yilmaz, « l'équivalent de Komiroti est Istanbul », a-t-il déclaré, laissant entendre ainsi qu'Athènes pourrait riposter en renvoyant le consul grec de l'ancienne Constantinople.

La situation de la minorité turque de Grèce est la source de constantes frictions entre les deux pays. La tension a été exacerbée à la suite de la condamnation, ven-

dredi dernier, par le tribunal de Komiroti de deux politiciens d'origine turque, Sadik Ahmet et Ibrahim Serif, à dix-huit mois d'emprisonnement pour avoir utilisé le mot « turc » lors de leur campagne électorale. Un communiqué du ministère des affaires étrangères turc avait qualifié la manière dont les deux politiciens avaient été jugés d'« agressive et porteur ».

De violents accrochages entre les communautés grecque et turque ont eu lieu lundi à Komiroti, au cours desquels des Turcs ont été empêchés de pénétrer dans leur mosquée. Ces événements ont causé beaucoup d'émotion en Turquie, où le conflit sanglant d'Asie du Sud-Est avait déjà réveillé les sentiments nationaux.

NICOLE POPE

## ASIE

THAILANDE

## Trois diplomates saoudiens assassinés à Bangkok

Trois Saoudiens, dont le consul à Bangkok, ont été assassinés, jeudi 1<sup>er</sup> février dans la capitale thaïlandaise, a indiqué la police (lire nos dernières éditions du 3 février). Un haut fonctionnaire thaïlandais a, lui, été assassiné dans la matinée. Ce meurtre pourrait être lié à l'aveu de travailleurs thaïlandais en Arabie saoudite, a indiqué l'agence officielle Thai News Agency (TNA) citant des sources policières.

Les Saoudiens - le consul, un agent consulaire et un chauffeur - ont été tués au cours de deux incidents séparés qui se sont produits à quelques minutes d'intervalle, a indiqué la police. L'Arabie saoudite a exhorté le gouvernement thaïlandais à retrouver les assassins, qui se sont enfuis, et à les traduire en justice. Un diplomate saoudien, en charge de la livraison de visas aux travailleurs thaïlandais, avait déjà été assassiné il y a un an à Bangkok pour des raisons qui n'ont pas été, jusqu'à présent, éclaircies.

« A l'heure actuelle, nous ne pouvons établir si les meurtres ont été provoqués par des motivations d'ordre politique ou s'ils ont résulté de conflits d'ordre personnel », a déclaré le directeur général de la police. — (AFP, Reuters)

■ Le premier ministre ne sera plus candidat à des élections. M. Chatichai Choonbavan, qui aura soixante-dix ans en avril, a annoncé qu'il ne serait pas candidat à de futures élections en raison de son âge, a indiqué, vendredi 2 février, la presse de Bangkok. Cette déclaration est intervenue à la suite d'une succession de crises ministérielles et alors que le rumeur d'élections anticipées s'est répandue. Le mandat de Choonbavan, élu en juillet 1988, est de quatre ans. — (AFP)

## PROCHE-ORIENT

LIBAN

## Les combats interchrétiens se poursuivent à Beyrouth

Les combats interchrétiens ont repris vendredi matin 2 février au Liban après une courte trêve consécutive à un accord de cessez-le-feu intervenu jeudi. Ces affrontements entre l'armée du général Michel Aoun et les Forces libanaises de Samir Georges ont déjà fait 17 tués et 298 blessés sans qu'aucun des deux protagonistes n'ait pris d'avantage décisif.

Cette guerre fratricide pour le contrôle des 1 000 kilomètres carrés du « pays chrétien » a paralysé toute activité durant deux jours. Les habitants avaient cependant profité d'une courte trêve jeudi matin pour sortir de leurs abris et aller s'approvisionner. Des centaines de parents se sont précipités dans les écoles, pour y chercher leurs enfants restés bloqués durant la nuit. La plupart des lignes téléphoniques ont été sectionnées par des obus, et la distribution de l'électricité a été interrompue.

Les combats de jeudi, au canon de char et à l'artillerie lourde,

n'ont pas permis de désigner de vainqueur. Ce statu quo, s'il se confirme, représenterait toutefois un échec pour le général Aoun, le général avait en effet affirmé mardi encore se vouloir « éliminer les FL », après avoir affirmé la veille qu'« aucun retour en arrière n'est possible ». L'armée du général Aoun a cependant réussi à s'installer sur l'autoroute côtière entre Beyrouth et le nord du Liban chrétien, à la hauteur de la localité d'Anatliat, a constaté un journaliste de l'AFP. Cette route est considérée comme un axe vital pour les FL puisqu'elle relie leurs fiefs de Beyrouth et de Kesrouwan, plus au nord. De leur côté, les FL ont pris le contrôle de la seule base maritime de l'armée, à Jounieh, dans le nord du « pays chrétien », où cette milice est prédominante.

L'armée a par ailleurs soumis à un pilonnage intensif le quartier général des FL de la Quarantaine, au sud de la colline dominée par les peuples d'Achrafieh, et des

immeubles résidentiels voisins ont été ébranlés par les obus. De son côté, la milice a pris pour cible le ministère de la défense à l'arsenal. Plusieurs secteurs d'Achrafieh ont été bombardés : des voitures calcinées, des cadavres d'obus dans les chaudières et des gravats jonchaient les trottoirs témoignaient de la violence des bombardements.

Le président Hraoui, qui réside à Beyrouth-Ouest sous contrôle syrien, a qualifié le général Aoun de « dictateur ». Il a affirmé être « prêt à intervenir » si la demande lui en était faite publiquement, et avec l'aide éventuelle des 35 000 soldats syriens stationnés au Liban. Quant à la radio officielle syrienne, elle a estimé que « la décision du général Aoun d'éliminer les FL est stupide. Elle a pour objectif de créer le fossé entre les deux secteurs de la capitale, et préjuge à une plus grande explosion visant les forces libanaises ». — (AFP)

ISRAËL

## La CEE demande à Jérusalem de ne pas installer d'immigrants juifs dans les territoires occupés

Les douze membres de la CEE ont demandé jeudi 1<sup>er</sup> février à Israël de ne pas « permettre ou encourager » l'installation d'immigrants juifs soviétiques dans les territoires occupés. Dans un communiqué publié à Bruxelles, les Douze se déclarent « sérieusement préoccupés par les récentes propositions visant à installer des immigrants dans les territoires occupés ». Ils demandent au gouvernement israélien de ne pas « compromettre les perspectives d'un retour à la paix dans la région en permettant ou en encourageant l'installation d'immigrants juifs dans les territoires occupés ». Ils rappellent que l'« installation de colonies juives » est, à leurs yeux, « illégale » dans les territoires occupés.

A Rabat, le roi Hassan II du Maroc a condamné vigoureusement, jeudi, au nom de ses pairs arabes, l'immigration des juifs soviétiques dans les territoires arabes occupés, affirmant que les Arabes ne sauraient « admettre cette politique colonialiste et de peuplement ».

A Bagdad, la presse irakienne a violemment critiqué jeudi l'URSS, l'accusant de favoriser Israël contre les Palestiniens. Le quotidien Al Qadisiyah, organe du ministère de la défense, souligne à ce propos que « 100 000 immigrants juifs en Israël représentent 100 000 nouveaux soldats armés de haute technologie, qui font pencher l'équilibre des forces en faveur d'Israël ». « Avec l'afflux massif d'immigrants juifs en Israël, la cause palestinienne pourrait être le prix fort payé par les Arabes à la persécution et à l'extermination des deux grands », poursuit Al Qadisiyah. — (AFP)

## AFRIQUE

## Le double appel du pape

Suite de la première page

Impression de déjà entendu ? Certes, mais peu importe. Jean-Paul II martelle son message. Il faut, insiste-t-il, avoir « le courage de la vérité ». Ces affrontements, qui enveniment encore le tiers-monde, « quels sont leurs enjeux ? Qui les attire ? (...) ». « Il faudrait, précise-t-il, avoir le courage de mettre en lumière le rôle de toutes les parties, à commencer par les plus puissantes, qui maîtrisent les économies, les aides militaires, les alliances. » De qui s'agit-il ? « Les appels [des peuples du Sud] s'adressent à la communauté internationale. Il faudrait même qu'on arrive à reconnaître les erreurs, les abus de puissance, l'exploitation, les injustices » qui ont été ou qui sont encore commis.

Un peu de repos

L'Afrique elle-même ou, au moins, ses élites, ne sortent pas totalement indemnes des paroles du pape. « On est parvenu, constate-t-il, à adopter des textes importants, comme la charte africaine des droits de l'homme et des peuples (...). Mais il est nécessaire de réduire la distance entre le dire et le faire pour appliquer les textes sans réticence ». « L'image qu'il s'impose d'abord à mes yeux, poursuit-il de sa voix grave, est celle de milliers de réfugiés qui désespèrent de trouver une terre d'accueil (...). C'est tout le problème de l'émigration qui faut donc aborder avec tout le respect dû aux personnes déracinées ».

En clair, la solidarité internationale doit encore s'intensifier, mais pas seulement entre le Nord et le Sud. « Les nations africaines, encourage Jean-Paul II, peuvent retirer de grands bénéfices d'une collaboration plus intense entre elles (...). La géographie même le suggère (...). Et lorsqu'il s'agit de la circulation des personnes (...), l'entente entre les hommes ne peut plus se heurter à des frontières, auxquelles d'ailleurs leurs ancêtres ne s'opposaient guère ».

Prochaine étape : la Tchecoslovaquie

Bref, sans préconiser, directement ou indirectement, une redéfinition des frontières d'Afrique, un processus qui pourrait être aussi dangereux et déstabilisateur que les organisations africaines (...) deviennent sans cesse plus actives, afin de devenir de véritables instruments de promotion de la paix au profit de tous leurs membres ».

Voilà. La quarante-cinquième tournée pastorale à l'étranger de Jean-Paul II, représentant du Christ sur la terre des hommes, a pris fin jeudi soir. Le Saint-Père va prendre un peu de repos, puis, dans quelques semaines, il reprendra son bâton de pèlerin pour aller prêcher la même bonne parole en Tchecoslovaquie, puis au Mexique, puis à Cuba, puis en Afrique encore. Parce que « l'effort qui reste à accomplir pour que chaque homme ait droit à une vie digne » est immense.

PATRICE CLAUDE

الجمهورية العربية السورية



صكرا يا الراحل

MATIE

er M. Ordonez  
affaires étrangères

ander l'Est  
et à l'ouest

Après Paris, et avant Rome, c'est Dublin qui préside pour six mois aux destinées de la Communauté européenne. Pour l'Irlande - qui a adhéré à la CEE en 1973 - la fonction n'est pas nouvelle : c'est la quatrième fois que ce pays (le plus petit des douze, en termes de population, après le Luxembourg, avec 3,5 millions d'habitants) remplit ce rôle. Mais il est évident que la situation internationale confère au gouvernement de M. Charles Haughey des responsabilités inattendues.

relations se dégradent  
e la Grèce et la Turquie

En attendant le coup d'envoi de cette conférence intergouvernementale, irlandaise et italienne doivent tenir la barre d'un bateau soumis à tous les vents : les candidats au voyage se bousculent, les intérêts des uns et des autres ont évolué au cours des trois derniers mois, et le maître de quart suggère de profiter de la tempête pour finir un cap plus lointain que prévu dans l'immédiat, la fédération européenne.

AFRIQUE

ible appel

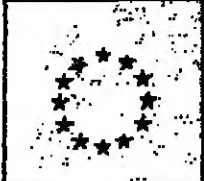
Seul pays des Douze à ne pas faire partie de l'OTAN, l'Irlande se considère aussi comme un interlocuteur idéal pour les pays d'Europe de l'Est. « Dans la mesure où nous ne sommes membres d'aucune alliance militaire, nous sommes plus les bienvenus dans ces pays », estime le premier ministre. M. Charles Haughey laisse d'ailleurs entendre que l'Irlande pourrait reconsidérer sa position de pays neutre, au cas où la Communauté européenne mettrait sur les rails sa propre politique de sécurité. Mais on n'en est pas là... et en attendant, le gouvernement irlandais multiplie les contacts avec l'« autre Europe ».

De retour de Pologne et de Yougoslavie, M. Gerard Collins, le ministre irlandais des affaires étrangères, qui préside aux rela-

## EUROPE 93

La présidence irlandaise de la Communauté

Le Monde • Samedi 3 février 1990 • 7



### Six mois de navigation à vue

Après Paris, et avant Rome, c'est Dublin qui préside pour six mois aux destinées de la Communauté européenne. Pour l'Irlande - qui a adhéré à la CEE en 1973 - la fonction n'est pas nouvelle : c'est la quatrième fois que ce pays (le plus petit des douze, en termes de population, après le Luxembourg, avec 3,5 millions d'habitants) remplit ce rôle. Mais il est évident que la situation internationale confère au gouvernement de M. Charles Haughey des responsabilités inattendues.

Le succès d'une présidence se mesure essentiellement aux conclusions du sommet qui la clôture. En 1989, l'Espagne puis la France furent tout à tour saluées : à Madrid, en juin, les Douze adoptaient le plan Delors qui doit mener à l'Union économique et monétaire (UEM), considérée comme l'« antichambre » de l'Union politique ; à Strasbourg, en décembre, ils décidaient que la conférence intergouvernementale qui doit poser les fondations de l'UEM débuterait fin 1990, comme le souhaitait M. François Mitterrand.

En attendant le coup d'envoi de cette conférence intergouvernementale, irlandaise et italienne doivent tenir la barre d'un bateau soumis à tous les vents : les candidats au voyage se bousculent, les intérêts des uns et des autres ont évolué au cours des trois derniers mois, et le maître de quart suggère de profiter de la tempête pour finir un cap plus lointain que prévu dans l'immédiat, la fédération européenne.

L'accélération des événements est telle que l'Irlande est pour l'instant dans l'incapacité de fixer l'ordre du jour de « son » sommet des 25 et 26 juin prochain. Mais elle entend mettre à profit, au cours des cinq mois qui lui restent, ses deux particularités : sa neutralité et ses liens privilégiés avec les États-Unis.

Dublin souhaite contribuer à l'institutionnalisation des liens entre les Douze et Washington. « Nos amis (au sein des Douze) estiment que l'Irlande est particulièrement bien placée pour promouvoir de nouvelles relations entre la CEE et les États-Unis », affirme M. Haughey, qui rappelle que quarante millions de Nord-Américains sont originaires de l'Ile.

Une particularité : la neutralité. Seul pays des Douze à ne pas faire partie de l'OTAN, l'Irlande se considère aussi comme un interlocuteur idéal pour les pays d'Europe de l'Est. « Dans la mesure où nous ne sommes membres d'aucune alliance militaire, nous sommes plus les bienvenus dans ces pays », estime le premier ministre. M. Charles Haughey laisse d'ailleurs entendre que l'Irlande pourrait reconsidérer sa position de pays neutre, au cas où la Communauté européenne mettrait sur les rails sa propre politique de sécurité. Mais on n'en est pas là... et en attendant, le gouvernement irlandais multiplie les contacts avec l'« autre Europe ».

De retour de Pologne et de Yougoslavie, M. Gerard Collins, le ministre irlandais des affaires étrangères, qui préside aux rela-

### M. Charles Haughey : un aventurier flamboyant

DUBLIN

de notre envoyé spécial

L'homme qui assure depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la présidence tourmentée de la CEE, est tout sauf un politicien couleur de murelle. Le cheveu en bataille et le visage buriné, le premier ministre irlandais M. Charles Haughey est resté, à soixante quatre ans, une sorte d'aventurier. Il suscite parmi ses compatriotes des attachements indéfectibles et des haines inexpiables. M. Haughey veut visiblement faire figure pendant les six mois de la présidence irlandaise d'homme d'Etat responsable. Pourra-t-il cependant échapper à sa légende ?

bère pour brûler en représailles l'Union Jack...

Ce nationaliste viscéral fondé sur une haine insondable des Anglais qu'il partage avec bon nombre de ses compatriotes se double d'un populisme qui frise parfois la démagogie. Ceux qui ne l'aiment pas n'hésitent pas à comparer sa rhétorique à celle d'un Juan Peron. Devenu l'un des hommes les plus riches

à chaque étape, ici la construction d'un hôpital, là, celle d'un aéroport, sans trop se préoccuper de l'intendance. De façon très irlandaise, la parole et l'émotion passent quelques fois chez lui avant la réflexion.

Maie les scandales et les échecs ont mûri ce personnage flamboyant. La réussite sociale aussi. Expert comptable de formation, M. Haughey a fait for-

son ascension, apparemment irrésistible.

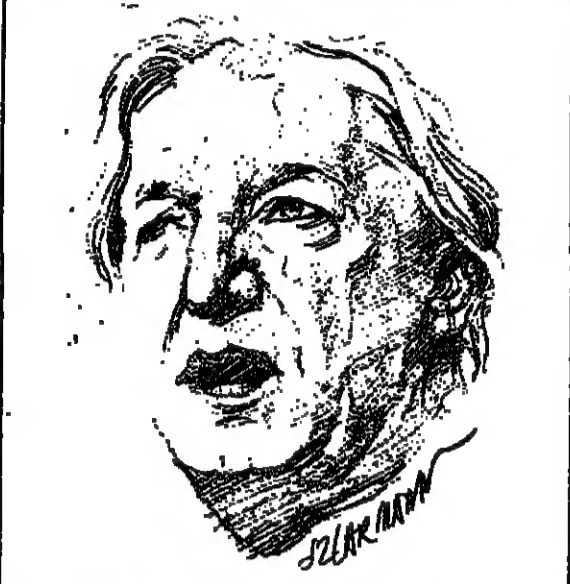
En 1970, il est arrêté et accusé d'avoir utilisé, en tant que ministre des finances, l'argent de l'Etat pour acheter secrètement des armes destinées aux combattants de l'IRA en Irlande du Nord. Il est acquitté après un long procès, mais la suspicion demeure, suivie de sept ans de traversée du désert. Plus personne n'ose aujourd'hui mentionner ce lointain épisode. Lorsque son adversaire de toujours, M. Garret Fitzgerald, a voulu faire publiquement allusion à ce « passé chargé », l'opinion, visiblement lassée de cette affaire, s'est retournée contre l'accusateur...

M. Haughey reprend pied en politique en devenant ministre de la santé en 1977. Deux ans plus tard, il est leader du Fianna Fail et premier ministre. Une nouvelle vague de scandales l'atteint en 1982. Un des épisodes les plus bizarres de cette période trouble est la condamnation de son agent électoral, qui avait tout simplement voté deux fois pour son patron dans la circonscription de celui-ci...

En 1990, M. Haughey, nettement assagi, dirige son quatrième gouvernement et semble décidé, quoi qu'il arrive, à aller cette fois-ci jusqu'au bout de son mandat. Le populiste dépensier des années 1979-1980, est devenu un adepte de la plus stricte orthodoxie budgétaire. L'ennemi implacable de tout compromis avec Londres s'est mué en un observateur fidèle et même pointilleux de l'accord anglo-irlandais, signé en 1985 par Mme Thatcher et M. Fitzgerald, qui donne à Dublin le droit de regard sur la situation de la minorité catholique en Irlande du Nord, en échange d'une coopération active entre les deux pays dans la lutte contre l'IRA.

Seule certitude : M. Haughey fera tout pendant ces six mois de présidence pour éviter d'apparaître comme trop préoccupé par la question nord-irlandaise qui lui tient pourtant à cœur. Le « taoiseach » ou plutôt le « boss », comme on l'appelle familièrement, ne veut pour rien au monde passer pour un politicien provincial. Il a soif de respectabilité et de reconnaissance internationale. La présidence irlandaise devrait donc être prudente, très prudente même... A moins d'un dérapage.

DOMINIQUE DHOMBRES



La politique, les femmes et les chevaux sont les trois grandes passions de Charles Haughey, mais la plus forte. Le « Taoiseach » (son titre officiel en gaélique) est, comme Richard Nixon, auquel ses concitoyens le comparent parfois, un artiste de la survie. Il a resurgi à deux reprises après des scandales et des crises qui auraient dû mettre fin à sa carrière. Ses adversaires ne sont pas loin de penser qu'il a, comme les chats, le pouvoir de vivre neuf vies...

#### Un nationaliste viscéral

M. Haughey est avant tout un nationaliste qui s'enflamme encore pour la cause de la réunification de l'Ile, mais il a appris à modérer son lyrisme. Son père avait combattu les Britanniques pendant la guerre d'indépendance et était un des chefs de l'armée républicaine (« Irish Republican Army », ou IRA). Le berceau de sa famille est en Irlande du Nord, mais ses parents se sont installés au sud après la partition. Le 8 mai 1945, jour de la victoire, des étudiants de Trinity college, à Dublin, brûlent en public le drapeau irlandais pour protester contre le fait que la République était restée neutre pendant la guerre. Le jeune Charles Haughey grimpe aussitôt à un réver-

d'Irlande, propriétaire de chevaux de course, amateur de bonne chère et de bon vin, M. Haughey continue à faire la tournée des pubs en tapant familièrement les électeurs dans le dos et en exaltant le combat des « petits » contre les « gros ».

Il est en fait dans le droit fil de la tradition de son parti, le Fianna Fail, implanté dans les campagnes, mais aussi solidement présent dans les quartiers pauvres des grandes villes, notamment à Dublin. L'origine du Fianna Fail remonte à la guerre civile. Le parti a été fondé par ceux qui refusaient tout compromis avec les Anglais, y compris la partition entre le nord et le sud, et voulaient continuer la lutte jusqu'au bout. Faisant campagne avec succès contre la légalisation du divorce et de l'avortement, le Fianna Fail de M. Haughey reste avec l'église un des grands bastions de la « singularité » irlandaise.

La démagogie aussi. En tournée électorale, M. Haughey n'hésite pas, jadis, à promettre

tune dans des conditions sur lesquelles il est toujours resté discret. Il semble qu'il ait acheté au bon moment des terrains que l'Etat s'appropriait à vil prix pour en faire des lotissements. Il est devenu ainsi un des grands propriétaires immobiliers du pays et possède même son île privée. Il a eu aussi la bonne idée d'épouser la fille de celui qui était alors le leader du Fianna Fail, Sean Lemass. Cela n'a pas nui à sa carrière.

#### L'accusation de trafic d'armes

Elu député à Dublin en 1957, il fait partie de cette nouvelle génération de politiciens du Fianna Fail dont les hauteurs de la justice, l'agriculture, les finances, lorsqu'un premier scandale interrompt brutalement

## Roumanie. Les affiches de la liberté.

Le 31 décembre 89 la Fnac offrait 13 000 livres à la bibliothèque centrale de Bucarest.

A cette occasion, les étudiants de l'Académie des Beaux Arts lui ont confié

27 affiches originales réalisées pendant l'insurrection.

Ces 27 affiches seront mises aux enchères par le ministère de Maître Guy Loudmer.

Le produit de cette vente sera intégralement versé aux étudiants de l'Académie des Beaux Arts de Bucarest. Merci pour eux.

Samedi 3 février à 11h30. Auditorium, de la Fnac Montparnasse.



**Le Monde**  
MARDI 6 FÉVRIER 1990 (DATÉ MERCREDI 7)  
**SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI**  
« SECTEURS DE POINTE »  
18 pages d'offres d'emploi pour les ingénieurs de production, les ingénieurs commerciaux, les informaticiens...  
**PILE SEPARÉE** ATTENTION : ce supplément gratuit est publié en cahier séparé.







150

## POLITIQUE

### des assises du RPR

M. Michel Noir évoque la constitution d'un nouveau « forum civique »

Quatre jours avant d'accueillir MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin au sein de la fédération RPR du Rhône qu'il préside, M. Michel Noir a réaffirmé, jeudi 1<sup>er</sup> février à Lyon, son soutien à M. Jacques Chirac, en précisant que cela ne changeait en rien son analyse et sa détermination sur la nécessité de l'union et de la rénovation au sein de l'opposition. Évoquant le rejet de la politique par les Français, il a d'autre part estimé que « se lève une vraie lame de fond de citoyens qui attendent ceux qui, peut-être parmi nous, constitueront ce nouveau « forum civique » qui emporterait tout sur son passage lors des prochaines échéances ».

LYON

de notre bureau régional

Derrière la tribune, dans la grande salle du palais des congrès de Lyon, une disposition géométrique montre le général de Gaulle au soir de sa vie, le corps emmêlé dans un grand manteau noir et la tête baissée. « Il fallait bien que cela arrive un jour. Le temps du vrai débat est arrivé », commence M. Noir. Devant près d'un millier de militants, le maire de Lyon consacre tout d'abord l'essentiel de son propos à dénoncer les erreurs de M. Charles Pasqua, dont « la stratégie, imposée par deux fois à Jacques Chirac, a par deux fois conduit à la défaite ».

La première de ces erreurs consiste à partager un certain nombre de « valeurs communes » avec le Front national : « Copier Le Pen n'est pas une bonne stratégie, car pourquoi voulez-vous qu'on copie la copie et l'original un électeur choisisse la copie ? ». La seconde consiste à concevoir « un RPR sûr de lui et dominant » vis-à-vis de ses partenaires de l'UDF. « Les électeurs de l'opposition ne comprennent plus, affirme le député du Rhône. Pour eux, l'UDF et le RPR, c'est la même chose, la même famille. C'est leur

camp, et ils ont envie de le voir gagner. Ils ne veulent plus de cette faiblesse de la division qui conduit à la fatalité de l'échec. » Pour en sortir, M. Michel Noir propose trois règles pour les trois années à venir : « avoir des idées neuves, jouer collectif, et constituer une force unique ». S'il a une divergence avec M. Jacques Chirac et Alain Juppé, c'est sur le calendrier. L'opinion n'attend pas, selon lui, la fin de 1991 pour la mise en place d'une force unique de l'opposition. « L'objectif est qu'il ne s'agit que d'une divergence de calendrier. Ou alors ce serait grave, car cela voudrait dire qu'en fait les stratégies de Charles Pasqua et Jacques Chirac ne seraient pas différentes. »

#### « Double exigence des Français »

La victoire du président du RPR lors des assises du mouvement, le 11 février, n'aura de sens, en effet, pour M. Michel Noir, que si elle permet de « répondre à cette double exigence des Français, union et rénovation ». « Toute autre utilisation de cette victoire conduirait à l'impasse et à l'explosion de ceux qui ne supportent plus la fatalité de la division et de l'échec. Soyez-en sûrs, ceux qui veulent une autre politique, celle de la rénovation, et un autre système, celui de l'union, n'hésiteront pas alors à être moins conciliants dans l'initiative qu'ils comptent prendre, en tout état de cause, dans les semaines qui viennent, pour faire avancer la nécessaire transformation des structures politiques actuelles. » Rendez-vous est donc pris au lendemain des assises.

Convenant qu'il est « un peu paradoxal de décorer tout cela » au moment où le pays de l'Est vit « les plus insupportables déversements », M. Michel Noir estime pourtant que après celle du bicentenaire, 1990 sera l'année des citoyens, de ceux « qui disent « ça suffit » et attendent que ça change ». Ce nouveau « forum civique » qui emporterait tout sur son passage. Il tient même « l'appel à être de ceux-là ».

J.-L. S.

## Des Polonais à l'école de la démocratie locale

En stage dans le Valenciennois,

Stanislaw, Andrzej et Arkadiusz ont voulu tout voir et tout comprendre

Un utile, de l'exportable. D'autant que l'« autre » valenciennois minier, en pleine reconversion industrielle, offre de nombreuses similitudes avec leur propre région de Silésie. A Anzin, pendant deux jours, Andrzej et ses collègues ont tout voulu voir, tout voulu comprendre : du fonctionnement du conseil municipal à l'usine d'incinération des ordures ménagères en passant par la préparation du budget ou la visite d'entreprises. Obstinément, ils ont interrogé les élus, les fonctionnaires municipaux, parfois désemparés par cette frénésie de savoir.

« Qui paye ? combien ? Est-ce que c'est rentable ?... » L'apprentissage de la démocratie locale ne s'embarrasse guère d'idéologie ou de lyrisme. Tandis que l'adjoint chargé des sports décrit avec enthousiasme ses terrains de tennis ou les efforts paysagers autour du futur stade, Arkadiusz décrypte consciencieusement les tarifs des locations de courts.

#### « Trop cher pour nous »

Après une rapide conversion de francs en zlotys, il boche gravement la tête : « C'est cher. » Stanislaw, lui, n'a pas en un regard pour la piste d'athlétisme « tout copieux, digne d'une compétition olympique » qui fait la fierté de la ville. Il a simplement demandé en quoi elle était faite et d'où provenaient les milliers de francs.

Les petits trains multicolores pour parcs de loisirs fabriqués par la société Alval, avec leur locomotive pimpante sortie tout droit d'un dessin animé, ne sont pas non plus parvenus à amuser les trois futurs candidats aux élections. En revanche, ils ont poignamment noté sur leurs cahiers le nombre d'employés, la part des salaires dans le prix de revient, les caractéristiques techniques du moteur et le nombre d'heures de travail nécessaires à la fabrication du produit. Avec toujours cette question lancinante : « Est-ce que c'est rentable ? »

Mais c'est l'organisation des services et de la vie municipale qui a suscité chez Andrzej et ses

collèges le plus de curiosité. De l'usine d'incinération des ordures à la téléinspection des canalisations, nul détail technique ne leur a échappé. Là encore, ils se sont inquiétés : « Qui paye ? » et se sont longuement fait expliquer les mécanismes de la fiscalité locale. Concentré, Andrzej l'économiste, récite son nouveau chapitre : « taxe professionnelle, taxe foncière, taxe d'habitation... ». « Chez nous, raconte-t-il, la seule taxe locale existante, c'est la taxe sur les chiens ! Tout le reste vient de l'Etat. » Arkadiusz, plongé dans un dossier détaillant les pouvoirs des conseils municipaux, s'acharne à tout faire traduire. « Quel est le pouvoir des adjoints par rapport au maire ? Quel est le montant de leurs indemnités ? Comment fonctionnent les commissions ? Combien de fois le conseil se réunit-il ? Comment les subventions sont-elles réparties ? »

Au passage, il glisse des questions moins techniques : le maire connaît-il ses administrés ? Les anciens détenus sont-ils aidés à se réinsérer ? Les églises reçoivent-elles des subsides municipaux ? D'un air gourmand, il écoute M. Alain Turut, l'adjoint au maire chargé des travaux et de l'emploi et secrétaire de la section socialiste d'Anzin, leur livrer les quelques grands principes d'une campagne électorale. Plaquettes en quadrichromie, affiches municipales, pochettes d'alimentation estampillées de la photo du maire laissent pourtant Andrzej dubitatif : « Le papier est vraiment beau, tout ça, ça coûte trop cher pour nous. En fait l'important, c'est le programme politique. »

#### « Le champagne avec la police »

Autre sujet d'intérêt, la visite du commissariat. Andrzej, qui a passé sept mois et demi en prison pour avoir organisé une grève à la faculté d'économie où il était étudiant en décembre 1981, s'inquiète des délais de garde à vue, du rôle du juge, des pouvoirs d'enquête de la police etc., du montant des compensations pour conduite en état d'ivresse. Le

commissaire les a accueillis avec chaleur. « Ici, vous savez, il y a une forte communauté d'origine polonaise. Il n'y a jamais eu de problèmes avec eux, ils sont bien intégrés », et dans un élan d'enthousiasme, il leur confie : « J'ai suivi toute la messe de minuit en direct de Gdansk, c'était très émouvant. » Stanislaw glisse dans un sourire : « Chez nous, on ne peut pas encore boire le champagne avec la police... »

Les rencontres se succèdent : avec le responsable de l'accueil et de l'insertion des jeunes de 16 à 25 ans, qui tente désespérément de leur expliquer le crédit-forma-tion, avec le responsable du centre d'action communale et sociale, avec le sous-préfet qu'ils interrogent sur les incitations fiscales en faveur de l'installation d'entreprises nouvelles. Ils notent, toujours avec la même obstination, « On a vraiment tout à apprendre, soupire Andrzej, et il faut faire vite, très vite. » Seule liberté prise pendant ce séjour, une escapade dans l'hypermarché Auchan. Ils ont même voulu y aller deux fois et Andrzej a acheté une poupée à sa fille. « Ce qu'il y a dans un seul magasin comme ça, c'est plus que tous nos stocks pour un district. »

A Valenciennes, Andrzej, Stanislaw et Arkadiusz ont retrouvé une autre délégation conduite par le député Janusz Steinhoff. Très politique, l'élu de Solidarisme dresse un premier bilan : « On a appris le minimum pour mettre en place la décentralisation chez nous. Les municipalités travaillent très bien, les élus sont en contact avec la population. En France, les intérêts du pays sont reliés aux intérêts locaux. Tout ça pour nous, c'est encore impensable. On ne pourra pas tout exporter, mais l'échelon municipal est très important, c'est notre seul moyen d'écarter le communisme. »

La journée se termine. Les bras chargés de documents, de photocopies de budget, de textes de lois, de plaquettes d'entreprises, Andrzej sourit : « On a lu Tocqueville, maintenant il faut s'attaquer à la gestion des problèmes d'assainissement de l'eau... »

PASCALLE ROBERT-DIARD

## DÉFENSE

Selon une étude de l'armée de terre

### Les jeunes Français seraient mal préparés à endurer un conflit moderne

Fragilisés par les conditions d'une vie très protégée que leur réserve la société moderne, les jeunes Français seraient incapables — sauf entraînement spécial — à endurer le stress d'un conflit en Europe, dans les circonstances où il pourrait se produire. C'est la conclusion d'une étude des médecins et des psychosociologues du Centre des relations humaines (CRH) de l'état-major de l'armée de terre.

Dans un ouvrage de quatre-vingt-dix pages, intitulé « Force et calme des troupes », le CRH a tenté d'analyser ce que ses spécialistes appellent le « stress de guerre » à la lumière d'une étude sur les pertes psychiques entraînées par divers conflits récents, comme les guerres israélo-arabes et les opérations aux Malouines.

Il s'agit d'un document pédagogique qui sera adressé aux chefs de corps (les colonels ou lieutenants-colonels commandant une formation) pour qu'ils sensibilisent leurs capitaines et leurs sous-officiers au contact de la troupe aux difficultés psychologiques qui attendent leurs subordonnés impliqués dans des opérations brutales et intenses.

« Les observations sur les guerres modernes, écrivent les chercheurs du CRH, montrent que les pertes psychiques représentent, pour les pays occidentaux, un phénomène croissant et préoccupant. En effet, une guerre en Europe serait terriblement éprouvante pour des hommes que les facilités de la société actuelle ne tendent pas à endurcir. »

Pendant la seconde guerre mondiale, l'armée de terre des États-Unis a dû évacuer un soldat sur trois ou quatre parce qu'il « flanchait au combat ». En 1973, lors de la guerre du Kippour, 60 % des évacués souffraient d'effets psychiques des « traumatismes psychiques »

sans blessure corporelle. « Plus que les unités directement engagées, ces troubles, note le document du CRH, ont atteint les jeunes soldats des unités d'appui et de soutien soumises aux feux de l'artillerie, des blindés et de l'aviation. »

En 1982, lors de l'opération « Paix en Galilée », l'armée israélienne aurait eu, pour quatre cents blessés, deux cents personnes choquées, parmi lesquels 80 % de réservistes, 19 % d'appelés et 1 % de professionnels. En 1982, aux Malouines, l'armée argentine, composée aux trois quarts de jeunes conscrits, mal équipés, mal instruits et mal nourris, a eu à faire face à un plus grand nombre de troubles psychiques que l'armée britannique, formée de soldats de métier, entraînés et, sans doute, plus motivés.

#### « Du yoga au « drill » »

Intenses, brutaux et continus, de jour comme de nuit, les conflits modernes seront d'autant plus éprouvants que la société moderne ne prépare pas à la rudesse des combats et qu'il est difficile de relever des unités qui « craquent ».

Les jeunes Français s'échappent peu à la règle, qui sont décrits comme « fragiles, individualistes et peu enclins à endurer les frustrations ». Cette moindre résilience psychologique, on la mesure avec la surconsommation des tranquillisants, du tabac, de l'alcool ou de la drogue ; avec le nombre élevé de suicides (12 000 déclarés par an, quarante fois plus de tentatives), ou avec l'immaturité plus grande des adolescents qui forment une population longtemps « dorlotée ».

S'ils affectent l'individu au combat, les désordres psychiques ont un effet sur la cohésion opérationnelle de l'unité à laquelle il appartient. Personne n'est à l'abri du « stress » du temps de guerre et, s'il n'est pas maîtrisé, ce phéno-

mène peut conduire à des comportements de panique.

Dans son document pédagogique à l'adresse du commandement sur le terrain, le CRH propose une série de techniques (la respiration contrôlée, l'auto suggestion, la relaxation, voire le yoga) censées redonner les moyens à un combattant qui renâcle devant l'obstacle. Ce sont des techniques que les sportifs de haut niveau connaissent déjà. De surcroît, dans le cas particulier d'une formation militaire, une bonne forme physique et un entraînement en endurance, avec l'aide d'un moniteur de sports, sont susceptibles de donner au combattant des réflexes — ce que les spécialistes de l'instruction commando appellent le « drill » — d'adaptation quasi automatique et immédiate à une situation imprévisible de « stress ».

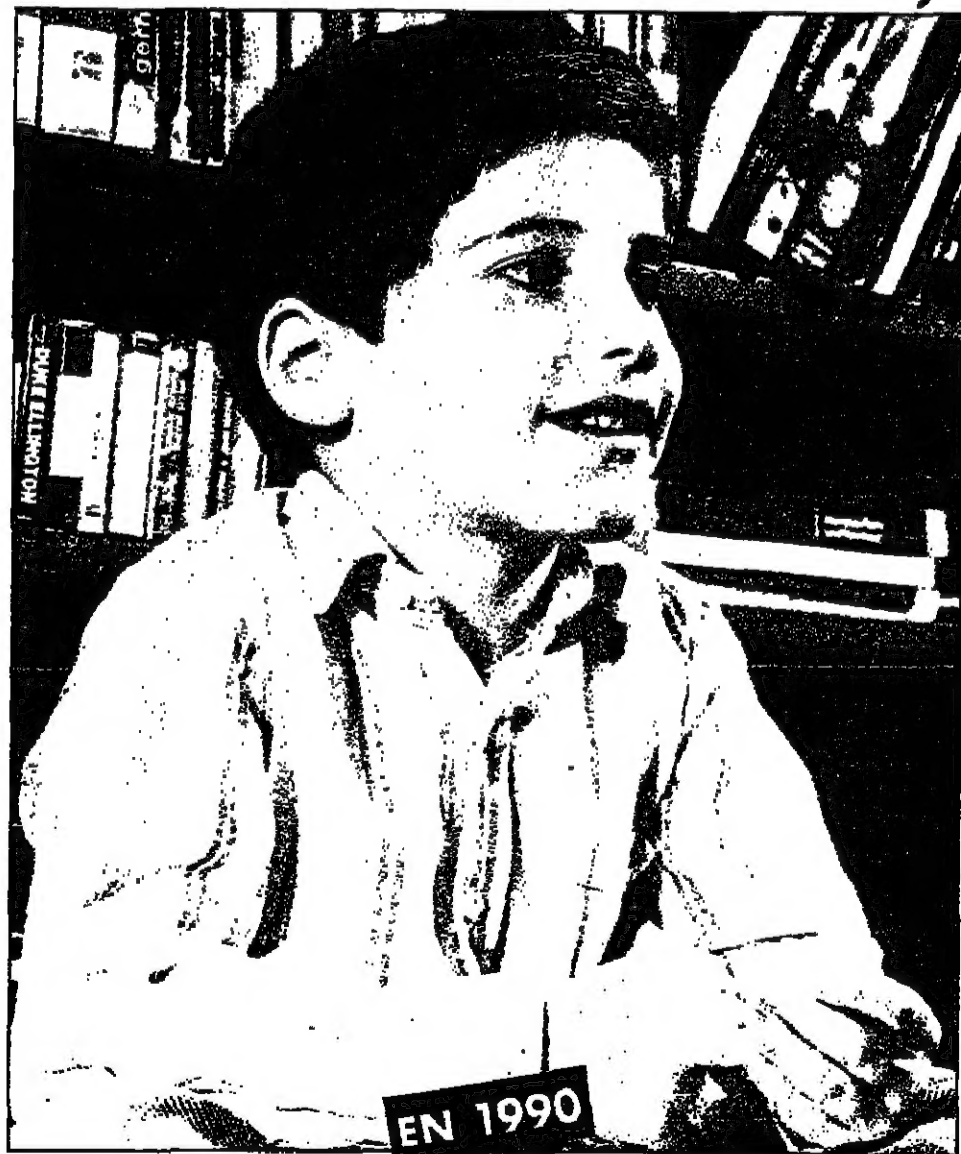
Au travers des exemples cités dans les annexes de cette étude, on constate que l'armée britannique et l'armée israélienne, qui sont deux types de forces radicalement différentes, ont en commun de pouvoir constituer des unités en apparence plus stables que d'autres sur ce plan psychologique.

« Les soldats qui se sont si bien battus aux Malouines, écrit un observateur américain, n'appartenaient pas fondamentalement à l'armée britannique : ils appartenaient d'abord à leur régiment dans lequel ils servaient jusqu'à la fin de leur carrière aux côtés de leurs camarades » et « ce système de régiments permet aux Britanniques d'obtenir une très haute teneur d'élite pour une armée de petites dimensions ».

Renvoyant des à des années de métier et de conscription, il ajoute : « Le modèle israélien de réservistes obtient la même stabilité que le modèle britannique. Les soldats sont affectés à une brigade spécifique, dans un bataillon particulier, et ils y restent pendant toutes leurs années de service actif, pour y retourner lors des rappels annuels de réservistes. »

JACQUES IGNARD

## DAVID SMILOWITZ EST NÉ A MOSCOU EN 1982



CEST EN ISRAEL QU'IL TROUVE UN AVENIR  
DIMANCHE 4 FEVRIER 1990  
ECOUTEZ LA FREQUENCE JUIVE 94.8 FM  
MOSCOU — JERUSALEM



# 20 000 KM DE PISTES OUVERTES

*Nous l'attendions tous avec impatience !*

*La neige est tombée en abondance sur toutes les montagnes françaises ! La saison d'hiver 1990 va ainsi tenir toutes ses promesses.*

*Les 11.000 moniteurs de ski, les pisteurs, les hôteliers, et l'ensemble des professionnels de la montagne vous offriront le meilleur accueil.*

*Depuis plus de 20 ans, les 200 stations de sports d'hiver investissent et travaillent pour valoriser les équipements. Leur préoccupation constante est d'innover pour élargir, hiver comme été, la gamme des loisirs et des services proposés.*

*Le monde entier nous envie le domaine skiable français. Vous tous qui aimez la montagne y êtes dès maintenant les bienvenus.*

*A très bientôt sur les pistes !*

*Le Ministère du Tourisme.*



MINISTÈRE DU TOURISME

150



سكرا من المرحل

12 Des enfants roumains contaminés par le sida  
14 Le projet de mosquée de Lyon menacé

14 Tennis : la France et l'Australie à égalité  
21 Théâtre : « Quelque part dans cette vie »

22 L'Amérique latine en quête d'unité culturelle  
- Communication : la CSA et la bande FM

Trafic de stupéfiants

De nouvelles armes  
contre le blanchiment des narcodollars

Les multinationales de la drogue sont passées expertes dans le recyclage des narcodollars. Une riposte internationale s'organise pour lutter contre le blanchiment des milliards de francs issus du trafic de stupéfiants. En France, Manuel Noriega fait l'objet sur ce plan d'une information judiciaire. L'ex-dictateur du Panama et des proches avaient déposé plus de 20 millions de francs dans plusieurs banques françaises.

L'affaire Noriega le confirme, la France ne peut plus concentrer ses efforts sur la seule répression du trafic de stupéfiants. Il lui faut aussi s'attaquer à l'argent, le nerf de la guerre. Certes, les trafiquants français font figure de pague-petit par rapport à ceux des cartels colombiens, qui livrent par conteneurs : les Français importent « seulement » une dizaine de kilos d'héroïne ou de cocaïne à la fois, explique M. Bernard Graver, directeur de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCTRIS). Et, en effet, les marges bénéficiaires des Français, par rapport à d'autres, ne sont pas considérables : achetés 250 000 F, le kilo de cocaïne est revendu 500 000 F environ.

Frapper les barons de la drogue au troisième-circuit est devenu une priorité internationale. Le chiffre d'affaires mondial du trafic n'est-il pas estimé à 300 milliards de dollars par les Nations unies ? Réuni en juillet 1989 à Paris, le sommet des « sept grands pays industrialisés » a créé un groupe d'experts internationaux - le GAFI - pour mettre en œuvre la lutte contre le blanchiment (1).

Dans le plus grand secret, les spécialistes français de plusieurs ministères - intérieur, justice, finances, notamment - participent aux travaux du GAFI depuis septembre 1989. Peu d'informations filtrent de ces réunions à huis clos. La question du secret bancaire, qui empêche de détecter les opérations financières suspectes, y a été largement traitée. Ira-t-on dans le sens du Bank Secrecy Act américain qui oblige, depuis 1970, toutes les banques et institutions financières à déclarer au Trésor leurs transactions supérieures à 10 000 dollars (environ 60 000 F) ? Le rapport du GAFI sera, en tout cas, remis par les experts à leurs gouvernements dans les tout prochains jours.

La noria  
des petits porteurs

Le travail des experts fait le point sur les méthodes des narcotrafiquants passés maîtres dans l'art de brouiller les pistes. Le commerce de drogue s'effectue essentiellement en espèces. Les billets de mille dollars ne sont plus comptés, mais pesés. Souvent, il s'agit de rapatrier des valises bourrées de billets vers les organisateurs du trafic. Une noria de petits porteurs peuvent aussi transporter le « cash » à l'abri de paradis fiscaux, comme les îles Caïman (la Suisse et le Luxembourg, souvent considérées comme des plaques tournantes de l'argent « sale », ont récemment renforcé leur législation pour lutter contre le blanchiment).

Plusieurs méthodes de « rinçage » sont mises en œuvre. Des échanges de fonds avec les grandes banques permettent de recycler l'argent « sale » en l'introduisant dans les circuits internationaux.

Des opérations de compensation, réalisées avec la complicité de sociétés d'import-export complaisantes, peuvent aussi être utilisées.

Un délit  
spécifique

Plus classiquement, à l'image de la French connection, on peut recourir à des secteurs d'investissement de façade - bars, pizzerias, casinos, dancing, sociétés immobilières, voire cliniques comme l'a récemment suggéré le procureur adjoint de Marseille, M. Louis Barthelemy. Les modernes, enfin, apprécient les transactions électroniques sur les marchés financiers internationaux. En bout de chaîne, après plusieurs passages de frontières et l'interposition de sociétés-écrans, l'argent du trafic revient à ses propriétaires sous forme de monnaie scripturale, de devises, ou de métaux précieux.

Face à cette organisation des multinationales de la drogue, la France a tardivement mis en place une législation antiblanchiment. Les lois du 31 décembre 1987 et du 23 décembre 1988 en ont fait un délit spécifique, puni des mêmes peines que le trafic. Le gel des biens et des revenus des trafiquants, ainsi que leur saisie, sont désormais facilités. Parallèlement, les procédures d'entraide judiciaire internationale sont en passe d'être améliorées par la convention de Vienne, signée le 20 décembre 1988. Quand elle aura été ratifiée, elle permettra de poursuivre les faits de blanchiment dans tous les pays, et d'activer la coopération judiciaire et policière.

La centralisation des informations sur le blanchiment est tout aussi essentielle. Policiers et douaniers français disposent, chacun de leur côté, de leurs propres réseaux internationaux. Les policiers de

OCTRIS voient passer environ 30 000 messages d'Interpol par an (l'organisation internationale élabore un fichier spécialement consacré au blanchiment). Les douaniers français sont soigneusement tenus à l'écart d'Interpol, alors que les Douanes américaines en sont membres. Inversement, la DNRED française (Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières) bénéficie d'un accès direct aux informations du Conseil de coopération douanière qui, depuis Bruxelles, relie les douanes du monde entier.

L'ensemble du dispositif de riposte se met en place au moment où, en France, un conflit de compétences oppose les ministères des finances et de l'intérieur. Enjeu : le contrôle de la lutte contre le blanchiment. La place Beauvau essaie d'imposer un nouvel instrument, l'Office central de répression de la grande délinquance financière, installé en septembre 1989. Le ministre des Finances a riposté en créant, le 22 janvier, une cellule chargée du traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers, le TRACFIN.

Le marché américain de la cocaïne est en voie de saturation, selon les spécialistes. Ce qui fait craindre une offensive des cartels colombiens en Europe. Le marché européen semble en effet porter : un kilogramme de cocaïne y est actuellement vendu environ trois fois plus cher qu'à Miami.

ERICH INCIVIAN

(1) La création de ce groupe d'experts a été décidée lors du sommet des « sept grands pays industrialisés », en juillet dernier, à l'Arche de la Défense. Il réunit les experts de quinze grands pays industrialisés, dont la Suisse et le Luxembourg.



Les comptes douteux  
du clan Noriega en France

Inculpé depuis février 1988 aux Etats-Unis pour trafic de stupéfiants et blanchiment de narcodollars, le général Manuel Antonio Noriega, désormais écroué, fait aussi l'objet d'une information judiciaire ouverte à Paris, le 22 décembre 1989, pour « blanchiment du produit de trafic de stupéfiants ».

L'ex-homme fort du Panama a fait déposer en France quelque 20 à 25 millions de francs sur des comptes de la BNP, du CIC, du Crédit lyonnais, de la Banque de Paris et de la BCCI (Banque de crédit et commerce international). Une vingtaine de comptes ont été ouverts, à Paris comme à Marseille. L'ex-dictateur du Panama a utilisé plusieurs « prête-nom ». Des membres de sa famille : sa femme Felicidad Noriega, sa fille Sandra et l'époux de cette dernière, M. Juan Beauchamp. Des diplomates, aussi : M. Whit Green, alors ambassadeur du Panama en France, M. Vega, son homologue à Londres, ainsi que le consul général de la République paraguayenne à Marseille, M. Niza Doris Aparicio.

Deux dates jalonnent l'enquête. Le 9 octobre 1988, les douaniers français interviennent sur les comptes déposés en France par des proches du général Noriega à la BCCI (1). Les enquêteurs de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED) agissent sur la base d'une commission rogatoire lancée par leurs collègues américains. Objectif : démanteler un réseau financier international grâce auquel le cartel colombien de Medellín recycle son argent « sale ». Sur les comptes des Noriega, les douaniers français

constatent des infractions au contrôle des changes. Les comptes ouverts en France dans d'autres établissements bancaires sont alors mis sous surveillance.

Le 21 décembre 1989, un ordre de virement suspect déclenche l'alarme : un transfert est ordonné du compte de Mme Felicidad Noriega à Paris (CIC) vers celui de M. Aparicio Niza Doris à Marseille (Crédit lyonnais), puis vers un mystérieux « ambassadeur » du Panama au Luxembourg. Ambassadeur ? Vérification faite, la République paraguayenne n'a pas d'ambassade sur le territoire du Grand Duché.

Le 22 décembre, une information judiciaire est ouverte sous l'autorité de M. Patrick Fievet, magistrat instructeur au tribunal de Paris, pour « blanchiment du produit de trafic de stupéfiants et participation à des opérations financières internationales portant sur le trafic de stupéfiants ». Démarrer l'échec des opérations bancaires effectuées par le clan Noriega sera long : sur un seul compte, on recensait plus de mille quatre cents virements. En attendant, les avoirs des Noriega en France sont gelés.

E. In.

(1) Dans l'affaire de la BCCI, banque privée dont le siège est au Luxembourg, les agents américains ont monté une action undercover : ils ont créé une banque de toutes pièces, à Miami. Pour attirer des capitaux sales, le Trésor américain y a placé 6 millions de dollars. De telles procédures de provocation sont interdites en France. On se contente d'infliger des amendes, d'obtenir des informations des indicateurs ou des « avisiers », et d'effectuer des livraisons surveillées qui diffèrent des arrestations pour remonter jusqu'aux commanditaires.

Marseille, le poison du soupçon

L'affaire des cliniques met à rude épreuve la cohésion  
de l'équipe municipale de M. Robert Vigouroux

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Scène de la vie marseillaise. Un adjoint au maire reçoit ces jours-ci à déjeuner le « pacha » d'un bâtiment américain en escale et le consul des Etats-Unis. De quoi discuter-t-on ? Du maire de Washington qui a bien des problèmes. Du maire de Nice qui a bien des soucis. Et du maire de Marseille ? Un ange passe...

Quelques jours ont suffi : le poison du soupçon s'est introduit partout. De haut en bas. On s'observe à l'hôtel de police marseillais. On se regarde en coin dans les états-majors bancaires. On murmure au palais de justice. Et les conteurs sont tirés à la mairerie jusque dans la majorité municipale de Robert Vigouroux. D'ores et déjà, elle est gravement atteinte psychologiquement, faisant apparaître des rivalités, l'absence d'unité et de cohésion.

C'est le règne du « Je ne vous l'ai pas dit », du « Si vous me citez, je suis un homme mort », du « Vous devriez vous intéresser à... ». Ah ! il est beau ce mégagroupe de « majorité marseillaise » (60 élus sur 101 conseillers). Depuis dix mois, le manteau de respectabilité et de labeur honorable recouvrait la grande famille victorieuse. Le voilà troué de toutes parts.

Allons-y donc pour les insinuations. Tel adjoint, et non des moindres, fait savoir qu'il souhaite vous rencontrer discrètement. C'est pour fusiller dans le dos un autre adjoint lié familialement, par ailleurs, à tel commissaire. Conclusion ? C'est celui, bien entendu, qui oriente l'enquête policière vers Jean Chouraqui dans le but de déstabiliser le maire. Une analyse que partagerait même le premier adjoint, M. Albert Hiri, remarquablement silencieux depuis mars dernier et qui vient tout à coup de se répandre en tonitruantes protestations de fidélité à Robert Vigouroux.

On se précipite chez l'accusé qui se récrie. Qu'imagine-t-on là ? On ne trouverait pas dans tout Mar-

seille admirateur plus fervent de Robert Vigouroux !

« Si certains ressentent un malaise et veulent partir, qu'ils partent !, lance l'un. Lorsqu'on secoue un coconier, les noix les plus mûres tombent, les plus dures restent. »

A l'origine de toute l'affaire, un discours jugé ambigu du maire adjoint chargé de la mer, Jacques Antissier, au cours d'une réunion avec des plaisanciers. En butte aux protestations de ces derniers, après une hausse jugée trop forte de la redevance, il n'aurait pas pris assez fermement la défense de la politique municipale. On juge de la gravité du délit !

Dans l'effervescence générale, il n'en fallait pas plus pour que M. Antissier et ses collègues deviennent la cible d'un déchaînement verbal de tous les autres membres de la majorité municipale.

Une question  
élémentaire

En tout cas, personne à Marseille n'est en mesure de répondre à l'élémentaire question suivante : la mise en cause de Jean Chouraqui est-elle susceptible ou non d'embarrasser le maire ?

Certes, le propriétaire de quatre cliniques a fait son possible pour s'introduire dans l'entourage du maire. Il a fait don de 50 000 F à la majorité de Marseille lors de la campagne des municipales. Il a aussi offert 25 000 F en vue de l'acquisition des collections privées de Coco Chanel au Musée de la mode dont la plus dynamique animatrice s'appelle... Marilyn Vigouroux, la jeune épouse du maire. Le tout avec certain résultat puisque Jean Chouraqui, on l'a dit, est promu aux dernières sénatoriales grand électeur sur le contingent de Majorité de Marseille.

Mais ce bout de chemin effectué avec les troupes vigouriennes suffit-il à lui faire octroyer des passe-droits ? Apparemment non, puisque les services municipaux opposent, en 1989, une fin de non-recevoir à sa demande d'exten-

sion de la clinique des Roches-Claire. L'avant-projet avait pourtant été approuvé par Jean-Jacques Peschard en personne. Mais il faut croire que le poids du maire du septième secteur n'était pas suffisant pour fléchir les services de la mairie centrale. Jean Chouraqui n'insiste d'ailleurs pas.

Le témoignage  
de Marc Galéazzi

Quelques mois plus tard, Jean-Jacques Peschard tente d'intéresser Jean Chouraqui à un projet grandiose dans son secteur. Il s'agit de créer, sur de vastes terrains en friche appartenant à l'œuvre des Pères de Saint-Jean-de-Dieu dans les quartiers nord, un vaste « pôle médical » groupant une clinique et un institut de handicapés (déjà existants), des logements sociaux, des villas et une clinique flamboyante qui serait attribuée à Jean Chouraqui.

On en parle, par deux fois. Hélas ! la seconde réunion a lieu le 9 janvier 1990 : quelques jours plus tard le maire du septième secteur est assassiné. De toute manière, le mirifique projet de Jean-Jacques Peschard butait sur un détail infime : les bons Pères n'étaient nullement vendeurs.

Que prouve tout cela ? Rigoureusement rien. L'ensemble de ces aventures relève plutôt de l'ama-tourisme et de l'improvisation que de la conception et du trafic d'influence. Alors ? Alors l'enquête piteuse. Et cette stagnation alimentaire, jusque dans les couloirs de l'hôtel de police, des suspicions qui n'ont rien à envier à celles de la mairie.

Est-il exact, comme on le murmure, que la brigade criminelle ait rechigné à se dessaisir même partiellement de l'enquête au profit de la brigade financière ? Est-il exact que celle-ci, depuis que les livres de comptes de Jean Chouraqui ont été saisis en novembre dernier, n'ait délégué pour les épurer jusqu'à ces tous derniers jours que... deux inspecteurs sur les quelque quarante dont elle dispose ?

Une chose est sûre : alors que les enquêteurs assurent à grand bruit

traquer les narcodollars, pas une seule des banques de Jean Chouraqui n'a, jusqu'à présent, reçu la visite d'un enquêteur de la brigade financière. Cherche-t-on vraiment à « coïncider » Jean Chouraqui ou seulement à entretenir autour de son nom une campagne chaque jour alimentée d'une nouvelle trouvaille de rumeurs et d'insinuations ?

Faute d'avoir trouvé pour l'instant des narcodollars, force est d'en revenir à la seule et unique charge qui pèse sur Jean Chouraqui : le témoignage de Marc Galéazzi, directeur administratif de la Polyclinique-Nord. Il est vrai que ce témoignage est très précis. « Trois pas de temps avant l'assassinat de Mout », a raconté Marc Galéazzi aux policiers au début de sa garde à vue, Chouraqui, au cours d'une rencontre dans un bar d'Aix-en-Provence situé sur le cours Mirabeau, m'a demandé de faire intimidier Mout. C'était un petit bar, nous n'étions que tous les deux. Mon travail consistait à faire plier Mout par intimidation physique. Pour ce faire, Gallo et Chouraqui m'ont proposé les services de Roger Memmoli pour une somme de 50 000 F. Après le meurtre, Roger Memmoli exige son dû, Jean Galéazzi aussitôt ravoir réclamé la somme à Jean Chouraqui, qui a refusé, car il escomptait que Memmoli ne devait pas le tuer ».

Ainsi parle Marc Galéazzi devant les policiers. Mais s'il est arrivé devant le juge Gaudin, il se rétracte. « Vais-je retourner devant la police ? », demande-t-il. La réponse étant négative, il lâche : « En fait, jamais Gallo et Chouraqui ne m'ont demandé de trouver quelqu'un pour intimider Mout. » Et d'expliquer que les policiers, au cours de la garde à vue, lui ont assuré que Jean Chouraqui se trouvait dans la pièce voisine et le « chagerait », ce qui était doublement faux.

Aveux, rétractations, rumeurs, tâtonnements : faut-il vraiment chercher ailleurs l'aliment des mille soupçons de Marseille ?

DANIEL SCHNEIDERMAN

ANTERRE AMANDIERS

L'Incoronazione di Poppea

MONTEVERDI

mise en scène

LUC BONDY

47.21.18.81

PRODUCTION DU THEATRE ROYAL DE LA MONNAIE - BRUXELLES

16. 21. 23. 27 fév. à 20 h. 18 et 25 fév. à 15 h 30



## JUSTICE

Le procès du réseau terroriste de Fouad Saleh

## Confession d'un repentant trop parfait

Une taupe et un repentant se sont disputés la vedette, jeudi 1er février, lors de la quatrième audience du procès du réseau terroriste de Fouad Saleh. Lotfi Ben Khala, la taupe, est momentanément absente... Badaoui, le repentant, en a profité.

Le tribunal soupire d'aise, tout content. Dans le box des inculpés, Abdelhamid Badaoui, trente ans, s'est levé avec des manières de garçon bien correct, le cheveu court, la joue rasée de frais. On devine aussitôt que la mémoire ne lui fera pas défaut. On comprend qu'il ne va pas engorger. On sent qu'il va tout éaler, tout avouer. Un rêve de magistrat !

Badaoui, étudiant marocain en mathématiques, a médité son problème. Il a beaucoup à se faire pardonner : c'est lui qui a pris en compte les explosifs dont on sait aujourd'hui qu'ils servaient à commettre les attentats de 1985 et 1986 à Paris. C'est lui qui transformait l'appartement de son ami Omar Agnau en self-service de la terreur lorsqu'il ne voulait plus stocker les pains de dynamite et le nitrate de méthyle dans sa chambre. Lui qui est - aujourd'hui - calme et peut, remords et calcul.

Il a réfléchi. Cela fait trois ans qu'il réfléchit, trois ans qu'il avance ses pions les uns après les autres avec le sentiment d'être cerné et la volonté de s'en sortir. Il a choisi : Badaoui s'est dévotement livré les autres. Dès son arrestation, il a parlé, proclamant qu'il allait parler, qu'il parlait toujours. Ainsi ce garde à vue modèle entrainé dans le bureau du juge d'instruction Gilles Bouloque déjà

mani de la promesse d'un traitement de faveur.

Donc il parle. Comme un proche-verbal. Ses excuses aux victimes présentes dans le prétoire sentent l'odeur du stercor : « J'aimerais leur dire que je suis horrifié par ce qui leur arrive. » Parfois, il interromp le président trop pressé à son goût. Il revient en arrière, soucieux de précision, respectueux de la chronologie. Ne lui faut-il pas méditer de voir sa peine - réduite de moitié - comme le prévoit un alinéa de l'article 463 du code pénal ?

## « Dans un engrenage »

Cela fait trois ans qu'il réfléchit à cette audience. Trois ans qu'il polit sa confession qui entraine pour l'instant, dans la chaire, Fouad Saleh, Mohamed Alsa, Hassan Aroua et Omar Agnau et protège soigneusement son amie Karima. Il raconte sa rencontre avec Saleh, le châtia, en 1983. Un autre Saleh, « ouvert, très cultivé qui parlait excellemment le français et l'arabe » et lui servait de bonbe de sauvetage. « J'avais été trop ambitieux en voulant faire en même temps un DSA, une maîtrise et des études sur la mécanique des fluides. Je vivais dans un isolement complet. Il est venu dans un moment de grande solitude. »

Cette amitié-là se paye à partir de 1985 de services criminels. De ce jeune homme bien son ton rapport, Saleh fit le dépositaire de sa « marchandise ». « En mai, il a déposé une valise chez moi. Au bout de deux jours, il m'a dit : je veux être honnête avec toi. Cette valise contient des choses dange-

reuses mais ne t'inquiète pas, fais tes études. » Or Badaoui s'inquiète et ne trouve rien de mieux que de confier son dépôt à Agnau. D'autres colles suivront.

En février et mars 1986, plusieurs bombes explosent en France, causant la mort de deux personnes et faisant plusieurs dizaines de blessés. Ces élève mathématiciens établit soudain une équation lumineuse : explosifs-attentats. « J'avais compris, mais c'était innovant. On était dans un engrenage. » Le 8 septembre, l'attentat contre le bureau de poste de l'hôtel de ville ébranle. L'image d'une « femme dévouée » le satisfait. « J'étais plein de révolte contre Saleh. Je lui ai dit : de quel islam vous réclamez-vous ? Mais j'ai vite patiné devant lui. Il m'a répondu : ce n'est pas à toi de m'apprendre l'islam. Tu pleures les morts de l'Occident mais est-ce que tu penses à nos morts au Liban et en Iran ? Toutes mes tentatives de révolte se sont arrêtées. J'ai mis ma tête dans le sable. C'est débile, par rapport à ce qui se passait, mais je ne pensais qu'à ma petite personne. J'étais lâche. Je me suis enfoncé dans les études. »

Les 12, 14, 15 et 17 septembre, d'autres bombes meurtrières sautent dans Paris. Abdelhamid Badaoui, tous les matins, part avec son petit cartable à l'université d'Orsay passer ses examens, se préparant laborieusement un avenir d'« homme rangé par les remords et par le sentiment de culpabilité ».

Pour l'heure, il se rassure, le visage dans ses mains et entend distinctement le substitut du procureur, M. Jacques Fournel, reconnaître tout le prix judiciaire de sa collaboration et parler de « rétribution ». Est-ce pour cela qu'il n'a

pas été fait allusion à la lettre qu'il adressa à Saleh, interceptée en prison, dans laquelle il lui demandait pardon pour sa trahison en lui proposant de l'argent ? Son « honorable » confession explique-t-elle aussi que le tribunal soit resté silencieux sur les espoirs qu'il a pu avoir d'épouser Karima Farah, en 1985, avant qu'elle se marie avec son ami Saleh ? Voilà ce qu'on ne saura pas. Et voilà deux ou trois choses dont ce repentant trop parfait n'a pas parlé.

Faut-il attendre beaucoup plus de la taupe Lotfi Ben Khala, experte en apparitions médiatiques et dont le ministère public se serait bien passé ? Rien ne le laisse prévoir d'autant qu'elle se repose au bord de la mer quelque part en Tunisie. Mais à la demande pressante de M. Thierry Fagard, Raphaël Constant et Mohamed Oussekine, il en sera abondamment question vendredi, avec la projection, devant le tribunal, de la cassette d'une autre confession, celle diffusée, mercredi soir, sur TF 1.

LAURENT GHELSAMER

□ L'assassin de la tuerie de Luxol est jugé irresponsable. — Le contre-expertise psychiatrique pratiquée sur Christian Dornier, auteur de la tuerie de Luxol (Doubs) — (14 morts et 8 blessés, le 12 juillet 1989) — vient de confirmer le rapport des premiers experts concluant à son irresponsabilité. Les médecins ont recommandé l'application de l'article 64 du code pénal et l'internement psychiatrique de Dornier dans une unité pour malades difficiles. Une troisième expertise sera probablement ordonnée avant toute décision finale sur le sort de celui-ci.

PHILIPPE BOUCHER

## MÉDECINE

A cause de transfusions sanguines sans contrôle

## Plusieurs centaines d'enfants de Bucarest auraient été contaminés par le sida

Les Roumains viennent de découvrir avec effroi que de nombreux jeunes enfants hospitalisés à Bucarest ont été contaminés par le virus du Sida ces dernières années, probablement à la suite de transfusions sanguines.

## BUCAREST

de notre envoyé spécial

En juillet 1989 — « par hasard » — confirme aujourd'hui le docteur Stefan N. Constantinescu de l'Institut d'urologie de Bucarest, — des médecins de la clinique de pédiatrie de l'hôpital Fundulea soignant un certain nombre d'enfants souffrant notamment d'infections cancéreuses, procèdent à des tests et constatent qu'une petite fille de douze ans est séropositive. Ils poursuivent leurs investigations, testent d'autres enfants de la clinique et découvrent que 31 d'entre eux, ainsi que ses sœurs, sont séropositifs. Ils étendent leurs recherches à d'autres hôpitaux de la ville et doivent constater que, sur 481 enfants testés, 137 soit 29 % sont infectés par le virus HIV. Le pourcentage est encore plus important pour les enfants de un an à trois ans : 72 sont séropositifs sur les 200 qui ont été testés.

Les enfants contaminés sont discrètement placés dans un seul hôpital de la ville et les médecins, s'ils poursuivent leurs recherches doivent aussi le faire pratiquement en secret. Car la doctrine officielle sous le régime de Ceausescu était de nier l'existence même du sida en Roumanie, pays où il n'y avait « ni homosexuels, ni toxicomanes, ni prostituées », ces tares du système capitaliste. Certains médecins avaient toutefois reçu un rapport confidentiel faisant état de 22 décès chez des adultes du fait du sida.

JOSÉ-ALAIN FRALON

## JOURNAL D'UN AMATEUR

A l'exception, mais sur un tout autre registre, des affaires étrangères et des relations diplomatiques, il n'est pas de fonction de l'Etat qui ne soit, plus que celle de juger, titulaire des symboles : pour s'en nourrir ou pour en accoucher ; soit que la justice s'en revête pour en tirer solennité et mystère, soit qu'on l'attende d'elle, autant que des décisions.

Affranchie de la religion puisqu'elle ne prononce plus, au nom de Dieu, ni du roi qui en était l'émancipation terrestre, elle ne s'est pas libérée du sacré dans sa manière d'être, non plus que le public, dans ce qu'il en espère. Elle s'en trouve, par là, tenue d'émettre des signes autant que de rendre des jugements.

S'il y a longtemps que les rôles de juge et de grand prêtre ne doivent plus être confondus, les attitudes du costume maintiennent vivants les échos où il en était ainsi. A la simarre répond le rochet, au carnel l'épistole, à la toge la soutane et à la procession de la Fête-Dieu la rentrée solennelle de janvier ; les rites de la procédure font écho au rituel de la messe. Enfin, si, désormais, il n'est plus d'infraction que laïque, celle-ci est aussi une faute qui glisse sur le terrain de la morale, avant de se muer en péché, qui rend tous ses droits aux croyances.

Dans l'ordre du symbole, et maintenant que celui-ci est souverain, il n'est pas moins attendu du peuple, fût-il réduit aux neuf tiers d'une cour d'assises, en fait d'incantation, qu'il n'était réclamé à Dieu : la désignation du coupable autant que sa punition, qu'il soit confondu autant que sanctionné.

Ainsi, à défaut que la peine s'inscrive sur le corps du coupable depuis que la révélation a mis fin à cela, le dormeur n'attend qu'une répression, la prison, qui est le maître-symbole. Si, à l'issue du procès, elle ne reçoit pas sa livre de chair, ce procès n'a pas eu lieu, ou pour feindre ; le coupable est absout et la victime, pour un peu, prendrait sa place dans l'univers des réprouvés.

PARCE QUE les policiers qui l'ont frappé, et qu'il est mort de les avoir croisés, sont, après le verdict, demeurés aussi libres qu'ils l'avaient été pendant toute l'instruction, ils en redevenaient innocents, n'ayant entre-temps bénéficié d'une présomption ; tandis que Malik Oussekine ne cesse pas d'être celui qui faisait « le con la nuit » alors qu'il souffrait d'insuffisance rénale ; un malade imprudent, donc un fautif, presque un coupable.

En tant que propos philosophiques sur la comédie humaine, M. Robert Fandrad, alors ministre de la sécurité, aujourd'hui représentant du peuple, se livrait moins à un commentaire du drame qu'il ne faisait un pronostic sur sa conclusion. La justice l'a entendu. Mais quelle justice ? Celle des jurés et celle des experts, accessoirement celle des magistrats de profession ; autrement dit, le peuple et les savants davantage que les prêtres.

Car le seul grief qui puisse être adressé à ces derniers, c'est-à-dire à l'institution, c'est de n'avoir pas, comme d'habitude, préféré de n'avoir pas recouru à la détention provisoire, d'en avoir dispensé les accusés pendant les audiences, courant en cela le risque, ainsi que s'en était inquiété l'avocat général, de « peser sur la décision finale » ; ce qui était bien vu.

## Coupables

Ce qui peut être reproché à l'institution, c'est, durant les préliminaires du procès, son scrupuleux respect des lois, sa découverte inopinée de leur esprit, et d'avoir ainsi ostensiblement fait litière de sa tradition en ces matières. Si cette justice-là est exemplaire, comme l'a bien souligné Maurice Peyrot dans le Monde du 30 janvier, ce ne peut être que pour l'avenir, à titre de promesse.

POUR le reste, la justice est largement à l'abri des critiques qu'a provoquées la décision et qui tiennent, uniquement, à la mise hors jeu de la prison.

La quantième de la peine étant déterminé à la majorité absolue du jury (sept voix sur douze alors qu'il en faut huit pour décider de la culpabilité), ce sont au moins quatre des neuf jurés tirés au sort qui ont opté pour la peine finalement retenue. A supposer que les trois magistrats professionnels aient, d'un bloc, soutenu cela aussi. Sinon, ensemble ou séparément, cela accroit d'autant le poids des jurés populaires dans la décision.

Si les trois magistrats penchaient pour une autre peine — plus légère ou, le cas échéant, plus lourde, — ce sont sept au moins des jurés populaires qui ont estimé appropriées les sanctions infligées et n'en ont pas voulu de plus sévères. Si le peuple des amis de Malik Oussekine se plaint de l'indulgence de la cour d'assises, c'est au peuple qu'il doit s'adresser. Autant qu'aux experts dont la prudence d'expression justifiait d'avance la décision que l'on sait.

Cette décision fait scandale ? Lorsque passe une justice qu'il faut oser qualifier de sage, prior qu'elle ne soit pas lendemain vaut mieux que de la maudire (même si ce n'est en rien interdit ni répréhensible).

En d'autres termes, il faut se méfier des « bonnes causes », celles où l'évidence tue le raisonnement et l'immédiat le futur. La prison ou la brutalité judiciaire n'en deviennent pas légitimes et heureuses parce qu'elles s'appliquent à un ennemi ou à un adversaire. Il est au contraire trop d'exemples de cette paresse de l'esprit dont la passion compose un mal siécle.

Déplorer, après coup, l'absence de prison ferme, c'est apporter de l'eau au moulin des imbéciles et des obtus lorsqu'ils se déchaînent contre un immigré délinquant. Il faut veiller à ne pas avoir « ses » victimes et

« ses » coupables, mais une loi de la justice qui ne se calcule pas sur la personne des accusés qu'elle met en scène.

La prison est toujours une fautive solution, un pe-sier puisqu'il n'a pas été inventé d'autres moyens de punition, d'intimidation ou d'élimination provisoire. Oui, elle est symbole, et il a cette fois manqué ; mais c'est un symbole stérile : qu'une certaine famille de pensée devrait se garder de réclamer.

L'association SOS-Racisme a paru comprendre le piège où pouvaient la plonger ses récriminations en regrettant que « la mort de Malik Oussekine ne vaille même pas une journée de prison ». Avec une seule journée d'incarcération, le symbole aurait été préservé et la justice aurait rompu sa mission d'excuse sans que les gâchis viennent consoler les victimes de la violence de l'Etat.

S'il faiblit qu'on le présume, croit-on que le symbole n'a pas joué sur les coupables (car le sursis dont ils ont, effectivement, bénéficié ne les dispense pas d'être têtés, devant la loi et devant les hommes) ?

Dit l'hypothèse exaspérée le parti de la partie civile, en quoi ces coupables n'étaient-ils pas en droit d'espérer un acquittement ? Dépêchés pour cogner, nantis des moyens de la faire, ils ont cogné, et de leurs coups la mort est venue. Ne pourraient-ils cependant escompter qu'ils seraient protégés des conséquences malheureuses (y compris pour eux, de leur point de vue) d'un ordre légal auquel ils avaient obéi ? N'est-ce pas la jurisprudence ordinaire, avec des précédents encore plus terribles ? Cette jurisprudence n'est-elle pas encore plus confirmée au sein même de l'affaire Oussekine puisque le parquet n'a pas levé le petit doigt pour rechercher les auteurs des violences subies (sept points de suture), le même jour, au même moment, au même endroit, par M. Paul Bayzou, seul témoin des faits sans y être mêlé ?

En dépit de cela, si l'arrêt de la cour de Paris peut être tenu pour décevant par les amis, vrais et de circonstance, de Malik Oussekine, il n'y a pas lieu de penser que la police (forme au dévouement trop vague) s'en repousse par symétrie. D'autant que quelques indices, ici et là, pourraient la renforcer dans sa méfiance.

La décision de Paris rompt avec la pratique du manteau de Nod qui rendait la justice aussi coupable que ceux qu'elle protégeait sous prétexte qu'ils étaient ses porteurs. C'est cela qui importe plutôt que la satisfaction momentanée d'une passion.

P.S. — Quels symboles se cachent derrière la condamnation à vingt années de réclusion criminelle de Véronique Akobé, cette jeune ivoirienne qui avait assassiné le fils de ses parents et fait tuer le père de ce dernier ? Les faits criminels imputés à M<sup>lle</sup> Akobé n'étant pas contestés, la justice a-t-elle vraiment mis au jour ce qui l'a déchaînée ? Il y a de l'innocence dans cette autre tuerie coupable.

## La grève des internes et des chefs de clinique

## Les syndicats de médecins libéraux proposent la reconduction temporaire de l'ancienne convention

Au cours d'une réunion organisée jeudi 1<sup>er</sup> février, à Paris devant l'hôtel de ville, par les internes et les chefs de clinique « en grève », MM. Jacques Beaupère et Jean Marchand, présidents respectivement de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et de la Fédération des médecins de France (FMF), ont annoncé qu'ils avaient proposé à M. Maurice Darlin, le président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, de reconduire l'ancienne convention médicale jusqu'à l'adoption de la prochaine. On devait connaître la réponse de ce dernier, vendredi 2 février, à l'issue de la nouvelle séance de négociations conventionnelles.

## Dans une lettre au « Monde »

Des chefs de service s'inquiètent du « dysfonctionnement » des hôpitaux publics

Dans un texte adressé au Monde, vingt-six professeurs de médecine et praticiens hospitaliers de l'hôpital Antoine-Bécère de Clamart (Hauts-de-Seine), « tiennent à dire qu'ils comprennent les préoccupations des internes et des chefs de clinique, qui jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'hôpital », « ils expriment leur profonde inquiétude devant le dysfonctionnement imposé à l'hôpital public par une revendication qui ne le concerne pas directement. A l'heure actuelle, écrit-il, la qualité de la prise en charge médicale dans notre établissement n'est préservée que grâce à un dialogue permanent et à un effort collectif, auquel participe le personnel médical, non gréviste et gréviste, et le personnel non médical. C'est très rapidement que doit être trouvée une solution au conflit en cours, première étape d'une indispensable réflexion prenant en compte l'ensemble des problèmes du système de santé. Faute de quoi notre établissement ne sera plus en mesure de remplir sa mission. »

Président les signataires de ce texte, figurent les professeurs Belachew, Allart, Dormont, Duroux, Frydman, Gabilan, Galanand, Labruno, Papiernik, Tchernaia et Tertian.

## SCIENCES

Sortie spatiale en « scooter » pour deux cosmonautes soviétiques

Les deux cosmonautes soviétiques, qui occupent depuis près de cinq mois la station spatiale Mir, ont longtemps testé, jeudi 1<sup>er</sup> février, un nouveau scaphandre et un « scooter » de l'espace leur permettant de se déplacer librement autour du train spatial. Mais, pour cette première expérience, les contrôleurs au sol ont préfééré que le scooter, muni par trente-deux petits moteurs-fusées, reste attaché à la station par un cordon ombilical d'une dizaine de mètres. Cette nouvelle sortie, la quatrième pour l'équipage, a duré quatre heures et cinquante-neuf minutes. Selon Moscou, les deux hommes de la station Mir, Alexandre Vikorenko et Alexandre Serebrov, devraient effectuer lundi de nouveaux essais avec cet engin.

D'un poids d'environ 220 kilogrammes, le scooter spatial des Soviétiques n'est pas sans rappeler le fameux système de propulsion individuel des Américains — le *maneuvering unit* — qui avait volé dans l'espace dès février 1964. Deux mois plus tard, l'astronaute George Nelson, solidement saisi sur cet engin, avait pu se fixer sa satellite en panne Solar Max, freiner sa rotation et permettre ainsi sa récupération pour le réparer dans la navette spatiale.

سورة الاحزاب



[illegible]

UGG



## SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Un colloque sur la décentralisation

## Universités : les payeurs veulent être les décideurs

Les collectivités locales s'intéressent de plus en plus à l'enseignement supérieur. Mais leur engagement financier devrait s'accompagner d'une redéfinition de leurs compétences en ce domaine.

LYON

de notre envoyé spécial  
« Nous sommes tout prêts à nous impliquer largement dans l'enseignement supérieur. Mais nous ne voulons pas être que des « cochons de payants ». Telle est, abrégiement résumé, par M. Charles Millon, président (UDF) du conseil régional Rhône-Alpes, la position exprimée par les très nombreux élus de collectivités locales (maires, conseillers généraux et régionaux) qui ont participé, jeudi 1<sup>er</sup> février, au conseil général du Rhône à Lyon, aux côtés d'universitaires et de représentants des milieux économiques, à la journée d'étude sur le thème

« Décentraliser l'Université ? » organisée par l'Institut de décentralisation, avec le soutien du Monde Campus.

Le nombre et l'intensité des interventions étaient symboliques de l'importance prise par ce débat, qui répond à une double préoccupation : l'insécurité de l'État, qui ne sait comment accueillir les flux considérables de nouveaux étudiants, et la conviction des collectivités locales que la formation supérieure est la clef du développement — et accessoirement un excellent argument électoral.

De nombreux témoignages ont été apportés de l'ardent mise par de nombreuses instances locales pour aider les formations supérieures à se développer, notamment à Nantes où la ville de Nantes a dépensé 45 millions de francs, en 1989, pour financer des formations spécialisées de haut niveau. Elle s'interroge maintenant sur la façon d'aider directement l'université. Le conseil général du Pas-de-Calais a déposé un crédit de 100 millions

de francs pour permettre la création d'une université dans ce département « structuré sur le plan économique ». Il est prêt à mettre des locaux et des terrains à la disposition de ce nouvel établissement.

Mais cet engagement des collectivités locales sur un terrain nouveau pour elles pose de nombreux problèmes. Sur quels types d'actions doit-il porter en priorité ? Jusqu'où peut aller le transfert de compétences de l'État aux collectivités locales ? Peut-il y avoir transfert de charges sans transfert de ressources ? Quel type de dialogue peut-on instaurer avec les établissements universitaires ?

Les domaines d'intervention privilégiés pour les collectivités locales sont d'abord l'accueil des étudiants (logement, transports, aide sociale, équipements sportifs et culturels) et la mise en place de formations professionnelles, notamment de premier cycle. C'est à ce niveau que la demande économique est la plus forte. L'insuffisance de formations supérieures de ce type étant souvent considérée comme responsable du retard économique de certains bassins d'emploi. Un autre domaine dans lequel les régions peuvent intervenir est l'internationalisation, les universités étant des leviers importants pour développer la coopération dans le cadre européen.

Faut-il une loi ?

Cette décentralisation doit-elle aller plus loin, les collectivités locales ayant un droit de regard, non seulement sur les équipements et les constructions, mais aussi sur les formations et le choix des filières ? Doit-elle, d'autre part, être institutionnalisée par un texte législatif, officialisant le transfert de compétences de l'État aux régions ? Ces deux questions, qui divisent fortement les participants, ont fait l'objet de prises de position contrastées. Même si elles ne viennent pas interférer dans la pédagogie, les collectivités locales souhaitent pouvoir peser sur le choix des filières et sur la répartition des for-

mations. Mais ces interventions impliquent les universités, qui craignent que les choix pédagogiques soient entièrement déterminés par les besoins économiques locaux.

M. Claude Allègre, conseiller spécial de M. Jospin, a rappelé la position du ministre de l'Éducation nationale sur ce point : les collectivités locales doivent être associées aux décisions, mais celles-ci restent de la responsabilité de l'État, qui est en charge de l'intérêt national et garantit l'équité entre les régions.

Quant au recours à la loi, il apparaît aux uns comme une nécessité, pour clarifier la situation et donner l'impulsion nécessaire ; aux autres, comme une contrainte inutile et un risque de trouble et de politisation.

La décentralisation fait apparaître une autre nécessité : celle de doter les universités d'une véritable autonomie et d'un pouvoir de décision leur permettant de « contracter » avec ses divers partenaires (l'État, les régions et les entreprises). Cette évolution est en cours avec la généralisation de la politique contractuelle élaborée par le ministère. Mais les formes et les modalités de ce nouveau partenariat à plusieurs dimensions doivent faire l'objet d'ajustements progressifs.

L'urgence et l'énormité des problèmes à résoudre, l'évolution générale des esprits, le consensus politique qui entoure ce problème et l'expérience acquise dans la décentralisation sont autant d'éléments qui montrent que cette coopération a de bonnes chances de réussir.

Comme l'a fait remarquer M. René Rémond, l'autonomie des universités, affirmée dans la loi Edgar Faure de 1968, a échoué parce que la régionalisation qui devait l'accompagner a été abandonnée. Plus de vingt ans après, ce sont les universités qui sont en retard sur la décentralisation. Le moment est peut-être venu de les mettre à l'unisson.

FRÉDÉRIC GAUSSEN

## CAMPUS

## L'université francophone d'Alexandrie ouvrira en septembre

M. Maurice Druon, secrétaire perpétuel de l'Académie française, et l'un des principaux parrains du projet, vient de l'annoncer : « L'université internationale de langue française Léopold-Senghor au service du développement africain à Alexandrie d'Égypte » ouvrira ses portes en septembre. Son recteur sera M. Pierre Berton, professeur à Dauphine, et le corps enseignant, francophone, de huit nationalités. Le cycle, d'une durée de deux ans, accessible à des étudiants titulaires d'au moins quatre années d'études, comporte la plupart des disciplines nécessaires au développement africain, y compris l'environnement. Les postulants (deux cents seront retenus) devront provenir de nations francophones, et surtout se destiner à travailler en Afrique, pays arabes compris. Le budget annuel de l'université tournera autour de 20 millions de francs. Le Quai d'Orsay s'est engagé pour 3 millions, le Canada pour presque autant, les banques internationales, la Caisse française des dépôts et des entreprises (Fiat, Mimeron-Sénégal...) devant fournir le reste. Pour le site, l'Égypte a offert 8 000 mètres carrés dans la nouvelle tour du Coton à Alexandrie.

Les étudiants seront totalement pris en charge et recevront en plus une petite bourse. Naguère qualifié de « chimères », ce projet va donc prendre corps. On ne peut pas, toutefois, ne pas noter en contrepartie que les crédits culturels français globaux pour l'Égypte viennent de diminuer d'environ 20 %, tombant à 43 millions de francs, alors qu'ils étaient de 53 millions en 1989, de 49 millions de francs, et où les deux principales universités francophones (Kasik : 3 600 étudiants, et Saint-Joseph : 4 500 étudiants), bien que dans une situation financière catastrophique, n'ont pas même encore reçu leurs subventions françaises de 1989 (450 000 francs pour Kasik, contre 1 200 000 francs en 1987). Les facultés libanaises de langue française ne peuvent, dès lors, recevoir chaque année que 2 000 nouveaux étudiants ; les 6 000 autres postulants se rabattent vers les cinq universités anglophones du Liban, dont quatre se sont créées récemment avec des crédits considérables.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

Pour les inscriptions à l'université francophone Senghor d'Alexandrie, s'adresser à M. le recteur, 3, rue de Seine, 75006 Paris. Tél. : (1) 43.22.85.15.

Maîtrise de l'énergie

Trophée FAVI

L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) offre des allocations d'études et de recherches aux étudiants (ingénieurs de préférence) titulaires d'un DEA, désirant préparer une thèse de doctorat dans les domaines de l'utilisation rationnelle de l'énergie, du développement des énergies renouvelables et des économies de matières premières. Limite de dépôt des dossiers : 15 avril.

Renseignements : USEC Trophée FAVI. Tél. : (1) 64-86-22-82.

## SPORTS

TENNIS : la Coupe Davis

## La France et l'Australie à égalité

L'équipe de France de tennis et celle d'Australie étaient à égalité : une victoire à une, vendredi 2 février à Perth, à l'issue de la première journée d'une rencontre de Coupe Davis comptant pour le premier tour du groupe mondial.

Henri Leconte avait battu Darren Cahill à l'occasion du premier match de simple mais Yannick Noah s'était incliné contre Wally Masur lors de la seconde partie. Le match de double, opposant le duo français Yannick Noah-Guy Forget aux Australiens Pat Cash et John Fitzgerald, devait être disputé samedi 3 février, les deux derniers simples, Noah-Cahill et Leconte-Masur ayant lieu dimanche.

Henri Leconte, cent dixième joueur mondial, a facilement disposé de Darren Cahill, quatorzième, en deux sets. En huit matches de Coupe Davis contre les Australiens, les Français ne l'ont emporté que deux fois. Avant d'entamer cette neuvième confrontation, ils restaient sur un large succès (5-0) en 1988, à Clermont-Ferrand, en quarts de finale.

6-3). Il s'est montré supérieur à son adversaire dans tous les compartiments du jeu, au service, à la volée et en retour.

Yannick Noah n'a pas connu la même réussite contre Wally Masur, trente-cinquième joueur mondial. Le numéro un français, qui restait sur une défaite en demi-finale des internationaux d'Australie face au tchécoslovaque Ivan Lendl (le Monde du 27 janvier), s'est incliné en cinq sets contre un adversaire qui paraissait pourtant à sa portée. Après avoir remporté la première manche (6-4), il a perdu la seconde (3-6). La partie restait équilibrée, Noah enlevant le troisième set (6-4) et Masur le quatrième (3-6), mais l'Australien s'imposait finalement (2-6 au cinquième set) devant son public.

Cette défaite n'hypothèque pas les chances de qualification française mais une victoire au double serait bien venue. En huit matches de Coupe Davis contre les Australiens, les Français ne l'ont emporté que deux fois. Avant d'entamer cette neuvième confrontation, ils restaient sur un large succès (5-0) en 1988, à Clermont-Ferrand, en quarts de finale.

## Les résultats

## PATRIMoine ARTISTIQUE

## CHAMPIONNATS D'EUROPE

La jeune Française Surya Bonaly s'est classée quatrième de l'épreuve féminine des championnats d'Europe de patinage artistique, disputés jeudi 1<sup>er</sup> février à Leningrad (URSS). Surya Bonaly, qui est à l'âge de seize ans le grand espoir du patinage français (le Monde du 2 février), avait annoncé qu'elle souhaitait de devenir la première femme à réussir un quadruple saut en compétition. Elle a tenu parole puisqu'elle en a tenté deux différents, le « schébow » et le « boucé piqué », mais ces deux coups d'audace ne se sont soldés que par deux chutes qui lui ont coûté une place sur le podium de cette compétition remportée par l'Allemande de l'Est Evelyn Grossmann. Chez les hommes, le tchécoslovaque Petr Barna était en tête de la compétition jeudi soir à l'issue du programme original. Le couple

soviétique composé de Mala Uonue et de Alexandre Zlabin occupait quant à lui la première place de l'épreuve de danse sur glace.

## BASKET-BALL

## EXPLOIT DE LIMOGES A MILAN

Les basketteurs de Limoges se sont imposés à Milan (104-99), jeudi 1<sup>er</sup> février, à l'occasion du septième tour aller de la Coupe d'Europe des clubs champions de basket-ball. Cet exploit permet aux Limousins d'occuper la seconde place du classement de la poule finale, en compagnie des Espagnols de Barcelone et des Grecs de l'Ara Salónica, à un point des Yougoslaves de Jugoplastika Split. Le club français est donc bien parti pour se qualifier pour les demi-finales puisque seuls les quatre premiers sont qualifiés.

## EN BREF

□ Retenu d'un brigand d'association sportive. — Le tribunal correctionnel de Tours (Indre-et-Loire), présidé par M<sup>me</sup> Colette Martin-Pigalle, a relaxé, jeudi 1<sup>er</sup> février, M. François Derogis, dirigeant de la section tennis d'une association omnisports, poursuivi pour « homicide involontaire par inattention, négligence ou imprudence », après la mort d'un frère de dix ans, tué par une voiture, le 23 octobre 1987, alors qu'il rentrait chez lui, après avoir constaté l'absence du moniteur (le Monde du 9 décembre 1989).

□ Le barreau de Paris ne sera pas grève les 15 et 16 février. — Réuni mardi 30 janvier, le conseil de l'Ordre des avocats à la cour de Paris annonce, dans un communiqué, qu'il a décidé de ne pas suivre la décision prise samedi dernier par la Conférence des bâtonniers (le Monde du 30 janvier), d'organiser une grève nationale des avocats les 15 et 16 février. « Compte

tem de la mission confiée à la commission présidée par M. Bouchet, déclare le conseil de l'Ordre, la grève n'est pas, en l'état, un moyen d'expression qui convient à l'action que le barreau de Paris entend poursuivre pour aboutir à la réforme complète de l'aide légale et d'une manière générale à l'accès au droit et à la justice ».

□ Atteint contre l'appartement d'un vice-président du conseil général de Haute-Corse. — Un attentat à l'explosif a été commis, vendredi matin 2 février à Bastia contre l'appartement de M. Roger Franzoni, premier vice-président (MRG) du conseil général de la Haute-Corse. Une charge évaluée à 1 kilo déposée contre la porte de l'appartement situé au deuxième étage d'un immeuble du centre ville a provoqué de gros dégâts matériels dans l'ensemble de la résidence. Cet attentat n'avait pas été revendiqué vendredi dans la matinée.

## Le Fonds d'action sociale dément avoir subventionné La voix de l'Islam

Le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS) dément avoir jamais versé une subvention « de quelque nature que ce soit et à quelque titre que ce soit » à La voix de l'Islam, ce petit groupe de musulmans intégristes, dont le fondateur, M. Abul-Farid Gabtebeli, affirme avoir été victime d'un récent enlèvement.

M. Gabtebeli avait fait état sur la Cinq, le 16 janvier dernier, d'une subvention de 400 000 F obtenue du FAS en 1988. A M. Bernard Pons (RPR), qui s'était étonné

d'une telle largesse de la part de M. Philippe Séguin, qui, à l'époque, avait la tutelle du FAS, l'ancien ministre des affaires sociales a répondu qu'il n'avait jamais « versé la moindre subvention à La voix de l'Islam ». M. Séguin ajoute cette pique à usage interne au RPR : « Je partageais la tutelle du FAS avec le ministre de l'économie, M. Balladur... S'agissant de M. Pons, je me réserve de donner toutes suites utiles en temps opportun. » (Nos dernières éditions du 2 février.)

H. T.

## ENVIRONNEMENT

## Un plan antipollution à Lyon

Pour tenter d'enrayer l'augmentation de la pollution atmosphérique dans l'agglomération lyonnaise, M. Brice Lalonde, secrétaire d'État à l'environnement, et M. Michel Noir, maire de Lyon, ont adopté mercredi 31 janvier diverses mesures. De nouveaux capteurs des polluants, dont une station mobile, viendront en renfort des soixante-quatorze appareils existants, qui seront modernisés. La zone de protection spéciale à l'intérieur de laquelle, en cas

d'alerte, les chaufferies urbaines et les industriels sont tenus d'employer un mazout peu chargé en soufre sera étendue à l'ensemble de la communauté urbaine, alors que, jusqu'à présent, seules les villes de Lyon et de Villeurbanne étaient concernées. Les bus, de leur côté, vont être progressivement équipés de moteurs moins polluants. Enfin, un PC antipollution coordonnant l'action des divers partenaires sera installé.

## Le Monde microfilms et index

- Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque mois.
- L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'éditeur.

TP

## REVENUS 1989

## CALCULEZ VOS IMPOTS

avec Le Monde CRÉDIT AGRICOLE D'ÎLE-DE-FRANCE

sur microfilm 36.17 code INIP

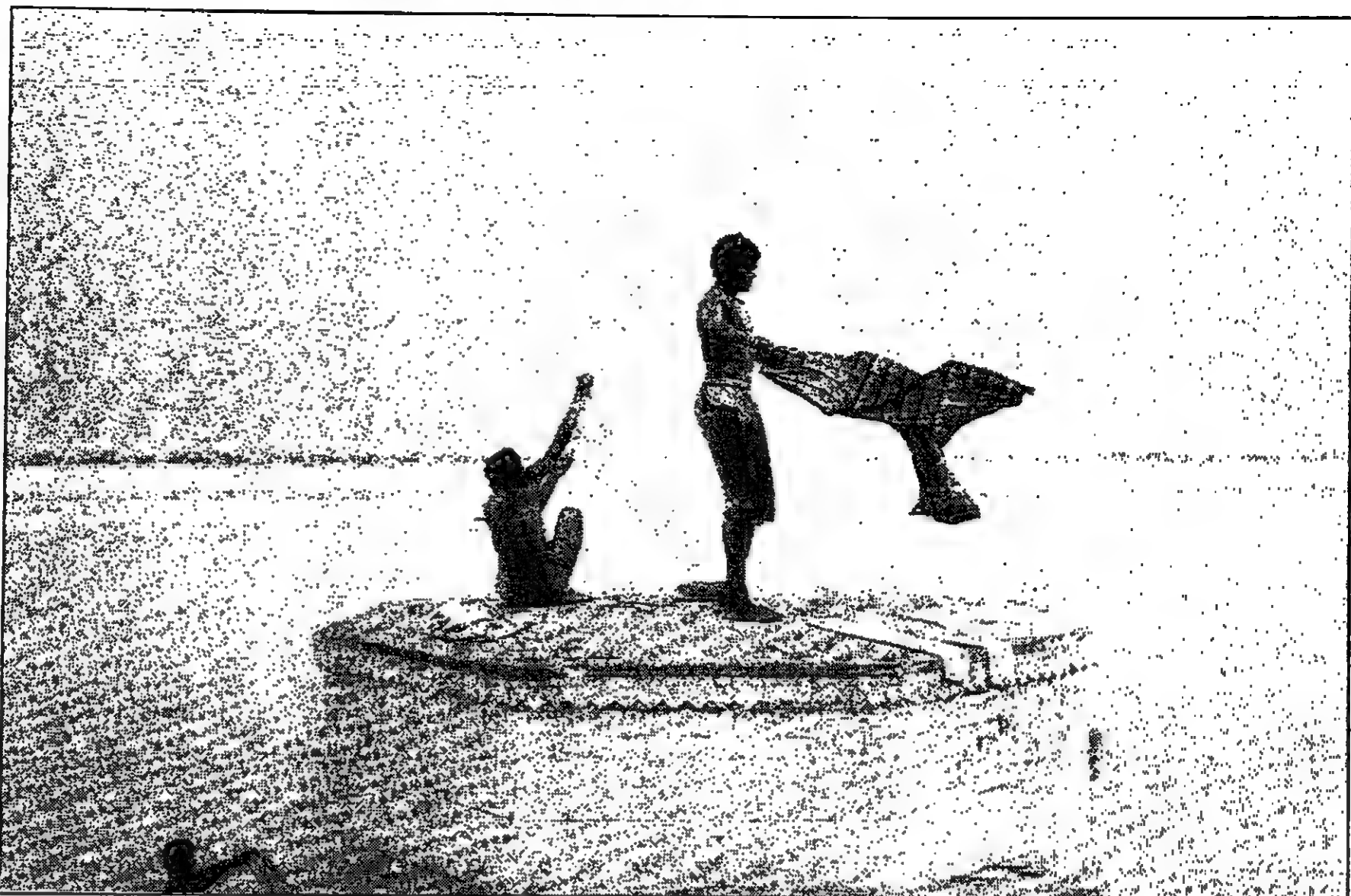
150



سنة ١٤١١ هـ

## Le Monde SANS VISA

La plus  
vénérée des cités  
sacrées  
de l'Inde  
redécouvre  
son patrimoine  
grâce  
à un inventaire  
architectural  
mené dans  
le cadre  
de l'Année  
de la France  
en Inde  
qui vient de  
s'achever.



## Bénarès, ville sainte à sauver

V aranasi, la nuit... La plus belle fin pour un hindou serait de quitter son corps le plus près possible du Gange, cette « voie lactée descendue sur terre », et, mieux encore, à Bénarès, la plus sainte des sept villes sacrées, Varanasi. Le savoir, y penser tout au long de la grande demi-heure de route qui sépare l'aéroport de Babatpur de la ville ne vous rassure guère quant aux intentions d'un conducteur qui semble précipiter le taxi contre tous les obstacles, défilant tous les canons, même de front, frotter tous les rickshaws, pousser dans le fossé les malheureux cyclistes. Sans compter, ce serait trop de souci, d'innombrables et infortunés piétons. La loi du plus fort, du plus lourd, gouverne la route, et votre chauffeur joue sans préavis avec l'accélérateur du destin.

Mais Shiva ne vous attendait pas ce soir-là. Et c'est à l'Hôtel de Paris (en français dans le texte), lumineuse au fond d'un parc sous les arcades d'une véranda-orangerie, trompe-l'œil du décor de colonies éteintes et de fêtes estompées, que l'on vous accueille, très bien, dans un grand hall vide où une standardiste et son standard — « allô, Calcutta, ne quittez pas ! » — semblent seuls avoir échappé au déménagement. L'Hôtel de Paris (chambres confortables, salle à manger spacieuse, prix modérés, grande pelouse) est situé dans le « cantonnement », le quartier créé par l'Anglais après 1820, à l'écart de la ville indienne, sorte de bois de Boulogne climatisé, vaste, ponctué de bâtiments officiels et d'églises de missions néo-classiques, aéré de grands espaces libres dont la lumière du jour vous révélera demain le véritable état. Car vous n'êtes pas arrivés au terme du voyage.

Tout est loin à Bénarès, où vivent près de un million d'habitants, où travaillent cinq universités, qui fut autrefois le principal centre financier du pays (désert du culte et dividendes) et demeure une place marchande très active que traversent le chemin de fer et le Grand Trunk Road Calcutta-Delhi, camions furieux et rutillants dans un fracas de « Dakar ».

Plate, la ville se déploie au confluent du Gange et de la Varana où convergent, les jours de grand ueda, des centaines de milliers de pèlerins venus de tout le pays. En permanence, on estime leur nombre à plusieurs dizaines de milliers. Sans compter les touristes.

La cité conserve le souvenir d'un passé très ancien (on la dit parfois contemporaine de Ninive), mais

son patrimoine visible, de réincarnation en réincarnation, date surtout des dix-huitième et dix-neuvième siècles. Pris entre deux ensembles contrastés : le campus de la Benares Hindu University, fondée juste avant 1900 en style anglo-indien, et dont le plan, l'ordonnement en arc de cercle, rappelle la courbe du Gange, cette rive haute où, sur près de 5 kilomètres, les anciens Etats princiers avaient établi leurs résidences, palais et dépendances, formant ainsi un front de ville, une façade urbaine soulignée d'embarcadements, diverse et continue, vaste théâtre de la foi vivante, temple ouvert vers l'Inde de l'autre rive, celle où l'on ne va pas, la mauvaise rive, livrée aux débordements généraux du fleuve sacré.

### Entre Hadès et canotage

C'est ce patrimoine riche et méconnu que des équipes d'architectes et de chercheurs viennent de mettre en valeur dans le cadre de l'Année de la France en Inde, grâce à une exposition et à un livre qui recensent, analysent et décrivent une trentaine d'édifices significatifs de différents styles et périodes, tout en analysant, c'est l'originalité de l'étude, la façon de vivre et d'évoluer dans cette architecture.

Des photos par milliers, contre-jours mystico-pittoresques, rites d'offrande, bûchers, a-blications, vous avaient détournés de ce Lourdes en Technicolor. La réalité est à la fois plus triviale — le désordre, les déchets n'étaient pas dans le cadre — et moins convenue : ampleur du site, sonorité apaisée de ce rivage dernier, entre Hadès et canotage, où rien ne fait plus de bruit que des rameurs et des cerfs-volants ; lumières roses et orangées de l'aube au couchant d'un jour d'hiver, dans la sérénité d'un délabrement accepté.

Pour échapper au cliché, choisir l'ombre, la nuit encore noire. Traverser des faubourgs qui s'ébranlent avant la poussière, itinéraire ponctué de lampes à pétrole, étals de légumes en voie de formation, premiers gobelets de thé brillant, et s'embarquer de l'eau contre les rames, non sans qu'on vous ait confié une petite flamme vive, simple mèche sur une coupelle de papier huilé, posée sur une feuille flottante et quelques fleurs en offrande.

Mieux vaut, comme souvent, aller seul à Bénarès. L'Inde se charge de peupler le décor ; le voyageur isolé commettra moins de

fautes de goût, pourra indiquer au rameur qu'il préfère voir un palais de plus vers le sud, plutôt que de trop près, vers le nord, les bûchers sacrés. Il laissera, dans les ruelles, le passage aux groupes à peau trop claire et aux vaches grises et grasses, repues d'épaves et livrées à leur pâture et réverbères à coups de bâtons amicaux. On lui montrera le Temple d'or (on n'entre pas) ou la Grande Mosquée (pas plus ouverte aux non-croyants) et il s'enfoncera dans le dédale sans répit ni respiration des marchands de soieries, de statuettes ou d'urnes de cuivre dans lesquelles le pèlerin scelle un peu d'eau poisée à la source de vie, et l'étranger le souvenir-annette d'une journée au bord du mystère mystique.

Courtoisement, seul, vous comptez en pensée pour deux, deux flammes donc, deux vies à poser sur l'eau. L'embarcadere d'une vingtaine de Japonais B, à quelques mètres, ne sera pas un empêchement : ils sont si recueillis, si dévotement d'appareil-photo, à l'image des deux jeunes brahmines au crâne rasé qui les accompagnent, que votre rameur évitera soigneusement de faire sombrer les âmes qu'ils viennent de déposer sur le courant, comme autant de lucioles-némophanes.

L'ombre du matin va s'effacer, dresser le paysage par étapes franchies et installées : le son : linge qu'on bat ici, groupes d'hommes quasi nus droits debout dans l'eau et qui présentent au soleil à peine levé une prière et une urne d'eau dans leurs mains jointes ; celui-ci que Dieu savonne des pieds à la tête ; un groupe de femmes mouillées dans leurs saris mouillés ; et ce doit être appliqué à fourbir un lingam déjà fort doré pourtant, symbole phallique de Shiva, exposé sur son socle peint de bandes rouges et blanches qui sont les couleurs du Dieu tutélaire de la ville.

On se lave beaucoup les dents avec l'eau du Gange qui pourtant, comme disait Henri Michaux, « n'est pas disant. Si elle était propre, on ne la salirait pas après, on l'aurait la barbare en Asie. On la prend comme elle est ». Sainte, sacrée, donc purificatrice. De certaines tentatives plus ou moins abondantes de concilier rites et hygiène, sainteté et santé, témoignent, hélas ! d'énormes ouvrages de collectes des eaux usées sur la rive, dans cinq énormes châteaux d'eau qui défilent l'harmonie des façades du dix-huitième siècle, comme s'il fallait montrer avec insistance ce passe l'argent de la Banque mondiale et autres bienfaiteurs. Deux stations d'épuration existent, une troisième est en

construction. Mais la question est de savoir quel pourcentage des eaux à traiter peut y être effectivement conduit.

Le Gange à Bénarès a déjà parcouru 2 000 kilomètres et il lui en reste 700 pour devenir delta. A Bénarès même, on y plonge les corps de ceux que le feu refuse (varioles, moraves de cobra, enfants) et même le résultat inchoé de certaines cérémonies par souci de... rentabilité. Au point que la presse indienne évoquait récemment le projet de réaccabliser dans le fleuve-cimetière d'effluents toutes croques-morts, les vautours étant débordés.

Un rang des ouvrages modernes et rationnels qui troublent l'élégance de la façade architecturée, existe d'ailleurs une récente installation crématatoire dressée sur de hauts pilots, décorée de détails architecturaux néo-mogols et surmontée de deux frères cheminant où l'on peut assurer à ses proches la fin qu'ils espéraient à des tarifs conventionnés.

### « Lavée à l'eau du Gange »

La dépollution du Gange est une vieille affaire qui préoccupait déjà la reine Victoria. L'ex-premier ministre Rajiv Gandhi en avait fait l'une de ses priorités. Fidèle traductrice d'une promesse millénaire, M<sup>me</sup> Catherine Clément, déléguée de l'Année de la France en Inde, pouvait ainsi avancer devant le maharajah de Bénarès un modeste : « Je crois que la France est prête à vous aider à nettoyer le Gange », qui lui valait un sursaut d'indignation de son noble interlocuteur : « Mais, Madame, l'eau du Gange est la plus pure, la plus sainte ». On imagine l'embaras diplomatique-culturel quand arrivèrent sur un plateau d'argent les sandwiches à la tomate, tomate « lavée à l'eau du Gange »... L'humour et Mark Twain auraient pu sauver la situation : « Aucun microbe qui se respecte ne saurait vivre dans une eau pareille » — mais sans doute personne n'y songea-t-il.

Notre interlocuteur, ce matin-là, est plus réaliste et immensément raisonnable. Veer Bhadra Mishra est à la fois professeur — il enseigne la mécanique des fluides à l'université de Bénarès — et chef religieux, gardien à la septième génération d'un temple et d'une bibliothèque savante. « Comme fidèle, nous dit-il, je vénère l'eau sacrée, le divin nectar. Comme scientifique, je sais qu'il faut faire quelque chose. Mais on n'obtient

rien si on ne suscite pas une mobilisation, une prise de conscience de chacun, par l'éducation et l'action pédagogique. » Ce que le professeur Mishra, pour son compte, a entrepris.

Pas superstitieuse, la France, après l'échec du projet de participation aux travaux d'accablissement du Gange en 1986 (la *Monde* du 16 décembre 1986) s'intéressa de nouveau à Bénarès quand vint le moment d'établir un programme pour cette Année qui vient de s'achever et qui répondait à l'Année de l'Inde en France.

« Nous ne voulions pas faire une démonstration de prestige, explique Vincent Grimaud, conseiller culturel et scientifique à l'ambassade de France à New-Delhi, mais prendre l'exemple d'une démarche scientifique que nous pratiquons dans notre pays appliquée à une ville indienne qui compte beaucoup aux yeux des Indiens. Révéler des pratiques culturelles, une histoire mais aussi une réalité vivante, où se croisent les données relatives aux formes, à l'espace et au sens que leur prêtent les habitants, dans la vie quotidienne. »

Première étude globale de cette sorte, l'exposition organisée sur place, dans l'un des palais abandonnés qui bordent le rivage, a passionné, dit-on, les habitants de Bénarès, et les édiles ont souhaité

accrocher un double des panneaux dans la salle où sont prises les décisions concernant la ville.

### Le destin des édifices

« L'idée de maintenance des bâtiments existe assez peu ici, explique Vincent Grimaud. Les édifices vivent leur vie et meurent de leur belle mort. » En fait, certains des palais appartenant toujours aux Etats lointains qui les ont fait édifier du temps où leurs princes se rendaient chaque année sur les bords du fleuve sacré. D'autres appartiennent à l'Intach, l'institution indienne responsable des monuments historiques, qui vient de faire des travaux, les premiers du genre à Bénarès, dans un réfectoire de brahmanes, qui est l'un des beaux édifices du front de Gange. Enfin, les escaliers monumentaux qui appuient les contreforts des palais accueillent toutes les activités liées au fleuve — prêtres, bateliers, commerces divers, coiffeurs et barbiers nous leurs parais de palmiers et même des parties de cricket... — sont assez régulièrement entretenus car ils sont utiles.

MICHELLE CHAMPENOIS.  
Lire la suite page 16

## A bord d'Avianca destination soleil

Vous êtes au-dessus de la Sierra Nevada de Santa Marta, vous pouvez apercevoir la mer des Caraïbes et droit devant au-delà des trois Cordillères la plus grande réserve d'oxygène au monde : l'Amazonie. Vous êtes déjà en Colombie. AVIANCA vous souhaite un agréable séjour et espère vous retrouver très prochainement sur ses lignes.

Février  
Le Carnaval de Barranquilla



Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique Andine.



AVIANCA  
9, bd de la Madeleine  
75001 PARIS  
Tél. : 42 60 35 22



## TRINIS : la Coupe d'Europe et l'Australie à égalité

Les résultats

Les résultats

## Les résultats

Les résultats

Les résultats

Les résultats

## Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde



## DÉCOUVREZ LA THAILANDE AVEC FRANTOUR VOYAGES

### POUR 4 990 FRANCS

- Départs de Paris, chaque vendredi du 2 février au 4 mai 1990.
- Retours à Paris, chaque dimanche du 11 février au 13 mai 1990.

### Ce prix comprend :

- Le transport en avion Paris-Bangkok et retour.
- DEUX NUITS et petit déjeuner en hôtel\*\*\*
- L'assurance annulation-rapatriement.

### RENSEIGNEZ-VOUS

- Dans les agences de voyages.
- Par téléphone : (1) 45-63-03-14.
- Par correspondance : FRANTOUR VOYAGES B.P. 62.08.75362 Paris cedex 08

## Aux quatre coins de France

### GRANDS VINS DE JURAÇON

#### CHATEAU DE ROUSSE

Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésime au sec et moelleux. J. LABAT-LABONNETTE, 64100 RURAUX. Tarif sur demande.

### PRODUITS RÉGIONAUX

Miel, lavande, romarin, tilleul. GELÉE ROYALE et POLLEN. Doc. gratuite. BASSAGET épicerie, 1767 Chemin de Roussas 30000 Nîmes. Tél. : 66-21-01-28.

## LA BONNE ADRESSE

GRAND HOTEL. — CH-1452 Les Rasses. Forfait 3 jours (demi-pension), ch. double, par pers. de 18 à 255. Tél. : 1941/24/61 1961, Fax 1941/24/61 1942.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'azur

##### 06400 CANNES

**HOTEL LIGURE** \*\*\*  
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970273  
Fax 93-39-19-48  
A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

##### 06160 CAP-D'ANTIBES

**MOTEL ROUSSE**  
153, M. Rousseau. A 500 m de la mer. Studios 1 et 2 ch. Parcs, piscines, 2 pers. 1150 F la sem. 1700 F 2 sem. 3100 F. 4 sem. 5000 F (santé, juin, juil., août, sept.). Tél. : 93-61-68-30.

#### NICE

**HOTEL VICTORIA** \*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-58-39-60  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibar.

#### HOTEL LA MALMAISON

Beau Village \*\*\*  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
50 ch. insonorisées et climatisées TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE  
Tél. 93-57-02-54 - Tél. 478-418  
Télécopie 93-16-17-99.

#### Montagne

**LES BALCONS DE SERRE-PONÇON**  
Soleil, ciel bleu des Hautes-Alpes. Table et chère d'hôtes, séjour. 05200 PUY-SANITIERES  
Tél. : 92-44-24-89 à partir de 17 h.

##### 05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)  
Pare rpg. Site classé. Stat. village. Piste. fond. Plus lux. comm. d'Europe 2 040 m.  
**LE VILLARD**, tél. 92-45-82-08  
Appt et chambres avec cuisine. Grill. de 650 à 1 500 F/pers./sem.  
**BEAUREGARD**, tél. 92-45-82-62  
Au départ des pistes de fond, demi-pension à partir de 1 400 F/pers./sem.

#### Paris

##### SORBONNE

**HOTEL DIANA** \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-44-92-55.

#### Provence

##### AUX-EN-PROVENCE

**HOTEL RESIDENCE**  
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.  
Prestations de qualité.  
**L'HOTEL PARTICULIER**  
Tél. : 42-38-29-92

#### DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar). Site exempt. micro-climat, prom., muséol. UVA sauna. Cuis. à votre goût.  
On ne fume pas à table.

Châtres gd ch. prix d'hiver. Mireille Colomb. Tél. : 75-26-12-89.  
Auberge du vieux village d'Aubres, 26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

#### 26740 MONTBOUCHER

**CHATEAU DE MONTBOUCHER**  
Restaurant-Hôtel \*\*\* à 5 km de Montélimar (TGV)  
Tél. : 75-46-08-16 / Fax : 75-01-44-09  
A 1 500 m du golf de La Valdaine, belle demeure du XVIII<sup>e</sup>.  
PARC - PISCINE - TENNIS - EQUITATION

#### ROUSSILLON 84220 GORDES

Vacances d'hiver au MAS DE GARRIGON \*\*\*  
TGV et aéroport d'Arles  
séjours détente et fuge à prix doux dans le petit hôtel de charme du Luberon. Stages de cuisine et stages de relaxation. Escapade gourmande.  
Réservations et renseignements : 90-45-43-22  
Fax : 90-45-7001

#### Suisse

##### CH-1938 CHAMPEL-LAC VALAIS

Région Grand-Saint-Bernard  
Paradis des amoureux, du ski de fond, ski de piste. Un hôtel familial qui vous procure bien-être et détente.  
Pens. compl. 7 jours : 450 à 590 FS (enr. 1800 à 2360 FF). Demi-pens. : 480 à 540 FS (enr. 1600 à 2160 FF).  
**HOTEL SPLENIDE**  
Tél. 19-41/26/83-11-45.

##### LEYSIN (Alpes vaudoises)

**HOTEL SYLVANA** \*\*\*  
A 50 m des pistes de ski  
Chambres tout confort. Prix modérés.  
Fam. Bonelli  
Tél. : 19-41/25/34-11-36  
Fax : 19-41/25/34-16-14  
CH-1854 Leysin

## TOURISME

### SKI DE FOND HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV  
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max) dans ferme du XVIII<sup>e</sup> s. confortablement rénovée, chamb. av. s. de bain, w.c., table d'hôtes, cuis. mijotée et légère, pain maison cuit au feu de bois.  
Ambiance sympathique.  
De 2 200 F à 2 700 F par pers. et sem. et compris, pension complète + vin, matériel et matériel de ski.  
Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire : LE CRET L'AGNEAU 25650 MONTBENOIT

## SANS VISA

### LA TABLE

## Laque de Chine

Un canard originaire de Pékin dont on ne devrait manger que la peau

SES préparations restent toujours quelque peu un mystère pour l'Occidental. Selon Nancy Chinnai, il faut commencer par préparer la laque, mélange « intime » de quatre cuillères à soupe d'huile avec une cuillerée de concentré de tomate, une cuillerée de café de pâte de piment, deux de sucre en poudre et quatre cuillères à soupe de sauce de soja. Le canard, salé et poivré, enduit de carouma et de « cinq-épices », truffé d'oignons et arrosé d'huile, sera cuit à la vapeur quarante-cinq minutes par livre, puis passé à four chaud dix minutes de chaque côté tout en badigeonnant de la laque avec un pinceau jusqu'à ce que sa peau atteigne une belle couleur brunitre et un aspect croustillant. C'est, assure Emily Hahn, cette peau toute craquelée qui constitue la partie appréciée des gourmets, bien que l'on mange aussi la chair du canard découpée en petits cubes.

J'ai en effet apprécié ce canard laqué, avec Raymond Oliver, en de petites crêpes repliées sur un morceau de canard et un morceau de peau laquée avec des brins de ciboule et copieusement arrosées de sauce hoïsin (une sauce épaisse à base de soja). C'était il y a quelques années.

Si je n'en ai pas parlé tout de suite, c'est peut-être me souvenir qu'un chef chinois disait un jour :



« Je ne veux pas parler de notre cuisine, parce que tout ce que l'on pourrait en dire la déshonorerait. » Mais, en fait, c'est parce que le restaurant où nous nous régalaions, Chez Yung (27, rue du Colisée, Paris-8), semble avoir perdu sa cote (sa cuisine n'augmente pas systématiquement l'enthousiasme, conclut le Bœuf gourmand).

Alors ? Où aller découvrir à Paris les merites du canard laqué ? Il y a, bien sûr, Le Diamant rose (16), boulevard du Montparnasse, Paris-6 ; tél. : 43-54-56-15). Grand Chinois (6, avenue de New-York, Paris-16 ; tél. : 47-23-96-21). Aux délices de Szechuen (40, avenue Duquesne, Paris-7 ; tél. : 43-06-22-55), Pagoda (50, rue de Provence, Paris-9 ; tél. : 48-74-81-48).

Tsé Yang (25, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie, Paris-16 ; tél. : 47-20-68-02).

Et, bien entendu, au Tong Yen ! On aime Thérèse. Mais, au fait, qui est Thérèse ? Pierre Perret répond dans son dernier livre *Laissez chanter le petit !* (chez Jean-Claude Lattès) : « Thérèse est une jolie et polie Cantonaise, la patronne, la souriante hôtesse et l'âme du célèbre restaurant Tong Yen. Elle y accueille tout le show-biz du spectacle et de la politique... Et Pierrot, qui a beaucoup voyagé, qui a été en Chine et à Pékin, conclut : « On y a d'ailleurs becuqueté de très bons plats, dont le fameux canard laqué pékinois qui, à mon avis, ne valait pas celui que Thérèse sert au Tong Yen et qui est le meilleur de Paris. Il n'y a que le Gault - Millau qui ne s'en est pas rendu compte ! » Tong Yen, donc (1 bis, rue Jean-Mermoz, Paris-8 ; tél. : 45-62-00-04).

J'ajouterais ceci, tout personnel : certains de ces restaurants, comme au premier le vietnamien Tan Dinh (60, rue de Verneuil, Paris-7 ; tél. : 45-44-04-84), ont une cave de qualité. Les Chinois, eux, boivent sur le canard laqué leur vin jaune (qui est alcool de riz), mais je n'en démontre point : c'est avec le thé que j'accompagnerai mon canard laqué.

LAREYNIÈRE

## VOYAGES

## Bénarès, ville sainte à sauver

Suite de la page 15

Les palais, c'est différent. Certains sont pleins, et même trop pleins, plus ou moins squattés par des familles nombreuses, comme la plupart des maisons fortifiées ou converties sur des cours intérieures de la vieille ville, le Cawt. D'autres sont vides, et menacent bientôt ruine, comme ce palais de l'Indore State, où fut présentée l'exposition,

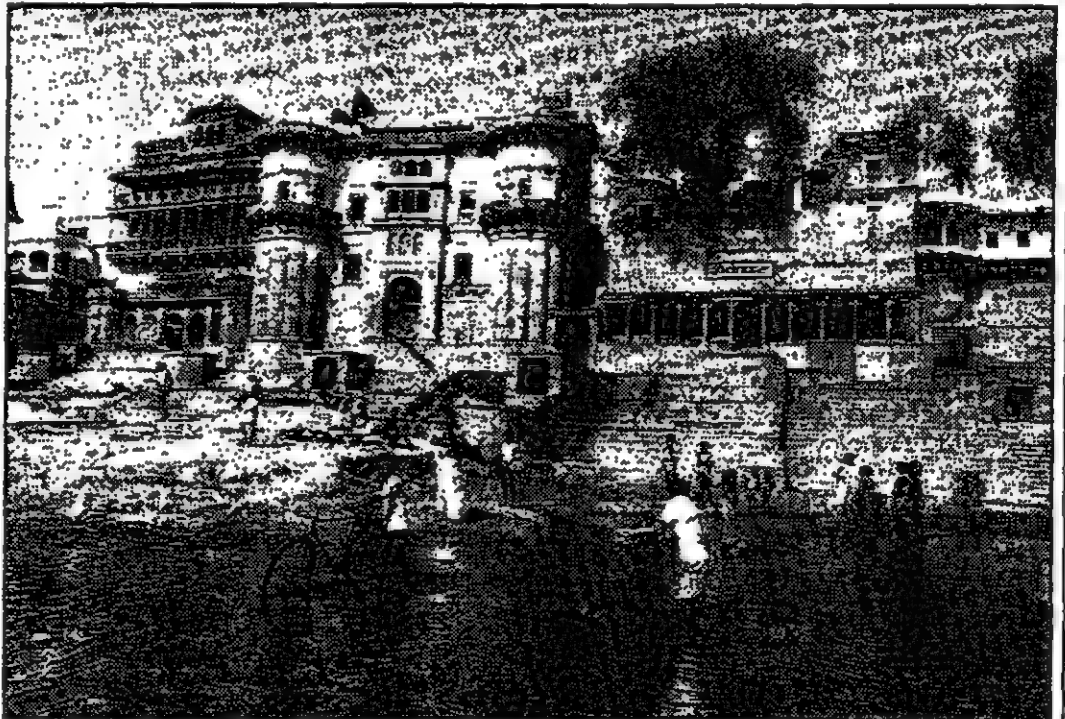
un échange et à une prise de conscience.

Ainsi n'est certainement pas étranger à ce travail le fait que le maharajah de Bénarès qui, s'il n'a plus l'autorité juridique d'autrefois, conserve une immense prestige religieux et une réelle puissance de propriétaire foncier, soit prêt aujourd'hui à mettre en valeur, avec l'aide des pays européens qui vou-

lent en faire un centre culturel) et, plus loin dans la campagne, la trace d'un beau jardin orthogonal, marqué aux quatre points cardinaux de petits édifices élégants, kiosques, marbre ou terrasses couvertes, dans un aimable abandon. Mitoyen, le bassin sacré, d'amples proportions, reprend, version aquatique, les repères du jardin.

Un temple de Durga complète l'ensemble. A l'entrée, le mandiant est aveugle. A son bienfaiteur pourtant, il dira l'heure qu'il est. A la minute près.

MICHELLE CHAMPENOIS



et dont la population découvre, étonnée, les vastes pièces, ou comme cet autre, avec ses tours crénelées (le dernier occupant y avait fait installer un ascenseur), qui affirme sa puissance mirifique — son étagement et façade en continu — à 20 mètres au-dessus du ghat.

L'agencement des escaliers, la variété des raccordements entre eux, dans leur juxtaposition et leur continuité sur plusieurs kilomètres de rives, les bords qui prennent certaines façades par rapport à leur voisin, la force des verticales et la rigueur des décorations de détail font de cet ensemble, fort pour l'essentiel, nous l'avons dit, au dix-huitième et au dix-neuvième siècle (les constructions plus anciennes ayant toutes disparu), un site remarquable. La précision des relevés architecturaux assurés par les équipes franco-indiennes en souligne la richesse, et ce travail qui a duré deux années a été, souligne Klaus Rötzer, professeur de français à l'université de Bénarès et l'un des actifs auteurs du livre, l'occasion de rencontrer, sur place, soit les habitants des maisons « relevées », soit leurs propriétaires. Prétexte à

draient s'associer à la France (mais les contacts officiels n'en sont qu'à leurs débuts), tel ou tel édifice.

L'eau, élément sacré, est toujours mise en situation, cadrée par l'architecture (un chapitre lui est consacré dans le livre-catalogue). On peut la voir à tout moment, dans l'ouverture d'une fenêtre posée près du sol, puis qu'on s'assessait par terre, ou dans le dessin de ces portes urbaines qui terminent les rues, ou le constatera aussi dans l'architecture du bassin sacré de Ramnagar, à quelques kilomètres vers le sud, sur l'autre rive, que l'on atteint par un pont d'hiver fait de tambours d'acier vides, tonitrueux flots de géants.

Cette ville, commandée par un fort et un palais d'obé le maharajah, en octobre, apparaît chaque jour sur son glorieux, incarnation vivante du dieu Rama, est l'une des rares à avoir conservé dans son tracé la structure du dix-huitième siècle. Ce petit Versailles ordonné admet une rue-marché très active et conserve, de part et d'autre de cet axe, une caserne de cipayes (que le mahar-

### Livre-guide

Aucune ville indienne n'avait jusqu'ici fait l'objet d'une telle enquête : l'architecture dans sa diversité, les bâtiments jusque dans leur détail (maisons, quartiers, palais au bord du Gange, temples et mosquées, relais et dhammas sur l'itinéraire du pèlerinage rituel autour de la ville elle-même) ; la vie dans cette architecture (pratiques, coutumes, liens de voisinage, divertissements sportifs). Illustré par de nombreuses photos et une vingtaine de bâtiments en plans, coupes et axonométries, le livre qui témoigne de cette approche de Bénarès n'intéressera pas les seuls spécialistes. C'est un véritable « guide » d'informations et de compréhension pour le voyageur.

« Bénarès, un voyage d'architecture. Textes réunis par P.-D. Conté et J.-M. Léger. 150 pages, 250 F. Editions Graphe, 78, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.

## MIETTES

### Des noms / Des noms !

J'évoquais, il y a quelques temps, le razzia des services de l'hygiène et des fraudes sur la Côte d'Azur. Il en fut de même un peu partout, notamment à Lyon et à Paris, et la presse de s'indigner. A juste titre mais...

Mais il faudrait aussi que les agents de police de l'hygiène soient initiés aux problèmes de la restauration, voire de la table, tout simplement. Ainsi il paraît que certains inspecteurs considèrent comme illicite la congélation du maigre de canard devant être détaillé de façon à préparer le carpaccio. Or il est impossible de découper un carpaccio simplement à cru !

Par contre il est bien plus grave de servir des escargots dits de Bourgogne venus de Chine, un fois gras « made in Malaisie » (il paraît que cela s'est vu et à Toulouse encore !). Quant aux huiles de friture rarement changées, cela est courant, hélas !

L. R.

**LA NEIGE EST LA SKI FANTASTIQUE**  
INFOS 50.02.60.92  
**la Clusaz**  
HAUTE-SAVOIE - FRANCE

**ISLANDE geysers et volcans**  
avec votre voiture  
à bord du  
cardon "Norróna"  
de Smyril Line  
voyages Islande  
2000 Paris - Tél. 15 35 81 00

PRENEZ VOTRE ENTURE. TOUS LA SERRIER.  
ACCESS

150 de 150



سكرا على العمل

# SANS VISA

## ESCALES



### En ces jardins italiens

Le jardin, plaisir des yeux et révélateur de symboles où l'esprit joue avec le végétal et le minéral : Mondes et merveilles (20, rue Paul-Bert, 75011 Paris, Tél. : 43-48-90-55) en est partout à travers le monde le guide éclairé. En Italie, l'art des jardins traduit un art de vivre et une culture. Jardins toscans traits d'union entre la maison et le paysage autour de Sienne, jeux d'eau dans les jardins et sur les places de Rome et des environs, vie de cour des petites villes de la vallée du Pô - les Estes à Ferrara, les Gonzague à Mantoue : ces trois destinations sont complémentaires.

Premier dans le temps, le cycle Padoue, Ferrare, Parme et Mantoue permet d'admirer les fresques de Giotto dans la chapelle des Sorvegli, à Padoue, et le jardin botanique le plus ancien d'Europe. Ferrare fut l'un des premiers plans d'urbanisme et Parme fut dominée par de grandes noms : Scalliger, Visconti, Sforza. Visite complète de

ces deux villes et de Sabbioneta, sur la route de Mantoue : dans la Chambre des époux, le plafond peint par Mantegna représente une pergola. A Mantoue, le palais du Té fut la résidence d'été de Frédéric II. Du 10 au 17 avril, 8 850 F tout compris.

Le cycle consacré aux jardins de Florence et de Sienne aura lieu du 4 au 8 juin (3 950 F). « L'âge d'or des jardins à Rome » permettra de visiter des jardins privés - villa Madama, palais Farnese, villa Medici à Rome, villa Aldobrandini à Frascati - et publics : villa d'Este à Tivoli, palais Orsini à Bomarzo, villa Lante à Bagnaia notamment. Du 23 au 30 septembre, 7 400 F. Tous ces voyages se font en train au départ de Paris, puis en car.

Notons la publication de *Paysages de terrasses*, hommage au travail de l'homme sur la nature. Ouvrage collectif de qualité paru chez Edisud, à Aix (tél. : 42-21-61-44), 192 p., 290 F.

### Les Jeux de Cannes

La France travaille. Cannes s'amuse. Le temps d'un festival où les jeux de l'esprit sont plutôt qu'un casse-tête un savoureux plaisir.

Du 17 au 25 février prochain, tout ce qui compte en ce domaine sera réuni : initiés et grand public pourront prendre part à des tournois, relever des défis, visiter des stands, assister à des démonstrations, des spectacles, des animations. Une nécessité quand on sait que la France compte environ 2 millions de joueurs de bridge, 6 millions de joueurs d'échecs, 8 millions de passionnés de scrabble, 14 millions de téléspectateurs pour la finale de l'émission « Les chiffres et les lettres », sans oublier les millions d'adeptes du « Trivial Pursuit ». Au Village des jeux, les inventeurs de jeux non édités seront présents et, avantage certain, on pourra tester avant d'acheter.

Pour accueillir les nombreux visiteurs attendus (70 000 en 1989) à cette cinquième édition, certains hôtels affichent des tarifs spéciaux (au Carlton, au Majestic, au Martinez et au Gray d'Albion, 320 F par personne la nuit en chambre double avec petit déjeuner). On obtiendra tous les renseignements nécessaires auprès de la direction générale du tourisme de Cannes (Esplanade Président Georges-Pompidou, 06400 Cannes, tél. : 93-39-01-01).

### Les destinations du SMTV 90

« Pour moi, un Salon, par définition, a comme objectif essentiel de développer un marché. » Tenu dans l'Echo touristique du 3 novembre 1989 par Sandro Stipanovich, commissaire général du Salon mondial du tourisme et des voyages (SMTV), dont la quinzième édition s'est ouverte au nouveau CNIT (Paris-la Défense), jeudi 1<sup>er</sup> février pour les professionnels (mais seulement du dimanche 4 au mercredi 7 pour le grand public), ces

propos, à défaut de faire vibrer les cordes de l'évasion et de l'exotisme, ont le mérite de rappeler la logique d'un Salon qui, à l'instar des grandes manifestations de ce type, se veut d'abord et avant tout un temps fort pour le secteur concerné, en l'occurrence celui de l'industrie touristique - selon l'expression désormais utilisée pour une branche qui entend enfin être prise au sérieux. Avec, aussi, pour un SMTV plus « pro » que jamais (le chiffre d'affaires attendu se situe entre 22 et 24 millions de francs), l'ambition, clairement affichée, de rivaliser avec les modèles du genre en Europe, comme le WTM de Londres, la BIT de Milan et, surtout, l'ITB de Berlin.

La logique est simple : confronter, sur 18 000 m<sup>2</sup>, l'offre et la demande. Avec, d'un côté, les exposants (plus de 850), c'est-à-dire les producteurs de voyages et les offices de tourisme, français et étrangers, et, de l'autre, les acheteurs, qu'il s'agisse de professionnels (agents de voyages indépendants et grands réseaux de distribution comme Sélection, Havas Tourisme et Wagons-Lits, voyagistes et spécialistes étrangers) ou de simples clients individuels (on en attend 40 000) en quête d'idées pour leurs vacances.

Côté destinations, la France occupera une place de choix avec, sur un espace consacré à l'Hexagone et aux DOM-TOM, pas moins de 115 comités régionaux ou départementaux, des villes et des syndicats d'initiative. En vedette sur la scène étrangère, les Etats-Unis (avec le coup de fouet de la suppression du visa) et le Canada (presque aussi populaire que son voisin), avec un développement des circuits organisés en petits groupes, des voyages individuels en voiture de location (sans frais de retour), des tarifs alléchants sur les vols intérieurs, des prix étonnants dans certaines chaînes de motels et la présence inédite de la compagnie Walt Disney.

Egalement très choies dans les brochures, la Chine, qui tente un « comeback », l'Inde qui rêve de la supplanter, la Thaïlande, en

plein « boom », et la Malaisie, qui voudrait bien l'imiter, ainsi que la Grèce et la Turquie, dans le bassin méditerranéen, et, actualité oblige, des « outsiders » venus de l'Est. Avec, parmi les nouveaux exposants, le Bophuthatswana, Monrovia et la Sierra Leone. A noter, enfin, une catégorie de vacanciers dont l'effectif augmente régulièrement, les croisiéristes, auxquels une quinzaine d'exposants présenteront, cette année, une offre de plus en plus diversifiée.

SMTV. Centre de congrès du CNIT Paris-la Défense, du 4 au 7 février, de 10 à 19 heures. Prix d'entrée : 40 F, tarif réduit : 30 F. Catalogue : 50 F.

### Robinson en Bretagne

Une île déserte pour amoureux de solitude et de beauté pure, pour misanthropes ou érudits de Robinson est chose rare. L'expérience sera courte - une nuit - mais on l'imagine dense. Rien à voir avec un naufrage : un bateau dépose le ou les passagers sur l'île, au large de Roscoff, pour quelques heures d'une solitude aménagée dans la maison du gardien de phare. Un panier repas, un livre de poèmes, la nuit qui tombe, le vacancier de l'eau sur les rochers, la cri des goélands, et, trop vite, le soleil qui se lève sur les flots...

Dans la matinée, retour des isolés volontaires sur le continent, détente dans un bon hôtel de la vieille ville de Roscoff. On retrouvera

les traces de son passé corsaire et l'on préparera ses promenades dans la région, à l'aide d'une cassette audio éventuellement.

Ce vrai-faux naufrage coûte, à deux, 1 150 F par personne en mai, 1 760 F en avril, juin et septembre, et 1 940 F en juillet et août. A quatre, 1 660 F en juillet et août, 1 480 F le reste du temps. Ces prix comprennent une nuit sur l'île, deux nuits dans un hôtel 3 étoiles de Roscoff, une promenade dans la baie de Morlaix et le transfert en bateau, la demi-pension et, sur l'île, le prêt de couvertures, lampe de poche, livres. Une initiative de la Maison de Bretagne (17, rue de l'Arrivée, 75015 Paris. Tél. : 42-79-07-07 et dans les agences de voyages). Notons que l'on peut se rendre de Paris à Morlaix en TGV d'où l'on gagne Roscoff par un autre itinéraire.

### Retour en Chine

« En continuant à nous rendre en Chine, nous accroissons les chances du peuple chinois de poursuivre les progrès économiques et de voir un jour une réelle réforme politique. » C'est pour cela que Voyageurs en Chine (ex. Carrefour de la Chine, 45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, tél. : 42-61-60-26) continuera de mettre le cap sur une destination qui est sa raison de vivre.

Dans la palette chinoise programmée cette année, trois circuits ont retenu notre attention. Un Chine-

URSS qui, de Pékin à Moscou, en passant par Urumqi, Khotan, Kashgar, Turfan, Yining pour la Chine, Alma Ata, Tachkent, Samarcande, Bouchkhar, Khiva, chef-d'œuvre de l'architecture ouzbèke, pour l'URSS, dévoile les merveilles de l'Asie centrale (23 jours en août, 24 800 francs). Deux routes de la soie dont une Chine-Pakistan, leurs itinéraires croisant des oasis de la précédente (25 jours, 24 700 francs, départs en mai, juillet, août et septembre). Un classique tout chinois privilégie les dix plus beaux sites de ce grand pays choisis par ses habitants : Pékin, Luoyang, Xian, l'armée enterrée de Qin Shi Huang, Chongqing, Dazou, trois jours de croisière sur le fleuve Bleu avec traversée de la gorge Outang, avant Shanghai, Suzhou, Hangzhou, Guilin et ses paysages célébrés par les peintres et les poètes, Canton. En conclusion, une journée libre à Hongkong (25 jours, 21 500 francs, nombreux départs de mars à octobre).

Voyageurs en Chine organise également, le 17 février à Paris, une journée de présentation de la civilisation chinoise : la musique régionale, des lectures aux courtoises, les grandes tendances de l'art chinois présentées par Jean-Paul Desroches, conservateur au musée Guimet, la littérature orale et un film sur l'opéra, prétexte pour admirer le jeu des acteurs et les prouesses de la voix. Droit d'entrée : 100 francs, 50 francs si l'on est inscrit dans l'un des Voyages en Chine.



## LIVRE

### « Le Guide des ferias »

Jours de « toros » : février à Valdemorillo, mars à Valencia, Pâques à Arles, avril à Séville, mai à Jerez-de-la-Frontera et à Madrid, Pentecôte à Nîmes et à Vézennes, juin à Badajoz, juillet à Pamplune et à Mont-de-Marsan, août à Bilbao, septembre à Salamanque et Ronda, octobre à Saragosse. Tous ces grands rendez-vous de capes et de mulettes - et d'autres plus modestes mais aussi passionnants

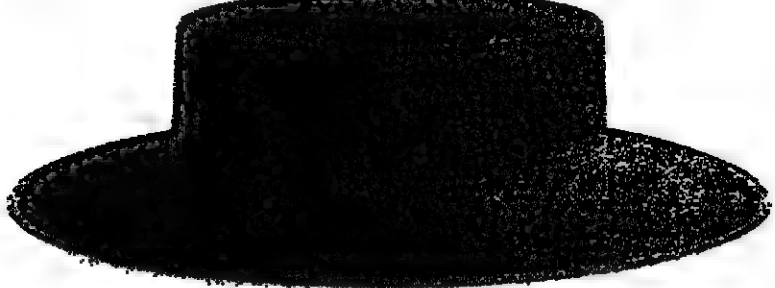
- sont présentés dans le *Guide des ferias*, que viennent de publier les éditions de La Manufacture. Un ouvrage original qui pourrait bien devenir le bréviaire de l'amateur de l'art taurin : 365 pages pour découvrir l'histoire de chaque feria ainsi que ses traditions culturelles et religieuses. La vie des grandes figures locales du toro est racontée, les lieux où paissent les élevages prestigieux de toros

braves révélatés et l'architecture des arènes décrites. Enfin des « renseignements pratiques » indiquent pour chaque ville : où louer ses places ; l'intérêt artistique des musées ; les vieux quartiers à visiter ; les hôtels, bars et restaurants taurins. L'auteur, Pierre Dupuy, directeur de l'excellente revue nîmoise *Toros*, sait de quoi il parle : cela fait quarante ans qu'il traîne ses guêtres sur les chemins (aujourd'hui asphaltés) de Castille, d'Andalousie, d'Estrémadure et de Navarre avec quelques incursions en Camargue.

Il est vrai que, d'Arles à Séville, de Ville-Franca-de-Xra (Portugal) à Dax, le royaume est vaste. Ultimes fidèles du culte du taureau, les aficionados sont aussi de grands voyageurs. Pour ce souvenir ou voir ces princes de la couleur - Antonio Ordóñez à Ronda, Curro Vazquez à Madrid, Paco Ojeda à Nîmes, Rafael de Paula à Jerez, Curro Romero à Séville, - pour échoquer Francisco de Goya, qui, selon Mariano Sanchez, « portait les taureaux gravés sur la rétine ». Pour admirer les fauves du Campo Charro (Salamanque), les ganaderías du Guadaluquiv et les bêtes aux jarrets d'acier de Castille. Dans les cirques romains du Languedoc et de Provence, dans les places mauresques d'Andalousie ou les arènes portatives des pueblos, piqués de thyrses flamboyants, ils jettent leur dernière force pour abattre un Thésée vêtu d'or. Bref un guide à mettre dans sa valise avant d'aller « courir les taureaux » ou découvrir la dernière liturgie antique.

JEAN PERRIN  
► Le Guide des ferias, de Pierre Dupuy. Editions La Manufacture, 150 F.

## L'Espagne. Tout sous le soleil. Le reste à l'ombre.



■ **FORMALITÉS D'ENTRÉE :** Pour les français, carte nationale d'identité de moins de dix ans ou passeport en cours de validité (ou périmé depuis moins de cinq ans). Les enfants mineurs, même accompagnés de leurs parents, doivent être munis d'une pièce d'identité. Devises : la monnaie espagnole est la peseta qui vaut environ 0,05 F. ■ **VACCINS :** Aucune vaccination n'est exigée actuellement pour l'entrée en Espagne.

■ **LES TOURS OPÉRA-TEURS :** Airtour, Ecuador, Eurotour, Fram, Frantour, Iberica, Jet Tours, Melia, Marsans, Planete, République Tours, RevVacances, Le Tourisme Français, Touropa, Voyage Conseil etc...

■ **LES NOUVEAUTÉS DE L'ANNÉE :** Barcelone : jeux olympiques 1992, Séville : Expo 1992, Baléares et Canaries, la Route des conquêtes, la Route de Don Quichotte, la Route du vin, le Che-

min de Saint-Jacques, l'Espagne verte.

■ **LES SERVICES DE L'OFFICE :** 43 Ter, Avenue Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie, 75381 Paris Cedex 08. Tél. : 47.20.90.54. Téléc. : 648254. Fax : 47.23.56.38. Met à la disposition du public : liste d'hôtels et de campings, locations, dépliants touristiques, affiches, prêts de films, vidéo, renseignements location de voitures, avions, trains. Sports : ski, pêche, chasse, golf etc...

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2290 F A/R

### ATTACHEZ VOTRE CEINTURE. SANS VOUS LA SERRER.

RIO DE JANEIRO	A/R 3195	A/R 4995	CARACAS	A/R 2450	A/R 4950
LOS ANGELES	A/R 1890	A/R 3590	BUENOS AIRES	A/R 3095	A/R 4095
SAN FRANCISCO	A/R 1890	A/R 3590	SANTIAGO	A/R 3795	A/R 6095
MIAMI	A/R 1690	A/R 3190	SEYCHELLES	A/R 4995	
MONTREAL	A/R 1690	A/R 3190	ANTILLES	A/R 1800	A/R 2920
SÃO PAULO	A/R 3295	A/R 4995	REUNION	A/R 2470	A/R 4150
MEXICO	A/R 2590	A/R 4095	SYDNEY	A/R 4045	A/R 7995

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉS DE PLACES EN 1<sup>re</sup> CLASSE ET CLASSE AFFRANCHES. PRÉSENTATION HOTELIÈRE DE VOYAGES. CIRCUITS ET SÉJOURS À LA CARTE. POSSIBILITÉ DE RÉSERVER ET DE REMPLIR VOTRE VOYAGE AU 60 00 00 00 AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE 2C.

### ACCESS

PARIS : MÉTRO ET RER CHÂTELET - LES HALLES.  
4, RUE PIERRE-LESCOT. 75001 PARIS. TÉL. (1) 4013 02 02.  
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS. LA PART-DIEU. TÉL. 78 63 67 77

LA NEIGE EST LA  
SKI  
FANTASTIQUE  
1 N F O  
50.02.60.6

la Clusaz

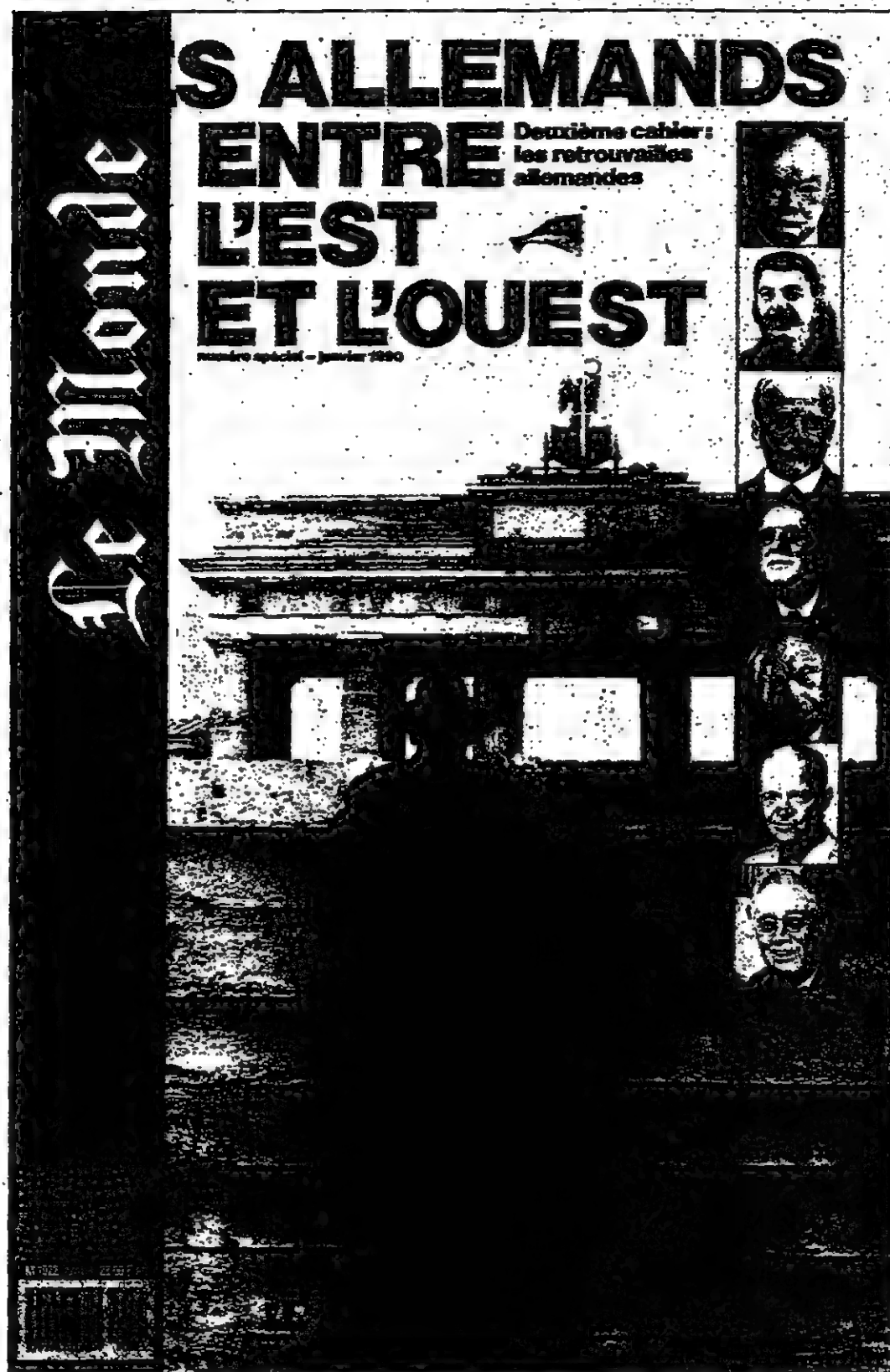
ISLANDE  
geysers  
et volcans  
avec votre valise  
à bord de  
"Nordica"  
Smyril Line  
2000 km de côtes  
sans passer  
par un seul  
port. 1000 km  
de glaciers.  
1000 km de  
volcans.



# Le Monde

NUMERO HORS SERIE

## SPECIAL ALLEMAGNE



**D**ANS ce numéro hors série, *le Monde* retrace l'histoire récente de l'Allemagne, de la fin de la seconde guerre mondiale à la chute du mur de Berlin.

**A** travers une sélection d'articles publiés dans ses colonnes depuis 1945, *le Monde* décrit le processus de démembrement de l'Allemagne nazie, la naissance de deux nations distinctes, les conflits entre Russes et Alliés ; il explique les raisons du réarmement allemand et analyse les développements de l'Ostpolitik du chancelier Willy Brandt.

**A** L'HEURE où l'Allemagne de l'Est renoue avec la démocratie, *le Monde* consacre un cahier spécial de 12 pages aux « retrouvailles allemandes ». Avec les témoignages et les reportages de ses envoyés spéciaux.

« **L**ES Allemands entre l'Est et l'Ouest », un numéro hors série du *Monde* pour comprendre quarante ans de division entre les deux Allemagnes et les enjeux des bouleversements en cours.

28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

### BON DE COMMANDE : LES ALLEMANDS ENTRE L'EST ET L'OUEST

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
 ADRESSE : \_\_\_\_\_  
 CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
 PAYS : \_\_\_\_\_  
 FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex : \_\_\_\_\_ x 33 F. (port inclus) = \_\_\_\_\_ F.  
 DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex : \_\_\_\_\_ x 38 F. (port inclus) = \_\_\_\_\_ F.  
 Bulletin à retourner : LE MONDE, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, France

سازمان اسناد و کتابخانه ملی



سكننا مع الراحل

# Evasion

**KUONI**  
ETATS UNIS-CANADA

**KUONI U.S.A.** : consultez la brochure  
« SPECIAL U.S.A.-CANADA » Kuoni, un monde de différence.

**KUONI**  
CHINE

**KUONI CHINE** : consultez la brochure  
« SPECIAL CHINE » : Kuoni, un monde de différence.

**AKIOU**  
INTERNATIONAL

La marque des grands voyages de qualité : circuits, séjours balnéaires, week-ends musicaux.  
Catalogue dans toutes les agences de voyages et au 47-59-47-47.

L'URSS. VERSION TRANSTOURS...  
PASSIONNEMENT!

La brochure la plus complète,  
disponible dans  
votre agence de voyages et à  
TRANSTOURS  
49, avenue de l'Opéra  
75002 PARIS  
Tél. (1) 42.61.58.28

**TRANSTOURS**  
en collaboration avec  
**Intourist** l'expérience Groupe de l'URSS.

**PLUS LOIN...**

ALLEMAGNE-AUTRICHE-BALEARES-CANADA  
CANARIES-CYPRUS-EGYPTE-ESPAGNE-GRÈCE  
GUADALUPE-IRLANDE-ISRAËL-ITALIE  
MADAGASCAR-MARTINIQUE-MAURICE-PORTUGAL  
REUNION-SAINT DOMINGUE-SENEGAL-SICILE  
THAILANDE-TUNISIE-TURQUIE-YOUGO-SLAVIE

**TOURISME**

**ITALIE**

**Clt Evasion**  
Vous présente l'Italie passionnément

**KENYA**

1989/1990  
TANZANIE  
SEYHELLES  
MAURICE  
REUNION  
SAFARIS

**transsafari**

**TRANSSAFARI (Groupe Médiascom)**  
N° 1 des safaris au Kenya et en Afrique de l'Est. 48-70-21-60

**MEXIQUE**

1989/1990  
GUATEMALA  
BRESIL

**amerimex**

**AMERIMEX (Groupe Médiascom).**  
Toutes les formules de voyage au Mexique. 48-70-18-90

**Le Monde**

Je désire recevoir les brochures suivantes :

1	2	3	4	5	6	7	8	
9	10	11	12	13	14	15	16	17

A retourner à : **IDA LEBREYER**  
**LE MONDE PUBLICITE**  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

NOM : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_

Vous connaissez une personne susceptible d'être intéressée par l'envoi de documentation, remplissez pour elle le coupon ci-dessous.

**Le Monde**

Je désire recevoir les brochures suivantes :

1	2	3	4	5	6	7	8	
9	10	11	12	13	14	15	16	17

A retourner à : **IDA LEBREYER**  
**LE MONDE PUBLICITE**  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

NOM : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_

AGNE

**A** L'HEURE de l'Allemagne de l'Est renoue avec la démocratie, le Monde consacre un cahier spécial de 12 pages aux « retrouvailles allemandes ». Avec les témoignages et les reportages de ses envoyés spéciaux, entre l'Est et l'Ouest, la série du Monde pour quarante ans de division et les enjeux des deux

RESPONDANCE

ET L'OUEST

W



## SANS VISA

## JEUX

## échecs

N° 1370

## DANS LA POCHE

(Tournoi des Grands Maîtres de Reggio-Emilia, janvier 1990).  
Blancs : L. PORTISCH (Hongrie).  
Noirs : DE FIRMIAN (USA).  
Défense ouest-indienne.

1. e4 c5 2. f3 d5 3. f4 e6 4. f5 d4 5. f6 d3 6. f7 d2 7. f8 d1 8. f9 d0 9. f10 d-1 10. f11 d-2 11. f12 d-3 12. f13 d-4 13. f14 d-5 14. f15 d-6 15. f16 d-7 16. f17 d-8 17. f18 d-9 18. f19 d-10 19. f20 d-11 20. f21 d-12 21. f22 d-13 22. f23 d-14 23. f24 d-15 24. f25 d-16 25. f26 d-17 26. f27 d-18 27. f28 d-19 28. f29 d-20 29. f30 d-21 30. f31 d-22 31. f32 d-23 32. f33 d-24 33. f34 d-25 34. f35 d-26 35. f36 d-27 36. f37 d-28 37. f38 d-29 38. f39 d-30 39. f40 d-31 40. f41 d-32 41. f42 d-33 42. f43 d-34 43. f44 d-35 44. f45 d-36 45. f46 d-37 46. f47 d-38 47. f48 d-39 48. f49 d-40 49. f50 d-41 50. f51 d-42 51. f52 d-43 52. f53 d-44 53. f54 d-45 54. f55 d-46 55. f56 d-47 56. f57 d-48 57. f58 d-49 58. f59 d-50 59. f60 d-51 60. f61 d-52 61. f62 d-53 62. f63 d-54 63. f64 d-55 64. f65 d-56 65. f66 d-57 66. f67 d-58 67. f68 d-59 68. f69 d-60 69. f70 d-61 70. f71 d-62 71. f72 d-63 72. f73 d-64 73. f74 d-65 74. f75 d-66 75. f76 d-67 76. f77 d-68 77. f78 d-69 78. f79 d-70 79. f80 d-71 80. f81 d-72 81. f82 d-73 82. f83 d-74 83. f84 d-75 84. f85 d-76 85. f86 d-77 86. f87 d-78 87. f88 d-79 88. f89 d-80 89. f90 d-81 90. f91 d-82 91. f92 d-83 92. f93 d-84 93. f94 d-85 94. f95 d-86 95. f96 d-87 96. f97 d-88 97. f98 d-89 98. f99 d-90 99. f100 d-91 100. f101 d-92 101. f102 d-93 102. f103 d-94 103. f104 d-95 104. f105 d-96 105. f106 d-97 106. f107 d-98 107. f108 d-99 108. f109 d-100 109. f110 d-101 110. f111 d-102 111. f112 d-103 112. f113 d-104 113. f114 d-105 114. f115 d-106 115. f116 d-107 116. f117 d-108 117. f118 d-109 118. f119 d-110 119. f120 d-111 120. f121 d-112 121. f122 d-113 122. f123 d-114 123. f124 d-115 124. f125 d-116 125. f126 d-117 126. f127 d-118 127. f128 d-119 128. f129 d-120 129. f130 d-121 130. f131 d-122 131. f132 d-123 132. f133 d-124 133. f134 d-125 134. f135 d-126 135. f136 d-127 136. f137 d-128 137. f138 d-129 138. f139 d-130 139. f140 d-131 140. f141 d-132 141. f142 d-133 142. f143 d-134 143. f144 d-135 144. f145 d-136 145. f146 d-137 146. f147 d-138 147. f148 d-139 148. f149 d-140 149. f150 d-141 150. f151 d-142 151. f152 d-143 152. f153 d-144 153. f154 d-145 154. f155 d-146 155. f156 d-147 156. f157 d-148 157. f158 d-149 158. f159 d-150 159. f160 d-151 160. f161 d-152 161. f162 d-153 162. f163 d-154 163. f164 d-155 164. f165 d-156 165. f166 d-157 166. f167 d-158 167. f168 d-159 168. f169 d-160 169. f170 d-161 170. f171 d-162 171. f172 d-163 172. f173 d-164 173. f174 d-165 174. f175 d-166 175. f176 d-167 176. f177 d-168 177. f178 d-169 178. f179 d-170 179. f180 d-171 180. f181 d-172 181. f182 d-173 182. f183 d-174 183. f184 d-175 184. f185 d-176 185. f186 d-177 186. f187 d-178 187. f188 d-179 188. f189 d-180 189. f190 d-181 190. f191 d-182 191. f192 d-183 192. f193 d-184 193. f194 d-185 194. f195 d-186 195. f196 d-187 196. f197 d-188 197. f198 d-189 198. f199 d-190 199. f200 d-191 200. f201 d-192 201. f202 d-193 202. f203 d-194 203. f204 d-195 204. f205 d-196 205. f206 d-197 206. f207 d-198 207. f208 d-199 208. f209 d-200 209. f210 d-201 210. f211 d-202 211. f212 d-203 212. f213 d-204 213. f214 d-205 214. f215 d-206 215. f216 d-207 216. f217 d-208 217. f218 d-209 218. f219 d-210 219. f220 d-211 220. f221 d-212 221. f222 d-213 222. f223 d-214 223. f224 d-215 224. f225 d-216 225. f226 d-217 226. f227 d-218 227. f228 d-219 228. f229 d-220 229. f230 d-221 230. f231 d-222 231. f232 d-223 232. f233 d-224 233. f234 d-225 234. f235 d-226 235. f236 d-227 236. f237 d-228 237. f238 d-229 238. f239 d-230 239. f240 d-231 240. f241 d-232 241. f242 d-233 242. f243 d-234 243. f244 d-235 244. f245 d-236 245. f246 d-237 246. f247 d-238 247. f248 d-239 248. f249 d-240 249. f250 d-241 250. f251 d-242 251. f252 d-243 252. f253 d-244 253. f254 d-245 254. f255 d-246 255. f256 d-247 256. f257 d-248 257. f258 d-249 258. f259 d-250 259. f260 d-251 260. f261 d-252 261. f262 d-253 262. f263 d-254 263. f264 d-255 264. f265 d-256 265. f266 d-257 266. f267 d-258 267. f268 d-259 268. f269 d-260 269. f270 d-261 270. f271 d-262 271. f272 d-263 272. f273 d-264 273. f274 d-265 274. f275 d-266 275. f276 d-267 276. f277 d-268 277. f278 d-269 278. f279 d-270 279. f280 d-271 280. f281 d-272 281. f282 d-273 282. f283 d-274 283. f284 d-275 284. f285 d-276 285. f286 d-277 286. f287 d-278 287. f288 d-279 288. f289 d-280 289. f290 d-281 290. f291 d-282 291. f292 d-283 292. f293 d-284 293. f294 d-285 294. f295 d-286 295. f296 d-287 296. f297 d-288 297. f298 d-289 298. f299 d-290 299. f300 d-291 300. f301 d-292 301. f302 d-293 302. f303 d-294 303. f304 d-295 304. f305 d-296 305. f306 d-297 306. f307 d-298 307. f308 d-299 308. f309 d-300 309. f310 d-301 310. f311 d-302 311. f312 d-303 312. f313 d-304 313. f314 d-305 314. f315 d-306 315. f316 d-307 316. f317 d-308 317. f318 d-309 318. f319 d-310 319. f320 d-311 320. f321 d-312 321. f322 d-313 322. f323 d-314 323. f324 d-315 324. f325 d-316 325. f326 d-317 326. f327 d-318 327. f328 d-319 328. f329 d-320 329. f330 d-321 330. f331 d-322 331. f332 d-323 332. f333 d-324 333. f334 d-325 334. f335 d-326 335. f336 d-327 336. f337 d-328 337. f338 d-329 338. f339 d-330 339. f340 d-331 340. f341 d-332 341. f342 d-333 342. f343 d-334 343. f344 d-335 344. f345 d-336 345. f346 d-337 346. f347 d-338 347. f348 d-339 348. f349 d-340 349. f350 d-341 350. f351 d-342 351. f352 d-343 352. f353 d-344 353. f354 d-345 354. f355 d-346 355. f356 d-347 356. f357 d-348 357. f358 d-349 358. f359 d-350 359. f360 d-351 360. f361 d-352 361. f362 d-353 362. f363 d-354 363. f364 d-355 364. f365 d-356 365. f366 d-357 366. f367 d-358 367. f368 d-359 368. f369 d-360 369. f370 d-361 370. f371 d-362 371. f372 d-363 372. f373 d-364 373. f374 d-365 374. f375 d-366 375. f376 d-367 376. f377 d-368 377. f378 d-369 378. f379 d-370 379. f380 d-371 380. f381 d-372 381. f382 d-373 382. f383 d-374 383. f384 d-375 384. f385 d-376 385. f386 d-377 386. f387 d-378 387. f388 d-379 388. f389 d-380 389. f390 d-381 390. f391 d-382 391. f392 d-383 392. f393 d-384 393. f394 d-385 394. f395 d-386 395. f396 d-387 396. f397 d-388 397. f398 d-389 398. f399 d-390 399. f400 d-391 400. f401 d-392 401. f402 d-393 402. f403 d-394 403. f404 d-395 404. f405 d-396 405. f406 d-397 406. f407 d-398 407. f408 d-399 408. f409 d-400 409. f410 d-401 410. f411 d-402 411. f412 d-403 412. f413 d-404 413. f414 d-405 414. f415 d-406 415. f416 d-407 416. f417 d-408 417. f418 d-409 418. f419 d-410 419. f420 d-411 420. f421 d-412 421. f422 d-413 422. f423 d-414 423. f424 d-415 424. f425 d-416 425. f426 d-417 426. f427 d-418 427. f428 d-419 428. f429 d-420 429. f430 d-421 430. f431 d-422 431. f432 d-423 432. f433 d-424 433. f434 d-425 434. f435 d-426 435. f436 d-427 436. f437 d-428 437. f438 d-429 438. f439 d-430 439. f440 d-431 440. f441 d-432 441. f442 d-433 442. f443 d-434 443. f444 d-435 444. f445 d-436 445. f446 d-437 446. f447 d-438 447. f448 d-439 448. f449 d-440 449. f450 d-441 450. f451 d-442 451. f452 d-443 452. f453 d-444 453. f454 d-445 454. f455 d-446 455. f456 d-447 456. f457 d-448 457. f458 d-449 458. f459 d-450 459. f460 d-451 460. f461 d-452 461. f462 d-453 462. f463 d-454 463. f464 d-455 464. f465 d-456 465. f466 d-457 466. f467 d-458 467. f468 d-459 468. f469 d-460 469. f470 d-461 470. f471 d-462 471. f472 d-463 472. f473 d-464 473. f474 d-465 474. f475 d-466 475. f476 d-467 476. f477 d-468 477. f478 d-469 478. f479 d-470 479. f480 d-471 480. f481 d-472 481. f482 d-473 482. f483 d-474 483. f484 d-475 484. f485 d-476 485. f486 d-477 486. f487 d-478 487. f488 d-479 488. f489 d-480 489. f490 d-481 490. f491 d-482 491. f492 d-483 492. f493 d-484 493. f494 d-485 494. f495 d-486 495. f496 d-487 496. f497 d-488 497. f498 d-489 498. f499 d-490 499. f500 d-491 500. f501 d-492 501. f502 d-493 502. f503 d-494 503. f504 d-495 504. f505 d-496 505. f506 d-497 506. f507 d-498 507. f508 d-499 508. f509 d-500 509. f510 d-501 510. f511 d-502 511. f512 d-503 512. f513 d-504 513. f514 d-505 514. f515 d-506 515. f516 d-507 516. f517 d-508 517. f518 d-509 518. f519 d-510 519. f520 d-511 520. f521 d-512 521. f522 d-513 522. f523 d-514 523. f524 d-515 524. f525 d-516 525. f526 d-517 526. f527 d-518 527. f528 d-519 528. f529 d-520 529. f530 d-521 530. f531 d-522 531. f532 d-523 532. f533 d-524 533. f534 d-525 534. f535 d-526 535. f536 d-527 536. f537 d-528 537. f538 d-529 538. f539 d-530 539. f540 d-531 540. f541 d-532 541. f542 d-533 542. f543 d-534 543. f544 d-535 544. f545 d-536 545. f546 d-537 546. f547 d-538 547. f548 d-539 548. f549 d-540 549. f550 d-541 550. f551 d-542 551. f552 d-543 552. f553 d-544 553. f554 d-545 554. f555 d-546 555. f556 d-547 556. f557 d-548 557. f558 d-549 558. f559 d-550 559. f560 d-551 560. f561 d-552 561. f562 d-553 562. f563 d-554 563. f564 d-555 564. f565 d-556 565. f566 d-557 566. f567 d-558 567. f568 d-559 568. f569 d-560 569. f570 d-561 570. f571 d-562 571. f572 d-563 572. f573 d-564 573. f574 d-565 574. f575 d-566 575. f576 d-567 576. f577 d-568 577. f578 d-569 578. f579 d-570 579. f580 d-571 580. f581 d-572 581. f582 d-573 582. f583 d-574 583. f584 d-575 584. f585 d-576 585. f586 d-577 586. f587 d-578 587. f588 d-579 588. f589 d-580 589. f590 d-581 590. f591 d-582 591. f592 d-583 592. f593 d-584 593. f594 d-585 594. f595 d-586 595. f596 d-587 596. f597 d-588 597. f598 d-589 598. f599 d-590 599. f600 d-591 600. f601 d-592 601. f602 d-593 602. f603 d-594 603. f604 d-595 604. f605 d-596 605. f606 d-597 606. f607 d-598 607. f608 d-599 608. f609 d-600 609. f610 d-601 610. f611 d-602 611. f612 d-603 612. f613 d-604 613. f614 d-605 614. f615 d-606 615. f616 d-607 616. f617 d-608 617. f618 d-609 618. f619 d-610 619. f620 d-611 620. f621 d-612 621. f622 d-613 622. f623 d-614 623. f624 d-615 624. f625 d-616 625. f626 d-617 626. f627 d-618 627. f628 d-619 628. f629 d-620 629. f630 d-621 630. f631 d-622 631. f632 d-623 632. f633 d-624 633. f634 d-625 634. f635 d-626 635. f636 d-627 636. f637 d-628 637. f638 d-629 638. f639 d-630 639. f640 d-631 640. f641 d-632 641. f642 d-633 642. f643 d-634 643. f644 d-635 644. f645 d-636 645. f646 d-637 646. f647 d-638 647. f648 d-639 648. f649 d-640 649. f650 d-641 650. f651 d-642 651. f652 d-643 652. f653 d-644 653. f654 d-645 654. f655 d-646 655. f656 d-647 656. f657 d-648 657. f658 d-649 658. f659 d-650 659. f660 d-651 660. f661 d-652 661. f662 d-653 662. f663 d-654 663. f664 d-655 664. f665 d-656 665. f666 d-657 666. f667 d-658 667. f668 d-659 668. f669 d-660 669. f670 d-661 670. f671 d-662 671. f672 d-663 672. f673 d-664 673. f674 d-665 674. f675 d-666 675. f676 d-667 676. f677 d-668 677. f678 d-669 678. f679 d-670 679. f680 d-671 680. f681 d-672 681. f682 d-673 682. f683 d-674 683. f684 d-675 684. f685 d-676 685. f686 d-677 686. f687 d-678 687. f688 d-679 688. f689 d-680 689. f690 d-681 690. f691 d-682 691. f692 d-683 692. f693 d-684 693. f694 d-685 694. f695 d-686 695. f696 d-687 696. f697 d-688 697. f698 d-689 698. f699 d-690 699. f700 d-691 700. f701 d-692 701. f702 d-693 702. f703 d-694 703. f704 d-695 704. f705 d-696 705. f706 d-697 706. f707 d-698 707. f708 d-699 708. f709 d-700 709. f710 d-701 710. f711 d-702 711. f712 d-703 712. f713 d-704 713. f714 d-705 714. f715 d-706 715. f716 d-707 716. f717 d-708 717. f718 d-709 718. f719 d-710 719. f720 d-711 720. f721 d-712 721. f722 d-713 722. f723 d-714 723. f724 d-715 724. f725 d-716 725. f726 d-717 726. f727 d-718 727. f728 d-719 728. f729 d-720 729. f730 d-721 730. f731 d-722 731. f732 d-723 732. f733 d-724 733. f734 d-725 734. f735 d-726 735. f736 d-727 736. f737 d-728 737. f738 d-729 738. f739 d-730 739. f740 d-731 740. f741 d-732 741. f742 d-733 742. f743 d-734 743. f744 d-735 744. f745 d-736 745. f746 d-737 746. f747 d-738 747. f748 d-739 748. f749 d-740 749. f750 d-741 750. f751 d-742 751. f752 d-743 752. f753 d-744 753. f754 d-745 754. f755 d-746 755. f756 d-747 756. f757 d-748 757. f758 d-749 758. f759 d-750 759. f760 d-751 760. f761 d-752 761. f762 d-753 762. f763 d-754 763. f764 d-755 764. f765 d-756 765. f766 d-757 766. f767 d-758 767. f768 d-759 768. f769 d-760 769. f770 d-761 770. f771 d-762 771. f772 d-763 772. f773 d-764 773. f774 d-765 774. f775 d-766 775. f776 d-767 776. f777 d-768 777. f778 d-769 778. f779 d-770 779. f780 d-771 780. f781 d-772 781. f782 d-773 782. f783 d-774 783. f784 d-775 784. f785 d-776 785. f786 d-777 786. f787 d-778 787. f788 d-779 788. f789 d-780 789. f790 d-781 790. f791 d-782 791. f792 d-783 792. f793 d-784 793. f794 d-785 794. f795 d-786 795. f796 d-787 796. f797 d-788 797. f798 d-789 798. f799 d-790 799. f800 d-791 800. f801 d-792 801. f802 d-793 802. f803 d-794 803. f804 d-795 804. f805 d-796 805. f806 d-797 806. f807 d-798 807. f808 d-799 808. f809 d-800 809. f810 d-801 810. f811 d-802 811. f812 d-803 812. f813 d-804 813. f814 d-805 814. f815 d-806 815. f816 d-807 816. f817 d-808 817. f818 d-809 818. f819 d-810 819. f820 d-811 820. f821 d-812 821. f822 d-813 822. f823 d-814 823. f824 d-815 824. f825 d-816 825. f826 d-817 826. f827 d-818 827. f828 d-819 828. f829 d-820 829. f830 d-821 830. f831 d-822 831. f832 d-823 832. f833 d-824 833. f834 d-825 834. f835 d-826 835. f836 d-827 836. f837 d-828 837. f838 d-829 838. f839 d-830 839. f840 d-831 840. f841 d-832 841. f842 d-833 842. f843 d-834 843. f844 d-835 844. f845 d-836 845. f846 d-837 846. f847 d-838 847. f848 d-839 848. f849 d-840 849. f850 d-841 850. f851 d-842 851. f852 d-843 852. f853 d-844 853. f854 d-845 854. f855 d-846 855. f856 d-847 856. f857 d-848 857. f858 d-849 858. f859 d-850 859. f860 d-851 860. f861 d-852 861. f862 d-853 862. f863 d-854 863. f864 d-855 864. f865 d-856 865. f866 d-857 866. f867 d-858 867. f868 d-859 868. f869 d-860 869. f870 d-861 870. f871 d-862 871. f872 d-863 872. f873 d-864 873. f874 d-865 874. f875 d-866 875. f876 d-867 876. f877 d-868 877. f878 d-869 878. f879 d-870 879. f880 d-871 880. f881 d-872 881. f882 d-873 882. f883 d-874 883. f884 d-875 884. f885 d-876 885.



صكرا بن الاميل

# CULTURE

## THÉÂTRE

### Deux menteurs de haut vol

Deux acteurs rares, Jane Birkin et Pierre Dux, dans une comédie d'Horowitz adaptée par Dabadie : « Quelque part dans cette vie... »

Le premier personnage à entrer en scène restera « off » : c'est la voix très rock d'un présentateur radio atteint d'un humour et d'un cancer des poumons également caustiques. On ne voit pas Chuck Thomas (Jean-Pierre Kalfon), mais il est sympathique, et hante les jours tranquilles de la petite maison coquette, sans plus, qu'habite au bord de mer Jacob Brackish, vieux garçon, ancien professeur de littérature anglaise et d'histoire de la musique.

Si Chuck Thomas, avec sa façon de présenter la musique classique dans le style « saint les copains », rythme la vie de Jacob, cela tient, au moins, à deux raisons : d'une part Jacob vit bien et Schubert comme une passion ; d'autre part, Chuck Thomas a toujours eu sur lui une longueur d'avance, depuis l'école primaire, ça l'agace.

Jacob est vieux, sourd, il lui reste à vivre six mois, un an tout au plus. C'est du moins ce qu'il affirme à sa dame de compagnie, Kathleen Hogan, un drôle d'oiseau aux angles pas vraiment ronds.

Quelque part dans cette vie, d'Israël Horowitz, commence au premier jour de vie commune de ce couple improbable, Jacob cultive les cactus maïs et ses habitudes ; il aime, notamment, qu'on manie le langage et ses disques avec délicatesse. Sur ce chapitre, comme sur les autres d'ailleurs, Kathleen n'en rate pas une. Non qu'elle soit dépourvue de bonne volonté, mais elle a prévenu Jacob : elle porte malheur. A elle seule, la rencontre entre Jacob et Kathleen est déjà une situation de comédie. Puis subitement, et c'est joliment amené, il y a une anguille sous roche :



Jane Birkin et Pierre Dux.

Jacob n'est pas aussi dur d'oreille qu'il veut bien le dire et Kathleen n'est pas là par hasard.

Il est difficile de juger la pièce d'Horowitz d'après l'adaptation de Jean-Loup Dabadie. Il dit sans détour l'avoir faite pour deux acteurs — Jane Birkin, Pierre Dux — et pour une mise en scène, la sienne. En tout cas, il ne cultive pas le flou en vogue entre adaptation et traduction, puisqu'il écrit dans le programme avoir emprunté à Horowitz, l'un des auteurs américains les plus gais, ses deux personnages et essayé de « les décrire avec mon écriture à moi ». Dabadie a le sens du jeu de mot efficace,

de la tournure qui fait rire. Toutefois, dans son adaptation la pièce n'est pas à cette hauteur, elle est un peu décevante, pendant une bonne demi-heure au moins. Mais Jane Birkin et Pierre Dux sont si formidables qu'on ne regrette pas sa soirée, comme on pardonne les conversations parfois banales d'un dîner chaleureux.

#### Un instant de grâce

Jane Birkin avec ses manières brusques, son corps maladroit, tient chaque scène, tantôt à la force du poignet, tantôt au charme, le plus souvent mêlant les deux. Elle habite le plateau à sa façon, mais

tout autant que Pierre Dux, vieux roulier des planches. Elle repasse les chemises de Jacob comme si elle allait le tuer, elle égrène la litanie de sa vie quotidienne comme si elle allait se noyer. Elle swingue avec la même joie empêchée que Jacob met à fredonner du Bach. Pierre Dux joue en catimini, au petit point, avec la finesse d'un homme qui connaît chaque recoin de la vie. La leçon de tendresse du maître et de l'élève est un instant de grâce.

ODILE QUIROT.

► Bouffes Parisiens, du mardi au samedi à 20 h 45, dimanche 15 h 30. Tél. : 42-96-80-24.

### Aucune raison de parler

(Œuvre fascinante de Fernando Pessoa, « le Marin » tisse les mots avec le silence)

« Après douze minutes de votre drame le Marin, pendant lesquels les plus vifs et les plus astucieux se sentent gagnés par le sommeil et l'hébété, sans la moindre espérance de comprendre, l'une des veilles de la langue portugaise se révèle : « Pourquoi sommes-nous encore en train de parler ? » Or c'est justement ce que j'allais demander à ces dames. »

Cette lettre est adressée à Fernando Pessoa, l'auteur dudit drame, le Marin. Le signataire de la lettre n'a pas vu sur scène le Marin, qui ne fut jamais joué du

vivant de Pessoa, mais il l'a lu dans une revue, Orpheu, que dirige pratiquement Pessoa. Il s'est étonné lui-même son Marin dans le premier numéro de la revue, car une autre revue à laquelle il l'a proposé, A Águia, l'a refusé. A la suite de quoi Pessoa a rompu avec la revue A Águia (à laquelle il avait donné jusqu'à des textes). Très mécontent, Pessoa écrit à Álvaro Fialo, responsable de la revue : « Je suis profondément convaincu de la dérisoire incongruité de l'acte fondamental d'écriture. »

Le Marin est l'un des premiers textes qu'a écrit Fernando Pessoa. Il avait vingt-cinq ans. Il tenait beaucoup à cette courte pièce, qu'il appelle un « drame statique ». Par « drame statique », Pessoa entend des « situations d'attente ». Pour lui, Pessoa ne semble pas si sûr de lui lorsqu'il écrit : « Le Marin n'est peut-être pas quelque chose de grand, comme je l'entends, mais je n'ai pas à en rougir. » Enfin, coup de théâtre : la lettre citée plus haut, reprochant à Pessoa d'avoir écrit une pièce somnifère, est une lettre de Pessoa lui-même, qui l'a signée d'un autre nom, Álvaro de Campos, un homme de son invention auquel il confiait des tâches de ce genre : dire pis que pendre de Pessoa dans son dos, écrire des horreurs sur Pessoa à des directeurs d'édition, aller trouver la fiancée de Pessoa pour conseiller de quitter ce monstre, etc. Fernando Pessoa n'est pas un caractère simple.

Quand il écrit le Marin, Pessoa n'a pas encore découvert sa vocation propre, son génie, la dimension de poèmes qu'il écrira plus tard comme Ode maritime ou Antimote. Il est alors un lecteur de Mallarmé et de Maeterlinck (ensuite, c'est la lecture de Walt Whitman qui lui donnera un second et vrai souffle). Maeterlinck est l'auteur, entre autres, de deux pièces où des êtres fantomatiques, aveugles, dans un silence à peine coupé de paroles, veulent un mort, ou bien attendent la mort d'un proche sans comprendre qu'il n'est déjà plus en vie : l'Intruse et les Aveugles.

Maeterlinck, plus tard, prenant un peu de recul devant ces pièces, a dit qu'il y avait là « l'apparence de somnambules un peu sourds constamment attachés à un songe pénible », et « l'idée un peu hagarde qu'ils se font de l'univers ».

Pessoa, dans le Marin, met donc en scène à son tour des fantômes, des pleureuses, qui entourent un cercueil dans lequel repose une

jeune morte. C'est très proche de Maeterlinck, mais Pessoa déclare qu'en comparaison de son Marin, « la meilleure nébulosité de Maeterlinck devient grossière et charnelle ». C'est aussi que Pessoa se montre, dans le Marin, très marqué par les obsessions de Mallarmé, qui dans ses textes de théâtre, comme dans nombre de ses poèmes, célèbre avant tout le silence. Rendant compte de concerts, de tragédies, d'opéras, Mallarmé n'a que le mot « silence » à la plume.

Pessoa recherche donc « un drame sans théâtre ». Il précise que « le destin du Marin n'est pas d'être joué sur scène ». Entre le moment où « le silence commence à prendre corps » et celui où il n'y a « plus aucune raison de parler », les pleureuses du Marin ne murmurent que sur la pointe des pieds, se supplient l'une l'autre de ne rien dire, comme si elles ne pouvaient « être » que dans un silence du non-être. Le seul mal, dit-on, c'est de vivre : que notre unique n'aille pas même effleurer la vie. Or laisser échapper la parole, ce serait vivre.

#### La magie opère

Malgré toutes ces irréalités, toutes ces échappées, parfois tous ces chichis d'époque, telle est la force de l'esprit de Fernando Pessoa que cette pièce évanescence, le Marin, effectivement jouée par des actrices, reste fascinante. Le peu de texte est très beau. La magie opère. Le spectateur croit participer à une révélation des âmes à travers une danse ombreuse de mots perdus et de lèvres closes.

La présentation du Marin par Claude Martin est remarquable. Rien ne pèse. Il y a une qualité de recueillement. Les trois veilles, Nathalie Epron, Claude Buchvald, Paula de Oliveira, se repassent paroles (et silences) avec beaucoup de fraternité, et, malgré leur calme, elles expriment un mot de Maeterlinck, lorsqu'il dit que « la mort exerce une sorte d'injustice journalière ».

MICHEL COURNOT

► Théâtre Renaud-Barrault — Maison internationale du théâtre. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-73-75-00.

### Sainte Maria, riez pour nous

Maria Pacôme est, au Saint-Georges, l'héroïne de sa nouvelle pièce, « Et moi... et moi ! »

Attention, une femme peut en cacher une ou plusieurs autres. Celle-ci est de la toute petite famille des artistes caméléons : Pacôme auteur, Pacôme actrice, Pacôme femme, tour à tour l'une ou l'autre et les trois à la fois. On ne sait pas laquelle on aime le plus. Actrice, elle irradie les planches depuis toujours, armée de sa bombe H, comme humour, comme humour, comme humaine. Auteur, elle en est à sa cinquième pièce. Elle a connu des hauts (On m'appelle Emilie) et des bas (Les Seins de Lola). Encore n'est-ce là que l'ombre de sa vie. Elle est là que l'ombre de sa vie. Elle est là que l'ombre de sa vie.

Elle écrit ses pièces pour elle, certes, mais aussi pour ses partenaires. Généralement, il y a une femme à ses côtés. Il y eut hier Odette Laure ; aujourd'hui, c'est au tour de Marie-France Mignat, codirectrice du théâtre Saint-Georges, qui tient très bien le rôle de sa fille. Il y a souvent des jeunes gens aussi, garçons et filles. Daniel Auteuil et Patrick Bruel s'en souviennent, ils lui doivent beaucoup. Son propre fils, François, est dans Et moi... et moi ! son petit-fils, un peu maladroit encore, mais cela devrait s'arranger dans un bon cours d'art dramatique.

#### Les mots sombres derrière la drôlerie

La femme, elle, est partout, derrière chaque mot, derrière chaque geste que prononce ou dessine Maria Pacôme. Certains ont dit qu'elle avait un physique un peu sec, une voix un peu « mec », mais Maria Pacôme est à n'en pas douter une femme, une femme qui dérange, et avant tout les mecs un peu secs. Parce qu'elle n'arrête pas de parler, de lutter, de se rebeller, de pointer justement les postures de ceux qui voudraient l'enfermer dans la case des « folles ».

La Pacôme vieillit bien, et l'assume. Elle aurait pu, dans Et

moi... et moi ! distribuer le rôle de sa fille à une actrice plus jeune, histoire de se rajouter un peu : elle aurait pu, pour la même raison, éviter que son propre fils dans la vie ne soit son petit-fils dans la pièce. Rien de tout cela : la soixantaine ne l'effraie pas. Même si, comme son héroïne, elle sait bien qu'un « beau » soir, elle se retrouvera seule dans son appartement et confiera à la cage vide d'un oiseau improbable deux ou trois souvenirs, quelques regrets et l'effroi, déjà, d'une solitude qui est son, notre lot.

Une fois de plus, dans une pièce de Maria Pacôme, on entend, derrière la drôlerie, la cocasserie, l'incongruité, les mots sombres qui jalonnent la fin du chemin. Chaque instant de joie, chaque décision, chaque échange entre la grand-mère exubérante, la fille un peu revêche, le petit-fils un peu paumé, est comme une épargne volontaire sur le plus dur, qui reste toujours à venir. Car Maria Pacôme paraît se souvenir à tout moment des blessures profondes que la vie a infligé à sa famille. Elle sait, peut-être plus que d'autres, qu'elle est en train de mourir.

Alors elle s'entoure, dans ses spectacles comme dans la vie, de ses amis, des amis de son fils et se bat à coup d'éclats de rire contre la réalité et ses mauvais penchants. La vie l'a privée à plusieurs reprises de ses compagnons de route. Cela se traduit dans ses pièces par la trahison, la lâcheté, la disparition de ses anciens amis, amants, amis. Ce qui n'empêche pas, au premier acte mortel, que le rideau ne tombe à point nommé pour permettre au spectateur de retrouver un souffle coupé par le rire. Et, à la fin du spectacle, de regretter que cela soit déjà fini.

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre Saint-Georges. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinées samedi à 18 heures et dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-05-43. Durée : deux heures. De 100 à 200 francs.

## MUSIQUE

### L'orchestre de quarante-six villes

Avant de rouvrir l'Opéra-Comique l'ODIF illustre Brahms et Schumann

L'Orchestre de l'Île-de-France (ODIF) sera à l'honneur lors de la réouverture de l'Opéra-Comique, à partir du 13 février, où il accompagnera l'Heure espagnole de Ravel et les Trézéaux de Maurice Strakosky de Mamet de Falla, qu'on n'a pas entendu depuis longtemps à Paris.

L'occasion était bonne de faire le point sur cet orchestre dans le programme Brahms-Schumann donné samedi 27 juin au profit de la Roumanie. Créé en 1976 par Marcel Landowski, il est dirigé depuis sept ans par Jacques Mercier et déploie une grande activité dans quarante-six villes de la région parisienne : concerts, séances pédagogiques et animations, à l'Université comme dans les écoles. A Paris même, ses six concerts d'abonnement salle Pleyel sont suivis par un public nombreux, accablé de sans doute en partie à la qualité de ses programmes.

Au lieu de se limiter aux œuvres baroques, Jacques Mercier élargit le répertoire, et c'est ainsi que, samedi, il avait inscrit, entre l'Ouverture tragique de Brahms et la 4<sup>e</sup> Symphonie de Schumann, deux pages admirables de Brahms, interprétées avec ferveur par le Chœur régional Vittoria, un ensemble fringant d'amateurs entraînés par Michel Piquemal : le Chant funèbre, qui préfigure le Requiem allemand, dans une très belle écriture

archaïque pour chœur et instruments à vent puis le Chant du destin sur un poème de Hölderlin.

L'Orchestre de l'Île-de-France semble avoir accédé à une réelle maturité, sous la direction claire, sobre et vigoureuse de Jacques Mercier. La 4<sup>e</sup> Symphonie en ré mineur, de Schumann, qui paraît si lourde et redondante parfois, prenait son envol avec une souplesse rare, un accent juvénile. Les cordes devaient encore travailler homogénéité et sonorité, les cuivres éviter de jouer trop fort, comme les timbales, mais la musique vivait et vibrail d'un seul cœur.

JACQUES LONCHAMPT

► Les disques Adès viennent de paraître, par les mêmes interprètes, le Requiem et le Poème symphonique de Schumann, avec en solistes Françoise Pollet, Magali Dymonte, Jean-Luc Viala et Nicolas Rivenc (Adès 881.165).

### MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris  
ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40  
Métro : Montparnasse-Bienvenue

FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN  
Producteur exécutif

VOIX XX<sup>e</sup> SIECLE

LUNDI 5 FEVRIER 1990 19H00  
AUDITORIUM

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN  
GROUPE VOCAL DE FRANCE  
Direction : Peter Eotvos

DIETER SCHNEBEL  
MAURICIO KAGEL  
WITTENHACHSSTURM / MOVEMENT  
PETER EOTVOS  
WORLD LASSO / HOCHZEITSMADRIGAL  
ANNIS KENAKIS

MICHEL COURNOT  
Théâtre Renaud-Barrault —  
Maison internationale du théâtre.  
Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-73-75-00.

IVANOV QUATRE ONCLE ANA PEZES PLATONOV DE TCHERNOV LES TROIS SOEURS

JEAN-CLAUDE FALL ET YVEL BACKY  
EN ALTERNANCE DANS LES DEUX SALLES



## CULTURE

## CINÉMA

## L'Amérique latine en quête d'unité

Pour les ministres de la culture réunis à Mar-del-Plata, l'intégration des différents pays du continent passe par un rapprochement culturel

## MAR-DEL-PLATA

de notre envoyée spéciale

« Si nous ne sommes pas capables de nous intégrer, la millénaire qui va commencer marquera notre marginalisation », lançait Antonio Cafiero, président du Parti péroniste au pouvoir, à ses invités, quelques ministres et responsables de la culture d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis du 24 au 28 janvier à Mar-del-Plata, la station balnéaire argentine de l'Atlantique. Cette intégration doit passer par un rapprochement culturel. Pourtant, il faut attendre août 1989 pour que les responsables culturels de ces divers pays se rencontrent formellement pour la première fois au Brésil. Les grands principes avaient alors été énoncés et on attendait de la réunion de Mar-del-Plata des résultats concrets.

## L'inventaire reste à faire

Les délégués ont constaté qu'un travail technique préalable est nécessaire. Des législations souvent trop nationales et des réglementations fiscales excessivement protectionnistes ont aussi le risque de créer des handicaps auxquels il

faudrait encore ajouter la faiblesse des circuits de distribution régionaux tout autant que les coûts des transports.

L'inventaire reste donc à faire et les Latino-Américains feront appel, à cet effet, à des experts des organismes internationaux, en particulier à ceux de la Banque interaméricaine pour le développement (BID) ou à ceux de l'UNESCO.

L'ambition, à terme, porte sur la création d'un marché commun des biens culturels, et le livre en sera le premier bénéficiaire. Les délégués espèrent pouvoir signer à brève échéance un accord-cadre, mais certains ministres se sont demandés si ce choix est le plus judicieux dans un sous-continent en voie de « déshérisation » où le livre reste largement élitiste alors que la pénétration culturelle se fait massivement par l'audiovisuel.

La priorité donnée au livre répond aussi à d'autres critères : celui de la « facilité », en particulier. « Nous avons créé une attente, si nous ne faisons pas de progrès notre objectif, l'intégration, sera vue avec scepticisme », admet Victor Flores Olea, président du conseil pour la culture et les arts du Mexique, qui aura la responsabilité de la prochaine conférence, en septembre.

ÉDITH CORON

## Comment commémorer la découverte ?

## MAR-DEL-PLATA

de notre envoyée spéciale

Eventail en main, dans le moiteur de l'été austral, une Andalousie assistait à la conférence des ministres de la culture d'Amérique latine et des Caraïbes. L'invité était M<sup>me</sup> Pina Lopez Gay, vice-présidente de la Commission espagnole pour la célébration du 500<sup>e</sup> anniversaire de la découverte des Amériques.

Cet anniversaire avait été le sujet d'une vive polémique lors du premier forum culturel latino-américain qui s'était déroulé à Brasilia en août dernier. L'Argentine, hôte de la seconde rencontre, laisse entendre qu'elle a invité M<sup>me</sup> Lopez Gay à Mar-del-Plata pour lui permettre de mieux s'expliquer, mais il n'en fut rien, et le lourd contentieux entre l'Espagne et l'Amérique latine ne fut pas même évoqué en public.

Le ministre de la culture péruvien, M. Ismael Orbegozo, ne cache pas ce qu'il pense de la commémoration : « Au Pérou, une centaine de familles, les plus riches et les plus riches, commémoreront l'arrivée des Espagnols. Les autres, les 21 millions de Péruviens, seront en deuil. »

Le Mexique, autre nation largement indienne, veut renverser le sens de la commémoration.

Christophe Colomb pas plus que la couronne espagnole n'en seront les héros, promet M. Victor Flores Olea, président du Conseil national pour la culture et les arts. « Nous profiterons de l'occasion pour rendre hommage aux cultures préhispaniques », annonce-t-il.

En revanche, M. Jorge Tala Reyes, sous-secrétaire à l'éducation, parle avec enthousiasme de la « commémoration » de la découverte des Amériques et inclut même « l'évangélisation » parmi les motifs de réjouissances.

Mais, réticents ou non, les pays sud-américains ne vont pas laisser passer la manne espagnole qui doit se déverser sur le continent à l'occasion de ce 500<sup>e</sup> anniversaire. D'ailleurs l'attitude de l'Espagne a énormément évolué. M<sup>me</sup> Lopez Gay prend soin de préciser qu'« on ne peut en aucun cas commémorer la conquête ». Elle lui préfère la désignation désormais officielle de « Rencontre de deux mondes ».

Les Latino-Américains demeurent sceptiques : « La commémoration de 1492 n'est pas tant dirigée vers l'Amérique latine, estime un de ses représentants, que vers l'Europe, à laquelle l'Espagne veut rappeler, en 1992, sa gloire d'art. »

E. C.

## Castro et mélo

Le Centre Pompidou présente jusqu'au 9 avril un vaste panorama du cinéma cubain

« Le cinéma cubain est un acte de volonté de la révolution. L'homme qui parle est calme, sérieux, presque trop. Humberto Solas représente par excellence le « cinéma révolutionnaire » cubain. Auteur de *Marcelino* (1966) et *Lucía* (1968), il est l'un des artistes de sa génération.

Lorsque Fidel Castro prend le pouvoir en 1958, la production locale est presque inexistante. Les salles de projection sont colonisées par des films américains ; la main-d'œuvre bon marché est un anneau pour les producteurs mexicains qui profitent aussi des décors naturels de l'île. Cuba a néanmoins une star, Rita Montaner, qui règne sur les rares comédies locales ou les films médiocres épiques de salsa et de rumba.

Avec la fondation de l'Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographique (ICAIC), en 1959, la révolution engendre une génération de réalisateurs. Humberto Solas, Santiago Alvarez et leurs camarades ont pour mission d'affirmer l'identité du pays et le programme du régime. Depuis 1979, le Festival de la Havane est un lieu de rencontre pour toute la production latino-américaine. L'École de cinéma de Los Rios est la plus importante du continent. La Fondation du nouveau cinéma latino-américain, présidée par Gabriel García Márquez, a son siège à Cuba. Mais les résultats restent modestes. Le pays produit aujourd'hui dix films par an, largement marqués par les impératifs socialistes. Cette maigre production laisse, à quelques exceptions notables, entre le mélo pétrifié de bons sentiments, l'héroïsme nouveau et la critique « constructive » de la société.

Les cinéastes cubains ont proposé en novembre dernier un marché commun de l'audiovisuel en Amérique latine. « Nous sommes confrontés aux mêmes problèmes que la production brésilienne, argentine ou chilienne, remarque Humberto Solas. Comme nous, et

malgré des différences sociales et politiques, ces pays sont partis du même besoin de créer des images qui n'existent pas. Nous souhaiterions, par exemple, installer des quotas de production, à l'exemple de la Communauté européenne, mais à la différence de l'Europe, il s'agit d'une nécessité culturelle, plutôt qu'économique. »

## Un enfant du tiers-monde

Le cinéma cubain se voit un enfant du tiers-monde, et non du communisme. Humberto Solas refuse d'ailleurs fermement la comparaison avec la production des pays de l'Est. « Les *Roumains* ou les *Tchèques* laissent leur passé se refléter dans leurs thèmes de post-socialisme. Peut-être tout dire ? « Nous joignons, depuis un an, d'une autonomie plus grande, car nous nous sommes battus pour casser les structures centralisées. En outre, le pouvoir n'impose jamais de limites, le créateur les établit lui-même », prétend-il, en s'empressant d'ajouter que la censure existe dans tous les pays. « Chez nous, la censure est interdite. L'apologie de l'ennemi est interdite. Par exemple, on ne peut pas applaudir l'intervention américaine au Panama. Mais un cinéaste peut réaliser une plongée courageuse et critique dans notre société. On en verra beaucoup au cours de ce festival, comme *Techo de Vidrio* (Toit de verre), un constat sévère sur l'abus des privilèges à La Havane. Interdit pendant six ans, le film de Sergio Giral a fini par sortir sous la pression des réalisateurs cubains. Les Parisiens le découvriront les 8 février et 2 avril.

BÉNÉDICTE MATHEU

Centre Georges-Pompidou, Salle Garance, jusqu'au 9 avril. Tél. : 42-78-37-23.

## Voisins de cellule

Le fils de Dino Risi, Marco, a tourné

« Mery pour toujours » avec des anciens délinquants

Les prisons pour mineurs ont souvent servi de décor à la mauvaise conscience d'adultes censés se poser des questions sur leurs responsabilités dans la délinquance juvénile, en tant que parents, profs, juges, flics, en tant qu'adultes tout simplement. Il fut un temps où une tentative compréhensive mais ferme suffisait à ramener dans le droit chemin la brebis égarée et même à lui faire accepter un motel sacrifié. Exemple, les *Anges aux figures sales*, où l'on voyait le père Humphrey Bogart convaincre James Cagney, voyou cynique mais brave, de partir à la chaîne éternelle en feignant une abjecte lâcheté pour que les codétenus ne le considèrent pas comme un héros.

Depuis les années 60, la façon de considérer la question a évolué, dans la vie et au cinéma. Le cinéma cherche la vérité plutôt que la morale et utilise volontiers les cas réels, les ex-délinquants. C'est ainsi dans *Rives en cage* du réalisateur John N. Smith, et dans *Mery pour toujours* de l'Italien Marco Risi, fils de Dino. Dans les deux films, c'est un professeur de litté-

ture qui sert de révélateur, de subit paternel.

Michèle Placido est, chez Marco Risi, ce professeur. Sa femme l'a placée, c'est pourquoi il est parti en Sicile où il accepte ce poste peu glorieux en attendant mieux. Immédiatement, indigné par le mépris avec lequel sont traités les gamins, il se heurte à la hiérarchie. Il sera d'ailleurs obligé d'abandonner pas mal de son idéalisme, mais apprendra à connaître réellement ses élèves, y compris Pietro (Claudio Amendola) un dur qui pechera sur son obstination à vivre libre, et Mery (Alessandro di Santis), un travesti qui tente de la séduire. Finalement, quand il obtient enfin son poste dans un vrai lycée, il choisit de rester, à la grande joie des chers petits.

Autant *Rives en cage* donne une impression d'authenticité, pas forcément agréable ni rassurante, autant *Mery pour toujours* semble nager dans les poncifs. A cause, peut-être, de la façon pour le moins schématisée et désobligeante dont sont montrés les jeunes voyous siciliens (interprétés par des ex-délinquants). De la façon aussi dont les anecdotes, certainement vraies, sont rassemblées, montées en épingle comme pour un reportage à sensation. Dans le genre, c'est aussi gênant que l'ineffable *Anges aux figures sales*, où il y avait au moins l'attrait de deux comédiens ex-célestes et magnifiques. Ici, l'ennui qui se dégage de Michel Placido est vite contagieux.

COLETTE GODARD

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

DATE	LIEU	ARTISTE
10 février	5 heures	22h30
11 février	19h30	21h30
12 février	19h30	21h30
13 février	19h30	21h30
14 février	19h30	21h30
15 février	19h30	21h30
16 février	19h30	21h30
17 février	19h30	21h30
18 février	19h30	21h30
19 février	19h30	21h30
20 février	19h30	21h30
21 février	19h30	21h30
22 février	19h30	21h30
23 février	19h30	21h30
24 février	19h30	21h30
25 février	19h30	21h30
26 février	19h30	21h30
27 février	19h30	21h30
28 février	19h30	21h30
29 février	19h30	21h30
30 février	19h30	21h30

TH. ANTOINE LOC. 42.08.77.71

INÉPUISABLEMENT DÉBARRÉS LE 4 FÉVRIER À 15 H 30 ET 18 H 30

TRIOMPHE !

## Le Bal de N'DINGA

THICAYA U TAM SI  
GABRIEL GARRAN

## COMMUNICATION

Pour assainir la bande FM

## Le président du CSA propose d'alléger la réglementation sur les radios

M. Jacques Boutet, président du CSA, et M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre chargée de la communication, ont inauguré, jeudi 1<sup>er</sup> février, le Comité technique radiophonique (CTR) d'Ile-de-France, un des seize organismes chargés pour le CSA d'instruire les dossiers d'autorisation des radios. L'occasion pour M. Boutet de formuler, devant le ministre, quelques propositions de modifications des procédures et de la réglementation en matière de radio.

C'est M. Jean-Michel Gilebert, l'ancien président de la Commission consultative des radios locales, qui animera le groupe de quatre personnes, nommées pour quatre ans et chargées, pour la région d'Ile-de-France, l'Oise et le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon, de suivre les dossiers des radios et de transmettre avis et informations au CSA, seul habilité à prendre les décisions.

« Le concours des CTR va permettre au CSA de prendre du recul », affirme M. Boutet, et donc de mieux appréhender chaque radio comme partie d'un tout. « Un « tout » pour lequel le Conseil cherche à élaborer une « véritable doctrine radiophonique », inspirée notamment par le souci de « réaffirmer le principe d'accessibilité des fréquences ; assurer un véritable pluralisme dans l'attribution des autorisations ; gagner en efficacité dans la gestion des fréquences ». Certaines difficultés de la bande FM apparaissent au président du CSA comme quasiment

« chroniques », voire « structurelles » : problèmes financiers, d'abord, « qui conduisent à des cessations d'activité, des liquidations judiciaires, des prises de participation modifiant substantiellement les conditions d'exploitation » ; problèmes d'homogénéisation des formats et donc de concurrence, « sur un marché dont l'élasticité reste limitée et où le prix des spots de publicité locale s'est effondré » ; problèmes de mariages ou de partages arbitraires de fréquences, auxquels « il conviendrait, au plus vite, de mettre un terme » ; problèmes, enfin, purement « commentaires », où la radio porte parole erré - mais très cher - les déchirements et les conflits internes.

Mais l'ambition du CSA va au-delà de la stricte obligation de sa doctrine et de la réglementation. « Les lois sont perfectibles », a dit son président, en se tournant vers Mme Tasca et en dévoilant quelques-unes des propositions de réforme qu'il devrait formuler dans son prochain rapport d'activité. D'abord, l'assouplissement des procédures d'appel à candidature, que ce soit pour les radios scolaires ou temporaires ou dans les cas de reprise de radios en difficulté. Puis la recherche de solutions d'aide aux radios associatives, telles celles formulées par le sénateur Deffau (régime fiscal de la presse écrite, collaboration avec Radio-France, diffusion par TDF à tarif réduit...) et sur lesquelles Mme Tasca a un groupe de travail. Enfin, l'allègement du dispositif anticoncentrations, « peut-être trop restrictif et complexe », aujourd'hui fréquemment contourné.

ANNICK COJEAN

En présentant le Visiopass destiné au câble et au satellite

## France Télécom veut fournir les clefs de l'audiovisuel payant

France Télécom a présenté, le 1<sup>er</sup> février, les premiers exemplaires d'un nouveau matériel, le Visiopass, qui marque une étape importante de son engagement dans les services liés à l'audiovisuel. Sous forme d'un boîtier électronique dans lequel on enfiche une carte à mémoire, le Visiopass remplit plusieurs fonctions : sélection des chaînes de télévision reçues, par câble ou par satellite, déblocage des signaux en norme D2 MAC, décryptage des programmes cryptés selon la norme Eurocrypt, et enfin gestion du contrôle d'accès pour les différents modes de paiement possibles (par abonnement, à la séance ou à la durée).

France Télécom a communiqué sept cent cinquante mille de ces appareils, construits par RPIC (filiale de Philips) qui seront livrés à partir de juin à la cadence de vingt mille par mois. A travers ce programme ambitieux, décidé en avril 1988, l'administration poursuit plusieurs objectifs. Tout d'abord, accélérer la rentabilité de ses lourds investissements dans le câble et les satellites de diffusion directe, en ouvrant la porte à de nouveaux services payants. Ensuite, promouvoir la norme de transmission D2 MAC qui prépare l'investissement de la télévision haute définition. Enfin, se positionner clairement comme opérateur technique dans la chaîne de l'image, avec des solutions cohérentes quel que soit le mode de diffusion.

France Télécom souhaite que les normes D2 MAC-Eurocrypt, imposées par le CSA aux opérateurs de TDF, deviennent aussi obligatoires pour tous les services à condition d'accès sur le câble. Elle a d'ailleurs programmé l'adaptation de ses réseaux en coaxial, pour qu'ils disposent d'ici à un an de quatre canaux véhiculant les programmes en D2 MAC.

Si le Visiopass est la clef d'un tel dispositif, il n'en constitue qu'une partie. Ainsi France Télécom s'efforce de développer les autres « briques » du système nécessaire à la gestion technique d'une chaîne payante. Codeurs-embrouilleurs (Marn), centre de gestion des titres d'accès (Sema Group et Tégisystèmes) et cartes à mémoire (Bull PC 2) sont ou seront prêts pour l'été. Et c'est cette offre globale que France Télécom cherche à commercialiser tant auprès des opérateurs de chaînes par satellite que des gestionnaires de réseaux câblés. C'est d'ailleurs le développement de l'audiovisuel payant, les dispositifs à contrôle d'accès sont aussi un terrain de concurrence. Car Canal Plus prépare avec la Sagem son

propre système, compatible avec le Visiopass. Dans les deux cas, les outils mis dans l'industrie des médias tiennent à un même point d'étranglement : la disponibilité des composants électroniques, dont l'unique fournisseur est la société allemande Intermetall (filiale d'ITT). Or celle-ci doit d'abord servir son client brésilien, BSB, et a pris du retard dans la livraison des prototypes. Ce délai a une conséquence : les chaînes payantes du satellite TDF1, faute de spectateurs en position de les recevoir, ne commenceront vraisemblablement leur diffusion qu'à l'été ou même à l'automne.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

■ Les résultats de Canal Plus. — La chaîne payante annonce pour 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 5,12 milliards de francs, en augmentation de 18 % sur l'année précédente. Ce chiffre intègre les résultats de la télévision, mais aussi ceux de ses filiales de production, vidéo, câble, télématique et antennes. Canal Plus comptait, à la fin décembre 1988, 2 875 000 abonnés chiffre auquel s'ajoute celui des 105 000 prises collectives (hôtels, cliniques, etc.). Le groupe de M. André Rousselet attend un résultat net consolidé d'environ 740 millions de francs, en hausse de 19,5 % sur 1988.

■ Mise en vente du siège des NMPP. — 1,7 milliard de francs : c'est le prix-plancher des deux immeubles de 40 093 m<sup>2</sup> des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), situés rue Réaumur, au centre de la capitale, mis en vente vendredi 2 février par leur propriétaire, le groupe Hachette. Ce prix de vente devrait encore augmenter puisque, après un appel d'offres restreint à deux tours, la compétition se jouera entre les cinq meilleures offres. Selon Arjil Immobilier, de nombreux investisseurs se sont déjà manifestés notamment des groupes japonais. Les NMPP, installées rue Réaumur depuis 1947, déménageront durant 1991 dans un immeuble de l'Espace Didier, entre la gare de Lyon et Bercy.

CENTRE DRAMATIQUE DE LA COURNEUVE  
CONSERVATOIRE NATIONAL DE RÉGION D'ANNEVILLE-LA-COURNEUVE  
**HISTOIRE DU SOLDAT**  
Mise en scène Patrick Blyd, Direction musicale Jean-Charles Cheucre  
du 11 janvier au 4 février  
19h30, 20h45, 21h45, 22h45  
Centre Culturel Jean-Mousseron  
23, av. du Général-Ledoux - La Courneuve. Loc : 48.36.11.44 + 3 Franc

**MERCREDI**

**Debra Winger**  
Chacun sa chance  
Karel Reisz  
Arthur Miller

**Nick Nolte**  
Chacun sa chance  
Chacun sa chance  
Chacun sa chance

**CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS**

**TRIO**  
TCHAIKOVSKI  
HAYDN - DVORAK  
CHOSTAKOVITCH  
MAZEL  
JUDAS MACCHABÉE  
Chœur des J. M. F.  
Solistes :  
G. RAFFAEL  
S. VIVSON  
J.-C. MENNEVELL  
L. HAGEN-WILLIAM  
Orchestre de chambre  
Jean BARTHE  
Direction :  
Louis MARTIN  
J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS  
Place : ANGO  
**EBI**  
MIZANT - BERTHOVEN  
CHOPIN - DEBUSSY

**TH. ANTOINE LOC. 42.08.77.71**  
INÉPUISABLEMENT DÉBARRÉS LE 4 FÉVRIER À 15 H 30 ET 18 H 30

**TRIOMPHE !**

**Le Bal de N'DINGA**  
THICAYA U TAM SI  
GABRIEL GARRAN







## AGENDA

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi. Les programmes de radio sont publiés dans le supplément du dimanche. Les programmes de télévision sont publiés dans le supplément du dimanche. Les programmes de radio sont publiés dans le supplément du dimanche. Les programmes de télévision sont publiés dans le supplément du dimanche.

## Vendredi 2 février

## TF 1

20.40 Variétés : *Avant de partir*. Invité : Francis Lai.  
22.45 Magazine : *52' sur la Une*.  
0.20 Journal, Météo et Bourse.  
0.40 Série : *Intrigues*.  
1.05 Série : *Des agents très spéciaux*.  
1.55 Info revue.

## A 2

20.35 Feuilleton : *Chouans*. De Philippe de Broca.  
21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Thème : *Ministère des finances, banquiers et contribuables*.  
22.50 Journal et Météo.  
23.10 Cinéma : *Bonnie and Clyde*. Film américain d'Arthur Penn (1967).

## FR 3

20.35 Magazine : *Thalassa*. Lumière austral, de Jean-François Pélissier.  
21.30 Téléfilm : *La grâce*. De Pierre Tchernia.  
22.30 Journal et Météo.  
22.55 Documentaire : *Le miroir de Baudelaire*.  
23.55 Musique : *Carnet de notes*.

## CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : *Le grenier*.  
22.05 Magazine : *Mon zénith à moi*.  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : *Allen Quatermain et la cité de l'or perdu*. Film américain de Gary Nelson (1988).  
0.35 Cinéma : *Baxter*. Film français de Jérôme Bonvin (1988).

## LA 5

20.40 Téléfilm : *Chaque meurtre a son prix*.  
22.20 Magazine : *Reporters*.  
23.25 Téléfilm : *Un coup de feu en trop*. De Henri-Georges Clouzot.  
0.00 Journal de minuit.

## M 6

20.35 Téléfilm : *A la recherche de Lily*. De Burt Brinckerhoff.  
22.10 Série : *Brigade de nuit*.  
23.00 Série : *Médecins de nuit*.  
0.00 Six minutes d'informations.

## 0.05 Capital

## 0.10 Sexy clip

## LA SEPT

20.00 Documentaire : *Yasser Arafat itinéraire*.  
22.00 Feuilleton : *Fontamara* (2<sup>e</sup> épisode). De Carlo Lizzani.  
22.00 Court-métrage : *La rue ouverte*. De Michel Spinoza.  
22.30 Documentaire : *Sons of Shiva*.  
23.00 Documentaire : *Pierre Guyotat*. 52 minutes dans la langue.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Stuttgart) : *Les trompes de Couperin*. Concert pour piano et orchestre en ré majeur pour la main gauche. Répertoire : *opéras, Daphné et Chloé, de Ravel, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Gariel Galski*; *sk. : Michèle Campanella, piano*.  
22.20 Musique légère.  
23.07 *Le livre des messanges*.  
0.30 *Poissons d'or*.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Radio archives. *Les voyageurs du demi-siècle*.  
21.30 Musique : *Black and blue*. Ray Charles.  
22.40 *Nuits magnétiques*. *Je vis en cité*.  
0.05 *De jour au lendemain*.  
0.50 *Musique : Coda*. Welterboys.

## Samedi 3 février

## TF 1

13.15 Magazine : *Reportages*.  
13.50 *La Une est à vous*.  
13.55 Feuilleton : *Salut les homards !*.  
14.30 *La Une est à vous (suite)*.  
14.55 Téléfilm : *L'ombre d'un scandale*. D'Yves Nogué.  
16.35 *La Une est à vous (suite)*.  
16.50 *Tiercé à Vincennes*.  
17.00 *Diversément*.  
17.00 *Mon Dingy*.  
17.30 *Trauma*.  
18.00 Série : *Les professionnels*.  
18.50 Série : *Miro et Sophie*.  
19.25 *Jeu*.  
20.00 *La roue de la fortune*.  
20.46 *Magazine : Ushuaia*.  
22.15 *Magazine : Formule sport*.  
0.10 *Journal et Météo*.

## A 2

13.20 Documentaire : *La planète des animaux*. De Colin Wilcock.  
14.15 Série : *Un duo explosif*.  
14.45 *Magazine : Sports passion*.  
17.35 *Magazine : Aventures-voyages*.  
18.30 *BNC*.  
18.35 Série : *La loi est la loi*.  
19.30 *Jeu*.  
20.00 *Des idées, c'est gagné !*.  
20.35 *Journal et Météo*.  
20.35 *Les victoires de la musique*.  
23.05 *Sport*.  
0.10 *Journal et Météo*.

## FR 3

13.00 *Télévision régionale*.  
14.00 *Magazine : Rencontres*.  
15.00 *Magazine : Imagine*.  
15.30 *Documentaire : Ours, trottéur français*.  
16.30 *Documentaire : Bonnard et Le Camet*.  
17.00 *Documentaire : Une leçon particulière de musique avec Marek Janowski*.  
18.00 *Magazine : Mégamix*.  
19.00 *Le 19-20 de l'information*.  
20.00 *Documentaire : Histoires parallèles*.  
20.45 *Danse : Cendrillon*.  
22.15 *Journal*.  
22.30 *Série : Le Décalogue*.  
23.30 *Documentaire : Dans les bras de Staline*.  
0.00 *Série rose : Un traitement justifié*. De Walerian Borowczyk, d'après le *Précieux sillon* de Bocca, avec Marina Pardo.

## CANAL PLUS

13.05 *Magazine : 24 heures*.  
14.00 *Téléfilm : Les cow-boys ne pleurent pas*.

## 15.45 Série : Bergerac

16.40 *Magazine : Bizarrozoom*.  
17.30 *Magazine : Consommation*.  
17.55 *Cabou cadin*.  
17.55 *Dessins animés : Décade pas Bunny*.

## En clair jusqu'à 20.30

19.30 *Flash d'informations*.  
19.35 *Top 50*.  
20.30 *Téléfilm : La mort à portée de main*.  
22.00 *Le monde du cirque*.  
22.50 *Flash d'informations*.  
22.55 *Les superstars du catch*.  
0.00 *Cinéma : L'initiation d'une femme mariée*. Film français classé X de Burt Brinckerhoff (1983).  
1.15 *Cinéma : Un bon cow-boy*. Film américain de James Bridges (1980). Avec John Travolta (v.o.).  
3.25 *Cinéma : Gervaise*. Film français de René Clément (1966). Avec Maria Schell, Francis Pétit, Sany Dalar.

## 5.15 Cinéma

*La malédiction du colza*. Film français de Bob Claver (1979). Avec Fritz Weaver, Gretchen Corbett, Jon Kortas.

## LA 5

13.30 *Série : 200 dollars plus les frais*.  
14.25 *Série : L'inspecteur Derrick*.  
15.30 *Série : Le renard*.  
16.30 *Série : Simon et Simon*.  
17.30 *Série : Rupture*.  
18.30 *Série : Arnold et Willy*.  
18.55 *Journal images*.  
19.00 *Série : Happy days*.  
19.30 *Tout le monde il est gentil*.  
20.00 *Journal*.  
20.30 *Drôles d'histoires*.  
20.40 *Téléfilm : La vengeance du forgeron*.

Bonne nouvelle : les Infos Régionales c'est aussi le dimanche et c'est sur FR3 à 19h10.

## 22.20 Série : Le voyageur

22.50 *Téléfilm : Félicité*.  
0.00 *Journal de minuit*.  
0.05 *Félicité (suite)*.  
0.40 *Série : Brigade des mineurs*.  
2.20 *Le journal de la nuit*.  
2.30 *Brigade des mineurs (suite)*.  
4.00 *Série : Voisin, voisine*.  
5.00 *Série : Tendresse et passion*.  
5.30 *Voisin, voisine*.

## M 6

13.20 *Série : Madame est servie (rediff.)*.  
14.10 *Série : Commando du désert*.  
14.40 *Série : Les routes du paradis*.  
15.30 *Série : Les aventures de Papa-poule*.  
16.15 *Série : Brigade de nuit*.  
17.05 *Série : Vegas*.  
18.00 *Informations : M 6 express*.  
18.05 *Variétés : Multitop*.  
19.25 *Magazine : Turbo*.  
19.54 *Six minutes d'informations*.  
20.00 *Série : Madame est servie*.  
20.35 *Téléfilm : La cover-girl a disparu*.  
22.10 *Téléfilm : Perle dans l'ascenseur*.  
23.25 *Magazine : Culture pub*.  
0.00 *Six minutes d'informations*.  
0.05 *Série : Henri Guillemin raconte*.

## LA SEPT

14.30 *Méthode Victor : anglais*.  
15.00 *Magazine : Imagine*.  
15.30 *Documentaire : Ours, trottéur français*.  
16.30 *Documentaire : Bonnard et Le Camet*.  
17.00 *Documentaire : Une leçon particulière de musique avec Marek Janowski*.  
18.00 *Magazine : Mégamix*.  
19.00 *Documentaire : Fervor Comédie-Française*.  
20.00 *Documentaire : Histoire parallèle*.  
20.45 *Danse : Cendrillon*.  
22.15 *Soir 3*.  
22.30 *Le Décalogue (1)*.  
23.30 *Documentaire : Dans les bras de Staline*.

## FRANCE-MUSIQUE

20.05 *Opéra (donné les 19 et 20 janvier à Saint-Etienne) : Richard Cœur de Lion*, opéra comique en trois actes, de Grigny, par le Chœur lyrique et le Nouvel Orchestre de Saint-Etienne.

## FRANCE-CULTURE

20.30 *Photo-portrait*. Elisabeth Garouste et Mette Bonetti, des Alpes.  
20.45 *Dramatique*. La sonate de Staline, de David Zare Marowitz.

## Dimanche 4 février

## TF 1

8.10 Feuilleton : *Intrigues*.  
8.35 *Série : Mémoires*.  
8.55 *Météo (à 7.53, 11.20)*.  
9.00 *Série : Intrigues*.  
9.25 *Feuilleton : La bonheur d'en face*.  
9.55 *Jardins avec Nicolas*.  
10.10 *Le Disney club*.  
10.55 *Météo*.  
11.25 *Magazine : Les animaux du monde*.  
11.55 *Jeu : Tournez-vous*.  
12.30 *Jeu : La juste prix*.  
12.55 *Météo et Journal*.  
13.20 *Série : Un fils dans la mafia*.  
14.15 *Série : Rick Hunter, inspecteur choc*.  
15.10 *Série : Y a-t-il encore un coco dans le show ?*.  
15.40 *Tiercé à Vincennes*.  
16.35 *Dessins animés : Disney parade*.  
18.05 *Magazine : Téléfoot*.  
18.30 *Magazine : 7 sur 7*. Présenté par Anne Stokier.  
19.50 *Invité : Jacques Chirac*.  
20.00 *Loto sport*.  
20.40 *Journal, Météo et Tapis vert*.  
21.00 *Cinéma : Le gendarme de Saint-Tropez*. Film français de Jean Girault (1964). Avec Louis de Funès, Geneviève Grad, Michel Galabru.

## 22.25 Cinéma

*Ciné dimanche*.  
22.30 *Cinéma : Un sac de billes*. Film français de Jacques Doillon (1975). Avec Paul-Eric Schumann, Richard Constantini, Joseph Goldenberg.

## 0.15 Journal et Météo

## A 2

8.25 *Magazine : Côté-matin*.  
8.52 *Knock-Knock (rediff.)*.  
9.00 *Concours l'été*.  
9.15 *Émissions jeunesse*.  
10.00 *Présence protestante*.  
10.30 *Le jour du Seigneur*.  
11.00 *Musique en l'honneur de la Fête de la Musique à Mayen (Bas)*.  
12.05 *Dimanche Martin*.  
13.00 *Journal et Météo*.  
13.20 *Dimanche Martin (suite)*.  
14.55 *Série : Mico Gyver*.  
15.50 *Le jour du Seigneur*.  
16.35 *Série : Raby*.  
17.35 *Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde*.  
18.25 *Magazine : Stade 2*.  
19.30 *Série : Megay*.  
20.00 *Journal et Météo*.  
20.35 *Série : R.G. Renseignements généraux*.  
21.00 *Magazine : Les dangers de Philippe Lefebvre*. Avec Victor Lapoux, Amy Dupont.  
21.30 *Le jour du Seigneur*.  
22.10 *Magazine : Étoiles*.  
23.10 *Journal et Météo*.  
23.35 *L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde (suite)*.

## FR 3

8.00 *Sport : tennis*.  
8.30 *Coupe Davis : Australie-France*.  
9.00 *Le jour du Seigneur*.  
10.00 *Magazine : Latitudes*.  
10.30 *RFO hebdo*.  
11.00 *Sport : Ski*.  
12.00 *Coupe du monde : selon supergiant, en direct de Megève*.  
12.05 *Flash d'informations*.  
12.45 *Journal*.  
13.00 *Magazine : D'un soleil à l'autre*.  
13.30 *Magazine : Sports loisirs*.  
17.00 *Flash d'informations*.  
17.05 *Magazine : Para-chocs*.  
17.30 *Documentaire : D'Annabelle Gomez et Philippe Bachmann*.  
17.35 *Amuse 3*.  
18.00 *Série : Gym : Mofestimo*.  
18.30 *Série : Rupture*.  
18.55 *Journal images*.  
19.00 *Le 19-20 de l'information*.  
19.10 à 19.30, le journal de la région.

## LA 5

8.30 *Le journal permanent*.  
8.00 *Dessins animés*.  
10.40 *Série : L'homme qui valait trois milliards*.  
11.35 *Série : Supermarché*.  
12.30 *Documentaire : Beaux sauvages*.  
13.00 *Journal*.  
13.35 *Feuilleton : Fantômes*.  
14.00 *Documentaire : L'assassin d'Hitler*.  
15.05 *Téléfilm : Douze heures pour mourir*.  
16.45 *Magazine : Ciné - Cinq*.  
17.00 *Magazine : Télé-matches dimanche*.  
18.00 *Série : Rintintin junior*.  
18.30 *Série : Rupture*.  
18.55 *Journal images*.  
19.00 *Rupture (suite)*.  
19.30 *Tout le monde il est gentil*.

## M 6

8.25 *Magazine : Côté-matin*.  
8.52 *Knock-Knock (rediff.)*.  
9.00 *Concours l'été*.  
9.15 *Émissions jeunesse*.  
10.00 *Présence protestante*.  
10.30 *Le jour du Seigneur*.  
11.00 *Musique en l'honneur de la Fête de la Musique à Mayen (Bas)*.  
12.05 *Dimanche Martin*.  
13.00 *Journal et Météo*.  
13.20 *Dimanche Martin (suite)*.  
14.55 *Série : Mico Gyver*.  
15.50 *Le jour du Seigneur*.  
16.35 *Série : Raby*.  
17.35 *Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde*.  
18.25 *Magazine : Stade 2*.  
19.30 *Série : Megay*.  
20.00 *Journal et Météo*.  
20.35 *Série : R.G. Renseignements généraux*.  
21.00 *Magazine : Les dangers de Philippe Lefebvre*. Avec Victor Lapoux, Amy Dupont.  
21.30 *Le jour du Seigneur*.  
22.10 *Magazine : Étoiles*.  
23.10 *Journal et Météo*.  
23.35 *L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde (suite)*.

## FR 3

8.00 *Sport : tennis*.  
8.30 *Coupe Davis : Australie-France*.  
9.00 *Le jour du Seigneur*.  
10.00 *Magazine : Latitudes*.  
10.30 *RFO hebdo*.  
11.00 *Sport : Ski*.  
12.00 *Coupe du monde : selon supergiant, en direct de Megève*.  
12.05 *Flash d'informations*.  
12.45 *Journal*.  
13.00 *Magazine : D'un soleil à l'autre*.  
13.30 *Magazine : Sports loisirs*.  
17.00 *Flash d'informations*.  
17.05 *Magazine : Para-chocs*.  
17.30 *Documentaire : D'Annabelle Gomez et Philippe Bachmann*.  
17.35 *Amuse 3*.  
18.00 *Série : Gym : Mofestimo*.  
18.30 *Série : Rupture*.  
18.55 *Journal images*.  
19.00 *Le 19-20 de l'information*.  
19.10 à 19.30, le journal de la région.

## LA 5

8.30 *Le journal permanent*.  
8.00 *Dessins animés*.  
10.40 *Série : L'homme qui valait trois milliards*.  
11.35 *Série : Supermarché*.  
12.30 *Documentaire : Beaux sauvages*.  
13.00 *Journal*.  
13.35 *Feuilleton : Fantômes*.  
14.00 *Documentaire : L'assassin d'Hitler*.  
15.05 *Téléfilm : Douze heures pour mourir*.  
16.45 *Magazine : Ciné - Cinq*.  
17.00 *Magazine : Télé-matches dimanche*.  
18.00 *Série : Rintintin junior*.  
18.30 *Série : Rupture*.  
18.55 *Journal images*.  
19.00 *Rupture (suite)*.  
19.30 *Tout le monde il est gentil*.

## M 6

8.25 *Magazine : Côté-matin*.  
8.52 *Knock-Knock (rediff.)*.  
9.00 *Concours l'été*.  
9.15 *Émissions jeunesse*.  
10.00 *Présence protestante*.  
10.30 *Le jour du Seigneur*.  
11.00 *Musique en l'honneur de la Fête de la Musique à Mayen (Bas)*.  
12.05 *Dimanche Martin*.  
13.00 *Journal et Météo*.  
13.20 *Dimanche Martin (suite)*.  
14.55 *Série : Mico Gyver*.  
15.50 *Le jour du Seigneur*.  
16.35 *Série : Raby*.  
17.35 *Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde*.  
18.25 *Magazine : Stade 2*.  
19.30 *Série : Megay*.  
20.00 *Journal et Météo*.  
20.35 *Série : R.G. Renseignements généraux*.  
21.00 *Magazine : Les dangers de Philippe Lefebvre*. Avec Victor Lapoux, Amy Dupont.  
21.30 *Le jour du Seigneur*.  
22.10 *Magazine : Étoiles*.  
23.10 *Journal et Météo*.  
23.35 *L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde (suite)*.

## FR 3

8.00 *Sport : tennis*.  
8.30 *Coupe Davis : Australie-France*.  
9.00 *Le jour du Seigneur*.  
10.00 *Magazine : Latitudes*.  
10.30 *RFO hebdo*.  
11.00 *Sport : Ski*.  
12.00 *Coupe du monde : selon supergiant, en direct de Megève*.  
12.05 *Flash d'informations*.  
12.45 *Journal*.  
13.00 *Magazine : D'un soleil à l'autre*.  
13.30 *Magazine : Sports loisirs*.  
17.00 *Flash d'informations*.  
17.05 *Magazine : Para-chocs*.  
17.30 *Documentaire : D'Annabelle Gomez et Philippe Bachmann*.  
17.35 *Amuse 3*.  
18.00 *Série : Gym : Mofestimo*.  
18.30 *Série : Rupture*.  
18.55 *Journal images*.  
19.00 *Le 19-20 de l'information*.  
19.10 à 19.30, le journal de la région.

## LA 5

8.30 *Le journal permanent*.  
8.00 *Dessins animés*.  
10.40 *Série : L'homme qui valait trois milliards*.  
11.35 *Série : Supermarché*.  
12.30 *Documentaire : Beaux sauvages*.  
13.00 *Journal*.  
13.35 *Feuilleton : Fantômes*.  
14.00 *Documentaire : L'assassin d'Hitler*.  
15.05 *Téléfilm : Douze heures pour mourir*.  
16.45 *Magazine : Ciné - Cinq*.  
17.00 *Magazine : Télé-matches dimanche*.  
18.00 *Série : Rintintin junior*.  
18.30 *Série : Rupture*.  
18.55 *Journal images*.  
19.00 *Rupture (suite)*.  
19.30 *Tout le monde il est gentil*.

## M 6

8.25 *Magazine : Côté-matin*.  
8.52 *Knock-Knock (rediff.)*.  
9.00 *Concours l'été*.  
9.15 *Émissions jeunesse*.  
10.00 *Présence protestante*.  
10.30 *Le jour du Seigneur*.  
11.00 *Musique en l'honneur de la Fête de la Musique à Mayen (Bas)*.  
12.05 *Dimanche Martin*.  
13.00 *Journal et Météo*.  
13.20 *Dimanche Martin (suite)*.  
14.55 *Série : Mico Gyver*.  
15.50 *Le jour du Seigneur*.  
16.35 *Série : Raby*.  
17.35 *Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde*.  
18.25 *Magazine : Stade 2*.  
19.30 *Série : Megay*.  
20.00 *Journal et Météo*.  
20.35 *Série : R.G. Renseignements généraux*.  
21.00 *Magazine : Les dangers de Philippe Lefebvre*. Avec Victor Lapoux, Amy Dupont.  
21.30 *Le jour du Seigneur*.  
22.10 *Magazine : Étoiles*.  
23.10 *Journal et Météo*.  
23.35 *L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde (suite)*.

## FR 3

8.00 *Sport : tennis*.  
8.30 *Coupe Davis : Australie-France*.  
9.00 *Le jour du Seigneur*.  
10.00 *Magazine : Latitudes*.  
10.30 *RFO hebdo*.  
11.00 *Sport : Ski*.  
12.00 *Coupe du monde : selon supergiant, en direct de Megève*.  
12.05 *Flash d'informations*.  
12.45 *Journal*.  
13.00 *Magazine : D'un soleil à l'autre*.  
13.30 *Magazine : Sports loisirs*.  
17.00 *Flash d'informations*.  
17.05 *Magazine : Para-chocs*.  
17.30 *Documentaire : D'Annabelle Gomez et Philippe Bachmann*.  
17.35 *Amuse 3*.  
18.00 *Série : Gym : Mofestimo*.  
18.30 *Série : Rupture*.  
18.55 *Journal images*.  
19.00 *Le 19-20 de l'information*.  
19.10 à 19.30, le journal de la région.

## LA 5

8.30 *Le journal permanent*.  
8.00 *Dessins animés*.  
10.40 *Série : L'homme qui valait trois milliards*.  
11.35 *Série : Supermarché*.  
12.30 *Documentaire : Beaux sauvages*.  
13.00 *Journal*.  
13.35 *Feuilleton : Fantômes*.  
14.00 *Documentaire : L'assassin d'Hitler*.  
15.05 *Téléfilm : Douze heures pour mourir*.  
16.45 *Magazine : Ciné - Cinq*.  
17.00 *Magazine : Télé-matches dimanche*.  
18.00 *Série : Rintintin junior*.  
18.30 *Série : Rupture*.  
18.55 *Journal images*.  
19.00 *Rupture (suite)*.  
19.30 *Tout le monde il est gentil*.

## M 6

8.25 *Magazine : Côté-matin*.  
8.52 *Knock-Knock (rediff.)*.  
9.00 *Concours l'été*.  
9.15 *Émissions jeunesse*.  
10.00 *Présence protestante*.  
10.30 *Le jour du Seigneur*.  
11.00 *Musique en l'honneur de la Fête de la Musique à Mayen (Bas)*.  
12.05 *Dimanche Martin*.  
13.00 *Journal et Météo*.  
13.20 *Dimanche Martin (suite)*.  
14.55 *Série : Mico Gyver*.  
15.50 *Le jour du Seigneur*.  
16.35 *Série : Raby*.  
17.35 *Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde*.  
18.25 *Magazine : Stade 2*.  
19.30 *Série : Megay*.  
20.00 *Journal et Météo*.  
20.35 *Série : R.G. Renseignements généraux*.  
21.00 *Magazine : Les dangers de Philippe Lefebvre*. Avec Victor Lapoux, Amy Dupont.  
21.30 *Le jour du Seigneur*.  
22.10 *Magazine : Étoiles*.  
23.10 *Journal et Météo*.  
23.35 *L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde (suite)*.

## 20.00



**Boulevard des clips.** Chaque matin à partir de 6 h 30.

**Sur M6 aussi, il y a des émissions de mise en forme le matin.**

M6, la chaîne de la mise en forme, consacre en moyenne 9 heures par jour à la musique. Depuis sa création, elle a déjà produit plus de 600 clips d'artistes français. Et sur 100 clips diffusés, 78 sont français.

De ce fait, M6 se situe au 3<sup>ème</sup> rang, avec 20 % de part d'audience sur les jeunes de 15 à 24 ans\* là où elle est en concurrence avec les autres chaînes. Et tous ces jeunes sont en pleine forme. \*Source : Institut Nielsen.



## M6. La petite chaîne qui monte, qui monte.







سكنا على الارض

28 Inflation : + 5,4 % dans la CEE en 1989  
29 Fléchissement du marché de l'acier en 1990

29 Le câble va entrer dans les HLM  
30 Bibliographie : « l'Argent fou » d'Alain Minc

32 Marchés financiers  
33 Bourse de Paris

BILLET

Gris acier

Retournement de tendance ? Les experts de l'OCDE prononcent timidement ces mots. Consommation en baisse, offre en repli, le marché de l'acier va-t-il enfin se redresser ? Dans les pays industrialisés, en 1990. Tel est leur pronostic. L'embellie n'était pas acquise. Le propre d'une industrie de biens intermédiaires est d'enregistrer de façon surmultipliée — les à-coups de la conjoncture. L'activité économique reprend, et les commandes démontrent sur les chantiers de roue. Ce fut le cas dès 1987. L'activité s'effritait-elle, au contraire, et le coup de frein arriva, brutal. Le retour aux bénéfices des grands sidérurgistes européens ne doit donc pas faire illusion. Annulant des résultats nets bénéficiaires pour 1989 de près de 8 milliards de francs, Francis Mer, le PDG d'Usinor-Sacilor, soulignait mercredi dernier combien le dynamisme de l'automobile, du bâtiment ou de l'électroménager — trois secteurs gros consommateurs d'acier — avait hâté le redressement. Et d'avertir que 1990 ne serait probablement pas un millésime aussi exceptionnel. La situation de leurs homologues américains ne peut en effet qu'inciter les maîtres de forges européens à la prudence. Le tassement de la croissance outre-Atlantique en 1989 a suffi à réduire de moitié le bénéfice d'un Bethlehem Steel, numéro deux de l'acier aux États-Unis. D'autant qu'un groupe comme Usinor-Sacilor est particulièrement exposé aux fluctuations de l'activité. La sidérurgie française a choisi de construire en stratégie sur le tout-acier... quand d'autres, comme l'allemand Hoesch par exemple ou les producteurs nippons, ont joué la carte de la diversification. Les restructurations menées tout au long des années 80 ont musclé notre appareil de production, l'ont mis en position d'absorber les chocs de la conjoncture, expliquent l'année dernière les sidérurgistes européens. Les voici au pied du mur.

C. M.

Lire nos autres informations page 29

Time products modernisera l'horlogerie soviétique

Devant l'explosion, par effet de mode, des ventes de montres soviétiques (la *Le Monde* du 25 janvier), le groupe horloger britannique Time Products a décidé de s'occuper du développement de la production en URSS.

Pour ce faire, il a réussi à décrocher, en début de semaine à Moscou, un contrat avec Tchapspro, qui coiffe l'industrie soviétique de la montre, en vue de moderniser les installations des six fabricants réunis au sein de cet organisme d'Etat.

Time Products fournira également à Tchapspro une assistance technique et commerciale en vue d'améliorer la qualité et l'attrait des montres soviétiques en URSS et dans le monde, montres qui sont actuellement passablement rustiques.

Time Products détient 50 % de la société, qui sera créée en joint-venture pour mener cette opération à bien. Le groupe britannique commercialise déjà en Grande-Bretagne des montres soviétiques sous la marque Sekonda.

Il est toutefois surprenant de constater que, pour se moderniser, l'horlogerie soviétique ait choisi les Britanniques, une industrie où brillent plutôt les Français, les Suisses et les Allemands. Mais dans l'actuelle course à l'Etat c'est le savoir-faire commercial qui compte d'abord.

Avec un déséquilibre modéré en décembre

La dégradation du commerce extérieur de la France semble stoppée

Le déficit du commerce extérieur de la France a été de 2,2 milliards de francs en décembre 1989, après correction des variations saisonnières. En données brutes, la balance commerciale a même été excédentaire de presque 1 milliard de francs (984 millions).

Ces chiffres venant après ceux de novembre, qui avaient déjà traduit une certaine amélioration, pourraient marquer l'arrêt de la dégradation du commerce extérieur de la France. Sur les trois derniers mois de l'année, en effet, le déficit moyen mensuel est de 4,4 milliards de francs contre 6,3 milliards de francs au cours des trois mois précédents. Sur l'ensemble de 1989, le déficit atteignait 45,7 milliards de francs, soit 13 milliards de francs de plus qu'en 1988.

Les chiffres de décembre apportent quelques indications intéressantes. Ils montrent d'abord un certain ralentissement des échanges, aussi bien des exportations que des importations, qui s'explique peut-être par le léger ralentissement conjonctuel. Ils montrent aussi qu'en glissement sur un an (décembre 1989 comparé à décembre 1988), les exportations progressent de 11 % tandis que les importations augmentent dans le même temps de 7,6 %.

Des signes encourageants

Faut-il voir là un signe supplémentaire d'une tendance meilleure ? Les résultats des prochains mois le diront probablement. Toutefois, est-il qu'en décembre le déficit du commerce extérieur des produits manufacturés est resté à peu près stable grâce notamment à la vente de onze Airbus pour un total de 3 milliards de francs, contre huit Airbus en novembre pour 2,5 milliards de francs.

Au total, la balance des produits manufacturés aura été déficitaire de - 1,8 milliard de francs contre - 1,6 milliard en novembre avec le

matériel militaire. Sur les trois derniers mois de l'année, le déficit apparaît avec 4,2 milliards de francs mensuels, moins mauvais qu'au cours des trois mois précédents (- 6,2 milliards de francs), quoique encore plus important qu'en 1988 (- 3,5 milliards de francs de moyenne mensuelle).

De même, l'excédent agroalimentaire reste-t-il élevé avec un peu plus de 3 milliards de francs tandis que le solde déficitaire de la balance « énergie » se creuse pas, restant à peu près stationnaire (7,2 milliards de francs après - 7,9 milliards en novembre), quoique plus élevé qu'en moyenne mensuelle 1988 (- 5,5 milliards de francs).

Un dernier signe encourageant : le déficit commercial de la France avec les pays de la CEE s'est sensiblement réduit, revenant à 3,4 milliards de francs, en décembre, au lieu de 5,3 milliards en novembre, et 6,1 milliards de francs en octobre.

INSOLITE

L'oubli des pouvoirs de la COB

Six mois exactement après la parution le 2 août 1989, de la loi relative « à la sécurité et à la transparence du marché financier », dotant la Commission des opérations de Bourse (COB) de nouveaux pouvoirs, le décret d'application sur le processus permettant de définir les conditions dans lesquelles peuvent être infligées des sanctions n'a toujours pas été publié. La gendarmerie du marché ne peut donc avancer dans l'élaboration de son règlement, bien qu'il dispose depuis plus d'une semaine du rapport Pflaiffer, demandé à la même époque par le ministère de l'économie, pour servir de base de réflexion à ses futures règles.

Ce renforcement des pouvoirs de la COB, réclamé de toutes parts depuis un an après les multiples scandales boursiers, et adopté durant l'été par le Parlement, a subitement sombré dans l'oubli, semble-t-il, en arrivant au Conseil d'Etat. Ce qui était urgent hier ne le serait-il plus aujourd'hui ?



Après le congrès des syndicats à Berlin-Est

Menaces de grève générale en RDA

Le syndicalisme est-allemand est gagné par la fièvre de la révolte qui touche tour à tour tous les secteurs de la société. Ainsi des menaces de grève générale ont été exprimées au congrès extraordinaire de la fédération syndicale (FDGB) qui était réuni le mercredi 31 janvier et le jeudi 1<sup>er</sup> février à Berlin-Est, si une nouvelle législation sur le droit syndical comprenant la reconnaissance du droit de grève n'est pas examinée dès la semaine prochaine par le Parlement.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Marquant leur défiance à l'égard de ce qui restait de l'ancien appareil syndical discrédité par des affaires de corruption et sa collusion avec l'ancien régime, les deux mille cinq cents délégués du congrès ont élu, à la surprise générale, à la tête de la centrale une nouvelle présidente, M<sup>me</sup> Helga Meusch, quarante-cinq ans, renvoyant dans ses foyers son prédécesseur coopté il y a quelques semaines seulement par la direction.

Les nouveaux statuts adoptés par le congrès font de la fédération syndicale est-allemande, à l'image du DGB d'Allemagne de l'Ouest, une organisation « ombrelle » qui coiffe les syndicats de branche autonomes. Les débats ont montré

que les syndicats ont pris conscience qu'ils devaient aujourd'hui défendre des intérêts spécifiques et cesser d'être comme auparavant une chambre d'enregistrement des décisions du gouvernement et du Parti communiste.

La revendication du droit de grève marque une rupture profonde dans un pays où, il y a trois mois encore, dans les premières discussions publiques après la « révolution », la simple évocation du mot « grève » faisait figure de tabou. Entre-temps, il est vrai, les arrêts de travail se sont multipliés depuis le début de l'année. Au départ, il s'agissait de protester contre le paiement de primes de reconversion aux anciens agents de la Stasi réclassés dans les entreprises. Depuis, on s'est cabalé. Des grèves d'avertissement ont lieu pratiquement chaque jour, soit pour demander de meilleures conditions de travail, soit déjà pour exiger des augmentations de salaire.

Apparition du chômage

La renaissance d'un mouvement syndical organisé est rendue d'autant plus nécessaire que la législation actuelle souffre de lacunes évidentes et risque d'être insuffisante pour contre-balancer les effets sociaux négatifs de l'introduction en RDA des principes de l'économie de marché. Avant même les restructurations à venir dans l'industrie et l'abolition du principe officiel du plein

emploi, le chômage fait son apparition. Son existence a été reconnue pour la première fois officiellement jeudi par le secrétaire d'Etat au travail, M. Roland Schneider, qui a estimé à cinquante et une mille le nombre des « sans-emploi » actuellement en RDA. La plupart sont — il est vrai — des membres de l'ancien appareil d'Etat, notamment de la Stasi. Leur reclassement sera difficile en raison de la méfiance de la population à leur égard. Beaucoup d'entre eux ont une formation universitaire qui ne correspond pas forcément aux besoins du marché. On recherche surtout en RDA des travailleurs qualifiés et spécialisés, notamment dans des secteurs comme la médecine, fortement affectée par l'émigration à l'Ouest.

De nouvelles difficultés devraient apparaître au cours des mois à venir lorsqu'on commencera à procéder aux restructurations nécessaires d'une industrie dont de nombreux secteurs disparaîtront d'ici quelques années. Le président de la commission des affaires économiques à la direction de l'ancien Parti communiste — aujourd'hui Parti du socialisme démocratique — le professeur Klaus Steinitz, souligne que les directeurs de combinats commenceront déjà à parler de certaines délocalisations.

Les restructurations qui seront nécessaires supposent des solutions d'attente et un effort considérable de formation professionnelle pour lequel rien n'est encore prévu. Il n'existe pas en RDA par exemple de système d'allocation-chômage.

La réforme de la fonction publique

Cinq syndicats s'orientent vers un accord sur la grille

Au terme de cinquante-deux heures de négociation, presque non-stop, le projet de réforme de la grille indiciaire unique des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière) a été bouclé le jeudi 1<sup>er</sup> février. La signature officielle de l'accord est prévue pour le 9 février. Les fédérations de fonctionnaires vont consulter leurs instances : FEN, CFDT, CFTC, CFE-CGC et autonomes (FGAF) se montrent plutôt favorables tandis que FO a claqué la porte et que la CGT affiche son hostilité.

Ce n'est pas une mince victoire que M. Michel Rocard, et son ministre de la fonction publique, M. Michel Durafour, viennent de remporter en concluant, sur un apparent succès et en tout cas sans remous sociaux significatifs, l'importante négociation sur la refonte de la grille unique, dont dépendent 4,5 millions de fonctionnaires actifs de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux, qui remontent à 1948. Remonte en question, l'air de rien, une construction d'il y a quarante ans, avec le concours de cinq syndicats, c'est une petite révolution.

M. Durafour accorde

M. Durafour de « forfaiture » Pour parvenir à ce que M. Yannick Simbron, le secrétaire général de la FEN, manifestement le plus enthousiaste, appelle un « compromis acceptable », le gouvernement a lâché pas mal de lest. L'enveloppe minimale qui est prévue sur sept ans pour mener à bien cette réforme a été portée de 21 milliards de francs au départ à 40 milliards à l'arrivée (dont 13,2 milliards pour la fonction

publique d'Etat). Ultime geste : la part variable qui s'ajoutait à cette enveloppe résultera de la croissance à raison de 120 millions de francs par décile de 3 % à 3,5 % de PIB et 150 millions entre 3,6 % et 4 %.

Au niveau du contenu, les changements ne sont pas minimes, l'objectif de M. Durafour — qui parle seulement de mise à l'étude de la suppression des quatre catégories, A, B, C, et D créées en 1946 — étant d'assurer un meilleur déroulement de carrière pour les agents et permettre un meilleur service public.

L'avantage de la « nouvelle bonification indiciaire » qui est instituée, sera de mieux rémunérer le sens de l'initiative et les compétences techniques des agents. Les déroulements de carrière seront mieux assurés, les basses rémunérations revalorisées et les nouvelles qualifications mieux reconnues. D'où une certaine dose d'individualisation.

Prudents, les syndicats consultent soigneusement leurs instances mais il devrait y avoir cinq signatures (FEN, CFDT, CGC, CFTC et FGAF). FO ne semble guère prête à s'engager dans cette voie, même si ses hospitaliers et ses territoriaux semblent moins réticents, après avoir claqué la porte pour cause de discussions séparées entre le ministère et deux fédérations (CFDT et FEN). Campant dans la méfiance depuis le départ, sa sortie apparaît comme un prétexte. M. Marc Blondel en accusant M. Durafour de « forfaiture » et en demandant sa démission. Une virulence qui fait la joie de la CGT, le numéro deux, M. Vismet voyant dans le refus de FO « des conditions très favorables pour la réalisation d'un large rassemblement unitaire ».

MICHEL NOBLECOURT

Une progression de 3,6 %

339 000 logements mis en chantier en 1989

En 1989, le nombre des logements mis en chantier a atteint 339 000, au lieu de 327 100 en 1988, soit une progression de 3,6 %. Il s'agit là d'équivalents « logements », puisque ce chiffre comprend l'équivalent de 3 300 logements comptabilisés par

le système statistique SICLONE sous la rubrique « Habitations communautaires, hébergement » (chambres de foyers, hôtellerie...). Les 335 700 logements à proprement parler se répartissent entre maisons individuelles (52 %) et logements en immeubles collectifs (48 %).

Si les mises en chantier de maisons individuelles restent plus nombreuses, elles sont cependant en recul de 4,7 % par rapport à 1988 : - 8 600. Mais cette baisse est compensée par l'accroissement des mises en chantier d'appartements en immeuble collectif : + 22 400.

Les mises en chantier de locaux ne servant pas à l'habitation progressent en surface de 6,5 % par rapport à 1988, pour atteindre 40,5 millions de mètres carrés. Les bâtiments agricoles, qui représentent à eux seuls presque le quart du total (9,4 millions de mètres carrés), sont en retrait de 6,3 % par rapport à 1988, tandis que les bâtiments industriels (7,4 millions de mètres carrés) progressent de 15 %, tout comme les bâtiments destinés au stockage (6,3 millions de mètres carrés), augmentés de 17,7 %, ou les bureaux (5,5 millions de mètres carrés), qui ont crû de 24,1 %. Ce sont les bâtiments destinés à la culture et aux loisirs (2 millions de mètres carrés) qui ont le plus régressé, en retrait de 9,6 %.

Retour à la normale sur la ligne A du RER. — Les conducteurs du dépôt de Rueil de la ligne A du RER (Saint-Germain-en-Laye - Marne-la-Vallée), qui refusent d'appliquer leurs nouveaux horaires de travail, ont cessé, le 1<sup>er</sup> février, leur mouvement d'obstruction. Le service est donc redevenu normal sur l'ensemble de la ligne. La direction de la RATP a créé un comité technique de consultation pour l'élaboration des futurs tableaux de service de façon que les conducteurs soient désormais associés aux modifications de leurs horaires de travail.



## ÉCONOMIE

## CONJONCTURE

## Les promesses d'un très grand marché

Suite de la première page

L'Europe retrouverait ainsi la place que les hécotombes de la guerre 14-18 lui avaient fait perdre.

Cette vision d'un nouvel équilibre économique mondial prend peu en compte les longues années d'instabilité politique que l'effondrement parfois total des partis communistes va entraîner dans les pays de l'Est.

Elle attache en revanche beaucoup d'importance aux perspectives offertes par un immense marché de 440 millions d'habitants : 324 millions pour les Douze de la Communauté économique, 114 millions pour les six pays de l'Europe de l'Est, sans compter l'Autriche (7,5 millions) et la Turquie (53 millions) qui ne demandent qu'à participer ; la Yougoslavie (24 millions) et au nord, la Norvège et la Suède (13 millions). Un ensemble qui dépasse le Japon (122 millions), les États-Unis (246 millions) et l'URSS (286 millions).

Cette approche démographique, pour impressionnante qu'elle soit, ne correspond pas à grand-chose dans l'immédiat. Les Européens en savent quelque chose pour avoir signé en 1957 le traité de Rome qui, après de bons résultats au niveau des échanges commerciaux, s'était complètement enlisé par la

suite, chaque nation s'abritant derrière ses frontières et ses règlements pour empêcher ou retarder la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes. Il y a trop de différence entre des pays agricoles et pauvres comme la Pologne ou la Roumanie, et d'autres comme la RDA et la Tchécoslovaquie dont l'apprentissage industriel n'est plus à faire, pour que l'intégration à un grand marché européen prospère puisse se faire rapidement et au même rythme partout.

Ce grand marché de 450 ou 500 millions d'habitants — comme il existe un grand marché nord-américain de 270 millions d'habitants avec le Canada — ne peut pas prendre corps avant longtemps, probablement pas avant huit ou dix ans. Sur ce point, tous les spécialistes des pays de l'Est sont d'accord.

## Les voies du miracle

Encore ce long délai implique-t-il qu'une vie politique à peu près normale se rétablisse assez rapidement à l'Est, et que les pays riches et hautement productifs qui le composeront (Grande-Bretagne, France, RFA, Italie, Belgique, Pays-Bas...) acceptent de jouer le jeu d'un certain partage du travail

avec les pays à bas salaires et à faible productivité.

Le miracle économique européen, s'il se produit un jour comme c'est probable, empruntera d'abord des voies étroites, déjà en train de se dessiner en Allemagne de l'Est et qui demain passeront par la Tchécoslovaquie — l'un des centres de l'industrie européenne d'avant-guerre — puis peut-être par la Hongrie dont l'atout, souligne Gérard Wild du CREDIT (2), est de posséder des petites et moyennes entreprises.

Dans l'immédiat, la RFA — l'Etat et les entreprises privées — vont tester tout le poids de leurs réserves sur la RDA, pour la sortir de la récession et l'aider à se moderniser.

Il y a quelques semaines encore, les industriels ouest-allemands s'impatientsaient des réticences et de l'imprécision des réponses apportées par Christa Luft, vice-premier ministre, chargée de l'économie de la RDA, à leurs questions concernant les investissements étrangers, les prises de participations majoritaires, la propriété privée des moyens de production et d'une façon plus générale le passage à l'économie de marché impliquant le retour à un système de prix et de coûts réels, c'est-à-dire non subventionnés ; impliquant aussi la fixation de nouvelles parités entre les monnaies des deux pays.

Chaque jour, ou presque, ces questions obtiennent maintenant des réponses moins imprécises. La décision d'avancer les élections législatives au 18 mars — au lieu du 6 mai comme il avait d'abord

été prévu — accélérera probablement les décisions que les industriels ouest-allemands attendent encore pour se lancer complètement dans l'aventure. Une aventure qui conduira rapidement à une réunification économique de fait des deux Allemagnes. M. Helmut Haussmann, ministre ouest-allemand de l'économie, ne vient-il pas de déclarer, dans une interview à *Bild Zeitung*, que l'unité monétaire interallemande interviendrait avant l'union monétaire européenne, c'est-à-dire avant 1992.

## Stratégies bouleversées

La RDA et ses 16,6 millions d'habitants va jouer très rapidement un rôle important pour la RFA et ses 61 millions d'habitants. Politiquement bien sûr, mais aussi économiquement. L'Allemagne de l'Est va s'ouvrir comme un territoire nouveau sur lequel les industriels ouest-allemands vont beaucoup investir. Le chiffre de 10 milliards de DM par an pendant dix ans a été avancé (3). Il apparaît énorme puisque en moyenne sur les trois dernières années, les investissements directs ouest-allemands à l'étranger n'ont pas dépassé 17,5 milliards de DM l'an, dont une bonne partie sur les États-Unis (40 % en 1988), d'où il n'est évidemment pas question de se retirer.

A y regarder de plus près, un tel effort apparaît pourtant insuffisant pour répondre aux énormes besoins de la RDA, estimés à 500 milliards de DM au minimum pour la seule industrie (4). Si l'appareil de pro-

duction ouest-allemand n'était pas remis assez rapidement au niveau de celui de la RFA — disons en dix ans — l'Allemagne de l'Est continuerait de se vider rapidement de ses habitants.

On le voit, l'effort d'investissement à accomplir dans l'industrie ouest-allemande est énorme. La RFA accepte d'y sacrifier complètement ses énormes excédents extérieurs au cours des prochaines années. En d'autres termes, la RFA devrait à l'avenir consacrer une part très importante de ses richesses à l'investissement et d'une certaine façon à la consommation tandis que, parallèlement, elle ralentirait ses efforts d'exportation.

C'est donc bien à un bouleversement profond des moteurs de sa croissance économique que se prépare notre voisin, probablement aussi du contenu de cette croissance. Encore faut-il avoir présent à l'esprit qu'une remise à niveau de la RDA implique également une rénovation en profondeur de ses infrastructures — notamment celles des chemins de fer — pour des sommes évaluées à quelque 350 milliards de deutschemarks. Mais là, l'effort pourrait être partagé puisque financé en partie par des prêts de la future Banque européenne pour la reconstruction et le développement, c'est-à-dire en fait par l'ensemble des grands pays industrialisés.

Ces investissements considérables, s'ils sont faits, peuvent progressivement freiner les départs de RDA et à terme réunifier un processus de croissance économique dont M. Karl Otto Poehl vient

de déclarer qu'il serait un nouveau miracle économique comparable à celui vécu par l'Allemagne de l'Ouest à partir de 1948 (5).

Dans l'immédiat pourtant, la récession aidant, les passages de deux mille par jour, fournissant à la RFA une partie des travailleurs qualifiés dont elle a besoin. Dans un premier temps, c'est donc la prospérité RFA qui va bénéficier des événements d'Europe de l'Est, même si, comme on l'a vu, ses excédents commerciaux risquent de disparaître. Les tensions salariales, notamment, qui depuis quelques mois montaient en RFA, devraient assez rapidement s'atténuer et limiter les risques d'inflation outre-Rhin.

## Un boom économique

Les statistiques montrent que l'année dernière 720 000 Allemands de souche sont passés en RFA, dont 345 000 en provenance de la seule RDA. Consommation supplémentaire, investissements, construction de nombreux logements : notamment sociaux pour 1,5 milliard de DM par an jusqu'en 1993 : le taux de croissance de l'économie ouest-allemande va s'en trouver accéléré de presque un point cette année selon les calculs effectués par l'OFCE (6), puis de 0,6 point l'année prochaine. Si tout va bien, l'immigration s'atténuerait peu à peu mais représenterait tout de même 3,5 millions de personnes pour les dix années qui viennent : 2,5 millions de souche allemande en provenance des pays de l'Est, 1 million en provenance de RDA.

Un véritable boom économique va donc se produire outre-Rhin. La croissance en RFA devrait avoir un premier effet salutaire à court terme : gonfler ou tout au moins fortement atténuer le ralentissement conjoncturel qui risquait de se produire en Europe du fait du freinage de l'économie britannique.

Mais l'essentiel est ailleurs. Il est dans la quasi-certitude que l'Allemagne de l'Ouest, qui faisait figure depuis dix ans de pays vieillissant, rigoriste, suréquilibré, va se transformer, et pour longtemps, en une économie jeune, entraînant dans son sillage les autres pays européens déjà stimulés par la préparation du marché unique de 1993. C'est à partir du couple RFA-RDA que devrait prendre forme vers la fin du siècle le grand marché européen dont beaucoup d'Américains estiment dès maintenant qu'il déplacera le centre du monde.

Et si l'Europe tourmentée par trop de problèmes politiques devait finalement se contenter d'ambitions plus modestes, une longue période de prospérité ne s'en ouvrirait pas moins devant elle...

ALAIN VERNHOLE

(2) Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

(3) Voir à ce sujet le rapport sur l'économie allemande de décembre 1989 publié par MM. René Lasserre et René Lallement (Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine).

(4) Une étude publiée par Wirtschaftswache du 12 janvier estime à 890 milliards de DM les investissements nécessaires à une remise à niveau de la productivité allemande.

(5) Entre 1947 et août 1961, date de la construction du mur de Berlin, quatre millions d'habitants d'Allemagne de l'Est étaient passés à l'Ouest.

(6) Voir « Lettre de l'OFCE » (Observatoire français des conjonctures économiques) du 26 janvier, n° 71.

## Inflation

## 5,4 % de hausse des prix dans la CEE en 1989

La hausse des prix de détail a atteint 5,4 % l'an dernier en moyenne dans les pays de la Communauté économique européenne, alors qu'elle s'était établie à 4,4 % l'année précédente, a indiqué Eurostat, l'office statistique de la Communauté.

C'est la Grèce qui a enregistré l'an dernier le taux d'inflation le plus élevé (14,8 %), suivie par le Portugal (11,6 %), la Grande-Bretagne (7,7 %), l'Espagne (6,9 %) et l'Italie (6,4 %). Tous les autres pays ont maintenu une hausse des prix inférieure à 5 % : elle est passée de 3,1 % à 3,6 % en France de 1988 à 1989, de 1,8 % à 3 % en RFA. Les Pays-Bas demeurent le pays le plus sage de la CEE en matière de prix, puisque la hausse est passée de 1,2 % en 1988 à 1,3 % l'an dernier.

Samedi je lis.

Lundi j'agis.

Financièrement, pour moi, la semaine commence le samedi. Le samedi, tout est calme, je lis le Journal des Finances.

Dimanche, bien assis, tranquille, je réfléchis.

Lundi, place à l'action, j'agis. Je téléphone, j'achète, je vends, je négocie. Avec le Journal des Finances, l'action est bien une réalité.

LE JOURNAL DES FINANCES  
JE L'ACHÈTE, J'AGIS.

Je l'achète, j'agis.



سكرا على المرحل

## ECONOMIE

### ETRANGER

#### Un plan Brady pour accroître l'épargne aux Etats-Unis

Renforcer l'épargne intérieure, l'une des plus faibles du monde, est désormais une priorité aux Etats-Unis, qui commencent à s'inquiéter de leur dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers.

Le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a rendu public le 30 janvier un plan destiné à inciter les ménages américains à épargner davantage.

M. Brady prévoit la création d'un compte d'épargne familial. Celui-ci serait exonéré d'impôts à condition que les sommes épargnées soient bloquées pendant sept ans. Les plans d'épargne retraite seraient assouplis puisque serait autorisée une utilisation partielle des fonds pour l'achat d'un logement.

Enfin est envisagée la réduction des impôts sur les plus-values dégagées sur les placements financiers (une mesure rejetée l'an dernier par le Congrès).

Ces mesures favoriseront, selon M. Brady, tous les ménages quel que soit leur niveau de revenu, et « nous permettront de faire baisser le coût des capitaux pour nos entreprises et de satisfaire nos besoins d'investissement sans dépendance excessive vis-à-vis des apports de capitaux étrangers ».

Le taux d'épargne des ménages américains (par rapport au revenu disponible) est légèrement remonté en 1989 (5,5 % après un creux historique à 3,3 % en 1987). Il reste toutefois très inférieur à ceux de la France et de l'Allemagne (environ 12 %), du Japon (15 %) et surtout de l'Italie (22 %).

**RECTIFICATION.** — Dans l'article sur les résultats de l'Elif Aquitaine paru sous ce titre dans la *Monde* du 2 février, il fallait lire au milieu du premier paragraphe à propos du bénéfice de 10 milliards de francs, « ce chiffre ne tient pas compte d'une dépréciation exceptionnelle de 3 milliards de francs... » et non pas « tiens compte... ».

### INDUSTRIE

Trois millions de logements « branchés »

#### Le câble va entrer dans les HLM

Les HLM se mettent à l'heure du câble pour la télévision, dans un premier temps, et pour la « domotique » (informatique appliquée au domaine de la maison), ensuite. Un accord national a été signé le 1<sup>er</sup> février entre l'Union nationale des HLM et quatre associations de locataires. Il définit les conditions techniques, juridiques et financières de ce service supplémentaire.

L'objectif est que des accords locaux permettent de raccorder les logements HLM d'une ville au réseau câblé urbain et de donner aux locataires accès à un service d'antenne de huit chaînes pour un maximum de 20 F par mois. Une fois le raccordement fait, les organismes pourront envisager de négocier des abonnements groupés pour ceux de leurs locataires qui souhaiteraient souscrire un abonnement spécifique, avec des tarifs dégressifs inférieurs aux tarifs individuels, un délai de réflexion de quinze jours devant permettre aux imprudents d'annuler un engagement trop onéreux. Car le démarrage à domicile des professionnels du service câblé reste un danger

pour les budgets de familles déjà souvent endettées.

Des financements spécifiques (une enveloppe de 20 millions de francs est inscrite au budget de 1990) doivent permettre de câbler intégralement les immeubles, non seulement pour la télévision, mais ultérieurement pour mettre en place des services domotiques, comme par exemple l'assistance aux personnes âgées à domicile, ou aux handicapés. Il s'agit bien sûr aussi d'obtenir des câblo-opérateurs les meilleures conditions financières. La Générale des eaux a déjà donné son accord formel pour la négociation des accords locaux. En revanche, si les négociations continuent avec la Lyonnaise, elles ont échoué avec la Caisse des dépôts, qui met en place un programme beaucoup plus ambitieux, donc plus coûteux.

#### Un véritable pari

Les HLM montrent par cette démarche la fois leur volonté de modernisme, en mettant en place les conditions d'une évolution inéluctable, et leur souci de conserver la maîtrise de cette évolution. Pour les gestionnaires du logement social, il était nécessaire d'éviter la pénétration du câble dans le patrimoine HLM dans l'importe quelle conditions techniques et financières, susceptibles de compromettre dans l'avenir les installations plus générales. Il était aussi de la responsabilité des dirigeants des organismes d'HLM de s'arranger pour offrir à leurs locataires, à moindre prix, un service collectif qui sera bientôt jugé aussi indispensable que le téléphone.

Il n'est pas certain cependant que cette initiative sera accueillie avec enthousiasme par les principaux intéressés, c'est-à-dire les locataires. Le pari HLM est loin d'être uniforme, et les réalisations les plus récentes, souvent récentes ou très récentes, visent dans le patrimoine d'un organisme, avec les grands ensembles inhabituels des années 50 ou 60. Les opérations de réhabilitation lourde, qui se tra-

duisent toujours par un conventionnement (autrefois dit une forte hausse des loyers et l'ouverture de droits à l'APL pour les plus pauvres), touchent de plein fouet les locataires aux ressources moyennes sans toujours leur apporter l'amélioration du service qu'ils en espèrent. Comment ces locataires prendront-ils un accord local qui se traduira par une nouvelle hausse de leur quittance, si modeste soit la somme en jeu ? Tout dépendra de la façon dont seront négociés ces accords locaux.

On assure, à l'Union des HLM, qu'il ne sera pas question de câbler les immeubles en mauvais état avant d'y faire d'indispensables travaux. Mais cela, c'est la théorie. Concrètement, il faudra réunir beaucoup de conditions pour que la décision une fois prise et mise en œuvre ne soit pas ressentie comme une dépense excessive : des gestionnaires d'organismes particulièrement responsables (et sur un même site, plusieurs organismes, office et sociétés anonymes sont souvent réunis, qui sont loin d'avoir tous la même santé et la même efficacité), une municipalité soucieuse de conserver dans ces cités un équilibre toujours fragile, un câblo-opérateur consciencieux et prêt à jouer le jeu de la modération... C'est un pari dont on ne saura que dans plusieurs années s'il a été gagné ou perdu...

JOSÉE DOYÈRE

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### CHARGEURS S.A.

Chargeurs SA prend acte de l'accord intervenant entre TVES (Robert Herault), Fininvest (Silvio Berlusconi) et SCI (Jean-Marc Vernez) sur la Cinq SA.

Sollicité pour participer à un protocole d'accord à quatre avec TVES, Fininvest et SCI, Chargeurs SA n'avait pas jugé cet accord équilibré. Il attend donc avec sérénité le jugement que rendra la cour d'appel de Paris le 14 mars prochain.

Chargeurs SA rappelle son attachement à la Cinq SA et son souhait de voir la gestion de celle-ci s'opérer en transparence et en efficacité. La solution des problèmes qui demeurent en l'attente de l'accord de tous ses partenaires.

### Selon l'OCDE

#### Net fléchissement de la demande d'acier en 1990

La demande d'acier dans les pays industrialisés (hors économies planifiées) devrait se ralentir en 1990, entraînant à la baisse la production sidérurgique des pays de l'OCDE.

Dans leur rapport publié, vendredi 2 février à Paris, les experts de l'OCDE, sans pour autant être massivement, tracent des perspectives très moyennes au marché sidérurgique pour l'année en cours.

La reprise de la production d'acier observée dans la zone de l'OCDE depuis le début de 1987 a pris fin au premier trimestre 1989, souligne l'organisation. La croissance de la production d'acier brut qui avait atteint un taux de 9 % en 1988 affiche un maigre 1 % en 1989 pour l'ensemble de la zone. Elle devrait diminuer en 1990 selon les experts, sans pour autant avancer de données chiffrées.

Responsable de cette baisse : un ralentissement attendu de la demande totale d'acier dans les pays industrialisés. L'OCDE prévoit un repli de 2,5 % en 1990, sous le coup d'un tassement général de l'activité

(2,9 % de croissance économique en 1990 après 3,5 % en 1989), d'une moindre vigueur des investissements « non résidentiels » (les usines et les bureaux par opposition aux logements) et d'une perte d'appétit des industries grosses consommatrices d'acier.

Les livraisons à l'automobile devraient ainsi décroître à peu près partout sauf au Japon. La demande d'acier du secteur de la construction devrait également s'infléchir aux Etats-Unis, au Canada, dans certains pays de la CEE (Grande-Bretagne notamment) et dans le reste de l'Europe occidentale.

Au final, la consommation apparente d'acier (qui inclut les mouvements de déstockage) enregistrerait ses replis les plus marqués aux Etats-Unis (- 6 %), au Canada (- 3,5 %) et au Japon (- 3,4 %). Le marché européen risque d'être l'objet de bien des convoitises puisque, dans la CEE, la demande d'acier ne se contracte pas mais stagne.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### BANQUE WORMS

COOPÉRATION CONSEIL DE L'ENTENTE BANQUES FRANÇAISES

Dans le cadre de la coopération entre les banques françaises et les pays de l'Afrique de l'Ouest, la Banque WORMS, la BIAO, le CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, le CRÉDIT LYONNAIS, la Banque INDOSUEZ et la Banque PARIBAS ont signé le 31 janvier 1990 le renouvellement d'une convention de dépôt de 320 millions de francs français avec le Fonds d'entraide et de garantie des emprunts du conseil de l'entente, organisation constituée en 1966 par les gouvernements des Républiques du Bénin, du Burkina-Faso, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Togo.

La cérémonie s'est déroulée sous la présidence conjointe de M. Paul Kaya, secrétaire administratif du Fonds, et de M. Marc Vuilleminet, directeur général de la Banque Worms.

Participaient à cette réunion : Pour la Banque WORMS : M. Vuilleminet, pour la BIAO : M. de Mailly-Nesle, pour le CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE : M. Fournier, pour le CRÉDIT LYONNAIS : M. Sabbagh, pour la Banque INDOSUEZ : M. Degommier, pour la Banque PARIBAS : M. de Montpellier.

Cette convention, a notamment souligné M. Paul Kaya, secrétaire administratif du Fonds, permettra en 1990 de renforcer et développer les financements d'opérations intensifiant les différents liens membres du Conseil de l'entente, et marque une nouvelle étape dans le développement des relations entre la France et l'Afrique.

600 F\*  
PAR MOIS PENDANT 12 MOIS.

PAS BESOIN D'ATTENDRE L'ÉTÉ  
POUR DÉCROCHER LE COCOTIER.



Pour vous permettre de partir au volant d'une 309 Chorus, votre concessionnaire est prêt à vous proposer une location avec option d'achat sur 60 mois\*. Ainsi pour une 309 Chorus 3 portes AM 90 au prix tarifé au 08/09/89 de 80.100 F TTC, il vous suffira d'effectuer un 1<sup>er</sup> versement de 15.025 F TTC (soit 9.015 F TTC de dépôt de garantie plus 6.010 F TTC de 1<sup>er</sup> loyer majoré). Ensuite, vous paierez 12 loyers de 564,99 F TTC. Puis 12 loyers de 1.202 F TTC, et enfin

35 loyers de 1.334,22 F TTC. L'option d'achat finale sera de 11.268,75 F TTC. Coût total en cas d'acquisition : 85.540,33 F TTC. Hors assurance (facultative). Aujourd'hui, avec la 309 Chorus, vous pouvez sans attendre l'été, décrocher le cocotier.

Vous allez faire quelques jaloux.

\* Sous réserve d'acceptation du dossier par Locadip Groupe CrediPar offre valable jusqu'au 22/02/90.

309 CHORUS  
TOUJOURS PARTANTE !



CREDIPAR CHEZ PEUGEOT. TOUS LES FINANCEMENTS SUR PLACE IMMÉDIATEMENT



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES SICAV DE CAPITALISATION  
DU CRÉDIT MUTUELAVERNIZ ALIZÉS  
ALIZÉS PIERRE

Les conseils d'administration de ces SICAV ont décidé d'adopter les dispositions autorisant la capitalisation des dividendes.

Ces SICAV ont déjà opté pour la capitalisation des dividendes de placement à revenus fixes. Aussi, dès l'exercice clos le 29 décembre 1989, elles ne distribueront plus de dividendes.

Les conseils d'administration

## PINAUT

« La dernière étape du processus d'intégration du groupe Chapelle Darblay dans le groupe Pinault a été réalisée selon le calendrier prévu. L'Emploie des bois et papiers a acquis, en effet, les droits détenus par SOPAR, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, qui portait sur 25 % du capital social de Chapelle Darblay SA. »

## ALIA - THE ROYAL JORDANIAN AIRLINES


  
BANQUE INDOSUEZ

signent un accord de financement de  
six Airbus A 320

En présence de l'ambassadeur de Jordanie en France, M. Awad Khaldi, Messieurs Haidun A. Abuhosam, Président d'Alia - The Royal Jordanian Airlines, Hussain Abu Ghazaleh, Directeur Général, et Emmanuel Vasseur, Directeur Général Adjoint de la Banque Indosuez, ont signé le 26 janvier à Paris un accord de financement de six Airbus A 320 pour la compagnie nationale jordanienne.

Cette transaction d'un montant de 240 millions de dollars a été arrangée par la Banque Indosuez, avec le soutien d'un syndicat de grandes banques internationales, notamment, la B.N.P. et la Dresdner Bank.

Cette opération a été conclue sur la base d'un financement en lease export garanti, pour leur part habituelle, par les assureurs crédit (Coface, ECGD, Hermès).

EUFICASH\*  
SICAV court termeEUFIRENT\*  
SICAV obligations européennesEUFIVEST\*  
SICAV actions européennesALGEMENE SPAAR EN LIFRENTKAS  
CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE  
BelgiqueDEKA  
Deutsche Kapitalanlagegesellschaft mbH  
AllemagneBANK DER BONDSPAARBANKEN  
Pays-BasFONDIGEST  
ItalieBANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT  
LuxembourgGROUPEMENT EUROPÉEN  
DES CAISSES D'ÉPARGNECAISSE DES DÉPÔTS  
ET CONSIGNATIONS  
FranceICRI  
Istituto di Credito delle Casse  
di Risparmio Italiane  
ItalieCAIXA DE BARCELONA  
EspagneROBUR  
SuèdeCAIXA GERAL DE DEPÓSITOS  
PortugalSDS BANK  
DanemarkCARIPLO  
Cassa di Risparmio della Provincia Lombarde  
ItalieTSS TRUST COMPANY  
Grande BretagneCENCEP  
Centre National des Caisses d'Épargne  
et de Prévoyance  
France

Ces trois SICAV sont libellées en ECU et distribuées dans quelque 52 000 guichets à travers l'Europe.

Ces trois SICAV ont été coordonnées par :  
TGF  
INTERNATIONAL

  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
5, avenue de l'Opéra - 75 001 PARIS

\* Ces SICAV européennes coordonnées seront commercialisées en France après autorisation de la Commission des Opérations de Bourse.

**L'HERMÈS Editeur**  
13, rue Séguier, 75004 Paris, tél. : (1) 46-34-05-25  
**droit, économie, gestion, langues des affaires**  
Diffusion exclusive :  
MÉDUS SA, 9, rue Séguier, 75004 Paris, tél. : (1) 46-34-07-70  
RUELLS SARL, 29, rue Gambetta, Tunis, tél. : 216-1-363795

**Le Monde**  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

## ÉCONOMIE

## BIBLIOGRAPHIE

« L'Argent fou », d'Alain Minc

Un jour, l'arrogance de l'argent  
deviendra insupportable à certains...

Dépassant sans contre-modèle après la faillite du communisme à l'Est, le capitalisme triomphant va-t-il, par des excès, s'autodétruire et conduire rapidement, en France notamment, à une nouvelle remise en question de sa légitimité ? Vice-président du holding financier CERUS de l'ingénieur Carlo De Benedetti, Alain Minc est naturellement partisan de l'économie de marché et du capitalisme. Il craint aujourd'hui le pire : en France les socialistes ont découvert le marché. Avec le zèle des néophytes, ils en acceptent tous les déformations : le marché est devenu, selon lui, « totalitaire ». L'argent est le nouveau roi de notre société. Sans foi ni loi, il n'a, face à lui, aucun contre-pouvoir.

L'Argent fou — tel est le titre du nouvel ouvrage d'Alain Minc — conduit inéluctablement, à le lire, vers une explosion sociale d'un nouveau type. Pour éviter cela — et sauver le capitalisme — il lance un vigoureux appel à la vertu, c'est-à-dire au réformisme pour les hommes politiques et à l'éthique pour ceux des affaires. Joli programme !

Première étape, incontestable, du raisonnement : sous l'effet de pressions extérieures, de l'Europe en particulier, la France de François Mitterrand a adopté le marché (la confrontation libre de l'offre et de la demande, la concurrence, la compétition...) comme mode dominant d'organisation. Mais le marché reste cantonné à l'économie : les socialistes n'en acceptent pas (encore) la généralisation à l'ensemble de la société. Les universités n'ont pas le droit d'être en totale concurrence entre elles. Mais, surtout, l'économie de marché s'est installée sans contre-pouvoir et sans la mise en place de garde-fous. Exemple : le droit. La France n'a découvert, estime Alain Minc, que très lentement que le droit était le complément naturel du marché. « La régulation juridique s'impose moins rapidement que le marché s'installe sa domination », écrit-il. On pense aux problèmes liés à la Bourse, aux défits d'intégrité. En se banalisant, la France est ainsi passée du tabou au culte de l'argent, du « fétichisme ».

Seconde phase de la réflexion de l'auteur : cette situation nouvelle a deux conséquences essentielles, une dégradation généralisée des valeurs (l'argent « fou » devient « parasite ») et un accroissement considérable des inégalités de patrimoine. L'auteur est plus convaincant sur la seconde que sur la première de ces conséquences.

L'immoralité était  
« clandestine »

Certes, initialement, l'observateur de la vie sociale a l'impression d'une forte dégradation de la moralité des acteurs économiques. Alain Minc a multiplié les exemples de corruption, d'évasion et de fraude fiscale, de dessous de table pour le financement des partis politiques ou, à l'occasion, de grands contrats à l'étranger, de débits boursiers ou autres... Exemples tout tirés de l'actualité récente — est-il besoin d'insister ?

Il s'exprime là, cependant, sous la forme interrogative. On peut se demander si la différence réelle entre aujourd'hui et hier ne provient pas de ce que le marché oblige à la publicité de ces comportements. Quand, autrefois, une famille cédait à une autre son entreprise à l'issue de secrètes négociations dans les bureaux capotés d'un notaire de province, il n'y avait pas matière à délit d'initié, mais qui osera affirmer qu'il n'y avait jamais abus de biens sociaux, dessous de table, et/ou fraude fiscale ? L'immoralité était « clandestine et invisible ».

Aujourd'hui, elle s'étale au grand jour. C'est une des différences entre le capitalisme oligarchique et le capitalisme démocratique, pour reprendre les concepts de l'auteur.

Alain Minc évoque aussi l'« ampleur » de ces comportements. Etant du monde des affaires, il connaît les pratiques réelles. Et, a raison de rappeler les principes de la religion de l'argent tels qu'ils apprennent désormais un peu partout. « Enrichissez-vous vite, sans effort et sans travail », semble-t-il lire sur le fronton de la Bourse. Cultiver l'illusion fiscale et la fraude », proposent les magazines financiers, sous des titres certes moins directs : « Comment payer moins d'impôts », affichent-ils plus simplement.

Bref, la corruption se répand, l'évasion et la fraude se généralisent, l'argent facile glisse furtivement vers l'argent sale. L'auteur est beaucoup plus convaincant lorsqu'il analyse la seconde conséquence du marché totalitaire : l'accroissement des inégalités des patrimoines. « Nous vivons la fin du grand mouvement

égalitaire entamé dans l'après-guerre, dont l'immense classe moyenne est issue », écrit l'auteur de la Machine égalitaire (1). L'éthique est imparable : le patrimoine revient un facteur de discrimination. La machine à fabriquer des inégalités s'est remise en marche et elle révoque la plus ancienne et la plus loyale : celle de l'argent.

Dans les années 60 et 70, les politiques salariales et l'inflation avaient contribué à une réduction des inégalités de revenus et de patrimoine. Aujourd'hui, la désinflation (et les taux d'intérêt réels durablement positifs), l'explosion des marchés financiers et l'allègement de la fiscalité sur l'épargne conduisent à une explosion des inégalités. « Pour les possédants, tout va bien », écrit Alain Minc. Les travaux du CERC confirment cette analyse pour les années 80 (1982-1987). Le siècle s'achève comme il avait commencé : avec une classe de rentiers.

La vertu,  
encore la vertu

Conclusion d'Alain Minc : le capitalisme, s'il poursuit sur sa voie actuelle, contient sa propre remise en cause. L'argent fou, des dépenses provocatrices, des inégalités de fortune trop éclatantes, des injustices trop criantes : les ingrédients d'une nouvelle contestation de l'économie de marché sont en train de se mettre en place. Que faire ? L'auteur a ses solutions.

« La seule réponse au règne de l'argent fou s'appelle la vertu, encore la vertu, toujours la vertu », Ringard ? Il ne le croit pas. La vertu, ce doit être le réformisme pour les hommes politiques. Il propose en particulier, et on ne peut le que l'approuver, une véritable réforme fiscale, une « révolution » plutôt, avec un renforcement des droits de succession. « Avec des taux faibles et

par ailleurs une imposition élevée (des revenus) du travail, la société proclame hautement son choix conservateur : l'argent hérité est légitime, l'argent gagné illégitime », écrit-il. L'impôt sur le capital s'impose aujourd'hui dans les mêmes termes que l'impôt sur les revenus il y a un siècle.

Réformer l'administration et y introduire la concurrence, renforcer l'imprévisibilité du droit, aider la société à accoucher de nouvelles institutions, contribuer enfin à sauvegarder un minimum d'éthique : telles sont les autres propositions d'Alain Minc aux pouvoirs politiques. Aux hommes d'entreprise, il lance un appel : à chacun sa morale, estime-t-il. « La morale personnelle du chef d'entreprise est souveraine, écrit-il, il faut ce qu'il veut de sa vie. Sa morale professionnelle est obligée : la loi, toute la loi, rien que la loi ».

Alain Minc sera-t-il entendu par Michel Rocard ? L'auteur est un digne descendant de M. Rocard. « Nous attendons M. Rocard, nous le suivons », écrit-il. Il dénonce son immobilisme et parle, à son propos, du néoconservatisme du XX<sup>e</sup> siècle. Dur, mais sans doute exact. Michel Rocard finira-t-il par comprendre qu'un jour, à nouveau, l'arrogance de l'argent deviendra insupportable à certains, et que de grandes réformes, comme celle de la fiscalité, sont nécessaires. Il ne peut certes prendre Alain Minc comme conseiller. Question d'argent notamment ! Mais ne peut-il se convaincre que « trop de marché risque de tuer le marché » ?

Son maître à l'Elysée, François Mitterrand, n'a-t-il pas fini par adhérer à un slogan réagissant et à l'utiliser — « trop d'impôt tue l'impôt » ?

ERIK ZHARLEWICZ

(1). Grasset, 1987.

« L'Argent fou », d'Alain Minc. Editions Grasset, 280 pages, 85 francs.

## TRANSPORTS

Entre Aix-en-Provence et Toulon et entre Metz et Forbach

Les autocaristes lancent des lignes  
interurbaines sur autoroute

Des transporteurs français se regroupent pour créer un réseau de transport rapide par autocar grand confort sur autoroute entre de grandes villes. Réunis dans le groupement d'intérêt économique Francilignes, ils ont annoncé, le 26 janvier, l'ouverture de deux liaisons régulières entre Aix-en-Provence et Toulon et entre Metz et Forbach. Ils ont déposé dix-sept demandes de lignes supplémentaires auprès des pouvoirs publics.

C'est un vieux rêve que réalisent aujourd'hui, via GIL, le groupe Gallienne, le groupe Demonceaux et cinq autres transporteurs réunis dans Francilignes.

Les vice-présidents du GIE, MM. Jean-Paul Maillet et Alain Labarrière, expliquent que les autocaristes ont d'abord constaté que la demande de transport explosait littéralement en France : + 45 % en six ans pour la circulation sur autoroute, + 80 % en sept ans pour le TGV Sud-Est, + 100 % en huit ans pour le trafic aérien.

D'autre part, « le kilométrage du réseau d'autoroutes et de voies rapides doublera dans les dix prochaines années ». Ils constatent que cette infrastructure est peu et mal utilisée par les transports collectifs et que, lorsque ceux-ci empruntent l'autoroute en ligne régulière, « le succès commercial est là, comme entre Aix et Nice, Marseille et Gap, Chartres et Orléans, Reims et Troyes ».

« Ils estiment que l'autocar a des atouts à faire valoir puisqu'il est moins coûteux que l'avion ou la voiture, plus souple et moins difficile à rentabiliser que le train. Il faut deux cents voyageurs pour équilibrer les dépenses d'un train, mais vingt seulement pour rentabiliser un car ».

L'initiative de Francilignes s'appuie sur l'idée qu'en lançant à 100 km/h sur autoroute des cars de luxe équipés de rétroviseurs électroniques, de l'ABS, d'une suspension pneumatique intégrale, de toilettes, de la vidéo, d'un radiotéléphone, de distributeurs de boissons et de sièges inclinables, il est possible de séduire une partie des utilisateurs de la voiture et de persuader les

gens qui n'ont pas les moyens de voyager qu'ils peuvent obtenir la première classe au prix de la dernière.

Entre Aix et Toulon, Francilignes offre ainsi quatre aller et retour chaque jour, en garantissant, de centre à centre, une durée de trajet de 1 h 15 pour un tarif de base de 65 francs, qui peut être réduit pour les étudiants, les personnes âgées et les abonnés.

Les responsables du groupement insistent sur le fait que ces services sont coordonnés avec les autres modes de transport et qu'ils sont destinés à concurrencer l'automobile et pas la SNCF. L'objectif, ils ont raison si l'on entend bien les propos de M. Claude Gressier, directeur des transports terrestres, à propos de leur initiative et de leurs demandes de création de lignes entre Aix et Montpellier ou entre Bordeaux et Pau.

« Nous croyons qu'il existe une demande pour ce type de liaisons par autoroute », explique-t-il. La SNCF est contre cette extension. Bien sûr, Aix-Nîmes par autocar ne la dérange pas trop mais Aix-Montpellier, si. Elle hurle un peu avant d'avoir mal. M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, est décidé à lancer deux ou trois expériences pour vérifier si l'autocar peut apporter à une nouvelle clientèle, notamment aux jeunes, un service plus performant que le train et moins cher que l'automobile. Mais le ministre ne souhaite pas que la car mène la laine sur le dos de la SNCF. Notre objectif est bien une libéralisation maîtrisée ».

Francilignes pourrait recevoir un renfort de poids s'il est rejoint par l'autocariste Cariane, filiale de la Scet, holding appartenant à la SNCF. Celle-ci est consciente qu'à certaines heures il existe des trous dans le service ferroviaire. D'autre part, elle dit tellement fort que certaines de ses dessertes régionales sont déficitaires qu'elle pourrait être tentée de jouer, ici et là, la carte d'un autocar qui amorce officiellement qu'il veut mailler la France et aménager ses horaires en fonction des nécessités du train et de l'avion.

La SNCF aura-t-elle encore longtemps peur d'un autocar qui se proclame son allié et son raba-

ALAIN FAUJAS







هذا من الاصل



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 1<sup>er</sup> FEVRIER

Cours relevés  
à 17 h 38

[illegible]

## Comptant (sélection)

## SICAV (sélection)

## 1/2

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Préale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préale incl.	Rachet net
Obligations																							
Exp. 0.80 % 77	119 46	8 124	C.C.F. Fin. Ind. Cl. M. H. H.	218	Magasin Unifié	185	Vin	208	A.A.A.	1130 04	1102 97	France-Indos. S. C.	113 07	111 15	115	Patrimoine Rénové	179 05	176 14	175	...	...	...	...
5,00 % 78/83	88 80	6 834	Ch. de France	2380	Magasin S.A.	195	Watersman S.A.	231 06	A.A.A.	237 41	230 48	France-Indos. S. C.	442 48	431 69	159	Pavlov	887 76	887 76	887	...	...	...	...
10,00 % 79/84	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Maison Part.	377	Breco, de Mexico	209 10	Adonis France	594 81	573 12	France-Obligat.	457 88	453 26	160	Phénix Placements	268 22	260 41	260	...	...	...	...
12,25 % 80/100	100 72	4 638	Ch. de France	2380	Midway	382	...	...	Adonis France	685 02	660 26	France	497 76	483 25	160	Pierre Invest.	765 05	746 38	746	...	...	...	...
10,20 % 82/100	101 05	10 389	Ch. de France	2380	Neos, Dist. de	230	...	...	Adonis France	127 16	846 82	France Paris	119 81	110 48	160	Placement A.	1204 46	1180 84	1180	...	...	...	...
16 % 82/83	100 80	13 800	Ch. de France	2380	Openg	220	...	...	A.E.E.	1020	1070	A.S.F. Act. Inc-CP	673 10	1170 88	1170	Placement B-term	72610 98	72488 05	72488	...	...	...	...
14,00 % 84/85	100 80	13 800	Ch. de France	2380	Openg U.T.C.	2220	...	...	Alcan Alum.	114 50	117 50	A.S.F. Act. Inc-CP	1334 94	1298 36	1298	Placement C-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,40 % 85/86	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Comp. L. L.	1200	...	...	Alcan Alum.	114 50	117 50	A.S.F. Act. Inc-CP	1334 94	1298 36	1298	Placement D-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
12,20 % 86/87	100 70	1 042	Ch. de France	2380	C.M.P.	28 16 d	...	...	Alcan Alum.	114 50	117 50	A.S.F. Act. Inc-CP	1334 94	1298 36	1298	Placement E-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 87/88	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	560	...	...	A.G.F. Financ.	1073 44	1063 81	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement F-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
11 % 88/89	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	725	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement G-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 89/90	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	138	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement H-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 90/91	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement I-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 91/92	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement J-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 92/93	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement K-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 93/94	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement L-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 94/95	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement M-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 95/96	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement N-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 96/97	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement O-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 97/98	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement P-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 98/99	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement Q-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 99/00	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement R-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 00/01	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement S-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 01/02	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement T-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 02/03	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement U-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 03/04	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement V-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 04/05	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement W-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 05/06	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement X-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 06/07	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement Y-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 07/08	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement Z-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 08/09	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AA-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 09/10	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AB-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 10/11	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AC-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 11/12	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AD-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 12/13	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AE-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 13/14	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AF-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 14/15	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AG-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 15/16	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AH-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 16/17	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AI-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 17/18	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AJ-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 18/19	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AK-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 19/20	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AL-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 20/21	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AM-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 21/22	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AN-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 22/23	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AO-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 23/24	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AP-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 24/25	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AQ-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 25/26	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AR-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 26/27	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AS-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 27/28	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AT-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 28/29	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AU-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 29/30	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AV-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 30/31	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AW-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 31/32	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AX-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 32/33	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F. Financ.	127 07	425 41	Faculcap	29 43	29 38	160	Placement AY-term	58303 10	58118 38	58118	...	...	...	...
10,20 % 33/34	100 70	1 042	Ch. de France	2380	Ch. de France	750	...	...	A.G.F.														

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 1/2	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVICES	COURS prix.	COURS 1/2
			Achat	Vente			
Esco-Isle (S 1) .....	5 718	6 712	5 500	5 950	Or fin (pale au baril) .....	78600	76000
EDJ .....	6 827	6 828			Or fin (au baril) .....	78700	76200
Aluminium (100 DRB) .....	35 040	330 730	333 600		Pièces 100 francs (10 fr) .....	352	441
Aluminium (100 DRB) .....	18 242	16 257	15 750	16 800	Pièces 10 francs (20 fr) .....	392	408
Papier (100 L) .....	301 300	301 380	282	311	Pièces 1 franc (20 fr) .....	496	463
Diamonds (1000 l) .....	87 550	87 890	86	92	Pièces 1 franc (20 fr) .....	443	440
Gold (1000 l) .....	9 611	9 607	9 100	9 200	Souverains .....	2590	2590
Gold (1000 l) .....	3 626	3 622	3 400	4 200	Pièces 100 francs (10 fr) .....	1427 50	1430
Gold (1000 l) .....	4 171	4 572	4 250	3 850	Pièces 5 francs .....	325	325
Suisse (1000 l) .....	382 780	381 690	381		Pièces 50 francs .....	2850	2850
Suisse (1000 l) .....	32 550				Pièces 10 francs .....	462	458
Australie (100 cpi) .....	48 251	48 253	46 750	49 550	Or London .....		
Australie (100 cpi) .....	5 254	5 284	5	5 550	Or Zurich .....		
Portugal (100 esc.) .....	3 580	3 580	4 350		Or Hongkong .....		
Suisse (100 esc.) .....	4 916	4 916	5 830	5 030	Argent London .....		
Japan (100 yen) .....	3 882	3 951	3 810	4 030			

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**



## ETATS-UNIS : lancement du premier quotidien sportif

La course de fond (s)  
de « The National »

NEW-YORK

de notre correspondant

Quarante-huit pages dont huit en couleurs (notamment la météo...), tous les résultats de la veille, commentaires à l'appui et une « cover story » sur le sujet du jour, en l'occurrence Patrick Ewing, l'un des stars du basket-ball américain, développant sa silhouette d'athlète derrière la célèbre Chrysler Building de New-York. Ainsi s'est présenté le 31 janvier au lecteur de New-York, de Chicago et de Los Angeles, un nouveau journal au format tabloïd, *The National*, premier quotidien à être diffusé progressivement sur l'ensemble des Etats-Unis avec pour seul contenu rédactionnel l'actualité sportive.

Trois bien différents et comptant de nombreux grands titres dont l'influence dépasse parfois leur ville d'origine (le *New York Times*, le *Washington Post*, le *Chicago Tribune* ou encore le *Los Angeles Times*), la presse quotidienne américaine reste pourtant essentiellement régionale. Seules deux tentatives de journal véritablement national ont réussi à ce jour. La première remonte à 1889, lorsque Charles H. Dow et Edward D. Jones, deux journalistes de la *Newspaper Enterprise*, décidèrent de transformer leur lettre confidentielle, le *Customer's Afternoon Letter* en un véritable quotidien, le *Wall Street Journal*, devenu la Bible des milieux d'affaires.

Il fallut attendre près de cent ans pour qu'en 1982, le groupe de presse Gannett Company lance un autre quotidien d'informations générales, cette fois, *USA Today*. Depuis, plus rien. D'où l'intérêt porté à l'initiative de Frank Deford, un journaliste sportif bien connu de *Sports Illustrated* (Groupe Time), également commentateur sur la chaîne de télévision NBC, et de Peter O. Piles, ex-éditeur du *New York Post*, l'un des trois principaux quotidiens populaires new-yorkais.

Entourés d'une équipe de cent soixante-quinze personnes

— dont cent trente rédacteurs — ceux-ci se sont assurés le concours financier d'Emilio Accorreggi Miro. Ce patron de presse musical, qui possède notamment quatre chaînes de télévision (regroupées au sein de Televisa, le principal réseau de programme de télévision en langue espagnole), a accepté de verser 100 millions de dollars (soit de 8 milliards de francs) dans l'affaire. Les trois partenaires prévoient un point d'équilibre autour de sept cent cinquante mille exemplaires diffusés après deux années d'expérience.

L'entreprise est hardie. Son succès, à terme, suppose que, du dimanche au vendredi, deux cent mille acheteurs acceptent de dépenser 50 cents pour un quotidien spécialisé, souvent en plus de leur journal habituel, lequel comporte déjà force pages d'actualités sportives. De plus, l'argument de vente (et tous les résultats, quelques heures après les matches), grâce à des liaisons par satellite, risque de se heurter à quelques problèmes de fusiologie horaire avec la côte ouest des Etats-Unis.

En revanche, *The National* semble avoir bien maîtrisé sa diffusion, confiée à Dow Jones et qui emprunte la même chaîne que le *Wall Street Journal*. Avec, au bout de quatre à cinq ans, la possibilité de lancer des éditions supplémentaires dans chaque grande ville disposant d'un grand club de baseball, de football, de basket-ball et de hockey, les quatre sports préférés des Américains.

Mais l'expérience de *USA Today* doit inciter à une certaine prudence. Ce quotidien également en tabloïd et en couleurs, a englouti 800 millions de dollars avant de devenir rentable sept ans après son lancement. En revanche, le *Wall Street Journal*, se porte très bien. Le nouveau quotidien national semble, quant à lui, avoir trouvé son dénominateur. Lancé le 31 janvier, au lieu de la mi-janvier, il a raté le « Super Bowl », l'événement de l'année pour les 120 millions d'amateurs de football américain.

SERGE MARTI

## Les suites de « l'affaire » Gallimard

## Le groupe Masson se propose comme conciliateur

Depuis que M<sup>me</sup> Françoise Gallimard a annoncé son intention de vendre ses parts (le *Monde* du 30 janvier), l'agitation ne cesse de croître autour de la célèbre maison d'édition : MM. Talamon et de Lacharrière, du groupe Masson, se proposent aujourd'hui comme conciliateurs.

On se doit, bien sûr, depuis qu'a éclaté « l'affaire » Gallimard, que le groupe d'édition Masson-Collins-Belfond, présidé par M. Jérôme Talamon, allait se manifester. On sait que M. Talamon et son cousin M. Marc Lacharrière de Lacharrière, notamment vice-président de L'Oréal et vice-président du groupe Masson, souhaitent créer un nouveau grand groupe d'édition en France. « Jérôme Talamon et moi nous sommes certains membres de la famille Gallimard depuis vingt ans, nous a déclaré M. de Lacharrière. Si la famille le souhaite nous sommes prêts à jouer des rôles de médiateurs et de conciliateurs. Si personne ne le veut, nous ne voulons pas intervenir dans une affaire où une famille est momentanément désemparée. »

« Les éditions Gallimard dans la famille ne nous intéressent pas, nous a précisé pour sa part

M. Talamon. Moi, je désire travailler avec des éditeurs, de façon à constituer un groupe éditorial indépendant. Tout cela s'ajoute déjà fait l'objet d'entretiens avec les deux frères Gallimard. »

M. Antoine Gallimard, PDG de la maison, nous a confirmé que M. Talamon lui avait proposé un arrangement. Mais il s'agit de voir aujourd'hui M. de Lacharrière prendre la parole dans la presse (le *Figaro* du 2 février) : « J'ai le sentiment que l'on veut absolument « gonfler » le conflit familial, dit-il, et que certains organes de presse répètent à plaisir cette dramatisation. » M. Antoine Gallimard semble douter que toutes ces bonnes volontés soient au pur service de la défense de la culture française et craint les « prédateurs ».

D'autre part, les anciens Gallimard paraissent bien décidés à ne pas rester muets, à placer le débat sur le terrain culturel. C'est ce qui est apparu lors de la première réunion du nouveau comité de lecture de Gallimard, jeudi 1<sup>er</sup> février.

Enfin, l'agence Renter annonce que M. Christian Gallimard va « surseoir » sur son frère — lequel n'a toujours fait aucune offre — et faire une proposition à sa sœur Françoise.

Jo. S.

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Mais oui, je t'aime

VOYEZ comme on se trompe. On arrête pas de les débiter, nos politiciens : c'est rien que des arrivistes, des escrocs, des bêtises de proie, des tuteurs. Ils ont un isolement à la place du cœur. Mais où on va chercher tout ça ? Rien n'est moins vrai. Regardez-les se répandre, soir après soir, à la table aux pieds de leurs amis. Des flegmes. Après l'émission, pour les sortir du studio, faut les éponger à la serviette et les essorer dans un seau.

Bon, mon Mimi, ça on le savait, il y a pas plus tendre, plus spontané, il est toujours à les câliner, à les faire sauter sur ses genoux, ses poils chouchous : allez, mon Fifi, mange ta potée, voilà c'est bien, une cuillerée pour Tonton, une cuillerée pour Tata, une... Et ben, Lionel, qu'est-ce qu'il y a qui va pas ? Tu serais pas jaloux ? Non, mais regardez-moi, ce grand fou !

Et Rocky, donc ! C'est pas qu'il l'admire, son président Mimi, il le vénère. Il n'en parle qu'agenouillé sur un tapis de prière : moi c'est rien, lui c'est tout. Le Grand Tout. L'autre, ça l'inquiète un peu. Allez comprendre pourquoi, il a l'impression

que c'est du baratin. Il se confie à Attili : tu crois qu'il m'aime vraiment ? Tu connais les hommes, pour arriver à te baiser, ils diraient n'importe quoi !

Jacquot, lui, c'est fou le succès qu'il a. Ils sont tous après. Pasqua salive en le dévorant des yeux. Il en boufferait, ma parole ! Moi est aux petits soins. Il le prend par le bras, il l'accompagne à sa place, la place d'honneur, aux assises du RPR. Il lui tire sa chaise... Un faux mouvement et patatras !

Mais, le plus touchant, c'est ce pauvre back-street de Le Pen. Il a vraiment pas de veine. Ils ont tous la bague au doigt, ses mecs. Alors, c'est des coups de téléphone en cachette, des rendez-vous secrets dans des arrière-salles de café. Ça finit par se savoir et naturellement ils se défendent de le fréquenter, tous ces faux d'arches de Babar et de Pasqua : moi, sortir avec une salope pareille, non, mais ça va pas ! Il en a marre, là, Jean-Marie, ras-le-bol : ou vous vous effichez avec moi ou je balance tout à la presse. Une menace ? Non, une promesse.

## EN BREF

Le PDG de Pioneer-France condamné pour la construction d'un pont privé en Corse. — Le tribunal correctionnel d'Ajaccio a condamné, vendredi 2 février, M. Jacky Sesson, PDG de Pioneer-France, à 250 000 F d'amende pour la construction, sans permis (le *Monde* du 19 décembre), d'un pont privé sur l'île de Cavallo (Corse-du-Sud) et il devra « reconstruire le littoral côtier » dans un délai de six mois et démolir les installations existantes. En plus de l'amende, il devra verser 25 000 F de dommages et intérêts aux associations de défense de l'environnement qui s'étaient constituées partie civile et, conjointement avec deux entrepreneurs,

20 000 F au Groupement d'Ajaccio et de sa région pour la défense de l'environnement.

Retard dans le redémarrage de l'Etat. Le redémarrage de la tranche B2 (de 800 mégawatts) de la centrale nucléaire de Chinon, en arrêt depuis le 21 décembre pour une simple opération de rechargement, a été retardé en raison d'une fuite sur un circuit annexe relié au circuit primaire. Cet incident, classé au niveau 1 sur l'échelle de gravité, a été localisé sur une vanne et la fuite se situait à l'intérieur de l'enceinte de confinement. Elle « n'a donc aucune répercussion sur l'environnement ou la sécurité du personnel », selon la direction de

CFN. Le retard du redémarrage « est estimé à quatre jours », à compter du mercredi 31 janvier.

Réunion du comité central du PCF les 12 et 13 février. Le bureau politique du PCF, réuni mardi 30 janvier, a décidé la convocation du comité central pour les lundi 12 et mardi 13 février. Cette réunion du bureau politique était la première à laquelle participait M. Charles Fiterman depuis son grave accident de voiture du 9 septembre 1989. Le comité central ne s'était pas réuni depuis la mi-décembre 1989. Cette réunion survient à un moment où la direction du PCF, confrontée, sur le plan international, à l'effondrement des systèmes en place dans les pays de l'Est, dénonce, sur le plan intérieur, une « campagne anticommuniste ». Le rapport introductif sera présenté par M<sup>me</sup> Françoise Lazard, membre du bureau politique du PCF, chargée des relations avec les milieux chrétiens.

## BOURSE DE PARIS

## Matière de 2 février

## Petite hausse

Au lendemain de la progression de 0,67 % jeudi, le marché a enregistré une nouvelle hausse après la forte progression de Tokyo et l'annonce d'un déficit commercial français de 2,2 milliards de francs inférieurs à celui du mois précédent (lire page 27). L'indice CAC 40 s'est apprécié de 0,36 % en fin de séance. Les investisseurs restaient prudents dans l'attente de la publication de statistiques américaines sur l'emploi attendues dans l'après-midi. Les plus fortes progressions étaient enregistrées par La Rochette (+7,8 %), Fichtel Bauche (+5 %) et Jean Lefebvre (+4,4 %).

## M. Pierre Joxe invité du « Grand Jury ETL-le Monde »

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury ETL-le Monde », dimanche 4 février de 18 h 30 à 19 h 30. Le ministre, ancien député socialiste de Seine-et-Marne, qui s'est rallié à la motion de M. Fabius en vue du congrès du PS, répondra aux questions d'André Fassinon et de Patrick Jarnoux de *Monde* et de Dominique Ponsseigne et de Paul Joby de ETL, le débat étant dirigé par Olivier Masson.

## Plaisirs au mètre ! UN VRAI TRÉSOR : DES MILLIERS DE COUPONS « MODE » (ET DÉCORATION)

Des tissus de toutes sortes, y compris de vraies robes, des métrages époustouflants pour une jupe, une robe, une blouse, un bermuda, un blazer, etc. Ou pour des rideaux, des coussins, des jolis de lit... Dans toutes les plus belles qualités : soie, lin, polyester, laine, coton, etc.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

L'avenir de la musique : « Les grenouilles et le soliveau », par Pierre Boulez. La grève dans les hôpitaux : « Colère d'une génération », par Bernard Granger, Jean-Marcel Guillon et Jean-François Lévy ..... 2

## L'unité allemande

Les déclarations de M. Mowrow et les réactions à Bonn ..... 3

## L'évolution

dans les pays de l'Est ..... 5

La crise du RPR ..... 8 et 9

## Les jeunes Français

devant un conflit armé

Psychologiquement fragiles et trop « dorlotés » dans leurs familles, les jeunes Français — selon une étude de l'armée de terre — sont mal préparés à affronter un éventuel conflit en Europe ..... 9

## SECTION B

## Le blanchiment

de l'argent « sale »

Une riposte internationale d'urgence pour lutter contre le blanchiment des narcodollars issus du trafic de stupéfiants. En France une information judiciaire a été ouverte contre Manuel Noriega ..... 11

## Marseille,

le poison du soupçon

L'affaire des cliniques marseillaises et le rôle qu'y a joué Jean Chouraqui alimentent rumeurs et soupçons qui se développent à la mairie mais aussi à l'hôtel de police, au palais de justice, et même dans les états-majors bancaires ..... 11

## Journal d'un amateur

« Coupables », par Philippe Boucher ..... 12

## SANS VISA

## Bénarès, ville sainte à sauver

La plus vénérée des cités sacrées de l'Inde redécouvre son patrimoine  
• Eclaire • La table • Jeux ..... 15 à 20

## La culture au secours

de l'Amérique latine

Réunis à Mar-del-Plata (Argentine), les responsables culturels du continent ont estimé que l'intégration des différents pays passe par la résolution des problèmes culturels ..... 21

## SECTION C

## Congrès des syndicats

est-allemands

La menace d'une grève générale. 27

## Commerce extérieur

La dégradation semble stoppée. 27

## « L'Argent fou »,

d'Alain Minc

Une critique des dérèglements du capitalisme ..... 30

## Services

Abonnements ..... 32

Annuaire classé ..... 31

Carnet ..... 26

Spectacles ..... 23

Météorologie ..... 26

Marchés financiers ..... 32-33

Jeux ..... 20

Campus ..... 13

Radio-Télévision ..... 24

Philatélie ..... 26

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
du 2 février 1990  
a été tiré à 335 843 exemplaires.

**SENE&VE**  
**ECONOMIE**  
**MAGAZINE**

**L'ETAT, LE PLUS MAUVAIS EMPLOYEUR DE FRANCE**

La fonction publique est en pleine effervescence. Mal aimés, mal payés, les fonctionnaires se rebiffent. S & V ECONOMIE MAGAZINE révèle, les nombreuses aberrations de fonctionnement d'un service public qu'il est grand temps de redéfinir et de revaloriser.

**ÉGALEMENT AU SOMMAIRE**

- Où en est la construction européenne ?
- Affaires : vendre une entreprise aux enchères.
- Systèmes experts pour la gestion de PME.

**S & V ECONOMIE MAGAZINE COMPRENDRE POUR AGIR**

**ENTRAÎNEMENT CARNEGIE®**  
Expression Orale et Relations Humaines

**Sachez mieux communiquer**

- Augmentez votre maîtrise en oratoire, en réunion et en public.
- Améliorez votre qualité de contact, votre influence, votre rayonnement.

**CONFÉRENCES D'INFORMATION**

de 18h précises à 20h45  
PARIS : 100 rue des Champs-Élysées  
S. 6, 7, 8 et 9 février  
et de 18h30 à 17h15 :  
6, 7, 8 et 9 février  
de 18h30 à 20h45  
VERSAILLES : Lunet & Favier  
Hôtel Thénard Palace, 1 Bd de la Paix  
ST GERMAIN : Mart & Favier  
Pauillon Henri IV, 21 rue Tolon

Entraînements Dole Carnegie®  
Le plus mondial de la formation Carné  
Présenté en France par G. & D. Weyre  
2 Rue de Monty 75010 Le Chêne  
TEL: (0) 1 45 54 52 06

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

**TIRELLI**  
Inclinable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale

**CAPÉLOU**  
37 AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 57 46 36 • METRO PARENTIER

سكس من الفجر